Barchou de
Penhoen

HISTOIRE

DE LA CONQUÊTE ET DE LA FONDATION

DE

L'EMPIRE ANGLAIS

DANS L'INDE,

PAR LE BARON

BARCHOU DE PENHOËN.

TOME DEUXIÈME.

PARIS.

LIBRAIRIE DE LADRANGE,

QUAI DES AUGUSTINS, 19.

1841.

HISTOIRE

DE LA CONQUÊTE ET DE LA FONDATION

DE

L'EMPIRE ANGLAIS

DANS L'INDE.

TOME II.

PARIS — IMPRIMERIE DE BOURGOGNE ET MARTINET,
rue Jacob, 30.

HISTOIRE

DE LA CONQUÊTE ET DE LA FONDATION

DE

L'EMPIRE ANGLAIS

DANS L'INDE,

PAR LE BARON

BARCHOU DE PENHOËN.

TOME DEUXIÈME.

PARIS,

LIBRAIRIE DE LADRANGE,

QUAI DES AUGUSTINS, 19.

1840.

LIVRE V.

SOMMAIRE.

Description géographique du Bengale. — Sa fertilité. — Son commerce. — Caractère de ses habitants. — Situation politique. — Aliverdi-Khan, subahdar de Bengale, Bahar et Orissa. — Fréquentes irruptions des Mahrattes.—Aliverdi marie ses trois filles à ses trois neveux. — Suraja-Dowlah succède à Aliverdi. — La mésintelligence se met entre le nabob et les Anglais. — La guerre éclate entre le nabob et les Anglais. — Siége et prise de Calcutta. — Le trou noir. — La nouvelle de la prise de Calcutta se répand à Madras. — Une expédition part de Madras dans le but de recouvrer Calcutta. — Elle est commandée par Clive. — Calcutta recouvré. — Traité de paix entre les Anglais et le nabob. — Mécontentement dans l'armée de Suraja-Dowlah. — Meer-Jaffier. — Omischund, principal agent des Anglais. — Yar-Khan-Lalty, créature des Seats, riches banquiers. — Il sollicite l'appui des Anglais pour se faire proclamer nabob. — Meer-Jaffier fait la même démarche. — Clive décide le conseil à se prononcer pour Meer-Jaffier. — Traité passé entre Meer-Jaffier et le conseil. — Les Anglais demandent d'énormes sommes pour prix de leur concours. — Bussy dans le Deccan. — Le nabob se flatte de le voir arriver à son secours. — Omischund intermédiaire entre les Anglais et le nabob. — Deux traités, l'un réel, l'autre fictif, destiné à tromper Omischund. — Les Anglais se mettent en campagne. — Essai de réconciliation entre le nabob et Meer-Jaffier. — Les Anglais et le nabob en présence à Plassey. — Conseil de guerre tenu par Clive. — Il opine pour l'inaction. — La bataille est résolue. — Bataille de Plassy. — Fuite de Suraja-Dowlah. — Meer-Jaffier proclamé nabob. — Mort d'Omischund. — Capture et mort de Suraja-Dowlah. — Dispositions équivoques de Ramnarain qui accueille les Français. — Expédition de Coote contre ces derniers. — Paix conclue avec Ramnarain. — Affaires du Carnatique. — Madura, Tinivelly. — Les Français mettent le siége devant Tritchinopoly. — Attaque de différentes forteresses par les Anglais et les Français. — Bussy à la cour du subahdar. — Un moment disgracié, il rentre en faveur. — Les Polygards.—Rangaroo, polygard de Bobilé.—Bussy s'empare des établissements anglais dans les circars du nord. — Intrigue à la cour du subahdar. — Expédition française dans l'Inde. — Lally-Tollendal.—Débarquement de l'expédition française.—Lally commence le siége de Saint-David. — Engagement des deux flottes.— Mesures violentes et impopulaires de Lally. — Prise de Saint-David, Devi-Cotah, etc. — Expédition de Tanjore. — Cette expédition échoue. — Bussy y rétablit le subahdar dans l'exercice de son autorité. — Il est rappelé. — Lally s'empare d'Arcot.

(1754—1758.)

LIVRE V.

Le Bengale est la plus orientale des provinces qui composent l'empire du grand Mogol. Il est situé entre le 21e et le 26e degré de latitude septentrionale, et s'étend du 86e au 97e degré de longitude, à compter du méridien de Londres. Le Gange, qui l'arrose au sortir des montagnes situées aux frontières de l'Indostan, court pendant un espace de 300 milles au sud-est, et reçoit la Jumma à Allahabad; de là continue de couler l'espace de 300 milles encore à peu près dans la même direction, reçoit sept autres rivières plus ou moins considérables, et entre enfin dans le Bengale, où il baigne le pied d'une montagne appelée Tacriagully, sous le 22e degré de latitude. A 100 milles de ce point, le fleuve se divise; un de ses bras, qu'on appelle Cossimbuzar, se dirige au

sud ; un autre, qui ne s'en détache qu'à 50 milles plus loin, vient rejoindre le premier, près de la ville de Nuddeah. Tous deux, une fois réunis, prennent parfois le nom de petit Gange, plus souvent celui de Hoogley, et vont se jeter dans la mer près de l'île de Dagor. Le fleuve lui-même, nommé souvent le grand Gange, après sa séparation du Cossimbuzar, se grossit d'un grand nombre de rivières, puis se réunit sous le 22e degré au Barampurtrah, fleuve encore plus considérable sorti à l'est des hautes montagnes dont le Gange lui-même est sorti à l'ouest. A la jonction de ces dix grands fleuves, il existe comme une sorte de tempête perpétuelle ; ils forment plusieurs îles, et vont se jeter dans la mer à 35 milles plus bas par plusieurs larges canaux.

Le Bengale, qui à l'ouest confine à la province de Bahar, s'étend à l'est jusqu'au pied de la montagne du Thibet, jusqu'à Rangamatty, appartenant au roi d'Assam. La province de Chittagong, détachée du royaume d'Aracan, est située sur la côte qui forme la frontière orientale du golfe du Bengale. La côte qui va des embouchures du Hoogley à celle du grand Gange, est un rivage désert, sablonneux, aride, inaccessible aux navires. A quelques lieues au-delà dans l'intérieur des terres, un grand nombre de rivières forment des îles incultes, désertes, abandonnées aux animaux féroces, leurs seuls habitants. L'espace tout entier compris dans le triangle formé à l'ouest

par la Cossimbuzar et le Hoogley, à l'est par le grand Gange, et dont la base s'appuie à la mer au midi; cet espace, disons-nous, rappelle fidèlement les déserts et les sables de l'Afrique et de l'Arabie; il ne s'y trouve ni pierre, ni rochers, et au-dessous du sable existe une terre d'une extrême fertilité contenant une grande quantité de coquillages et de débris de plantes marines, d'où l'on peut inférer que le terrain a été autrefois couvert par la mer. Une grande partie de cette plaine immense n'est arrosée ni par le Gange, ni par les bras du Gange; elle n'en est pas moins féconde, car il s'y trouve un grand nombre d'autres ruisseaux qui coulent des montagnes. De plus, depuis le mois de mai jusqu'en août, à l'époque où le soleil est à son zénith, d'abondantes pluies ne manquent jamais de tomber chaque jour.

Grâce à cette richesse du sol, les indigènes pourvoient à leurs besoins avec moins de travail que partout ailleurs dans le reste du monde. Le riz, base de leur nourriture, croît en telle quantité dans les parties inférieures de la province, qu'il se vend parfois moins d'un liard la livre; d'autres grains, et surtout les légumes et les fruits, n'y viennent pas moins heureusement; il en est de même des épices; le sucre, bien qu'il réclame quelques soins, croît également partout; le bétail est généralement d'une petite espèce et donne peu de lait, défaut d'ailleurs bien compensé par sa grande abondance. Les rivières et les étangs fourmillent

de poissons, et les îles voisines de la mer fournissent dix fois plus de sel qu'il n'est nécessaire à la consommation de la province. L'agriculture, enlevant peu de bras, en raison de l'extrême richesse du sol, un grand nombre d'indigènes peut se livrer à l'industrie : il en résulte que la soie et le coton sont employés dans le Bengale en quantité trois fois plus considérable que dans toute autre province de l'empire de même étendue et de population égale; que les étoffes qu'il produit reviennent à beaucoup meilleur marché que partout ailleurs. De ces étoffes, la plus grande partie est enlevée par les Européens; le reste est envoyé par terre ou par mer dans les autres parties de l'empire. Il en est de même du riz, du sucre, du bétel, du gingembre, du poivre, etc. Les métaux sont le seul objet qui puisse forcer le Bengale à recourir aux autres; mais l'Europe, qui a pris promptement goût aux riches tissus de l'Inde, ne l'en laisse pas manquer, et le Bengale est approvisionné d'armes ou d'instruments, d'outils de fer bien supérieurs à ceux qu'il pourrait fabriquer lui-même. Mais à cette extrême abondance en toutes choses se mêlent les fâcheuses influences d'un climat humide et brûlant, qui engendre de nombreux inconvénients. Les habitants du Bengale, au milieu des populations déjà si efféminées de l'Inde, se font encore remarquer par la faiblesse de leur constitution et l'absence de toute énergie. La force physique, le courage moral, sont pour eux autant de choses inconnues; tout perfec-

tionnement de procédés industriels, tout accroissement de commerce répugne à leur paresseuse indolence. Les membres de la classe supérieure qui ne s'occupent pas de la fabrication des étoffes s'appliquent au commerce, où ils se font remarquer par leur patience et leur dextérité, qualités aussi communes chez eux qu'une crainte exagérée de tout danger, qu'une aversion profonde pour toute fatigue physique.

Dans les dernières années du règne d'Aureng-Zeb, les provinces du Bengale, Bahar, Allahabad et Orissa avaient été gouvernées par son petit-fils Azim-al-Shah, second fils de shah Alaum qui le remplaça sur le trône. Azim-al-Shah nomma pour son député ou nabob de Bengale et Orissa, un homme d'origine tartare, Jaffier-Khan, qui s'était élevé pendant les guerres d'Aureng-Zeb, et avait long-temps administré les finances du Bengale. A la mort du shah Alaum, et pendant les désordres qui suivirent, Jaffier conserva son gouvernement. Bientôt il devint assez puissant pour qu'il eût été difficile à l'empereur de l'en éloigner. Avant son élévation, Jaffier avait marié sa fille à Sujah-Khan, de même origine que lui, qu'il s'empressa de nommer au gouvernement d'Orissa, dès qu'il fut devenu subahdar de cette province, ainsi que du Bengale. Toutefois dans les dernières années de la vie de Jaffier, la bonne intelligence avait cessé de régner entre le beau-père et le gendre; aussi fut-ce le fils de ce dernier, Suffraze-Khan, qui fut désigné par le

subahdar pour devenir son successeur. Sujah-Khan se révolta contre une telle disposition, se procura des lettres-patentes à Delhi qui l'instituaient successeur de Jaffier, s'empara de sa capitale, et s'occupa de grossir son armée. En 1729, la province de Bahar fut ajoutée à sa domination; il en donna le gouvernement à son cousin, Aliverdi-Khan; Sujah-Khan mourut pendant la terrible invasion de Nadir-Shah, ayant pour successeur Suffraze-Khan. La discorde se mit bientôt entre Aliverdi et Suffraze-Khan. Le premier, prévenant son rival, obtient de la cour de Delhi un firman qui le nomme gouverneur du Bengale. A la tête de son armée, il marche contre Suffraze-Khan; un combat s'ensuit où le dernier est tué, et tout le pays se soumet sans résistance. A son retour, Aliverdi licencie une grande partie de son armée, car tout présageait un avenir de paix; mais il apprend tout-à-coup que les Mahrattes, déjà maîtres d'une partie de la province de Bérar, où leur chef, Ragogee-Bhousla, avait même fondé une sorte de souveraineté, ne sont plus qu'à huit jours de marche de Moorshedabad, sa capitale. Une chaîne de montagnes était le seul obstacle qui séparât leur domination de celle d'Aliverdi; or ils avaient traversé les défilés de cette montagne, impatients de réunir à ces acquisitions récentes les plus riches provinces de l'Indostan. Dans ce moment critique, Aliverdi n'hésite pas, il marche contre les Mahrattes avec le petit nombre de troupes qu'il peut rassembler; malheureusement une partie de celles-ci

où des germes de mécontentement existaient depuis long-temps, ne le seconde pas. A peine peut-il éviter une défaite complète; entouré d'un petit nombre de soldats fidèles, il se voit entouré d'une nombreuse armée; à force de courage et de résolution, il parvient pourtant à se faire jour à travers l'ennemi, et il arrive au secours de sa capitale dont les Mahrattes commençaient à piller les faubourgs.

Les Mahrattes ne retournèrent pas chez eux, suivant leur usage habituel, pendant la saison des pluies; ils employèrent au contraire le temps à toucher les revenus de presque tout le territoire au midi du Gange. Aliverdi fit les plus grands efforts pour rassembler une armée; se mettant en campagne dès la fin des pluies, il les surprit dans leur camp, les dispersa, les poursuivit vivement jusqu'à ce qu'ils fussent hors de ses États. L'année suivante, deux nouvelles armées, l'une commandée par Ragogee-Bhousla, l'autre appartenant au gouvernement de Sattarah, entrèrent en campagne. Aliverdi n'obtint leur retraite qu'au moyen d'un grand sacrifice d'argent. Peu de temps après, Ragogee entre de nouveau dans la province d'Orissa, d'où il marche vers le Bengale. Attiré sous prétexte d'une conférence dans la tente d'Aliverdi, il y fut assassiné. Peu après une autre invasion des Mahrattes fut encouragée par la révolte de l'un des principaux officiers d'Aliverdi; le rebelle ayant été tué dans un combat, ceux-ci se dispersèrent; mais, revenus presque immédiatement, sous la conduite

de Janogee, fils de Ragogee-Bhousla, ils s'emparèrent de la presque totalité de la province d'Orissa; l'attention d'Aliverdi était tournée d'un autre côté.

Des mécontentements ne cessaient d'éclater parmi les soldats, la plupart étrangers : dans un de ces mouvements séditieux, le plus jeune de ses neveux, Zaindee-Hamet, nommé récemment nabob de Bahar, fut assassiné par deux chefs afghans. Les meurtriers appelèrent aussitôt à leur secours un corps d'armée mahratte; ils recrutèrent des partisans dans les rangs de l'armée d'Ahmet-Shah-Ab-Dallah, qui occupait alors les provinces supérieures de l'Indostan, et se mirent en mesure de lutter contre le subahdar, qui ne se trouva jamais dans une situation plus critique. Il n'avait à sa disposition que des forces tout-à-fait inférieures à celles de l'ennemi. Il n'hésite pas cependant à attaquer les révoltés. La fortune favorisant son audace, il remporta une victoire d'autant plus décisive, que les deux chefs rebelles furent tués dans le combat. Les Mahrattes battirent en retraite jusqu'à Midnapore, où ils s'arrêtèrent, poursuivis jusque dans la province d'Orissa par Aliverdi, qui en fit un grand carnage; mais ce dernier se trouvant bientôt contraint de se retirer, de laisser sans défense cette province, ils ne tardèrent pas à en reprendre possession. Les années suivantes Aliverdi ne cessa pas d'avoir à combattre contre ces terribles ennemis; les invasions des Mahrattes, une fois la voie frayée, se succédaient comme les flots de la mer sur le rivage. Dans la

dernière année de son règne, il essaya vainement de les prévenir au moyen d'un tribut volontaire.

Aliverdi-Khan n'avait jamais eu d'enfant mâle, mais seulement trois filles ; il les fit épouser à trois fils de son frère Hodgee, Nowagis-Mahomet, Zaindee-Hamet et Sid-Hamet. De ces gendres d'Aliverdi-Novagis n'eut jamais d'enfant ; Sid-Hamet avait un fils, et il en restait deux de Zaindei-Hamet dont nous venons de raconter la fin tragique. L'aîné de ces enfants, Mirza-Mahmoud, fut adopté par Aliverdi ; le second, Moorad-Dowjah par Nowagis. Aliverdi avait désigné pour son successeur Zaindee-Hamed, dont les grandes qualités avaient justifié aux yeux de tous cette préférence. Après la mort de celui-ci, aucune raison n'existait plus pour exclure une seconde fois Nowagis du trône, mais au lieu de choisir cette fois son successeur parmi ses neveux, Aliverdi désigna pour lui succéder l'aîné des enfants de Zaindei-Hamet. Ce jeune prince montrait dès l'âge de dix-sept ans des dispositions à tous les vices ; il était violent, irascible, se comptait pour tout, le reste du monde pour rien. Dès la première jeunesse il avait donné des indices d'une cruauté précoce, ne connaissant pas de plus grand plaisir que de faire souffrir mille tourments à des oiseaux ou à d'autres animaux ; accessible à la flatterie, il ne l'était à aucun sentiment généreux. La moindre contrariété le jetait dans des paroxysmes de fureur. Il se livrait aux plus grands excès, et surtout à un goût très vif pour les liqueurs

fortes. Doué d'un grand empire sur lui-même, il savait pourtant se montrer sous des dehors favorables aux yeux d'Aliverdi. D'ailleurs le grand attachement de celui-ci pour Zaindee-Hamet s'était reporté sur ce jeune homme et contribuait à l'abuser. Il le désigna en conséquence pour son successeur dès l'année 1733, l'associant depuis ce moment à tous les actes du gouvernement. Mirza-Mahmoud prit dès lors le nom de Chirajee-al-Dowlah, c'est-à-dire dans la langue du pays *lampe des richesses*, nom dont les Européens en firent Suraja-Dowlah, nom sous lequel il devint tristement célèbre dans l'histoire du Bengale.

Les deux neveux d'Aliverdi-Khan, Nowagis et Sidi-Hamet, respectèrent en apparence le choix de leur oncle; cependant on les vit bientôt dans leurs gouvernements respectifs grossir leur armée, amasser de l'argent, se préparer aux événements. Aliverdi ne put douter qu'ils ne se préparassent à disputer le trône que sa mort laisserait vacant. Suraja-Dowlah, dans le but d'éloigner le danger, résolut de se défaire d'un certain Hussein-Cooley-Khan qui gouvernait l'esprit de Nowagis. Ce Hussein était depuis plusieurs années gouverneur de Dacca, un neveu qui lui était tout dévoué en était sous-gouverneur, et l'on craignait que Nowagis ne s'y réfugiât pour lever l'étendard de la révolte. Hussein-Kooley-Khan en était alors absent. Des assassins envoyés par lui trouvèrent le moyen de se glisser à Dacca dans le palais de ce dernier; ils le

tuèrent pendant la nuit. Nowagis était en ce moment à Muxadavad. Il prend aussitôt les armes pour tirer vengeance de ce meurtre et pour conjurer son propre danger. Aliverdi cependant prétextant que ni lui-même, ni Suraja-Doulah ne sont les auteurs de ce meurtre, parvient à apaiser Nowagis. La bonne intelligence semble se rétablir entre eux; mais peu après Hussein est lui-même assassiné en plein jour dans les rues de Muxadavad. Leurs craintes communes unissent dès lors Nowagis et Sid-Hamet, qui jusqu'alors avaient agi séparément; sans oser se mettre en rébellion ouverte contre Aliverdi, ils augmentent leurs forces, et prennent leurs mesures pour se défendre ou pour attaquer, selon les événements. Mais ils meurent tout-à-coup, à peu d'intervalle l'un de l'autre, d'une fièvre maligne qui alors désolait le Bengale. Leur mort ne délivra point pourtant Suraja-Doulah de tout compétiteur au trône. La veuve de Nowagis, fille d'Aliverdi, s'en trouvait exclue par son sexe; le fils cadet de Zaindee-Hamet, adopté par Nowagis, alors déjà mort, avait laissé un fils âgé de deux ans; elle résolut de soutenir les droits ou plutôt les prétentions de cet enfant, en opposition à ceux de Suraja-Dowlah. Le fils de Sidi-Hamet, gouverneur de Purneah, entra dans ce dessein; tous deux étaient encouragés par la haine générale ressentie contre Suraja-Dowlah dans tous les rangs du peuple.

Un Indou nommé Rajah-Bullub, devenu ministre ou dewan de Nowagis, qui avait toute confiance en

lui, obtint la même influence sur l'esprit de la veuve de ce dernier; peut-être même lui inspira-t-il quelque sentiment plus tendre. Ayant amassé de grandes richesses, il voulut les soustraire aux chances périlleuses des guerres qui se préparaient; il les fit cacher secrètement dans quelques bateaux, puis, sous prétexte d'un pèlerinage à la pagode de Jagernaut, située sur la côte d'Orissa, Kissendass, son fils, s'embarqua sur ces bateaux, passa différentes rivières, et arriva à Cossimbuzar. Rajah-Bullub avait demandé, par l'intermédiaire du chef du comptoir de Cossimbuzar, à la présidence la permission de s'arrêter quelques jours à Calcutta. En ce moment la veuve de Nowagis se trouvait elle-même campée dans les environs de cette ville à la tête de 10,000 hommes, paraissant en mesure de contrebalancer le pouvoir de Suraja-Dowlah. Cependant la permission de séjourner dans la ville n'était pas encore expédiée à Kissendass, qu'on aperçut déjà sa petite flotte. Le président de la régence, Drake, reçut Kissendass et sa famille, agissant en cela d'après l'avis du premier facteur de Cossimbuzar, qu'il devait supposer parfaitement au courant de l'état des affaires. Kissendass reçut l'hospitalité chez Omichund, riche marchand indou, fixé depuis longues années à Calcutta, dont il passait pour l'habitant le plus riche. L'habitation d'Omichund était immense, somptueuse; de nombreux domestiques, et de plus une troupe de gens armés à sa solde, lui donnait l'air

d'un prince plus que d'un commerçant. Son commerce s'étendait dans toutes les parties du Bengale; il avait su se créer par sa libéralité un parti puissant à la cour de Muxadavad, aussi la régence avait-elle fréquemment recours à sa médiation auprès du nabob. Il accueillit avec empressement le fils de Rajah-Bullub, avec lequel il était depuis longtemps en relation d'affaires.

La réception de Kissendass à Calcutta devint bientôt la nouvelle de Muxadavad : le bruit s'y répand que les Anglais se mettent en mesure de soutenir les prétentions de la veuve de Nowagis. Surajah-Dowlah s'en montre persuadé; Aliverdi interroge à ce sujet un chirurgien anglais, Forth, aux soins duquel il s'était remis. Forth nie fortement l'authenticité de cette nouvelle; il prétend qu'elle est une invention des ennemis des Anglais ayant pour but de les priver des bonnes grâces d'Aliverdi. Aliverdi n'en presse pas moins Forth de questions; il l'interroge sur le nombre de soldats qui se trouvent à Cossimbuzar; sur les forces des Français et des Hollandais; sur les mouvements de la flotte anglaise, les renforts qu'elle a reçus, etc., etc. La guerre entre la France et l'Angleterre fournit à Forth des réponses plausibles à toutes ces questions sans qu'il ait besoin de s'écarter de la vérité. Aliverdi demeure convaincu que cette guerre est la seule cause de l'arrivée de la flotte anglaise dans l'Inde et de ses différents mouvements; il se persuade que les Anglais ne voudraient pas, au commencement même de cette guerre,

se mettre de nouveaux embarras sur les bras en se brouillant avec le Bengale. Suraja-Dowlah n'en persiste pas moins dans son opinion. Peu de jours après cet entretien, le nabob apprit la nouvelle de la prise de Gheria par les Anglais; le bruit se répand de nouveau à Muxadavad que les Anglais, cette expédition achevée, se dirigent sur le Bengale avec 16 vaisseaux de guerre. A Calcutta, au contraire, on affirme que Suraja-Dowlah est résolu de détruire Calcutta, d'en raser les fortifications, de chasser les Anglais de ses États. Au milieu de ces bruits contradictoires, de l'irritation et de l'inquiétude qu'ils produisaient, Aliverdi-Khan mourut. Suraja-Dowlah aussitôt déclaré son successeur, se met immédiatement en mesure d'attaquer la veuve de Nowagis; il écrit à la régence de Calcutta pour la sommer de lui livrer Kissendass et ses trésors. Un frère de Ramram-Sing, chef des espions, chargé de cette lettre, arrive dans une barque sous le vêtement d'un homme du peuple, et se rend à la maison d'Omichund. Omichund le présente à Holwell, membre du conseil, chargé de la police de la ville. On délibère le lendemain sur les mesures à prendre; le plus grand nombre s'imagine que ces messages sont de l'invention d'Omichund, dans le but de se faire valoir. Les nouvelles arrivées de Cossimbuzar représentent comme très douteuse l'ascension au trône de Suraja-Dowlah. Les membres de la présidence en tirent la conclusion que, dans un semblable moment, Suraja-Dowlah ne saurait

s'occuper d'autres choses que de recueillir la succession d'Aliverdi. On se persuade de plus en plus que le messager n'est qu'un imposteur; il reçoit l'ordre de sortir sur-le-champ de la ville, et comme il hésite et tarde à partir, quelques soldats le reconduisent jusqu'au rivage au milieu des insultes et des risées de la populace.

La veuve d'Aliverdi se rendit médiatrice entre sa fille et Suraja-Dowlah. La négociation était à pei ne terminée que Suraja-Dowlah la dépouille de ses palais, de ses pierreries, de son argent, et la prive même d'un neveu encore enfant qu'elle aimait tendrement. Il la fait emprisonner étroitement. Il marche ensuite à la tête de 50,000 hommes contre le fils de Sidi-Hamet alors à Purneah. Occupé de ces affaires, Suraja-Dowlah avait dissimulé son ressentiment du traitement éprouvé à Calcutta par son envoyé ; il ne l'avait pas oublié. A cette époque, en raison de la guerre avec la France, à laquelle on s'attendait d'un moment à l'autre, les Anglais s'occupaient activement à réparer les fortifications de Calcutta. Le nabob, le jour même où il se mettait en marche sur Purneah, écrivit à Cossimbuzar; dans cette lettre, il se plaignait que les Anglais eussent récemment élevé des murailles, creusé des fossés autour de la ville. Il réclamait impérieusement la destruction immédiate de tout nouvel ouvrage de fortifications. Le nouveau gouverneur, Drake, répondit que « le nabob avait été mal informé par ceux qui lui avaient parlé d'une muraille élevée

autour de la ville ; qu'aucun fossé n'avait été creusé depuis l'invasion des Mahrattes ; que dans la dernière guerre entre la France et l'Angleterre, les Français s'étaient emparés de Madras, malgré la neutralité sur laquelle ceux-ci avaient cru pouvoir compter dans les États du grand Mogol ; qu'une nouvelle guerre avec la France allant éclater, si elle ne l'était déjà, les Anglais avaient lieu de craindre que les Français n'en agissent encore une fois de la même façon en venant les attaquer au Bengale ; qu'en conséquence, il était nécessaire qu'ils se missent en défense et qu'ils réparassent leurs retranchements sur le bord du fleuve. »

Cette réponse, toute juste et modérée qu'elle fût en elle-même, n'était pas de nature à satisfaire Suraja-Dowlah ; elle lui faisait craindre de voir le Bengale devenir le théâtre de la guerre entre les Anglais et les Français ; aussi s'en irrita-t-il à un point qui étonna ceux de ses favoris le plus habitués à ses accès de colère. Sur-le-champ il abandonna la route de Purneah, fit rétrograder ses troupes sur Muxadavad, et envoya un détachement de 3,000 hommes bloquer le port de Cossimbuzar ; lui-même les suivit presque immédiatement à la tête de toute son armée. Le fort, dépourvu de fossés, de palissades, commandé de toutes parts, dépourvu de canons de gros calibre, pour toute garnison n'ayant que 22 Européens et 20 Topasses, était incapable de résistance. Le nabob à son arrivée envoya au premier facteur l'ordre de se rendre en sa

présence. A peine y fut-il, que Suraja-Dowlah, l'accablant d'injures et de menaces, le somma de livrer le fort. Sur le refus de celui-ci de prendre cette mesure sur sa responsabilité, il le renvoya se consulter avec les principaux officiers de la garnison. Un conseil de guerre assemblé aussitôt déclara que la place n'était pas en état de résister, elle fut livrée aux troupes de Suraja-Dowlah. Les magasins furent pillés, les soldats conduits dans les prisons de Muxadabad, les canons et les munitions transportés dans le camp du nabob, qui se prépara sur-le-champ à marcher sur Calcutta.

La consternation la plus extrême remplissait alors cette ville; le conseil écrivit lettres sur lettres au nabob pour lui offrir de se soumettre à toutes les conditions qu'il pourrait exiger, de démolir à l'instant même toutes leurs fortifications, s'il continuait à l'exiger. Coja-Warend, le plus riche négociant de la province, consentit à servir auprès du nabob d'intermédiaire aux Anglais; il osa parler en leur faveur. Le nabob répondit « qu'il était résolu à ne plus souffrir les Anglais dans le Bengale, à moins que ce ne fût sur le même pied où ils étaient sous le gouvernement de Jaffier. »— La position des Anglais devenait donc très embarrassante. La réparation des fortifications était le vrai motif de la colère du nabob; ils n'osaient y travailler, et cependant le moment approchait où elles ne pouvaient manquer de leur devenir nécessaires. La mousson qui régnait alors les empêchait

de demander par mer des secours aux présidences de Madras et de Bombay, et les courriers ne pouvaient arriver par terre en moins de trente jours à l'une ou l'autre de ces deux villes. Les Anglais s'adressèrent alors au gouvernement français de Chandernagor, au gouvernement hollandais de Chincura; ils les invitaient à faire cause commune, à les aider à repousser ensemble un danger auquel eux-mêmes seraient exposés dès le lendemain, en un mot à conclure avec eux une alliance offensive et défensive contre le nabob. Les Hollandais répondirent par un refus positif; les Français, en les invitant ironiquement à se réfugier à Chandernagor, où ils sauraient les protéger.

Les Anglais n'eurent plus à compter que sur leur courage et leurs propres ressources, bien inférieurs aux périls qui les menaçaient. La garnison régulière consistait en 264 hommes, la milice formée à la hâte en 230, en tout 514 hommes dont 174 Européens; les autres, Topases, Arméniens et chrétiens d'origine portugaise. Un corps de 1,500 Indous fut formé et armé à la hâte. On rassembla des vivres, on travailla avec ardeur aux fortifications. Le 13 juin, une lettre, adressée à Omichund par le chef des espions de Suraja-Dowlah, fut interceptée. Elle contenait le conseil de s'éloigner sur-le-champ avec les effets les plus précieux. Cette lettre confirmait les soupçons du conseil sur Omichund; il fut arrêté. On l'enferma étroitement dans le fort, tandis qu'une garde de 20 hommes

occupait sa maison, pour empêcher qu'il n'en fût rien enlevé. Harazimul, le beau-frère d'Omichund, chargé de ses affaires, se cacha dans l'appartement des femmes; il y fut découvert le lendemain. Les soldats anglais voulurent s'en emparer, mais ils trouvèrent une résistance à laquelle ils ne s'attendaient pas. Les Péons (domestiques militaires) d'Omichund formaient un corps de 300 hommes, commandés par un chef de la caste des chactryas; ils défendirent courageusement l'appartement des femmes. Se voyant au moment de succomber sous des renforts arrivés aux Anglais, le chactryas met le feu à la maison, se précipite dans l'appartement des femmes; il en tue 13 de sa propre main pour leur épargner la honte de paraître aux yeux des hommes, puis se passe son épée au travers du corps sans se faire pourtant une blessure mortelle. Un grand désordre suit le combat; la ville est un moment toute en confusion, toutefois les Européens réussissent à s'emparer de Hazarimul, cause de tout ce désordre. Ils s'assurent aussi de la personne de Kissendass, dont ils espèrent se faire plus tard un moyen d'entrer en arrangement avec Suraja-Dowlah.

Le nabob, pendant ce temps, continue d'avancer vers Calcutta avec une extrême précipitation; plusieurs de ses soldats meurent de fatigue, d'autres expirent frappés par des coups de soleil dont les rayons à cette saison de l'année descendent perpendiculairement du ciel. Rien ne l'arrête ni ne le retarde.

L'imagination préoccupée des immenses richesses dont les indigènes se plaisaient à remplir Calcutta, il ne se sentait pas d'impatience de les posséder, de les toucher de sa propre main. Après sept jours de marche il arrive au Hoogley, et passe ce fleuve. Déjà il avait invité les Français et les Hollandais à se joindre à lui pour l'aider à prendre Calcutta ; se trouvant dans leur voisinage, il renouvelle cette sommation, mais sans succès : ceux-ci allèguent les traités qui les unissaient aux Anglais. Enfin le 16 juin, Suraja-Dowlah se montre à la vue de Calcutta, où il était attendu dans une extrême anxiété. Les soldats prennent les armes, et se rendent à leur poste ; les femmes des Européens, les Portugais de la colonie, appelés aussi chrétiens noirs, se réfugient en toute hâte dans le fort, ou l'on eut l'imprudence de les entasser au nombre de 2,000. A midi, l'avant-garde du nabob fit une tentative pour passer le fossé creusé après l'invasion des Mahrattes. A cet endroit se trouvait une redoute destinée à protéger le fleuve, défendue par 60 hommes et 2 pièces de canon. Les troupes du nabob la canonnèrent sans interruption depuis le milieu du jour jusqu'au commencement de la nuit; alors le feu cessa ; c'est l'usage invariable des Indous de se livrer au sommeil pendant la nuit, fût-ce dans les moments les plus critiques de leurs guerres. Le commandant de la redoute, homme de tête et d'expérience, profite de cette incurie pour faire une sortie ; il surprend l'ennemi, encloue ses canons,

lui tue beaucoup de monde, et regagne le fort sans avoir perdu un seul homme. Le chef des Péons d'Omichund, échappé à sa terrible blessure, avait trouvé le moyen de se faire transporter auprès de Suraja-Dowlah ; il lui donna les renseignements nécessaires à sa marche. Par ses conseils, ce dernier, renonçant à attaquer par le nord, comme d'abord il en avait eu le projet, pénètre à l'est de la ville indienne par des chemins qu'on avait négligé de garder. Parvenu là, il fait pour le lendemain les préparatifs d'une attaque générale sur tous les postes avancés des Anglais.

Le fort William, près de Calcutta, était situé aux bords du fleuve, au centre même du territoire de la Compagnie. Ce fort, du côté de l'est et de l'ouest, se développait sur une étendue de 210 verges (mètres) ; du côté du sud de 130, de celui du nord de 100 ; à ses quatre angles se trouvaient quatre bastions garnis chacun de 10 pièces de canon ; ses courtines n'avaient que quatre pieds d'épaisseur ; 5 pièces de canon étaient placées au-dessus de la porte d'entrée. Sur le rivage se trouvait une autre batterie de pièces de gros calibre. Des magasins dont les murs étaient fort épais touchaient à la courtine méridionale. Il était dominé par les toits du temple des Anglais et ceux d'une partie des maisons situées dans son voisinage. Par toutes ces raisons le fort avait paru peu susceptible d'une bonne défense, et les Anglais étaient décidés à arrêter les efforts des ennemis par des ouvrages

extérieurs. Trois batteries furent en conséquence élevées, chacune de 3 pièces de canon, deux de 18, et 2 pièces de campagne; l'une à 300 verges et au nord, enfilait la principale route conduisant à la ville; les deux autres à l'est et au midi. Çà et là on éleva des palissades, on fit des abatis, on transforma quelques maisons isolées en postes retranchés qui parurent susceptibles d'une vigoureuse résistance.

Le 18, une division de troupes de Suraja-Dowlah se dirigeant vers la batterie du midi, s'empara de plusieurs maisons; elle commença de là sur les Anglais un feu vif et meurtrier. Les deux autres batteries étaient attaquées en même temps; celle du nord fit grand mal aux assaillants, qui pour en approcher devaient cheminer par des sentiers étroits et découverts. Aussi l'ennemi cessa-t-il bientôt de diriger ses efforts sur ce point. Les troupes chargées de cette opération allèrent se joindre à celles qui attaquaient à l'est. A midi le feu cessa pour recommencer à deux heures; les assaillants étaient alors en possession de cinq maisons dans le voisinage de la batterie de l'est; après deux heures d'un feu vif et bien dirigé, ils essayèrent d'enlever la batterie par escalade. D'abord repoussés, ils revinrent à la charge, et, s'en étant emparés, célébrèrent ce succès par de bruyantes acclamations. Les deux autres batteries ne tardèrent pas à subir le sort de celle-ci. Or ces ouvrages extérieurs étaient ceux sur lesquels les assiégés comptaient le plus pour leur

défense ; leur prise arrivée dès les premiers jours du siége, les jeta dans l'étonnement et la consternation. Le lendemain 19, les assaillants ayant renouvelé leurs attaques, établirent 3 pièces de canon au sud-ouest de la promenade appelée le Parc, et de ce point et de la batterie de l'est commencèrent à battre en brèche le fort William. De derrière les haies ou les murailles du jardin, leurs fantassins tiraient en outre avec succès sur ceux des assiégés demeurés dans les rues ou dans les maisons fortifiées. A la nuit tous les Anglais restés dehors cherchèrent un refuge dans le fort. Le brave Pischard, à la tête de sa petite garnison, prit le même parti. Sa jonction était d'autant plus nécessaire qu'un conseil de guerre, dans la matinée, avait décidé de mettre les habitants et la garnison à couvert, cette nuit même, dans un certain nombre de vaisseaux alors en rade.

A l'heure fixée les embarcations de ces vaisseaux s'approchèrent du rivage; il avait été décidé que les femmes, les enfants, les effets les plus précieux, seraient embarqués ce même jour ; que la garnison le serait de la même manière dans le courant de la nuit, et ce projet avait beaucoup de chances de succès, la nuit ne manquant jamais de suspendre les opérations d'une armée indoue. Malheureusement aucune publication n'avait fait connaître à la garnison et aux habitants l'ordre à suivre dans l'embarquement; tout ce qu'on en savait, c'est qu'il était décidé. Les habitants, femmes, enfants, vieil-

lards, rassemblés sur le rivage, attendaient avec anxiété l'arrivée des embarcations : dès qu'elles touchèrent au rivage, ce fut à qui se précipiterait pour y chercher un asile. Un petit nombre de soldats chargés de maintenir l'ordre parmi cette multitude, ne pouvant y réussir, suivirent son exemple; et bientôt les embarcations furent remplies au-delà de ce qu'elles pouvaient contenir. La plupart ne pouvaient plus manœuvrer, quelques unes coulèrent bas. Pendant ce temps, l'ennemi qui s'était emparé de plusieurs maisons situées sur le rivage, faisait un feu meurtrier sur cette multitude confuse; à l'ajde de flèches enflammées, il cherchait en outre à mettre le feu aux vaisseaux. Les marins, craignant qu'ils ne réussissent, s'éloignèrent du fort, descendirent la rivière jusqu'à 3 milles plus bas, à Govindpore. Pas un seul des soldats du détachement chargé de protéger l'embarquement ne revint. Le gouverneur n'avait aucune expérience de la guerre, cependant il s'était comporté jusque là avec beaucoup de bravoure; mais s'emparant de deux chaloupes, les seules qui restassent encore à peu de distance du rivage, et sur lesquelles se trouvaient plusieurs de ses amis, il s'embarqua. La crainte de la mort, dont Suraja-Dowlah l'avait plusieurs fois menacé, à cause de la résistance du fort, l'emporta en lui sur le sentiment de l'honneur et du devoir; triste exemple bientôt suivi par le commandant du fort et plusieurs officiers. La colère, l'étonnement, l'indignation de ceux qui, à cette vue,

des remparts du fort, contemplaient ce spectacle, éclatèrent en exécrations, en malédictions contre les fugitifs : ces malheureux voyaient se dérober pour ainsi dire sous leurs pieds leur dernière planche de salut.

A ce moment terrible et solennel, ils nommèrent gouverneur par acclamation un employé de la Compagnie qui dans ces derniers jours s'était fait remarquer par son courage et sa fermeté. Il se nommait Holwell. La garnison du fort était réduite à 190 hommes, tant de l'armée que de la milice, mais résolus de se défendre vigoureusement. Holwell envoya l'ordre d'approcher à un petit bâtiment resté au port; le bâtiment obéit, mais dans sa manœuvre il échoua sur un banc de sable dont il ne put se dégager; l'équipage se vit réduit à l'abandonner. Le reste du jour, le fort fut vigoureusement attaqué et non moins intrépidement défendu. La nuit les assaillants mirent le feu à toutes les maisons tombées en leur pouvoir, n'épargnant que celles qui commandaient le fort. Pendant cette journée, la garnison, par des pavillons élevés en l'air la nuit au moyen de fusées volantes, n'avait cessé de faire des signaux aux vaisseaux stationnés à Govindpore; aucun d'eux ne leva l'ancre. Dans la garnison les uns persistaient à vouloir se défendre jusqu'à toute extrémité, d'autres commençaient à parler de se rendre sur-le-champ. Holwell, prenant un moyen terme, fit jeter du haut des remparts une lettre d'Omichund au gou-

verneur de Hoogley, dans laquelle il engageait ce dernier à employer sa médiation auprès du nabob pour faire cesser les hostilités. Ces hostilités ne sont-elles pas inutiles, disait Omischund, puisque les Anglais sont disposés à se soumettre en toutes choses aux ordres du nabob? Bien que la lettre eût été jetée le matin, les assaillants n'en continuèrent pas moins leur attaque jusqu'à midi; alors ils tentèrent d'escalader la courtine septentrionale; mais ils furent repoussés, et cessèrent leur feu. Depuis le matin, la garnison avait eu 25 hommes tués et 72 de blessés; ce qui était pis encore, l'indiscipline s'était mise parmi les soldats; ils avaient enfoncé un magasin de rhum, et un grand nombre d'entre eux s'étaient complétement enivrés. Holwell fit jeter alors une seconde lettre, celle-ci adressée au Dewan-Roydulub, qui contenait les mêmes offres que la première. Un parlementaire ennemi s'étant avancé un drapeau blanc à la main, des pourparlers commencèrent. Mais pendant qu'ils duraient encore, un grand nombre de soldats de Suraja-Dowlah, ignorant cette espèce de trève, se précipitent entre deux portes du fort pour les abattre; d'autres en plus grand nombre portent des échelles pour franchir les murailles. Les officiers, Holwell à leur tête, s'élancent à la rencontre des Indous, mais sont mal secondés par les soldats, dont les uns veulent qu'on se rende, et dont les autres sont hébêtés par l'ivresse. Parmi les soldats, quelques uns ayant formé le projet de s'échapper par la rivière, ouvrent la

porte qui donnait de ce côté, au moment même où les assiégeants se disposaient à l'enfoncer; ces derniers s'y précipitent. Au même moment les murailles étaient escaladées, dès lors aucune résistance ne put être faite ni même tentée. La garnison tout entière mit bas les armes; une vingtaine d'hommes se précipitant du haut du bastion septentrional, essaient de gagner la rivière, mais la plupart furent faits prisonniers. A cinq heures, Suraja-Dowlah entra dans le fort, accompagné de son généralissime Meer-Jaffier, entouré des principaux officiers de son armée et d'une suite nombreuse. Il envoya chercher Holwell, il lui reprocha amèrement d'avoir osé se défendre; il lui reprocha encore d'avoir détourné de l'argent du trésor, où il n'avait trouvé que 50,000 roupies, ce dont il était fort irrité. Se plaçant ensuite sur une espèce de trône improvisé, il se plut à recevoir les compliments et les félicitations de ses courtisans.

Pendant ce temps, une garde nombreuse entourait les prisonniers anglais. A la porte orientale du fort, il y avait une galerie couverte où les soldats se tenaient d'ordinaire pendant la journée à l'abri du soleil et de la pluie. Sur cette galerie s'ouvraient une suite de petites chambres recevant à peine quelque peu d'air et de jour, parce que le toit de la galerie descendait extrêmement bas. L'une de ces chambres, plus basse encore et moins spacieuse que les autres, servait de prison aux criminels; on l'appelait le trou noir (black-hole); les Anglais réunis

dans la galerie attendaient que les officiers du nabob eussent trouvé un lieu où les enfermer pendant la nuit. Holwell les y avait rejoints aussitôt après son entrevue avec le nabob. A huit heures du soir on n'avait point encore trouvé d'endroit propre à servir de prison. L'officier chargé de la garde de ces prisonniers donna alors l'ordre de les renfermer dans la tour noire. Les soldats du nabob les y firent entrer, mais non sans grandes difficultés. Ils étaient 146. Ce lieu avait à peine vingt pieds carrés; il était éclairé par deux petites fenêtres garnies de barreaux de fer, ne recevant que fort peu d'air et de lumière, parce qu'elles s'ouvraient sur la galerie, non sur l'extérieur. On était dans la saison la plus chaude de l'année, et cette chambre l'était beaucoup plus elle-même que les autres. Tout changement, tout renouvellement d'air était impossible dans cet étroit espace, où tant de corps humains se touchaient, se pressaient, se comprimaient. Les prisonniers à peine entrés dans cette chambre, comprirent l'impossibilité de survivre à une nuit passée dans cette situation; ils tentent de briser ou d'ouvrir la porte, mais leurs efforts sont inutiles; la porte était fort épaisse, et de plus s'ouvrait en dedans. Holwell, qui s'était placé auprès d'une fenêtre, les exhorta au calme, au repos, comme les seuls moyens de ne pas aggraver leur situation. Ces exhortations les apaisèrent pour quelques instants. Apercevant un vieil officier indou, Holwell l'appelle, lui promet 1,000 roupies pour le lendemain s'il peut faire sé-

parer les prisonniers en deux chambres; l'Indou s'éloigne, puis revient peu de moments après sans avoir réussi. Holwell promet le double de la première somme : l'officier fait une nouvelle tentative, mais revient encore, et cette fois avec la terrible réponse qu'il n'y a rien à espérer : le nabob dormait, et il n'était personne assez hardi pour oser l'éveiller.

Cependant les souffrances des malheureux prisonniers s'augmentaient de minute en minute. D'abord c'était une sueur abondante, une soif insupportable, d'affreuses douleurs de poitrine, une respiration si pénible, qu'elle semblait à chaque instant le dernier soupir. Tous les moyens de soulagement sont successivement tentés : ils se dépouillent de leurs vêtements, ils mettent en mouvement tous les chapeaux; l'un d'eux propose de s'asseoir tous ensemble et de se relever en même temps. Cet expédient est renouvelé trois fois, mais chaque fois quelques uns restent pour jamais couchés. Ils essaient encore une fois d'enfoncer la porte, mais leurs efforts se trouvant aussi inutiles que la première fois, leur fureur redouble. Bientôt ce n'est plus qu'un cri : « De l'eau ! de l'eau ! Au nom du ciel, de l'eau ! » Le vieux officier indou demeuré près de la fenêtre leur en fait passer quelques outres; mais ce fut un fatal service : la vue, l'idée de cette eau achève de jeter ces malheureux captifs dans une sorte de délire furieux; aucun ne veut attendre son tour pour boire; chacun fait son possible pour se saisir du

vase avant ses voisins; de là des combats où plusieurs périssent étouffés, épuisés par la violence de leurs efforts. Les soldats ayant approché une lumière de la fenêtre, considéraient avec de grands éclats de rire le spectacle de ces infortunés luttant les uns contre les autres, ce qui achève d'augmenter leur rage. A l'aide de leurs chapeaux, ceux qui se trouvent dans le voisinage de la fenêtre essaient encore une fois de faire passer de l'eau aux plus éloignés, mais sans plus de succès. La fièvre qui dévore ces malheureux augmente d'intensité; l'air chargé des émanations de tant de corps pressés, étouffés les uns contre les autres, était devenu infect. Sur le minuit, les uns tombent dans une léthargie stupide, les autres dans un délire furieux; quelques uns se livrent à toutes sortes d'invectives contre les soldats, qu'ils veulent exaspérer assez pour les pousser à faire feu dans la prison; il en est qui blasphèment, d'autres qui adressent au ciel des prières suppliantes et résignées. La plupart, épuisés de fatigue, se laissent tomber sur leurs amis déjà gisants par terre. A deux heures du matin, 94 cadavres jonchaient déjà le sol de la prison, et ce nombre devait s'accroître encore. Dans la matinée, le nabob en ayant envoyé l'ordre, la porte de la prison fut enfin ouverte; mais les morts et les mourants étaient tellement entassés auprès de la porte, ces derniers dans un tel état de faiblesse, qu'ils ne purent d'abord sortir; il fallut que les soldats de garde, après leur avoir frayé un chemin, les ai-

dassent à gagner le grand air. La veille au soir, 146 Anglais étaient entrés dans ce lieu, forts et bien portants; à cette heure il en sortit 23 vivants, encore faibles, abattus, chancelants à chaque pas, et 123 cadavres, défigurés par les tortures et leur agonie, furent entassés dans le voisinage.

Holwell était parmi les survivants; incapable de se tenir debout, il fut porté plutôt que conduit devant le nabob. Suraja-Dowlah était plus irrité encore que la veille; n'ayant pas trouvé d'argent, il s'imaginait que les Anglais avaient caché leurs trésors. Il somma Holwell de les découvrir, le menaçant de nouveaux tourments s'il s'y refusait; il le fit en effet mettre aux fers, ainsi que deux autres Anglais, membres du conseil, qu'il supposait devoir connaître aussi ces prétendus trésors. Les autres prisonniers furent mis en liberté, avec permission de se retirer où bon leur semblait. L'effroi de rester quelques instants de plus sous la domination de Suraja-Dowlah rendit des forces à la plupart; on les vit sortir de la ville, les yeux égarés, à moitié en délire, errer dans les campagnes, en quête de quelque retraite bien cachée. Plusieurs demeurèrent dans le voisinage, chez de pauvres villageois, que l'espoir d'une récompense engageait à les recueillir.

Après la prise de Cossimbuzar, la présidence de Madras n'avait pas perdu tout espoir de voir les affaires du Bengale s'arranger à l'amiable; elle pensait qu'un grand sacrifice d'argent suffirait pour apaiser le nabob. Elle était encore dans cette sécu-

rité lorsque des bâtiments qui avaient quitté Calcutta chargés des fugitifs répandirent la nouvelle des derniers événements; la douleur et la consternation s'emparèrent de tous les esprits. L'amiral Watson et Clive se trouvaient heureusement alors à Madras. L'amiral Watson commandait la flotte envoyée par le ministère anglais à l'appui des négociations de 1754; et Clive venait récemment d'arriver d'Angleterre avec le rang de lieutenant-colonel au service du roi, et une commission de gouverneur du fort Saint-David. Touchant d'abord à Bombay, sur la demande de cette présidence, il s'était employé à la réduction des pirates d'Angria, contre lesquels plusieurs expéditions avaient déjà échoué. La flotte de Watson, composée de 8 vaisseaux et de quelques petits bâtiments, ayant à bord 800 Européens et 1,000 Cipayes sous les ordres de Clive, se présenta devant Gheria; une armée mahratte avançait du côté opposé. Gheria, la capitale de ces pirates, est située sur un rocher élevé; elle est défendue par une très forte citadelle; mais le pirate s'effraya des forces considérables qu'il vit déployer contre lui; il se rendit. L'objet de l'expédition ainsi atteint, l'amiral Watson fit voile pour Madras, où il arriva le 16 mai (1756). Clive partit aussitôt pour le fort Saint-David; mais il en fut promptement rappelé par le conseil de régence à l'occasion des événements qui venaient de se passer à Calcutta.

A la première nouvelle de cet événement l econ-

seil s'assembla aussitôt pour délibérer sur les mesures à prendre, et fut unanime dans l'opinion de s'occuper, toute autre affaire cessante, du recouvrement de Calcutta. Mais bientôt des dissensions s'élevèrent sur ces divers points : le partage du butin, le commandement des forces de terre, enfin la nature et l'étendue du pouvoir à accorder au commandant. Les débats ne durèrent pas moins de deux mois. Après ce temps, il fut enfin résolu, quant au butin, que tout ce qui, avant la prise de Calcutta, appartenait à la Compagnie lui serait restitué ; qu'il en serait de même pour toute propriété des individus sous sa protection ; que le reste serait abandonné à la flotte et à l'armée. Plusieurs concurrents se disputaient le commandement des troupes : M. Pigot, dénué d'expérience militaire, mais présentant comme un droit d'avoir été gouverneur ; le colonel Aldernon, en sa qualité du plus ancien des officiers du roi, mais qui n'avait jamais fait la guerre dans l'Inde ; le colonel Lawrence, dont le mérite, soutenu par l'expérience, était incontestable, mais dont la mauvaise santé, suivant toute probabilité, n'aurait pu s'accommoder du climat du Bengale ; enfin Clive, contre lequel on ne pouvait élever aucune de ces objections. Aussi fut-il choisi et revêtu d'un pouvoir jusqu'à un certain point indépendant de la présidence de Calcutta. L'expédition mit à la voile le 18 octobre 1756 ; elle consistait en 5 vaisseaux du roi sous le commandement de l'amiral Watson, et 5 vaisseaux de la Compagnie servant de trans-

ports, portant 900 Européens et 1,500 Cipayes.

Clive reçut l'ordre de la présidence d'être de retour à Madras avec la totalité des troupes dans le courant du mois d'avril suivant. On s'attendait à voir paraître à cette époque une flotte française sur la côte de Coromandel : la guerre venait en effet d'éclater de nouveau en Europe entre la France et l'Angleterre; c'était le moment le plus animé de la lutte des deux grandes nations, rivalité acharnée qui semble avoir frappé d'étonnement les indigènes. « A cette époque, dit un historien oriental, la flamme de la guerre étincela de nouveau entre la France et l'Angleterre. Ces deux nations ayant entre elles des querelles qui durent depuis cinq à six cents ans, après bien du sang versé, des guerres, des batailles, des massacres sans nombre, avaient, d'un commun accord, mis bas les armes, pour reprendre un moment haleine des deux côtés; mais elles en venaient de nouveau aux coups, et allaient combattre avec encore plus de furie que précédemment. »

Suraja-Dowlah, maître de Calcutta, avait vu les résultats du pillage de la ville demeurer bien au-dessous de ce qu'il en attendait. Les habitants avaient emporté ou mis en sûreté leurs effets les plus précieux; le seul Omischund, en raison de son emprisonnement, n'avait pu prendre cette précaution : aussi trouva-t-on dans sa maison 400,000 roupies en argent comptant. Mais la plupart des marchandises achetées dans l'Inde par la Compagnie étaient déjà embarquées; celles destinées à l'être la saison sui-

vante n'étaient pas encore arrivées; aussi la valeur de la totalité des marchandises trouvées à Calcutta ne monta-t-elle pas en définitive au-delà de 200,000 livres sterling. Suraja-Dowlah, irrité de se voir ainsi déçu dans ses espérances, donna l'ordre de transporter Holwell et les deux autres membres du conseil à Muxadavad; il voulait les obliger par des tourments à révéler le lieu où il continuait de supposer que des trésors avaient été cachés. Les prisonniers firent le voyage sur un bâtiment, exposés à toute l'ardeur du soleil. Leur seul nourriture était du riz et de l'eau. Ils étaient chargés de chaînes pesantes. Arrivés à Muxadavad, on les enferma dans un lieu obscur et malsain. Pour éterniser le souvenir de sa victoire, le nabob changea le nom de Calcutta en celui de Alinagor, qui veut dire port de Dieu. Puis, dans le but de tirer parti de la terreur que ses armes victorieuses avaient dû inspirer, il se mit en mouvement contre le gouvernement de Purneah, dont il connaissait les dispositions hostiles. Dès qu'il eut passé la rivière, il envoya demander une forte contribution aux comptoirs hollandais, les menaçant du sort de Calcutta en cas de refus; il en coûta 4,500 roupies aux Hollandais, 8,500 aux Français. Ne pouvant rien tirer d'Holwell et des deux autres prisonniers au sujet des prétendus trésors, il céda aux pressantes sollicitations de la veuve d'Aliverdi, et donna ordre de les relâcher.

La flotte partie de Madras était arrivée à l'embouchure du Gange vers le 20 décembre. Les bâti-

ments qui avaient fui de Calcutta au moment du siége étaient encore à Fulta, d'où ils n'avaient pas bougé depuis cette époque. Fulta, comme déjà nous l'avons dit, est une petite ville située sur le Gange, à trois milles au-dessous de Calcutta. Clive et l'amiral Watson avaient résolu de commencer leurs opérations par la prise du fort Buzbuzia, situé sur le Gange, un peu au-dessus de Fulta. L'amiral le fit canonner pendant que Clive alla prendre position entre le fort et Calcutta, dans le but d'intercepter la retraite de la garnison sur cette dernière ville. Clive, descendu à terre, se poste dans une petite vallée où il était dérobé à la vue de l'ennemi. Les soldats, excessivement fatigués, quittent leurs armes; chacun d'eux s'étend pour dormir où bon lui semble; l'oubli des précautions militaires est poussé à ce point qu'aucune sentinelle n'est placée; en peu de temps toute la troupe est plongée dans un profond sommeil. Cependant Monichund, chargé par Suraja-Dowlah du commandement de Calcutta, était arrivé le matin à Buzbuzia à la tête de 1,500 chevaux et de 2,000 fantassins; apprenant par des espions la négligence et la sécurité des Anglais, il en profite pour les attaquer, surprend le petit camp de Clive, et tue bon nombre de soldats dans la confusion du premier moment. Clive, que sa présence d'esprit n'abandonne jamais, parvient, quoique avec beaucoup de peine, à rallier une partie de son monde. Il le ramène à la charge, et par là étonne à son tour l'ennemi, qui ne s'attendait plus

à aucune résistance. Après un combat acharné et avoir reçu une balle dans son turban, Monischund donne le signal de la retraite.

Le fort ne tint pas contre le canon de la flotte; mais la garnison sut effectuer sa retraite sur Calcutta, en évitant le corps de Clive. Les autres forts situés sur la rivière furent abandonnés à l'approche des Anglais. La flotte se présenta devant Calcutta le 2 janvier 1757, au point du jour, pendant que Clive, à la tête des troupes de terre, procédait à l'investissement de la place. A neuf heures, 2 vaisseaux anglais, *le Kent* et *le Tyger*, se présentèrent devant le fort William; d'ailleurs ne pouvant d'abord, en raison du manque de vent pour la manœuvre, employer leur artillerie. L'ennemi, profitant de cette circonstance, fit un feu très vif, qui tua 16 hommes sur les deux vaisseaux. Mais dès qu'il devint possible à ceux-ci de faire usage de leurs canons de gros calibre, il ne tarda pas à ralentir son feu. Au bout de deux heures, il abandonna le fort, et la ville presque aussitôt. Le capitaine Coote, à la tête d'un détachement de marins que l'amiral avait fait débarquer, arbora sur le fort William le pavillon d'Angleterre; il avait été nommé par l'amiral commandant du fort. Clive, bien qu'il ne fût point encore arrivé au moment où les marins s'en étaient emparés, n'en réclama pas moins le commandement en raison de son grade. Le capitaine Coote refusa de se départir des ordres de l'amiral. Le différend fut soumis à ce dernier, qui pour toute

réponse menaça Clive de faire tirer sur lui s'il n'évacuait immédiatement le fort. Le lendemain, le gouverneur et les autres membres du conseil furent solennellement rétablis dans leurs fonctions. La plupart des marchandises de la Compagnie, ayant été réservées pour le nabob, étaient intactes, mais les plus belles maisons démolies ou brûlées, et de leurs débris une mosquée avait été construite au milieu du fort. Les fortifications étaient dans le même état qu'avant la prise de la ville. 50,000 Indous qui avaient habité Calcutta y étaient revenus, mais tous du peuple; les gens riches ou appartenant aux castes supérieures n'avaient pas osé se confier à la rapacité connue du gouverneur nommé par Suraja-Dowlah.

Drake, après son arrivée à Calcutta, apprit bientôt par des espions que la prise de cette ville avait jeté les habitants de Hoogley dans la consternation. Ces rapports firent prendre à la présidence la résolution d'attaquer cette dernière ville sans délai. Un vaiseau de 21 canons, un sloop de guerre, et trois autres bâtiments portant 150 Européens et 200 Cipayes, furent désignés pour cette expédition. Cette petite flotte arriva le 16 janvier devant Hoogley. Cette ville, située à vingt-trois milles au-dessus de Calcutta, avait un fort défendu par 2,000 hommes; 300 hommes occupaient la ville, mais l'évacuèrent à l'approche des Anglais. Les vaisseaux canonnèrent la place depuis le matin jusqu'à la nuit. On résolut alors de tenter un assaut, quoique la brè-

che ne fût encore qu'à peine praticable. La place fut effectivement emportée, avec une perte pour les assaillants de 3 Européens et de 10 Cipayes. Le butin, principal objet de cette entreprise, fut évalué à 150,000 livres sterling. La nouvelle du commencement des hostilités entre la France et l'Angleterre arriva pendant la durée de cette expédition. Les Français avaient au Bengale 200 Européens et un train considérable d'artillerie de campagne; ces troupes, ajoutées à celles du nabob, l'auraient rendu un ennemi formidable, mais le conseil de Chandernagor refusa de soutenir ce dernier. Loin de là, il fit proposer aux Anglais de s'abstenir réciproquement de toute hostilité dans le Bengale, quoique leurs nations respectives fussent en guerre en Europe. Cette proposition, acceptée avec empressement, fut en ce moment le salut des Anglais.

Irrité de la prise de Hoogley, Suraja-Dowlah se mit aussitôt en marche sur Calcutta. Les Anglais s'étaient établis dans un camp retranché auprès de la ville, où ils avaient une artillerie très nombreuse, et d'où ils dominaient toutes les routes par lesquelles le nabob pouvait pénétrer sur le territoire de la Compagnie. Le nabob passa le fleuve à la tête de son armée, le 20 janvier, à dix milles de Hoogley. A peine se fut-il montré que les habitants des campagnes n'osèrent plus porter de vivres à Calcutta, et que les Indous au service des Anglais désertèrent. Ces derniers manquaient

en outre d'animaux de trait; dans toute la ville, il n'existait qu'un seul cheval récemment amené de Madras. Clive tenta d'abord des démarches pacifiques auprès du nabob; celui-ci répondit par des protestations amicales, et n'en continua pas moins d'avancer. Le 22 février, les Anglais aperçurent tous les villages du côté du nord en flammes, et l'armée du nabob en pleine marche sur Calcutta. Clive, conservant encore l'espérance de renouer des négociations, ne fit aucun mouvement. Des détachements ennemis pénétrèrent dans les faubourgs de la ville, où ils pillèrent quelques maisons. Le lendemain, Clive reçut une lettre du nabob dans laquelle celui-ci montrait des dispositions conciliatrices et demandait que des envoyés anglais fussent envoyés à une conférence à Nabab-Yungee, village situé à six milles des deux camps. Deux officiers anglais envoyés par Clive s'y rendirent aussitôt. Le nabob les reçut en grand appareil, entouré de toute sa cour et des principaux officiers de l'armée. On avait choisi à dessein pour figurer cette cérémonie des soldats qui se distinguaient par leur grande taille; on les avait affublés d'habits fourrés et de turbans d'une dimension démesurée, afin de leur donner une apparence plus gigantesque encore; il s'agissait d'effrayer les Anglais par cet échantillon de l'armée du nabob.

Les députés anglais se plaignirent de ce que le nabob était entré en ennemi sur les terres de la Compagnie, au moment même où il était en négo-

ciation avec Clive. Ils lui remirent un papier contenant les propositions qu'ils avaient mission de proposer. Le nabob, ayant lu ce papier, parla à l'oreille à ses ministres; après quoi il se retira. Saisissant un moment favorable, Omischund s'approcha des Anglais, et leur conseilla de se tenir sur leurs gardes. Omischund avait suivi l'armée du nabob; toutefois il désirait vivement regagner l'amitié des Anglais, ayant à Calcutta des propriétés considérables. Les Anglais, craignant d'être retenus prisonniers, prirent une prompte résolution : ils firent éteindre les flambeaux qu'on portait devant eux, car il était nuit au sortir de leur audience, et, au lieu de se rendre à la tente du Dewan, qui les attendait, ils s'échappèrent du camp du nabob, et par des chemins détournés se rendirent auprès de Clive. Ce dernier, sur ce qu'il entendit d'eux, comprit que le moment était venu d'agir avec audace. L'armée ennemie était de 40,000 hommes; il n'avait à sa disposition que 1,850 Européens et 800 Cipayes; il n'en résolut pas moins d'attaquer sur-le-champ le camp du nabob, et se mit en marche à trois heures du matin. Les avant-postes du nabob, surpris, prirent la fuite; mais un brouillard épais couvrait la terre, on ne se voyait pas à dix pas, les Anglais ne pouvaient avancer que lentement et avec beaucoup de précautions. Leur marche était encore retardée par la difficulté de faire avancer leurs canons à travers de petits champs, séparés les uns des autres par des fossés

ou des digues. De plus, les affûts de deux pièces de campagne ayant été brisés, il avait fallu les laisser en chemin. Le brouillard se dissipa sur les 9 heures du matin; mais Clive, éloigné du point où il croyait devoir se trouver, n'eut plus à penser qu'à sa retraite sur Calcutta. Il arriva au fort William sur les midi, et, le même jour, regagna son camp retranché. Les Anglais eurent 39 Européens et 18 Cipayes tués, 82 Européens et 35 Cipayes blessés. L'accident du brouillard, survenu tout-à-coup, empêcha le succès complet de cette attaque hardie; les résultats n'en furent pas moins ceux que s'était proposés Clive. Le nabob, qui dans aucun combat ne s'était trouvé aussi près de l'ennemi, en vint à désirer à son tour sérieusement la paix.

L'armée du nabob passa sous les armes la nuit qui suivit celle de l'attaque, faisant un feu continuel d'artillerie et de mousqueterie dans le but d'empêcher les Anglais de revenir à la charge. Quant au nabob lui-même, il se hâta de faire écrire à Clive pour se plaindre des dernières hostilités et faire de nouvelles propositions de paix. Clive répondit qu'en traversant le camp du nabob il s'était uniquement proposé de lui faire connaître une petite partie de ce dont les Anglais étaient capables; que d'ailleurs il était disposé à renouer les négociations. Le nabob, pendant que la correspondance continuait sur ce ton, s'éloigna de 3 milles pour convaincre Clive de son désir du rétablissement de la paix. Il passa près du camp des Anglais, qui ne troublèrent

point sa marche. Un traité, dont Omischund fut le principal négociateur, fut enfin signé le 9 février. Par ce traité, le nabob restituait aux Anglais tous les comptoirs dont il s'était emparé, s'engageait à les indemniser de tous les effets pillés qui se trouveraient portés en compte sur les registres de ses ministres. Il leur permettait de fortifier Calcutta autant qu'ils le jugeraient convenable, leur accordait le droit de battre monnaie, exemptait toutes leurs marchandises de taxes et de droits quelconques, leur permettait de prendre possession de 27 villages qui leur avaient été accordés dès 1717, enfin confirmait tous les priviléges, successivement obtenus par eux depuis leur arrivée au Bengale. Aussitôt après la conclusion de ce traité, le nabob s'éloigna. Peu de jours après, Omischund et un nommé Runjet-Roy, qui jouissait de toute la confiance du nabob, se présentèrent de la part de ce dernier, dans le but de négocier avec les Anglais une alliance offensive et défensive; elle fut sur-le-champ acceptée. Le nabob, après avoir envoyé des présents magnifiques à Clive et à l'amiral Watson, continua sa route pour Muxadavad.

Clive s'était trouvé fort heureux des idées qu'avait sur la neutralité dans l'Inde le conseil français de Chandernagor; d'ailleurs, loin de les partager, il songeait au contraire à s'emparer de Chandernagor. Omischund, pendant les négociations qui précédèrent la paix, avait été chargé de sonder le nabob sur ce sujet, et de savoir de quel œil ce dernier

considèrerait une semblable entreprise. Ce projet parut odieux au nabob, qui cependant n'osa pas faire aux Anglais la défense formelle de poursuivre. En conséquence, Clive commença les préparatifs de cette expédition. Le nabob, dès qu'il en fut informé, envoya l'ordre formel aux Anglais de les discontinuer immédiatement; alors la présidence de Calcutta, ne pouvant plus se flatter d'obtenir l'autorisation du nabob pour cette entreprise, et n'osant pas braver ouvertement son autorité, se décida à entrer en négociation avec les Français. Le conseil de Chandernagor envoya des députés à Calcutta; on fut assez promptement d'accord sur le principe et les conditions de la neutralité. Mais le comptoir de Chandernagor, dépendant de celui de Pondichéry, ne pouvait conclure qu'un arrangement provisoire, soumis à la sanction de ce dernier, tandis que la présidence de Calcutta traitait au contraire avec des pouvoirs définitifs. L'amiral Watson, frappé de cette circonstance, refusait de signer, et, en veine de scrupule, refusait aussi de concourir à l'attaque de Chandernagor sans en avoir au préalable l'autorisation du nabob; Clive insistait au contraire soit pour la reconnaissance de la neutralité, soit pour une attaque immédiate sur Chandernagor. Ces différentes opinions firent traîner les négociations en longueur; pendant ce temps, la prise de Delhi par les Afghans vint frapper les oreilles du nabob : on ajoutait qu'Ahmet-Schah-Abdallah, ne se contentant pas de cette con-

quête, se disposait à porter ses armes victorieuses jusque dans le Bengale. Troublé de ces événements, Suraja-Dowlah songea tout aussitôt à s'assurer au besoin l'alliance des Anglais contre ces nouveaux ennemis. Il s'empressa d'écrire à Clive dans ce sens; il offrait 100,000 roupies par mois pour l'entretien d'un corps anglais qu'il prendrait à son service. A la même époque, quatre vaisseaux chargés de troupes arrivèrent de Bombay à Calcutta. Avec ce surcroît de forces, les Anglais se trouvaient en mesure de s'emparer de Chandernagor, quand même l'armée du nabob s'y serait opposée. Clive congédia aussitôt les députés français qui l'avaient accompagné au camp, attendant la signature du traité, écrit, conclu, et qui devait être rendu public d'un moment à l'autre. Dans une lettre au nabob, il lui donna l'assurance qu'à la première approche des Afghans il s'empresserait de marcher à son secours, mais que des raisons majeures le mettaient en ce moment dans la nécessité d'assiéger Chandernagor.

Les troupes destinées à l'expédition se mirent en route le 7 mars; l'artillerie fut transportée par eau. Le nabob restait pendant ce temps dans l'inaction, irrité de l'audace des Anglais, qui se permettaient d'attaquer des établissements sous sa protection, et n'osant pourtant courir le risque de se brouiller avec eux. L'établissement de Chandernagor consistait en deux villes, l'une habitée par les Français, l'autre par les Indous, cette dernière défendue par un fort. Son territoire commençait à la frontière

méridionale du comptoir hollandais de Chincura, s'étendait le long de la rivière, sur une étendue de 10 milles de long et de 1 mille et demi de large. Les Français, aussitôt que la nouvelle des hostilités leur fut parvenue, avaient commencé à creuser un fossé qui devait entourer la ville, à démolir les édifices voisins des murailles pour en faire un glacis; mais ces ouvrages n'étaient pas terminés. Ils avaient établi pour y suppléer quelques batteries sur les glacis, et submerger quelques navires dans le canal pour en défendre l'entrée aux bâtiments de guerre. La ville européenne était défendue par un fort de forme carrée, présentant quatre bastions garnis de dix canons chacun; il y en avait d'autres sur les remparts, tous de 24 et de 32 livres. La garnison était composée de 600 Européens et de 300 Cipayes. Clive, ayant reçu le renfort de Bombay, commence les hostilités. A son approche, les Français se retirent dans l'intérieur du fort, d'où ils font un feu très vif. Le nabob, en apprenant la nouvelle de la marche des Anglais, avait donné ordre à Meer-Jaffier, son généralissime, de marcher au secours de Chandernagor avec la moitié de son armée. Sur les représentations d'Omischund, il avait révoqué cet ordre. Plus tard, Nuncomar, gouverneur de Hoogley, avait reçu de lui l'ordre positif de s'opposer à la marche des Anglais; gagné aux intérêts de ces derniers par l'or et les promesses d'Omischund, Nuncomar n'avait point exécuté cet ordre. Les Anglais

ne rencontrèrent ainsi aucun obstacle du dehors à l'exécution de leurs projets. D'un autre côté, malgré les bâtiments submergés, les approches du fort étaient assez libres pour permettre à la flotte des Anglais de soutenir l'attaque de leurs troupes de terre. Effectivement, elle commença le feu au point du jour (14 mars). Il fut terrible pendant quelques heures : car les vaisseaux se trouvaient à portée de pistolet des remparts du fort. Les assiégés le soutinrent avec une intrépidité d'autant plus remarquable, qu'à l'exception de deux ou trois officiers, tous étaient de nouvelles recrues qui voyaient l'ennemi pour la première fois. Mais l'artillerie anglaise avait une supériorité trop décidée sur celle de la place. Il fallut se rendre; une capitulation fut signée le même jour. Le nabob, en apprenant cette catastrophe, s'en montra fort irrité. Clive fit alors répandre dès le même jour le faux bruit que les Afghans étaient en pleine marche sur le Bahar, tandis que les Mahrattes, sous la conduite de Balajee-Row, se disposaient à les précéder dans le Bengale. Le nabob, consterné de ces terribles nouvelles, dissimula sa colère, et de plus écrivit sur-le-champ à Clive et à Watson des lettres de félicitation sur leur victoire. Il leur offrait même la cession du district de Chandernagor aux mêmes conditions qu'il avait été possédé par les Français.

De nouvelles dissensions ne tardèrent pas à éclater entre les Anglais et le nabob. Le nabob n'avait

pu voir sans un vif dépit renverser le pouvoir de la France, sur laquelle il comptait s'appuyer le jour où les Anglais seraient devenus trop menaçants. Après la destruction de Chandernagor, il reçut avec distinction les Français qui s'en étaient échappés, et leur fournit des vivres, de l'argent et des armes. Ces derniers s'étaient réfugiés à Cossimbuzar. Clive se plaignit hautement de ce procédé; il somma le nabob, conformément aux conditions de leur traité, de les expulser du Bengale. Le nabob répondit qu'en sa qualité de vassal du grand Mogol, il ne pouvait chasser des provinces de son gouvernement des étrangers qui s'y étaient établis avec la permission de l'empereur; il oubliait le siége et les désastres de Calcutta. Dans cet état de choses, Clive se résolut, en dépit de ses instructions, qui lui ordonnaient de retourner à Madras dans le mois de mars, à demeurer au Bengale. Il sollicita de nouveau du nabob l'autorisation d'attaquer Cossimbuzar. A la seule mention de cette proposition, le nabob entra en fureur; il menaça de faire exécuter l'agent anglais demeuré près de lui. Il envoya les Français sur les frontières de la province de Bahar, en attendant qu'il osât les faire revenir à Muxadavad. Au moment de partir, Law, commandant ce corps français, eut une conférence avec le nabob; il l'instruisit des mauvaises dispositions qui régnaient à son égard dans les rangs de l'armée. Il accusa les Anglais de les fomenter. Il chercha à lui persuader que le meilleur parti

était de le garder auprès de lui avec ses troupes. Le nabob, en l'écoutant, se montra ébranlé, indécis; mais ses conseillers lui mirent de nouveau sous les yeux le danger de se brouiller avec les Anglais victorieux. Il persista dans le parti de renvoyer les Français. Il dit à Law : « S'il arrive quelque chose de nouveau, je vous enverrai chercher. — M'envoyer chercher! répondit ce dernier, que votre altesse soit assurée que nous nous sommes vus pour la dernière fois. » Le corps français commandé par Law était composé de 100 Européens, 60 Cipayes, 30 chariots et 4 éléphants. Ils partirent le 16 avril de Cossimbuzar, et Clive les fit poursuivre par un détachement. Au lieu de ramener les troupes à Calcutta, il avait pris position avec elles dans la plaine de Hoogley, d'où il lui était facile de surveiller tous les mouvements du nabob et de le tenir en respect. Sous des apparences de bonne amitié entre le nabob et les Anglais, une dernière crise ne pouvait manquer de devenir bientôt inévitable. Le nabob n'attendait qu'une occasion d'expulser des étrangers qui, s'établissant dans ses propres États sans son consentement, y étaient en réalité plus puissants que lui-même. Les Anglais commençaient à comprendre qu'il n'y avait pas de sécurité possible pour eux tant qu'un prince ayant de semblables dispositions à leur égard demeurerait sur le trône.

Suraja-Dowlah avait, soit dans le peuple, soit dans l'armée, de nombreux ennemis. De grands

mécontentements existaient parmi les troupes ; de plus (ce qui ne manque jamais de se rencontrer à la cour de tous les princes indous, en raison de l'instabilité de leur pouvoir), à côté du nabob se trouvait une sorte de prétendant au trône : Meer-Jaffier. Meer-Jaffier, personnage de pouvoir et de considération, avait épousé une sœur d'Aliverdi-Khan, et occupé une situation importante dans l'armée de ce dernier, à la mort duquel il était payeur-général de l'armée, un des offices les plus élevés dans un gouvernement indou. Suraja-Dowlah le haïssait profondément à cause de la grande influence exercée par lui sur les troupes ; il le lui avait laissé voir sans ménagement dès son accession au trône en le privant de son emploi, et en le bannissant de la cour. Plus tard, Meer-Jaffier avait bien été rappelé, mais avec de grandes répugnances de la part du nabob. Dans les armées indoues, les troupes appartiennent en propre aux généraux qui les commandent. Or, en raison de ses richesses, de sa réputation, de son alliance avec Aliverdi, Meer-Jaffier disposait d'une grande partie de l'armée du nabob ; depuis long-temps il enrôlait, il accueillait dans les rangs de ses troupes tous les aventuriers qui se présentaient. Les seats, riches banquiers de Muxadavad, se faisaient de leur côté remarquer au premier rang des ennemis de Suraja-Dowlah ; leurs immenses richesses leur faisaient redouter sa cupidité. Omischund, qui, après avoir eu à se plaindre des Anglais, était devenu leur agent principal,

se présentait naturellement comme un intermédiaire entre les mécontents et les Anglais lorsque le moment d'agir serait venu; c'était un homme plein de ruse, d'intelligence et de sagacité, mais d'une avidité qui dépassait toute croyance. Après avoir passé cinquante années de sa vie à l'accumulation d'immenses richesses, son avarice en était plutôt excitée que satisfaite. Watts, agent anglais auprès du nabob, se consultait souvent avec lui sur la situation des affaires. Omischund ne quittait pas la cour, faisait de fréquentes visites aux grands-officiers de l'Etat, et se tenait en mesure de profiter des événements.

Yar-Khan-Latty, commandant 2,000 cavaliers au service du nabob, était tout dévoué aux seats; ceux-ci lui faisaient tous les ans de riches présents pour s'assurer sa protection. Les seats, voulant connaître les dispositions des Anglais, engagèrent Latty à demander un entretien secret à Watts. Watts envoya Omischund. Latty dit à celui-ci «que le nabob, étant résolu de marcher sans délai contre les Afghans, à la tête de la plus grande partie de son armée, ne cherchait qu'à amuser les Anglais par toute sorte de promesses jusqu'à son retour, et à les chasser ensuite de ses Etats; qu'il était détesté de la plupart des officiers de ses troupes, que ceux-ci n'attendaient qu'un chef pour se prononcer contre lui; que, si les Anglais, en l'absence du nabob, voulaient s'emparer de Muxadavad, il les soutiendrait avec ses propres troupes; qu'enfin s'ils se

prêtaient alors à le proclamer nabob, lui Yar-Khan-Latty, ils pourraient compter sur l'immense crédit des seats, et qu'il acceptait par avance toutes les conditions qu'il leur plairait de mettre à son élévation. » Watts applaudit à ce projet, et le communiqua à Clive, qui y donna la même approbation. Il rappela le détachement en campagne contre les Français; et comme il donna au nabob avis de cette mesure, il atteignit le double but d'augmenter le nombre de ses troupes disponibles, tout en ajoutant à la sécurité de celui-ci. Cependant, deux jours après la conférence avec Latty, un Arménien se rendit auprès de Watts, porteur d'une proposition semblable, cette fois de la part de Meer-Jaffier. Meer-Jaffier disait que le soin de sa conservation l'obligeait à prendre les armes, puisqu'il ne pouvait plus se rendre à la cour sans courir le danger d'être assassiné; que les principaux officiers de l'armée, et il les nommait, n'hésiteraient point à faire cause commune avec lui pour détrôner le nabob, si les Anglais consentaient à se réunir à eux; que dans le cas où ils agréeraient ce projet, ils n'avaient qu'à rédiger les conditions de leur alliance, etc., etc.

La situation de Meer-Jaffier l'élevait au-dessus de tous les autres prétendants. Clive, dès qu'il fut en possession de cette ouverture, se rendit à Calcutta pour convenir avec la régence des mesures à prendre. Il insista sur la nécessité de renverser le nabob au moyen d'une] révolution; il dit qu'après avoir

attaqué et pris Chandernagor malgré ce dernier, c'était chose impossible de ne pas aller plus loin; que de ce moment il y avait guerre encore cachée, mais inévitable, entre le nabob et la Compagnie. Les membres du conseil tombèrent d'accord de la nécessité de la mesure. L'amiral Watson hésita long-temps; avec la franchise d'un marin, il laissa échapper ces rudes paroles, qu'il était vraiment étrange de songer à renverser un prince avec lequel on venait de traiter si récemment. L'amiral finit pourtant par se ranger à l'avis de la majorité. Un traité fut rédigé par lequel les Anglais s'engagèrent à aider Jaffier à renverser Suraja-Dowlah pour le placer lui-même sur le trône. Mais ce service n'était pas gratuit. D'un autre côté ce traité stipulait 10 millions de roupies à la Compagnie anglaise comme indemnité de ses pertes lors de la prise de Calcutta; au même titre 5 millions de roupies aux habitants anglais de la ville, 2 millions aux Indous, 700 mille aux Arméniens; de plus 5 millions de roupies pour être partagés par portions égales entre l'armée de terre et l'armée de mer. Toutes ces conditions étaient réglées lorsqu'un des négociateurs du traité fit cette réflexion que les membres du comité qui constituait le gouvernement tout entier avaient sans doute autant de droits, si ce n'est plus, que l'armée de terre et de mer, aux libéralités du futur nabob. Cette réflexion parut éminemment judicieuse aux membres de l'assemblée; elle résolut à l'unanimité qu'en outre des stipula-

tions déjà convenues, il serait encore demandé au nabob une somme de 280 mille roupies pour chacun des membres supérieurs du conseil, le gouverneur Drake et le colonel Clive; plus une autre somme de 240 mille roupies pour chacun des membres inférieurs, Becker, Watts et le major Kilpatrick. Il fut ensuite stipulé en faveur de la Compagnie que tous les comptoirs français seraient supprimés, que tous les Français établis dans le Bengale en seraient bannis; que la Compagnie possèderait au même titre et aux mêmes conditions que les Zemindars de la province, leurs districts, tout le terrain à l'entour de Calcutta, à six cents verges du fossé des Mahrattes, et au sud de Calcutta jusqu'à Culpu. L'exagération des demandes des Anglais est la preuve qu'ils n'avaient pas des idées fort justes sur la valeur réelle des trésors de Surajah-Dowlah. Le nabob régnait à peine depuis une année; et en eût-il régné dix en ne songeant qu'à amasser de l'argent, il se serait encore trouvé dans l'impossibilité de satisfaire à de telles exigences. Ali-Versi, auquel il succédait, loin d'avoir amassé de grands trésors, n'avait pu qu'à grand'peine subvenir aux frais de ses guerres continuelles contre les Mahrattes.

Cependant Bussy, après les combats livrés aux environs d'Hyderabad, avait vu son influence s'agrandir encore dans le Deccan. Une jonction entre lui et les troupes françaises du Bengale n'eût pas été impossible, les frontières septentrionales du territoire cédé à Bussy par le subahdar n'étaient

séparées de Calcutta que par 200 milles. Le projet de Dupleix avait été d'établir un grand pouvoir dans le Deccan sous l'influence française; s'il eût encore été gouverneur de Pondichéry à l'époque de la prise de Calcutta par le nabob, les Anglais, suivant toute probabilité, étaient à jamais chassés du Bengale. Des considérations commerciales avaient porté le gouvernement français à suivre pendant quelque temps un système contraire; il commençait à revenir à celui de Dupleix, et le génie de Bussy joint à son caractère entreprenant était éminemment propre à le réaliser. Les Anglais ne doutaient pas qu'il ne se disposât à marcher au secours de ses compatriotes du Bengale. Comme ils n'avaient en ce moment aucune donnée certaine sur ses véritables mouvements, de temps à autre le bruit se répandait qu'il était en route, au moment d'arriver dans le Bengale. Le 14 mai 1757, le gouverneur Drake écrivait : « La nouvelle qui s'était répandue de l'arrivée de Bussy dans cette province est maintenant certaine, nous avons des lettres de la factorerie de Ballasore du 10 courant, desquelles résulte qu'il se trouve en ce moment à 5 marches au-delà de Cuttack : ses forces montent à 700 Européens et 5,000 Cipayes. » Le nabob accueillait avidement ces nouvelles; jusqu'à présent l'inimitié des Anglais et des Français avait été sa principale force : en guerre avec les uns, il était certain de l'appui des autres. Mais maintenant il allait se trouver face à face avec les Anglais, aux-

quels il ne pouvait résister tout seul, et qui devenaient sous son nom les véritables souverains du Bengale. Il n'avait jamais cessé, même au moment où il contractait avec eux ce traité d'alliance offensive et défensive, d'être en correspondance avec Bussy; il se flattait de le voir arriver : de là ses délais à exécuter les conditions du traité, où il s'était engagé à chasser les Français. Mais les Anglais, qui redoutaient autant l'arrivée de Bussy que le nabob pouvait la désirer, pressaient, sommaient incessamment Meer-Jaffier de remplir sa promesse. Des motifs puissants d'intérêt particulier s'ajoutaient à toutes ces raisons politiques pour faire désirer aux meneurs de cette affaire l'accomplissement de la révolution projetée. D'ailleurs, comme dans toutes les entreprises du même genre, les délais devenaient dangereux.

Omischund était un des intermédiaires par lesquels communiquaient entre eux les signataires de ce traité. Il risquait à la fois dans ces démarches sa fortune et sa vie, et n'était pas homme à le faire pour rien : pour prix de ses services il demanda : 1° 5 p. 100 sur l'argent du trésor; 2° le quart des pierreries, bijoux, etc., qui s'y trouveraient. La prétention parut fort exagérée à Watts, à qui d'abord il la communiqua; toutefois ce dernier, évitant de lui donner une réponse absolument négative, se borna à promettre de faire connaître cette demande au comité. Suivant quelques uns, Omischund aurait dès lors fait la menace de révéler le

complot au nabob, dans le cas où ses prétentions ne seraient point accueillies. Le comité, auquel en avait référé Watts, fut irrité tout à la fois des prétentions exorbitantes et des menaces d'Omischund. D'ailleurs comme on était en sa puissance, il était dangereux de s'en faire un ennemi. Dans cette perplexité, Clive proposa d'avoir deux traités, l'un réel, devant être exécuté, et qui serait envoyé à la signature de Meer-Jaffier; l'autre fictif, destiné seulement à abuser Omischund, à qui il serait communiqué; dans le second, la stipulation en sa faveur serait insérée; elle serait omise dans le premier. Clive fit effectivement préparer avec le plus grand secret les deux traités : le traité fictif, afin de le rendre plus reconnaissable, fut écrit sur papier rouge; tous deux furent signés par les membres du comité; mais l'amiral Watson, qui avait signé le traité véritable, refusa de signer le fictif. Or cette circonstance suffisait à déjouer la ruse, car Meer-Jaffier avait insisté pour que le traité fût signé par l'amiral, et Omischund ne l'ignorait pas. Pour sortir de cet embarras, un des membres du conseil contrefit la signature de l'amiral (1). Le traité, traduit en persan, fut alors remis à Jaffier, qui écrivit en tête, de sa propre main : « Je jure par Dieu et son prophète d'observer pendant la durée de ma vie les articles du présent traité. »

(1) V. Orme, t. II, p. 155.— Selon sir John Malcolm, l'amiral aurait fini par consentir à ce que son nom fût mis par une main étrangère sur le faux traité.

Depuis la prise de Chandernagor, la plus grande partie de l'armée de Suraja-Dowlah avait pris position dans la plaine de Plassy, où elle occupait un camp retranché. On résolut de commencer immédiatement les hostilités. Toutes les troupes anglaises qui se trouvaient à Calcutta partirent le 12 mai pour se joindre au corps d'armée, cantonné à Chandernagor. Le 13 mai, le corps expéditionnaire se mit en marche sur Cutwah où Meer-Jaffier et ses troupes devaient venir se joindre à Clive. Les Européens et l'artillerie furent embarqués sur 200 bateaux, remorqués par des Indous ; les Cipayes côtoyaient le rivage en vue de la flotte. Le gouverneur de Hoogley, récemment nommé par Surajah-Dowlah, et qui lui était dévoué, parut d'abord vouloir s'opposer au passage des bateaux. Une lettre menaçante de Clive, la vue d'un vaisseau de 21 canons qui se plaça devant le fort prêt à faire feu, le firent changer de résolution. A son départ de Chandernagor, Clive avait écrit au nabob ; dans cette lettre il énumérait tous les griefs que les Anglais avaient ou prétendaient avoir contre le nabob : ses défaites pour se dispenser d'observer le traité conclu au mois de février, sa correspondance avec Bussy, l'argent et les armes fournis aux Français, ses délais à acquitter les sommes dont il était redevable pour les marchandises pillées à Calcutta, etc. Clive terminait en annonçant que, ne voyant plus d'autres moyens d'obtenir justice, l'armée anglaise se rendait à Muxadavad pour

soumettre ses griefs à l'arbitrage des principaux officiers du gouvernement du nabob, notamment de Meer-Jaffier et de Roy-Doolub. Le nabob, en consentant à accepter cet arbitrage, éviterait, disait Clive, l'effusion du sang. Il se flattait de le voir prendre ce parti. La réception de cette lettre n'apprit rien au nabob : d'autres lettres de Calcutta avaient déjà répandu depuis quelques jours le bruit de cette alliance. A ce sujet, Suraja-Dowlah avait même laissé échapper quelques menaces contre Watts dont celui-ci fut aussitôt informé; sans perdre de temps, il envoya à Clive un agent de confiance pour l'engager à presser sa marche, et prépara tout pour sa propre évasion. Déjà les troupes anglaises avaient quitté Cossimbuzar pour se joindre à celles de Clive. Le 13 juin, Watts, après avoir publiquement commandé de lui tenir un souper prêt à Cossimbuzar, sortit de la ville en palanquin, avec trois autres Anglais, et se rendit à une maison de campagne à 10 milles de la ville. Là, sous prétexte d'une chasse, tous trois montèrent à cheval, et, après avoir couru de grands dangers, parvinrent à joindre l'armée anglaise.

Le nabob apprit le départ de Watts au moment même où il se disposait à attaquer le palais de Meer-Jaffier. Cette nouvelle lui montra clairement la liaison des Anglais avec Meer-Jaffier, ce dont il avait voulu douter jusqu'à ce jour, et le jeta dans la consternation. Changeant tout aussitôt de résolution, au lieu d'attaquer Meer-Jaffier, il essaya

d'une réconciliation ; il envoya des émissaires chargés d'en faire les ouvertures. Les insinuations de ces derniers furent appuyées par plusieurs personnages importants du parti de Jaffier, qui lui conseillaient d'entrer en accommodement. Assez disposé à se ranger à leur avis, il refusait pourtant de se rendre auprès du nabob, soit crainte pour sa propre sûreté, soit dédain pour Suraja-Dowlah. Le nabob, dont la fortune chancelait en ce moment sur le bord de l'abîme, ne se formalisa point de ce manque d'étiquette ; il se rendit lui-même avec une suite peu nombreuse au palais de Meer-Jaffier. Cette visite fut suivie d'une réconciliation apparente : Meer-Jaffier s'engageait à ne pas fournir dans cette guerre de secours aux Anglais ; de son côté, le nabob promettait à Meer-Jaffier de le laisser sortir de la province avec sa famille et ses richesses dès que la paix serait conclue. Des serments réciproques sur le Coran scellèrent ces promesses, que l'un et l'autre étaient également décidés à ne pas tenir ; toutefois, le courage revint tellement au nabob après cette entrevue, que, répondant à la lettre de Clive, il lui rendit menace pour menace. A la même époque, le nabob se trouvait pourtant aux prises avec un nouvel embarras : ses troupes, n'ayant aucun espoir de pillage dans la guerre qui commençait, refusèrent d'entrer en campagne avant d'avoir reçu leurs arrérages. Ce tumulte dura trois jours, et ne fut apaisé qu'au moyen d'une distribution d'argent. Dès que l'ordre fut ré-

tabli, le nabob acheva de concentrer ses troupes à Plassy.

L'armée anglaise était arrivée le 17 juin devant Cutwah; elle s'en empara sans difficulté. Le même jour, Clive reçut de Meer-Jaffier une lettre où ce dernier lui parlait de son apparente réconciliation avec le nabob, et de la promesse faite par lui de ne pas se joindre aux Anglais; il terminait par l'assurance donnée à Clive de compter toujours sur ses anciens engagements; toutefois la rédaction de la lettre, singulièrement timide, ne convenait guère au moment décisif où l'on se trouvait. Deux jours après, Meer-Jaffier annonça à Clive son départ pour le lendemain; ses troupes, disait-il, prendraient position sur une des ailes de l'armée, d'où il promettait d'envoyer de plus amples explications. Un des agents intimes de Meer-Jaffier mandait les mêmes choses. D'ailleurs, ni Meer-Jaffier ni son agent ne donnaient le moindre détail sur la conduite à tenir par les Anglais, sur le plan d'opération à suivre, etc., etc.; aussi ces lettres jetèrent-elles Clive dans une grande perplexité. Les Anglais n'avaient pas de cavalerie, ce qui pouvait rendre pour eux le moindre échec terrible par ses conséquences; pas de milieu pour eux, en quelque sorte, entre une victoire complète et un anéantissement total. La victoire ne pouvait être attendue que de la coopération de Jaffier; mais les dispositions de celui-ci semblaient devenir de plus en plus douteuses; en même temps que sa

réconciliation avec le nabob était publique et authentique, ses lettres à Clive devenaient de jour en jour plus vagues, plus embarrassées, et moins énergiques. Dans cette incertitude sur le parti à prendre, Clive assembla un conseil de guerre, où se trouvèrent 20 officiers. Il exposa la situation des choses, et se résuma en ces mots : « Faut-il passer le fleuve avec l'armée, pousser jusqu'à Cossimbuzar? Faut-il, en se nourrissant du riz pris à Cutwah, se maintenir dans le camp pendant la saison pluvieuse, tout en employant le temps à négocier une alliance avec les Mahrattes? » Contre l'usage des conseils de guerre, où l'on prend les opinions en commençant par le grade le moins élevé, Clive opina le premier, et il opina pour demeurer à Cutwah. Les majors Kilpatrick et Grant furent du même avis; mais le capitaine Coote, lorsque son tour fut venu de parler, s'exprima à peu près en ces termes : « Les soldats considèrent maintenant comme certain le succès de l'expédition. Les précautions dont il est question ne peuvent manquer de les décourager. Law et ses troupes sont attendus d'un moment à l'autre; à leur arrivée, les troupes du nabob seront dirigées avec plus d'habileté qu'elles ne l'ont été jusqu'à présent; rien ne leur sera plus facile alors que d'envelopper l'armée anglaise, et de lui couper toute communication avec Calcutta, chose plus à redouter que la perte d'une bataille. Il faut donc choisir entre ces deux partis : ou se porter délibérément en avant, ou faire immé-

diatement retraite sur Calcutta. » Six officiers se rangèrent de l'avis du capitaine Coote, treize contre. Clive rompit le conseil, puis, s'enfonçant dans un bois voisin du camp, y passa une heure absorbé dans de profondes réflexions. Lorsqu'il en sortit, il avait abandonné son propre avis pour celui de Coote. L'ordre fut donné à l'armée de se tenir prête à passer le fleuve le lendemain au point du jour.

Le 22 juin, l'armée, ayant laissé ses malades au fort de Cutwah, commença son mouvement; elle se trouva dès le soir même de l'autre côté du fleuve. Clive reçut alors une nouvelle lettre de Jaffier, lettre écrite dès le 19, mais retardée en route. Jaffier lui donnait avis que le nabob s'était arrêté près du village de Muncarra, qu'il s'occupait à s'y retrancher, et que le meilleur parti pour les Anglais était d'essayer de le surprendre dans son camp. Clive répondit qu'il marchait en ce moment sur Plassy; qu'il avancerait encore 6 milles au-delà, c'est-à-dire jusqu'à Dautpore; que, parvenu là, si lui-même (Meer-Jaffier) ne s'était point réuni à lui avec toutes ses troupes, il entrerait aussitôt en négociation avec le nabob, et ferait sa paix avec ce dernier. L'armée se mit en marche la nuit même, en suivant le bord du fleuve, pour ne pas perdre de vue des bateaux portant de l'artillerie et des munitions, et qu'il s'agissait de faire remonter à force de rames. Elle arriva avant le jour à Plassy, s'empara aussitôt d'un bois voisin. On entendit pendant toute la nuit un bruit continuel de tambours, de

clairons et de trompettes : c'était l'armée ennemie, qu'on croyait loin de là, et dont on était à peine à un mille. Le nabob s'était d'abord proposé de prendre position auprès du village de Muncarra; il avait pensé qu'après la prise de Cutwath, les Anglais se mettraient, sans retard, en marche sur Plassy. Les voyant agir avec moins de vivacité qu'il l'avait d'abord supposé, il s'était hâté de les prévenir et de s'emparer de ce poste avantageux. Clive donna quelques heures de repos à ses troupes; tous ses officiers, lui surtout, agité de tant de soucis, durent veiller. De son côté, le nabob, bien qu'il ne se crût pas aussi rapproché de l'ennemi, passait la nuit en proie à mille tourments, à mille angoisses cruelles. Il était gisant plutôt que couché dans sa tente. Ses grands-officiers, ses courtisans, ses serviteurs l'ayant peu à peu tous abandonné, il finit par se trouver absolument seul. Un soldat qui crut la tente vide s'y glissa pour voler. Le bruit qu'il fit arracha le nabob à ses sombres préoccupations : « Hélas ! s'écria le malheureux prince, ils me croient déjà mort. »

Les deux armées se trouvèrent alors en présence. Les Anglais occupaient le bois de Plassy. Ce bois, dont Clive s'était emparé la veille, s'étendait, du nord au midi, sur une longueur de 800 verges et une largeur de 300; il était formé d'avenues régulières de mangliers, entouré d'une sorte de mur en terre et d'un fossé assez profond, mais comblé en un grand nombre d'endroits. Au nord se trou-

vait une maison de campagne du nabob. Suraja-Dowlah avait pris position à un mille au-delà, occupant un camp retranché auquel il avait fait travailler depuis long-temps. A la droite du camp se trouvait une redoute garnie d'artillerie; au-dedans était une colline couverte d'arbres formant une sorte de poste retranché de nature à résister encore même après la prise de la première enceinte par l'ennemi; enfin sur le front deux réservoirs destinés à abreuver les chevaux, tous deux entourés de murailles de pierre assez élevées, et à côté de l'un d'eux une batterie de pièces de gros calibre. Le nabob avait passé la nuit campé derrière ce retranchement, les Anglais dans le bois. L'armée anglaise consistait en 900 Européens, desquels 100 étaient canonniers et 100 matelots; en 100 Topasses et 2,100 Cipayes; son artillerie en 8 canons de 6 et de 6 obusiers. L'armée du nabob comptait 50,000 fantassins, 18,000 chevaux et 50 pièces de canon; l'infanterie était en partie armée de fusils à mèche, en partie de piques, d'épées, d'arcs et de flèches; la cavalerie, hommes et chevaux, venait des parties méridionales de l'Indostan, les uns et les autres beaucoup plus robustes que ceux de la côte de Coromandel; l'artillerie consistait en pièces de 24 et de 32. Chacune de ces pièces était placée sur une espèce de plate-forme élevée de 6 pieds au-dessus du sol, et traînée par 40 ou 50 paires de bœufs; et derrière marchait un éléphant qui dans les mauvais chemins, les passages difficiles, soulevait

et poussait avec sa tête la pesante machine. Quarante aventuriers français, sous la conduite d'un nommé Sinfray, étaient aussi employés dans l'armée du nabob, où ils faisaient un corps d'élite.

Au point du jour, 23 juin 1757, l'armée du nabob se déploya tout entière hors de ses lignes. Les 40 Français avec 6 pièces d'artillerie avaient pris poste auprès des deux abreuvoirs; ils étaient appuyés par 5,000 chevaux et 17,000 fantassins sous le commandement d'un officier d'élite, Meer-Murden. Le reste de l'armée marchait en profondes colonnes; les vides laissés entre elles remplis par de l'artillerie. Vis-à-vis l'angle méridional du bois de Plassy, à la gauche de l'armée du nabob, se trouvaient les troupes de Meer-Jaffier et de ses adhérents. Clive, du haut d'une colline voisine de son camp, suivait les mouvements de l'ennemi; faisant aussitôt ses dispositions avec son petit corps d'armée, il prend position en dehors du bois; il place au centre les Européens avec 3 pièces de canon à leur gauche et autant à leur droite; il partage les Cipayes sur les ailes en deux divisions égales : enfin il fait soutenir la division de gauche par 2 pièces de canon et des obusiers; sa ligne se prolongeait alors à la droite du bois de Plassy sur une étendue d'environ 600 verges. A huit heures un coup de canon parti des rangs des Indous tua un grenadier anglais et en blessa un autre. A ce signal, l'artillerie du nabob, disséminée sur la plaine, commença son feu sur toute la ligne, toutefois sans produire d'effet; les

canons pointés trop haut n'atteignaient pas les Anglais. Les deux pièces de la gauche de ceux-ci répondaient à la batterie du réservoir; le reste de leur artillerie croisait ses feux avec l'artillerie répandue le long des lignes de l'armée du nabob, et tous ses coups portaient, car cette armée présentait une surface immense et compacte; mais à la vérité par cette même raison ils ne pouvaient produire un effet décisif; aussi Clive ordonna-t-il presque immédiatement un mouvement rétrograde pour se couvrir du bois de Plassy. L'ennemi, enhardi par cette retraite, se porte en avant et redouble son feu; Clive fait coucher les Anglais ventre à terre, puis, inquiet sur l'issue de la journée, convoque un conseil de guerre. Ce conseil décide de se maintenir jusqu'au soir dans la même position, puis, à minuit, de tenter une attaque sur le camp du nabob.

Les choses en étaient là lorsqu'à midi une pluie épaisse commence à tomber; elle épargne les munitions des Anglais, mieux garanties; elle détériore en grande partie celles de l'ennemi, qui se voit ainsi obligé de ralentir peu à peu son feu, puis à deux heures de le cesser tout-à-fait; il se met bientôt en retraite, l'artillerie d'abord, l'infanterie ensuite; les seuls Français conservent leur poste. Mais le major Kilpatrick se met en marche pour l'attaquer. Clive comprend l'importance de ce mouvement, et s'avance pour le seconder avec le reste de ses troupes. Sinfray, abandonné par ses alliés, se retire dans la redoute à la tête des siens qui

font un feu très vif avec l'artillerie dont elle était garnie. Encouragés par cet exemple, les Indous se répandent sur la plaine. De derrière les retranchements, de la colline boisée, des moindres accidents du terrain, dont ils savent se couvrir, ils font un feu de mousqueterie assez bien nourri ; sur quelques points la canonnade recommence. La cavalerie voltige autour des bataillons anglais ; plusieurs fois elle s'élance pour charger. Clive exécute alors deux attaques vigoureuses et simultanées, l'une sur la redoute ; l'autre sur la colline ; il réussit dans toutes deux, et, ces postes importants une fois perdus, l'armée du nabob s'enfuit en désordre dans le camp retranché. Cependant un corps considérable de cette armée ne suivait qu'avec lenteur ce mouvement de retraite ; il finit par s'en trouver tout-à-fait détaché : c'était Meer-Jaffier qui à la tête de ses troupes cherchait à opérer son mouvement de jonction. Cette vue décide Clive à un dernier effort. Après avoir fait canonner quelque temps le camp ennemi, il fait donner l'assaut, et s'en rend aussitôt maître ; les tentes renversées, les bagages, les canons, qui encombrent la route, sont le seul obstacle que rencontrent les vainqueurs. Vingt Européens et vingt-six Cipayes tués ou blessés furent toute la perte des Anglais.

Pendant la canonnade, Suraja-Dowlah s'était tenu hors de portée, enfermé dans sa tente. Dans les premiers instants de la bataille, de nombreux courtisans arrivèrent pour le féliciter de

sa victoire. Les nouvelles devinrent bientôt plus rares et plus tristes. Au milieu de la journée, il apprit la mort de Meer-Murden, l'un de ses meilleurs officiers, et ce malheur acheva de lui troubler l'esprit. Il envoya chercher Meer-Jaffier. A peine ce dernier avait-il franchi le seuil de la tente, que le nabob jetant à terre son turban, lui dit : « Jaffier, jurez de défendre ce turban. » Jaffier met la main sur sa poitrine, se prosterne devant le turban, fait sans hésiter les plus solennels serments de fidélité qui lui viennent à la bouche; puis à peine hors de la tente prend ses dispositions pour aller rejoindre Clive. Deux heures se passèrent encore dans de terribles anxiétés pour le nabob; alors, apprenant le mouvement offensif des Anglais, il s'élança sur un chameau rapide, et s'éloigna de toute la vitesse de sa monture, accompagné d'environ 2,000 cavaliers.

Meer-Jaffier, dans une lettre à Clive, s'empressa de lui demander ses instructions. Le major Coote fut envoyé avec un détachement pour observer l'ennemi qui fuyait; le reste de l'armée se mit le soir même en mouvement pour Daudpore. Clive envoya dès le lendemain des députés pour complimenter Meer-Jaffier; celui-ci les reçut avec quelque embarras, sa lenteur à se réunir à ses nouveaux alliés lui faisait craindre d'avoir encouru leur disgrâce. A peine arrivé au camp des Anglais, il descendit de son éléphant. La garde ayant pris les armes pour lui faire honneur, il s'en montra effrayé, car il

n'avait aucune idée de cet usage européen. Mais Clive arrivant au même moment, l'embrasse en le saluant nabob de Bengale, Bahar et Orissa. Meer-Jaffier s'excuse de la lenteur de sa manœuvre de la veille. Clive supprimant toute récrimination, lui conseille de marcher aussitôt sur Muxadavad dans le but de s'emparer de la personne du nabob fugitif. Meer-Jaffier, suivant ce conseil, se met aussitôt en route. Suraja-Dowlah était arrivé dès la veille à Muxadavad où ses principaux officiers le rejoignirent promptement. Les uns lui conseillèrent de se livrer à la générosité anglaise, les autres de reparaître à la tête de l'armée, de l'enflammer par de grandes promesses, et de tenter le hasard d'une nouvelle bataille. Ce dernier parti parut d'abord plaire au nabob; il ordonna une distribution de trois mois de solde aux soldats; mais tout le monde s'étant retiré, la même timidité qui l'avait emporté loin du champ de bataille, le fit revenir à un parti qu'il crut moins périlleux. Au point du jour, il fit partir 50 éléphants chargés de ses femmes, de ses pierreries, de ses bijoux, de ses effets les plus précieux; lui-même devait s'évader la nuit suivante. Le malheur l'ayant rendu défiant, il n'avait mis qu'une seule personne, un de ses eunuques, dans la confidence. L'approche de Meer-Jaffier, dont il fut informé, lui fit hâter son dessein. S'étant déguisé en homme du peuple, il s'échappa de son palais à dix heures du soir par une fenêtre qui s'ouvrait sur la rivière. Toute sa suite consistait en un

eunuque son confident habituel et sa concubine favorite. Il portait une cassette contenant des diamants et des bijoux. A quelques pas un canot attendait les fugitifs; il s'embarquèrent et firent ramer vers le nord. Meer-Jaffier étant entré dans Muxadavad peu de moments après cette évasion, dépêcha aussitôt des soldats dans tous les sens à leur poursuite. Le lendemain 26, les troupes anglaises étaient à Daudpore. Clive envoya vers Meer-Jaffier deux députés anglais, Watts et Walsh, accompagnés de 100 Cipayes. Leur arrivée, la visite qu'ils firent à ce dernier, désignèrent aux habitants le nabob futur. Jaffier, qui jusque là avait hésité, encouragé par la présence et les exhortations des Anglais, se décida, et dans le courant de la journée se fit proclamer.

Clive, prévenu qu'un complot des partisans de l'ancien nabob existait contre sa personne, resta quelques jours à Cossimbuzar. Le 29, il fit son entrée à Muxadavab, accompagné de 200 Européens et 300 Cipayes. Il se dirigea aussitôt vers le palais du nabob; Meer-Jaffier l'attendait ayant à ses côtés les grands de la cour, au même rang qu'ils occupaient devant Surajah-Dowlah. Le trône s'élevait à l'une des extrémités de la salle. Jaffier, à l'arrivée de Clive, qu'il alla recevoir à la porte de la salle, affectait de s'éloigner du trône. Clive, le prenant par la main, en monta les degrés avec lui, le contraignit d'y prendre place, et lui prêta hommage comme au nabob du Bengale. Suivant l'usage ordi-

naire, il présenta ensuite au nouveau nabob un plat rempli de roupies d'or. S'adressant alors aux grands de la cour par un interprète, il les exhorta à remercier le Ciel de leur avoir donné un souverain juste et bon à la place d'un tyran tel que Suraja-Dowlah : ceux-ci répondirent par de grandes acclamations.

Le lendemain, Meer-Jaffier rendit en grande pompe visite à Clive. Une conférence s'ensuivit, où il témoigna quelques inquiétudes au sujet des sommes stipulées par le traité secret. D'accord en cela avec Roy-Doolub, dewan du précédent nabob, il affirmait que tous les trésors du nabob n'y pouvaient suffire, promettant néanmoins de faire pour s'acquitter tout ce qui serait en son pouvoir. De nombreuses discussions suivirent ; comme elles n'aboutissaient à rien, on résolut des deux côtés de s'en rapporter à l'arbitrage des Seats ; en conséquence Clive, Jaffier, Scrafton, Meirum (fils de Jaffier) et Roy-Doolub, se rendirent immédiatement chez ces banquiers. Omischund, qui avait eu une part si considérable à la révolution, les accompagna ; depuis la journée de Plassy, il ne quittait plus Clive. Lorsque, arrivé à la porte des Seats, il vit qu'on ne l'invitait pas à la conférence, il s'assit triste et pensif à la porte de la salle. Les traités furent de nouveau lus, expliqués, commentés. Après une longue discussion, il fut convenu, 1° que la moitié des sommes stipulées serait payée sur-le-champ, deux tiers en argent, le troisième en bijoux, argenterie

et autres effets de prix; 2° que l'autre moitié serait acquittée en trois termes dans l'espace de trois ans. La conférence étant terminée, Clive, accompagné de Scrafton, s'approcha d'Omischund, en disant à son compagnon : « N'est-il pas temps de le désabuser? » Scrafton s'adressant alors à ce dernier, lui dit en bengali : « Omischund, le traité rouge n'était qu'un chiffon de papier; il n'y a rien pour vous. » Ces mots frappèrent comme la foudre l'avide vieillard. Un moment immobile, il chancela tout-à-coup, et allait mesurer la terre, lorsqu'il fut soutenu par deux de ses serviteurs, qui le placèrent dans son palanquin et le firent transporter chez lui. Pendant plusieurs heures il demeura dans un état de stupeur et d'immobilité, sans voir, sans parler, sans entendre. S'étant un peu remis, toutefois sans recouvrer entièrement ses facultés, il se rendit auprès de Clive; celui-ci lui conseilla de faire un pèlerinage à une pagode renommée auprès de Moulda. Omischund suivit ce conseil, mais revint l'esprit plus troublé qu'auparavant; son état empira de jour en jour; enfin il finit par tomber dans un idiotisme complet, et mourut peu de mois après ce coup fatal. Dans les derniers temps de sa vie, contre l'usage des vieillards de l'Indostan, malgré ses propres habitudes jusqu'à ce moment, il se plaisait à se couvrir d'habits magnifiques, à se chamarrer d'or, de bijoux et de pierreries.

Le 2 juillet, la nouvelle de la capture de Suraja-Dowlah se répandit tout-à-coup dans Muaxdavad.

Les rameurs du bateau, fatigués du travail de la journée, s'arrêtèrent à Rayah-Mahal ; le nabob et la compagne se cachèrent dans un jardin abandonné, Au point du jour, il fut reconnu par un homme du peuple, auquel il avait fait couper peu de mois auparavant le nez et les oreilles. Excité par le désir de la vengeance, cet homme courut le dénoncer à une troupe de soldats précisément en quête des fugitifs, et qui le traînèrent à Muxadavad, après lui avoir fait éprouver, chemin faisant, les traitements les plus barbares et les plus humiliants. Arrivé à minuit à Muxadavad, il n'en fut pas moins conduit et immédiatement chargé de liens en présence de Meer-Jaffier, maître alors de ce même palais où lui-même avait vécu, peu de jours auparavant, entouré de toute la splendeur d'un monarque asiatique. Jaffier devait sa fortune à Aliverdi-Khan. On dit qu'il parut ému et versa quelques larmes à l'aspect du petit-fils et de l'héritier de son bienfaiteur, qui à genoux et tout tremblant demandait la vie au milieu de sanglots entrecoupés. Mais Meirum, fils de Jaffier, adolescent de dix-sept ans, d'une férocité précoce, loin de partager l'émotion de son père, insistait pour qu'il fût mis à mort sur-le-champ. Jaffier donna l'ordre d'éloigner le prisonnier, et comme une partie des grands et des principaux officiers de l'Etat se trouvaient en ce moment réunis par hasard au palais, il les consulta sur le parti à prendre. Les uns, soit qu'ils craignissent d'encourager dans le nouveau nabob de san-

guinaires dispositions, soit qu'ils voulussent conserver Suraja-Dowlah pour s'en servir au besoin dans l'avenir, furent de l'avis d'un emprisonnement étroit et sévère. Les autres, plus habiles courtisans du nouveau nabob, ou ennemis plus prononcés de l'ancien, se rangèrent de l'avis de Meirum ; ils demandaient l'exécution immédiate du prisonnier, mettant en avant le danger que sa vie ne pouvait manquer de faire courir au gouvernement de Jaffier. Celui-ci, de plus en plus indécis, ou feignant de l'être, n'énonçait aucun avis. Alors Meirum l'engagea à s'aller reposer, ajoutant qu'on serait toujours à temps de reprendre la délibération le lendemain. Jaffier congédia l'assemblée, et se retira dans l'intérieur de ses appartements. Aussitôt Meirum se hâte de rédiger l'ordre fatal, et l'envoie par un serviteur de confiance aux soldats chargés de la garde de l'ancien nabob. Ces soldats, empressés d'obéir dans l'espoir d'une riche récompense, se précipitent à la hâte dans la prison de Suraja-Dowlah : c'était une toute petite chambre sale, obscure, isolée. A leur entrée tumultueuse et désordonnée, Suraja-Dowlah devine le dessein des soldats ; il éclate en sanglots, en larmes, en supplications, puis retrouve enfin assez de force pour demander à accomplir ses ablutions. Un des meurtriers, impatient d'achever, découvre et saisit dans un coin de la chambre un vase contenant de l'eau, et la lui verse sur la tête ; un second le frappe au même instant de son poignard ; les autres l'achèvent à

coups de sabre. Le lendemain, le cadavre de Suraja-Dowla traversa la ville sur un éléphant, exposé à tous les regards, pour être enterré dans le tombeau de son aïeul Aliverdi-Khan. Le peuple contemplait avec effroi ce spectacle lugubre ; mais les soldats ne songèrent bientôt plus qu'aux promesses que leur faisait Meer-Jaffier. Suraja-Dowlah comptait à peine vingt années d'âge, et avait régné quinze mois.

En ce moment, Law arrivait à marches forcées au secours de Suraja-Dowlah. Sur la nouvelle de la mort de celui-ci, il se hâta de rebrousser chemin en se dirigeant vers Patna, capitale de la province de Bahar. Suraja-Dowlah, gouverneur de cette province depuis la mort de son père, était en son absence remplacé par un Indou nommé Ramnarain, qui avait conservé cette charge pendant les dernières années de la vie d'Aliverdi-Khan, et pendant le règne de Suraja-Dowlah ; c'était une raison qui le rendait nécessairement opposé à l'élévation de Jaffier. Celui-ci connaissait ces dispositions de Ramnarain, aussi manifesta-t-il, dès qu'il fut sur le trône, le plus vif désir de poursuivre et d'attaquer les Français, principal appui de ce dernier ; toutefois, il n'osait se fier encore à sa propre armée, en qui le souvenir d'Aliverdi-Khan vivait encore. Beaucoup de chefs avaient blâmé hautement la mort de Suraja-Dowlah, et ne le cachaient pas. Tout cela détermina Meer-Jaffier à confier cette expédition à un corps d'Anglais sous le commandement de Coote, ré-

cemment nommé major. Les préparatifs s'en firent avec lenteur ; les bateaux ne furent point pourvus d'un nombre suffisant de rameurs ; la fatigue et les privations causèrent quelque mutinerie parmi les soldats ; ce qui occasionna une grande perte de temps. Les Français avaient atteint Patna long-temps avant le corps expéditionnaire anglais ; mais, voulant éviter le conflit qui le menaçait, Ramnarain les avait fait passer sur le territoire de Oude, dont le vice-roi et lui-même étaient alors en négociation d'un traité d'alliance. Le major Coote avait dans ses instructions d'ôter à Ramnarain le gouvernement de la province ; mais celui-ci s'était renfermé dans une forteresse, que Coote n'était point en mesure d'attaquer avec son détachement. D'un autre côté Ramnarain commençait à redouter les suites de son opposition à Meer-Jaffier. D'un commun accord, les deux partis, au lieu d'en appeler à la force des armes, en vinrent donc à des pourparlers, à des négociations. Dans une conférence avec le major Coote, Ramnarain parla de la reconnaissance qu'il avait conservée à la mémoire d'Aliverdi-Khan, dont il avait été comblé de bienfaits ; du dévouement qu'il avait eu pour l'héritier de celui-ci, Suraja-Dowlah ; mais il ajouta que ces sentiments ne le rendaient point hostile à Meer-Jaffier ; celui-ci d'ailleurs, ne devait-il pas sa fortune à ce même Aliverdi, qui, l'ayant tiré d'une condition obscure, l'avait peu à peu approché de sa personne ? Le sou-

venir d'un bienfaiteur commun devrait, ajoutait-il, servir à entretenir la paix et l'union entre lui et Meer-Jaffier. Ayant appelé un brahme, il plaça la main sur le pied de ce dernier, formule redoutable de serment chez les Indous, et, en présence d'une multitude de spectateurs, prêta solennellement serment de fidélité au nouveau nabob. Les envoyés de Meer-Jaffier qui se trouvèrent avec le major Coote lui retournèrent le compliment. La main sur le Coran, en leur nom et en celui de Meer-Jaffier, ils jurèrent paix et amitié à Ramnarain. Aucune des deux parties n'était dupe de la sincérité de l'autre; mais les uns et les autres, ayant besoin de gagner du temps, se prêtaient de bonne grâce à cette comédie. Le major Coote se mit aussitôt en route pour Moorshedabad; le détachement qu'il commandait fut stationné à Cossimbuzar; le reste de l'armée prit ses cantonnements à Chandernagor, dont la situation est plus saine que celle de Calcutta.

Le lendemain de l'arrivée de Coote, Clive quitta Moorshedabad pour retourner à Calcutta, où sa présence était devenue nécessaire pour consolider son ouvrage. Dans les événements qui venaient de se passer, et qui avaient changé la face du Bengale, Clive avait joué le rôle principal; à peine avait-il trouvé quelque secours et quelque appui dans les autres membres du gouvernement. L'amiral Watson n'avait voulu prendre aucune part active à la dernière révolution; le conseil de Calcutta en déclinait la responsabilité. Ainsi abandonné à lui-même,

il avait fallu à Clive une grande finesse pour déjouer les mauvaises intentions de ses ennemis ou de ses envieux, une grande ardeur pour stimuler la timidité de ses partisans, une décision ferme et prompte quand le moment d'agir était arrivé. Mais une grande pensée l'avait animé, celle d'asseoir la puissance anglaise dans l'Inde sur une large et solide base. Le succès dépassa toute espérance. L'intronisation de Meer-Jaffier par les armes anglaises est le véritable commencement, la fondation même de l'empire anglais dans l'Inde; c'était la réalisation, au Bengale, du vaste plan formé par Dupleix sur le Deccan. Le mot échappé à Clive dans sa jeunesse venait de se vérifier : Dieu avait voulu de lui quelque chose.

Après la conclusion du traité provisoire de 1754, les deux négociateurs Saunders et Godehen étaient partis pour l'Europe. Tous deux, le dernier surtout, ne mettaient point en doute d'avoir fondé la paix de l'Inde sur des bases inébranlables; leurs prévisions étaient pourtant démenties avant leur arrivée au terme du voyage. Madura est un petit royaume au midi de Tritchinopoly; Tinivelly, un autre petit royaume au midi de Madura, s'étendant de la frontière de ce dernier au cap Comorin; reconnaissant l'un et l'autre la souveraineté du subahdar du Deccan, et payant un tribut au nabob d'Arcot. Chunda-Saheb, alors maître de Tritchinopoly, avait institué gouverneur de Madura son propre frère, bientôt lui-même remplacé par un soldat de

fortuné; celui-ci se fit tuer en se rendant à Tritchinopoly au secours de Chunda-Saheb; mais, avant son départ, il avait laissé son gouvernement aux soins de quatre chefs afghans qui, après sa mort, se constituèrent en princes indépendants. Mahomet-Ali, sur l'avis des Anglais, s'occupa tout aussitôt de faire rentrer le petit État sous son obéissance; aidé d'un corps de leurs troupes, il s'en empara sans difficulté. Les polygards de ces provinces, c'est le nom de certains princes indépendants, offrirent leur soumission et le paiement des arrérages du tribut; toutefois les Anglais et le nabob, que le besoin d'argent avait poussé à cette expédition, furent trompés dans leurs espérances: l'argent qu'ils en tirèrent fut loin de compenser leurs dépenses. Les Français réclamèrent vivement contre cette conduite, effectivement en opposition directe avec l'article du traité qui interdisait aux deux Compagnies toute intervention dans la politique du pays; leurs représentations ne furent point écoutées. Imitant alors l'exemple donné par leurs adversaires, ils s'emparèrent eux-mêmes du petit État de Ternate, tout en laissant Mahomet-Ali et les Anglais s'efforcer de tirer du Carnatique le plus d'argent possible. Les Anglais, pour prix de leur secours au nabob, avaient stipulé pour leur compte la moitié de l'argent qui serait retiré de ces expéditions; elles ne suffirent plus à leur ambition, ni à celle de Mahomet-Ali, ils se proposèrent encore de réduire Mortiz-Ali, gouverneur de Velore.

A cette nouvelle, le gouvernement de Pondichéry annonça à celui de Madras la ferme résolution de recommencer les hostilités si les troupes en marche n'étaient point rappelées; elles le furent immédiatement. Peu après les polygards de Madura et de Tinivelly n'ayant pas tardé à se révolter de nouveau, les Anglais envoyèrent un corps de Cipayes pour les réduire. Le gouverneur nommé par Mahomet-Ali se joignit lui-même aux rebelles; et ces deux districts continuèrent de la sorte à donner aux Anglais des nombreux embarras pendant plusieurs années. De leur côté, Salabut-Jung et Bussy marchèrent contre le royaume de Mysore; ils voulaient en obtenir le paiement des arrérages dus par cet État au subahdar. Effrayé de leur approche, le rajah se hâta de rappeler l'armée qu'il avait alors devant Tritchinopoly. Menacé d'ailleurs en ce moment même par les Mahrattes, il se soumit aussitôt à Salabut-Jung; toutefois ce fut à Mahomet-Ali que cette expédition profita davantage. La retraite des Mysoréens de devant Tritchinopoly le laissa seul maître du Carnatique.

Après le départ du détachement anglais dirigé sur Calcutta, et celui d'un détachement français envoyé au secours de Bussy (1756), Anglais et Français se trouvèrent tellement affaiblis que toute hostilité réciproque leur eût été impossible. Mahomet-Ali, constamment appuyé par les armes anglaises, régnait sans rival; à la vérité les commandants de ses forteresses, les polygards, les zemindars, met-

taient en œuvre leurs ruses ordinaires pour s'affranchir de l'impôt. De plus, son armée était mal payée, mal commandée, composée de gens sans aveu, incapables de maintenir ou d'établir l'autorité de ce prince. Comme d'un autre côté le gouvernement de Madras continuait à s'exagérer les ressources pécuniaires de Madura et de Tinivelly, en dépit de ses récentes résolutions de maintenir la tranquillité du Carnatique, il envoya l'ordre au capitaine Caillaud, qui commandait à Tritchinopoly, de faire une nouvelle tentative sur ces deux villes. Caillaud se rendit d'abord à Tanjore; il s'était flatté d'obtenir quelque assistance du rajah; mais, ayant été refusé, il traversa Marawar, puis se présenta devant Tinivelly. Les troupes anglaises sous ses ordres, les Cipayes demeurés dans le pays, les soldats des polygards, tout cela formait ensemble un corps d'armée assez considérable, mais auquel le manque d'argent ôtait presque toute possibilité d'agir. Cependant, sur la nouvelle que les polygards rebelles étaient en négociation avec les Mysoréens, Caillaud se décida à se mettre en mouvement. Le 10 avril, abandonnant Tinivelly, à la tête de 180 Européens, de 500 Cipayes, 500 chevaux et 6 pièces de campagne, il marcha sur Madura; c'était une ville importante, bien fortifiée, qui ne pouvait être réduite sans artillerie de siége. Le capitaine Caillaud, qui n'en avait pas, dut essayer de l'enlever par surprise; à la tête d'une vingtaine d'hommes munis d'échelles, il donna en conséquence l'esca-

lade ; déjà même il avait pénétré dans la place, mais en ce moment fut vigoureusement attaqué et repoussé par la garnison. Caillaud prit alors position à quelques milles de Madura, pour attendre l'artillerie de siége qu'il s'empressa de demander à Tritchinopoly. Pendant ce temps, le nabob s'étant brouillé avec un de ses frères, Nezeeb-Oolla, gouverneur de Nélore, qui refusait le paiement du tribut, sollicita le secours des Anglais pour le réduire. Nélore fut assiégée, une brèche y fut pratiquée, l'assaut immédiatement donné ; toutefois les assaillants furent repoussés. Deux jours après cet échec, ils reçurent l'ordre de se remettre en marche pour la présidence.

Après la retraite de Dupleix, une politique pacifique avait dominé dans les conseils de Pondichéry ; d'ailleurs, comme une flotte française était attendue d'un moment à l'autre, il eût été imprudent d'entreprendre quelque chose sans son concours. Cependant la dispersion actuelle des forces anglaises, occupées devant Nélore et Tinivelly, parut au gouvernement de Pondichéry une occasion favorable pour recommencer les hostilités. Les Français entrèrent en campagne au commencement d'avril, et se présentèrent devant Ellavanasore, petite place possédée par un chef qui jusqu'à ce moment avait su se maintenir dans l'indépendance des Européens ; ce chef fut blessé dans une sortie ; il mourut, et les Français prirent possession d'Ellavanasore. Ils continuèrent après cela à guerroyer contre quelques au-

tres polygards avec lesquels ils étaient depuis longtemps en discussion. Le gouvernement de Madras, les croyant uniquement occupés de ces entreprises, pensait n'avoir rien à redouter pour Tritchinopoly; mais tout-à-coup, rassemblant toutes leurs troupes, ne laissant que des invalides pour la garnison de Pondichéry, les Français se présentent le 14 mai devant cette dernière ville. Tritchinopoly n'était défendue que par une faible garnison; elle recélait un dépôt de 500 prisonniers français; sa situation devint promptement critique. Le capitaine Caillaud apprit cette nouvelle le 21, à trois heures de l'après-midi, devant Madura; à six heures il était déjà en pleine marche pour aller au secours de Tritchinopoly. L'armée investissante était plus considérable que son corps d'armée, il eut recours à la ruse pour pénétrer dans la place : feignant de suivre la route ordinaire, il s'en écarte au commencement, de la nuit, se jette dans une vaste plaine ou plutôt une sorte de marais jugé impraticable par les Français, et qui par cette raison n'était point occupé. Cette plaine, composée de champs de riz, était en effet toute couverte d'eau, les soldats enfonçaient jusqu'aux genoux; les fatigues et les difficultés de cette marche furent excessives; néanmoins les Anglais se présentèrent au point du jour aux portes de la place, dont leur arrivée fut le salut. Le commandant français, ne pouvant plus se flatter d'enlever la ville après ce renfort, se retira le jour suivant sur Pondichéry.

A la nouvelle de l'attaque de Tritchinopoly, la présidence de Madras avait mis en campagne toutes ses forces disponibles. Cependant elle hésitait entre ces deux partis, aller chercher les Français devant Tritchinopoly, ou les rappeler chez eux par une attaque imprévue sur leur propre territoire; c'est alors qu'elle reçut la nouvelle de l'entrée de Caillaud dans la place. Le Carnatique est semé de petits forts dont la possession est importante en ce qu'elle assure le revenu des districts d'alentour : Anglais et Français avaient donc le même intérêt à s'en emparer. Parmi ces forts, celui de Wandeswah était le plus important; le gouverneur n'avait payé aucun tribut depuis 1752, il s'était toujours déclaré pour les Français; enfin, non seulement cette forteresse était un point militaire important, mais sa possession entraînait la jouissance d'un revenu considérable; Le colonel Aldercroon, chargé de l'attaquer, procéda avec vigueur à cette opération qu'il était urgent d'achever avant que les Français n'eussent eu le temps de le secourir. La ville, située au pied du fort, était ouverte, sans défense; Aldercroon s'en rendit facilement maître; mais n'ayant point d'artillerie, sachant d'ailleurs que les Français arrivaient en toute hâte, il se vit obligé de renoncer à s'emparer de la citadelle et de se retirer sur Madras; par une barbarie que les circonstances ne rendaient nullement nécessaire, il mit le feu à la ville. Les Français demeurèrent alors maîtres de la campagne; ils s'avancèrent jusqu'à

Conjeveram, alors la plus grande ville ouverte et la plus peuplée du Carnatique. Entourée de vastes plaines remarquables par leur fertilité, Conjeveram était célèbre par ses pagodes dans toute l'Inde; elle possédait aussi un collége de brahmes considérés sur toute la côte de Coromandel comme les interprètes et les régulateurs du culte; dernière circonstance qui rendait sa possession précieuse aux Anglais et aux Français, aussi se l'étaient-ils long-temps disputée : elle était en ce moment sous la domination anglaise. Les Français firent une tentative pour s'en emparer; repoussés, et n'ayant pas le temps de tenter une seconde fois la fortune, ils se retirèrent; et tout en se retirant, mirent le feu à la ville, par représailles de ce qui s'était passé à Wandeswah. Ils se présentèrent le jour suivant devant Outralamore. A leur approche, les habitants des fertiles plaines du Paliar, effrayés de l'incendie de Conjeveram, abandonnèrent leurs champs, leurs maisons, leurs instruments de labour, pour se réfugier dans les forêts ou sur les montagnes. Accourus pour les protéger, les Anglais n'osèrent cependant rien tenter. Les deux armées continuèrent à demeurer en présence encore pendant six semaines, puis se séparèrent sans s'être tué un seul homme, car toutes deux avaient des raisons pour éviter une action décisive. Prenant enfin son parti, et ne voulant prolonger plus long-temps les dépenses de la campagne, l'armée anglaise effectua sa retraite. Les Français, encore une fois maîtres

de la campagne, levèrent de fortes contributions, et se mirent à rassembler de l'argent de tous côtés.

L'année précédente, les Mahrattes, sous la conduite de Balajee-Row, avaient parcouru la régence de Madras où ils avaient levé de fortes contributions. A son départ, Balajee-Row avait laissé derrière lui un nombreux détachement sous les ordres d'un officier de confiance; et celui-ci, après s'être emparé de quelques forts, s'était rendu maître d'une des passes des montagnes qui donnaient accès dans le Carnatique. Les Mahrattes, après avoir débouché par cette passe, à 60 milles au nord-ouest d'Arcot, envoyèrent réclamer le chout ou tribut pour tous les états du nabob. Ce message inattendu jeta la ville dans la plus extrême consternation; en peu d'instants les routes furent couvertes de fugitifs qui s'en éloignaient en toute hâte; chacun croyait déjà voir la terrible figure des Mahrattes. Le nabob, partageant l'effroi général, se hâta de faire partir sa famille pour Madras, où il réclamait pour elle la protection des Anglais. Les Mahrattes présentèrent leurs demandes : suivant leurs calculs, le tribut avait été fixé, du temps de Nizam-ul-Mulck, à 600,000 roupies par an; les deux tiers de cette somme pour le Carnatique, et un tiers pour Tritchinopoly. Depuis six ans rien n'était payé; en conséquence c'était 4,000,000 de roupies qu'ils réclamaient. Le nabob n'avait rien à objecter à une arithmétique soutenue par une armée à quelques milles de sa capitale. On entra cependant en négociations, et les Mahrattes

en arrivèrent à se contenter de 450,000 roupies, dont 200,000 en argent comptant, et 250,000 en traites du nabob sur les gouverneurs de districts; dans l'état des choses, c'était se montrer accommodant. Le nabob pria la présidence d'avancer cet argent sur les rentes que lui-même avait assignées à la Compagnie pour les dépenses de guerre. La présidence hésita long-temps à accorder cette demande, dans la crainte de la voir se renouveler dans l'avenir. Cependant, comme elle avait peu de troupes à sa disposition, que des troupes auxiliaires lui auraient coûté tout autant d'argent qu'on lui en demandait, la présidence se décida à accorder au nabob la somme demandée. Les Mahrattes, une fois payés, se retirèrent aussitôt.

Les Français dans le Carnatique, les polygards de Madura et de Tinivelly sollicitaient en ce moment l'attention de la présidence. Caillaud, quand il quitta Madura pour courir à la défense de Tritchinopoly, avait laissé devant la place un corps d'observation composé de 60 Européens et de 1,000 Cipayes; après le ravitaillement de Tritchinopoly, il l'avait renforcé de quelques troupes. Les Français s'étant retirés de devant Tritchinopoly, il retourna devant Madura avec toutes ses troupes disponibles, en continua le siége, ouvrit une brèche dans la muraille, donna l'assaut, mais fut repoussé avec une grande perte. Dès lors Caillaud se contenta de bloquer exactement la place et de la priver de toute communication extérieure, parti qui lui réussit com-

plétement; les assiégés, promptement réduits à capituler, ouvrirent leurs portes et se soumirent à une contribution de 170,000 roupies. A cette époque, quelques bâtiments de guerre et de commerce venus de France, mouillèrent dans la rade de Pondichéry, en juillet 1757. Le corps d'armée français qui, après avoir dévasté le pays, avait pris position à Wandeswah, reçut des renforts; il marcha aussitôt contre le fort de Chitapet; et après s'en être emparé, il se présenta devant Trincomalee, que la garnison abandonna à sa seule approche; il se divisa alors en détachements qui se portèrent devant divers forts ou petites places fortes. Au commencement de novembre, les Français étaient non seulement maîtres de Trincomalee, Chitapet et Gingee, mais de huit autres forts de moindre importance dans leur voisinage; ils avaient établi des collecteurs touchant à leur profit les revenus des districts qui en dépendaient. A la nouvelle de l'arrivée de la flotte française, le capitaine Caillaud était aussitôt retourné devant Tritchinopoly. Les Mysoréens, dont les polygards révoltés attendaient depuis longtemps le secours, entrèrent enfin en campagne dans le mois de novembre; ils se montrèrent quelque temps aux environs de Madura, qu'ils pillèrent; et, défaits plusieurs fois, n'en continuèrent pas moins à dévaster le pays. Après le rappel des troupes françaises à Pondichéry, dans le mois de novembre, aucun corps d'armée anglais ou français ne tint plus la campagne; seulement les garnisons

des deux nations laissées dans les différents forts continuèrent entre elles les hostilités, chacune d'elles ravageant les pays d'alentour; expéditions qui au fond tenaient plus du pillage que de la guerre. L'officier français qui commandait à Wandeswah proposa aux commandants anglais des différents forts voisins d'y mettre un terme d'un commun accord; proposition agréée sur-le-champ par ces derniers. Les Français avaient alors intérêt à ne pas agir avant l'arrivée de grands renforts, à l'aide desquels ils ne doutaient pas de se rendre aussitôt maîtres du Carnatique; leurs rivaux n'en avaient pas un moindre à pouvoir s'occuper à loisir de leurs préparatifs de défense. Après la rupture de la paix en 1756, le ministère français avait effectivement expédié une flotte considérable pour les mers de l'Inde, où elle était dès-lors attendue; où elle ne pouvait manquer d'assurer aux Français une grande supériorité au moins sur la côte de Coromandel; aussi les Anglais étaient-ils alors en proie à de vives inquiétudes sur l'avenir, inquiétudes qui se fussent sans aucun doute réalisées si Dupleix eût encore commandé à Pondichéry.

Tout-puissant à la cour du subahdar où nous l'avons laissé, Bussy n'en était pas moins entouré de nombreux ennemis. Ceux-ci s'efforçaient depuis long-temps de changer les dispositions de ce prince à l'égard des troupes françaises; le succès couronna leur persévérance; et ils réussirent à obtenir du subahdar un ordre enjoignant formellement aux

Français d'évacuer ses États. Bussy, certain de ne pas tarder à être rappelé, obéit sans représentation et se mit en marche; non seulement ses prévisions furent trompées, mais il se trouva un jour environné d'une armée ennemie qui semblait vouloir lui disputer le passage. Prenant son parti sur-le-champ, il choisit une position favorable dans le voisinage de Hyderabad, s'y fortifia; il fit demander du renfort à Pondichéry, et résolut de se défendre jusqu'à l'arrivée de ce renfort, ou du moins jusqu'à ce que quelque événement nouveau vînt changer la face des choses. Ce moment était fort critique pour Bussy : il n'avait qu'un fort petit nombre de troupes, manquait d'argent, et n'osait se servir de ses Cipayes, de peur de les voir déserter; enfin une multitude d'ennemis l'entourait. Il n'en réussit pas moins à s'approvisionner de vivres, et à repousser toutes les attaques qui furent tentées contre son petit détachement. Au bout de quelques jours ainsi employés, des ouvertures lui furent faites de la part du subahdar; il les accueillit, sans cependant montrer trop d'empressement, eut l'art de faire vivement désirer par celui-ci ce que lui-même avait grande envie d'accorder, et recouvra bientôt plus d'influence à sa cour et sur son esprit qu'il n'en avait jamais eu. D'ailleurs, ce n'était pas sans un motif sérieux que le subahdar s'était tout-à-coup détaché de Bussy : quelques uns de ses favoris lui avaient donné l'espoir de remplacer le corps de ce dernier par des troupes anglaises; mais la régence

de Madras ne voulut point accorder de troupes, et ce refus amena la réconciliation du subahdar avec Bussy. Les affaires du Bengale occupaient alors exclusivement l'attention des Anglais et absorbaient tous leurs moyens en hommes et en argent. Après cette réconcilation, Bussy ne devait pas tarder à acquérir de nouveaux avantages; mais d'abord il tourna toute son attention vers les circars (provinces) du nord. Il se proposait de toucher leurs revenus arriérés, et d'assurer leur collection pour l'avenir. En conséquence, le 16 novembre 1758, il se mit en marche à la tête de 500 Européens et de 4,000 Cipayes. Le rajah Wizeramrause, qui lui avait déjà donné de nombreuses preuves de dévouement, vint se joindre à lui à la tête de 10,000 hommes. A la vérité, le rajah voulait profiter des bonnes dispositions de Bussy en sa faveur pour satisfaire un désir de vengeance, devenue depuis long-temps sa passion dominante.

Suivant une tradition propre à ces provinces, un roi du Jagernaut, dans l'Orixa, plusieurs siècles avant l'établissement de la religion mahométane dans l'Inde, aurait marché vers le midi à la tête d'une nombreuse armée; ce roi après de grandes conquêtes de ce côté, se serait emparé du Carnatique jusqu'à Conjeveram; puis aurait partagé entre ses parents et ses principaux officiers le territoire conquis. Les polygards du nord se prétendent les descendants directs de ces premiers chefs; ils affirment que les possessions dont ils jouissent ne

sont autres que celles obtenues par leurs aïeux dans ce partage. Ceux qui réclament cette généalogie se croient les plus nobles des hommes; ils s'égalent aux rajpoots et se regardent comme voisins des brahmes; prétentions jusqu'à un certain point justifiées en eux par un zèle religieux plus ardent, une observance plus stricte et plus sévère des pratiques du culte que toute autre population indoue. Il est sans exemple qu'une seule de leurs femmes ne se soit pas brûlée avec l'époux auquel elle avait donné sa virginité. Rangaroo, polygard de Bobilé, était le premier parmi ces fiers polygards. Le fort de Bobilé est situé au pied d'une montagne élevée à 140 milles de Vizagapatam. Or, une haine implacable existait depuis long-temps entre ce polygard et Vizeramrause, qu'il méprisait comme d'une basse extraction et d'une élévation récente. Les sujets de Rangaroo, partageant les sentiments de leur chef, faisaient toute sorte de dégâts sur les terres de Vizeramrause, voisines des siennes; ils détruisaient les moissons, coupaient les arbres, détournaient les eaux à leur profit, etc.; et cela fait, cherchaient un refuge dans leurs montagnes et leurs forêts, où Vizeramrause ne pouvait les poursuivre. Vizeramrause, mettant à profit les bonnes dispositions de Bussy, lui persuada de le délivrer d'un voisin aussi turbulent et aussi dangereux; et Bussy, cédant à ce conseil, fit offrir à Rangaroo, en échange de ses domaines héréditaires, d'autres terres d'une étendue plus considérable et d'un meil-

leur rapport. Rangaroo se montra fort offensé de la proposition. Quelque temps après, Bussy se trouva dans l'obligation d'envoyer un corps de Cipayes dans une province éloignée; le chemin le plus court passait par les forêts de Bobilé; le passage fut demandé à Rangaroo, qui s'empressa de l'accorder. Mais, soit que ce fût le résultat d'une ruse de Vizeramrause dans le but d'exciter le ressentiment de Bussy, ou le fait de Rangaroo lui-même, le détachement fut rudement attaqué, et se vit obligé de se retirer en laissant une trentaine de morts sur le champ de bataille. Vizeramrause profita de l'irritation où cet événement mettait Bussy pour persuader à ce dernier de contraindre Rangaroo à accepter la proposition précédemment faite.

La province de Chicacole, où se passait cette scène, a peu de plaines d'une certaine étendue; elle est couverte de collines boisées, et de tous côtés environnée de vastes forêts. Tout polygards, outre un nombre plus ou moins considérable de places fortifiées, ne manque jamais d'avoir un réduit plus important que tous les autres, situé dans le lieu le plus inaccessible de sa domination : c'est un asile pour lui et sa famille dans les moments critiques. Ces forts sont d'une construction singulière; ils consistent en un carré long de 113 toises environ sur chaque face, ayant à chaque angle une tour ronde; la hauteur de leur muraille extérieure est de 22 pieds, celle du rempart intérieur à la muraille seulement de 12; leur parapet, épais de 3 pieds, s'élève

de 10 au-dessus du rempart; il est percé de meurtrières qui permettent aux défenseurs du fort l'usage des armes à feu, des flèches et des lances. Les portes se trouvent sur les côtés longs du carré, vis-à-vis l'une de l'autre; on n'y entre point de front, mais de côté, et une allée tortueuse conduit dans l'intérieur de la place. A la moindre alarme, de nombreux abatis d'arbres toujours préparés obstruent tous ces passages. Le rempart et le parapet sont couverts d'une toiture en chaume supportée par des piliers, et protégeant la garnison contre la pluie et le soleil. Sur une étendue de 250 toises à partir du rempart, et dans toutes les directions, le terrain est soigneusement aplani, dégarni d'arbres, tandis qu'au-delà se trouve un bois qu'on a soin de tenir épais et serré. A 3, 4 ou 5 milles de ce centre il n'existe qu'un seul sentier; ce sentier à peine assez large pour donner passage à trois hommes de front, conduit au fort; l'entrée en est défendue par une fortification à peu près semblable à celle que nous venons de décrire; il fait de nombreux zigzags à travers la forêt; il va, vient, retourne en arrière, de temps à autre coupé par un retranchement, protégé de distance en distance par de fortes redoutes. Tel était Bobilé. Bussy se présentait pour l'attaquer avec 500 fantassins et 250 cavaliers européens, 11,000 Cipayes sous le commandement de Vizeramrauze, et 4 pièces de campagne.

Bussy enleva successivement, mais non sans perte, les redoutes détachées; pendant ce temps,

duite de l'écolier, avait voulu lui donner ce qu'il appelait *une petite récréation de vacance.* Le siége achevé, le jeune Lally était effectivement rentré au collége pour y continuer ses études, qu'il poursuivit avec ardeur, et où il obtint des succès. Les langues vivantes et les éléments des sciences qui se rattachent à l'art militaire lui devinrent familiers. Ses études achevées, il assista aux siéges de Kehl, de Philipsbourg, à l'attaque sanglante des lignes d'Etlingen, sauva son père dangereusement blessé et au moment de tomber dans les mains de l'ennemi. La paix faite, il parcourut l'Europe, cherchant partout des partisans aux Stuarts, mêlé à tous les projets qui devaient aboutir à l'expédition du prince Edouard. En 1744, à Dettingen, suivant une expression du maréchal de Noailles, il rallia l'armée dans sa déroute et la sauva dans sa retraite. Le succès de la bataille de Fontenoy fut dû en partie à l'intrépidité avec laquelle il chargea le front de la colonne ennemie à la tête de la brigade irlandaise. Le prince Edouard étant descendu en Ecosse avec huit compagnons et 2,000 louis, Lally assiégea le ministère et lui fit adopter un plan de débarquement en Angleterre. Le mauvais temps et d'autres circonstances ayant fait échouer cette expédition, Lally s'était empressé de rejoindre le prince comme volontaire. En 1756, lorsque la guerre éclata avec l'Angleterre, interrogé par le premier ministre sur les mesures à prendre, il répondit : « Trois : descendre en Angleterre avec

le prince Édouard, abattre la puissance anglaise dans l'Inde, conquérir les colonies anglaises de l'Amérique. » La seconde partie de ce plan ayant été adoptée, Lally fit un plan d'opérations qu'il présenta au ministère, et que ce dernier goûta. La Compagnie des Indes l'ayant appris, sollicita ardemment le ministre de mettre Lally à la tête de l'expédition projetée. Le ministre aurait voulu confier à un autre l'exécution des projets de Lally. Il montra à se rendre aux désirs de la Compagnie française une hésitation qui fait honneur à sa pénétration, à sa connaissance des hommes. Lally, demandé par la Compagnie des Indes, appuyé à la cour, recommandé par un mérite réel comme militaire, fut pourtant nommé au commandement de l'expédition ; celui de la flotte fut confié au comte d'Aché. Le ministère et la cour avaient conçu les plus grandes espérances de cette expédition ; on n'en attendait pas moins que la destruction immédiate de tous les établissements anglais dans l'Inde.

La flotte quitta le port de Brest le 4 mai 1757. En ce moment une fièvre épidémique exerçait de grands ravages dans cette ville ; les vaisseaux en quittant le port l'emportèrent au lieu de lui échapper ; 300 hommes de l'équipage et de l'armée d'expédition moururent dans la traversée de Brest à Rio-Janeiro. La flotte demeura deux mois dans ce dernier port ; quand elle en partit, l'épidémie continuait ses ravages. A l'île de France, elle fut grossie de deux vaisseaux qui l'année précédente avaient

mamelle, l'enfant qui s'effraie et demande grâce, le vieillard qui voudrait conserver quelques jours de vie, rien n'est épargné. Le sacrifice achevé, les exécuteurs se hâtent de regagner le rempart, car déjà les Européens s'avancent. A cet assaut quelques grenadiers réussissent à pénétrer enfin dans l'une des tours; Rangaroo s'élance pour la défendre, mais tombe frappé d'une balle de mousquet qui lui a traversé la poitrine. Ses amis, exaspérés de sa chute, courent pour le venger; ce mouvement dégarnit de leurs défenseurs les autres côtés du fort, il est emporté sans difficulté. Cependant les assiégés ne cessent pas de combattre; chacun d'eux s'élance sur un adversaire, dont il ne triomphe que pour se précipiter sur un autre, jusqu'à ce qu'il tombe enfin lui-même; alors il emploie le peu de forces qui lui restent à tourner son poignard contre son propre sein. Ce massacre à peine terminé laisse apercevoir dans l'intérieur de la forteresse un spectacle encore plus terrible : là, la flamme qui mugit, les cadavres à demi consumés, les morts et les mourants qui gisent au milieu de leur sang, épouvantent et touchent les plus vieux soldats, les vétérans les plus endurcis. La victoire a perdu tous ses enivrements; on voit les vainqueurs s'interroger mutuellement d'un regard étonné, attendri, comme s'accusant de la sanglante catastrophe. Alors un vieillard, tenant dans ses bras un jeune enfant, sort tout-à-coup d'une retraite cachée; il marche au hasard, d'un pas chancelant, jetant au-

tour de lui des regards inquiets. Les soldats s'empressent de le soutenir, lui prodiguent les soins et les égards. Arrivé auprès du chef français, le vieillard s'agenouille et lui présente l'enfant, avec ces paroles : « C'est le sang de Rangaroo, que j'ai sauvé malgré son père. » Une émotion plus douce s'empare des spectateurs de cette scène, comme si le salut de cet enfant était une compensation à tant d'autres calamités. Bussy s'était retiré dans sa tente ; ayant appris ce qui s'était passé à Bobilé, il n'avait pas voulu y pénétrer. L'enfant lui fut porté ; il le reçut comme aurait pu faire le tuteur le mieux disposé, et fit sur-le-champ préparer des patentes qui l'instituaient suzerain des terres qu'il avait offertes à son père. Il lui donna en outre une garde pour le défendre au besoin contre les entreprises de Vizeramrause.

Cependant quatre des compagnons de Rangaroo, témoins de sa chute, s'étaient juré de ne pas mourir avant de l'avoir vengé. Ils se retirèrent aussitôt de la mêlée, et se cachèrent dans un endroit obscur du fort ; comme ils parlaient la même langue que les soldats de Vizeramrause, il leur fut facile de se mêler plus tard à ces derniers, puis de gagner les bois voisins sans avoir été remarqués. Ils y demeurèrent deux jours entiers, occupés de leurs desseins. La troisième nuit, deux de ces fugitifs se mêlent de nouveau aux soldats de Vizeramrause, et parviennent jusque dans le voisinage de sa tente ; se traînant alors sur le ventre, ils réussissent à

fort Saint-David, où Lally avait déjà emmené tout ce qui se trouvait de troupes disponibles à Pondichéry.

De nombreux mécontentements avaient suivi les premières mesures de Lally. Ne trouvant pas pour ses opérations militaires les mêmes ressources, les mêmes facilités qu'il était habitué à rencontrer en Europe, il voulut les créer en dépit de tous les obstacles; mais il était par malheur on ne saurait plus ignorant des mœurs, des usages, de la religion des indigènes. Chaque caste de l'Inde a sa vocation particulière et héréditaire. Les castes les plus élevées ne sauraient se livrer à aucun travail manuel; les plus basses ne peuvent sortir des limites de certaines professions. Le cultivateur se regarderait comme déshonoré s'il labourait une terre qu'il n'a n'a point ensemencée; le cooli qui porte son fardeau sur la tête ne consentirait jamais à le porter sur les épaules; le soldat indou ne travaille point aux retranchements dont il s'abritera; le cavalier ne fauchera jamais l'herbe qui doit nourrir son cheval. De là l'innombrable multitude qui suit les camps indous pour remplir ces soins divers. D'un autre côté, les chevaux de trait ne sont qu'imparfaitement remplacés par les bœufs du pays, dont la race est petite et faible; encore est-il rare de rencontrer un nombre de ces derniers assez considérable pour suffire aux besoins d'une armée. D'ailleurs la précipitation avec laquelle Lally dirigea les premiers détachements sur Saint-David et Cuddalore, n'aurait laissé dans aucun cas aux

autorités de Pondichéry le temps de rassembler un nombre suffisant de coolis (portefaix). Lally donna ordre qu'ils fussent suppléés par les habitants indous de Pondichéry, qui furent saisis de force, et, sans distinction de caste, également employés à remplacer les coolis ou portefaix. Le prêtre, le guerrier, furent attelés à côté du sudra, ou du paria; ils traînèrent l'artillerie, portèrent des fardeaux, etc. C'était attaquer à la fois l'ordre social et l'ordre religieux; c'était blesser toutes les croyances, renverser toutes les conditions; c'était comme si un gouverneur de Paris se fût avisé d'atteler un duc et pair au valet du bourreau, pour les employer à la démolition de Saint-Denis ou de Notre-Dame; ou plutôt c'était pire encore. Aussi la désertion ne tarda pas à se mettre parmi ces malheureux Indous. Bientôt Pondichéry ne fut plus qu'une vaste solitude; le mécontentement éclata de toutes parts. Les membres du conseil se rendirent auprès de Lally pour lui mettre sous les yeux les suites funestes de ce mépris des mœurs et des croyances des habitants. Lally accueillit ces remontrances avec colère et emportement. Il accusa les membres du conseil de s'être fait payer par les Indous pour parler de la sorte. Cependant, les canons et les munitions, malgré la violence de ces mesures, n'arrivaient au camp qu'avec une lenteur extrême. Lally finit par se laisser aller à toute son impatience; abandonnant tout-à-coup le fort Saint-David, il courut à Pondi-

chéry pour hâter leur marche en redoublant d'énergie pour l'emploi des mêmes moyens.

Le fort Saint-David était devenu une place importante par le grand nombre d'ouvrages qu'on y avait successivement ajoutés. Il avait 6 bastions garnis chacun de 12 canons, et un ouvrage à corne qui en avait 3 ; il était entouré d'un fossé que remplissait au besoin d'eau la rivière de Tripalore; sa garnison était composée de 1,600 Cipayes et de 619 Européens. Lally avait sous ses ordres 2,500 Européens et autant de Cipayes. Le siége commença dans la nuit du 15 mai par un feu très vif, auquel les assiégés répondirent. Les ouvrages extérieurs furent rapidement emportés. Le 30, Lally avait poussé ses batteries jusqu'au pied du glacis ; il éleva 3 batteries nouvelles. Les Cipayes, soit par la désertion, soit par le feu de l'ennemi, étaient réduits à 200 ; le service était devenu très pénible pour les Européens. Les Anglais avaient été trop prodigues de leur feu dès le commencement du siége ; ils commençaient à manquer de poudre, et 20 canons étaient hors de service. Les citernes étaient détruites par les bombes, l'eau des fossés n'était pas potable ; le feu des assiégeants acquérait une supériorité de plus en plus marquée ; l'espoir de la garnison ne reposa bientôt plus que sur l'arrivée de la flotte. Mais le 1er juin ils découvrirent la flotte française. La crainte qu'elle ne débarquât des troupes détermina le commandant du fort à assembler un conseil de guerre ; l'avis unanime fut que

le moment était venu d'obtenir la meilleure capitulation possible. Un parlementaire se rendit au camp de Lally, porteur des conditions demandées; Lally insista pour que la garnison se rendît à discrétion. Les portes du fort lui furent ouvertes; il y fit son entrée à la tête d'une compagnie de grenadiers. La garnison fut envoyée prisonnière de guerre à Pondichéry, et la démolition des fortifications du fort Saint-David commença immédiatement. Cuddalore s'était rendue le 6ᵉ jour. D'Estaing, par ordre de Lally, se présenta devant Devi-Cotah, qui ouvrit aussitôt ses portes. L'armée française retourna alors à Pondichéry, où Lally fit son entrée solennelle, et un *Te Deum* fut chanté avec beaucoup de pompe. Malheureusement l'éclat de ce succès cachait mal de grands embarras : le trésor était vide; M. de Leyrit, gouverneur de Pondichéry pour la Compagnie, déclara que *passé quinze jours il ne se chargerait plus de nourrir ni de payer l'armée.*

Lally songeait à attaquer Madras, tentative qui présentait de grandes chances de succès. Une partie des fortifications de cette place n'avaient pas été rétablies depuis le dernier siége; de plus les troupes anglaises, découragées par la prise successive de Cuddalore, Saint-David et Devi-Cotah, ne faisaient pas craindre une très vigoureuse résistance. La véritable difficulté était de se procurer l'argent nécessaire à cette opération; toutefois Lally et le conseil de Pondichéry ne désespéraient pas d'en

triompher : les districts de l'ouest et du nord, évacués par les Anglais, demeuraient sans défense; ils eurent d'abord l'idée de s'en emparer et d'en percevoir les rentes, qui ne laissaient pas que d'être considérables; à la vérité cette opération devait être lente, difficile. D'un autre côté, le roi de Tanjore avait souscrit au profit de la Compagnie, en 1751, une obligation de 3,600,000 roupies pour se délivrer des Français et de Chunda-Saheb; il était encore débiteur de cette somme, parfaitement suffisante pour assurer le succès de l'entreprise. Le conseil de Pondichéry à l'unanimité fut donc d'avis d'attaquer d'abord le royaume de Tanjore, de s'emparer de la capitale, ou au moins d'obtenir du roi le paiement de sa dette. « C'est notre seule ressource, » dit le gouverneur. — « La Providence elle-même nous offre cette ressource, » dit le jésuite Lavaur. — « Chaque coup de canon que nous tirerons, ajouta un conseiller, nous vaudra 20,000 louis. » Dans cette circonstance, Lally se laissa guider par les conseils des personnes au courant des affaires de l'Inde; par malheur il refusa de les écouter sur un autre sujet non moins important. Par suite d'idées toutes faites, de préjugés apportés de France, il ne voulait pas d'une alliance avec le subahdar, dont il ne comprenait nullement les avantages, ou pour mieux dire qui lui semblaient autant de déceptions mises en avant par Bussy pour se faire valoir et se maintenir dans son poste. Dans cette persuasion, et dès son arrivée, il avait envoyé dans le Deccan,

pour prendre le commandement en second des troupes françaises, le marquis de Conflans qui avait toute sa confiance. A cette époque, dans la crainte que cette mesure ne fût attribuée à un sentiment de jalousie, il n'avait pas osé rappeler Bussy. Mais se croyant au-dessus de ce soupçon après la prise du fort de Saint-David, il envoya tout aussitôt à ce dernier l'ordre de se rendre sans délai à Pondichéry. Les représentations de M. de Leyrit, du jésuite Lavaur, des membres du conseil, enfin de tous ceux qui connaissaient le pays, ne purent le faire changer de résolution.

Lally laissa 600 hommes de son régiment et 200 Cipayes pour former un camp d'observation sous Pondichéry. La flotte française vint mouiller le 17 juin dans la rade de cette ville, et le lendemain l'armée entra en campagne. Mais les moyens de transport étaient aussi défectueux que lors de l'expédition sur Saint-David ; les indigènes, se rappelant ce qui s'était passé à cette époque, au lieu d'offrir leurs services ou de venir vendre des vivres, s'enfuyaient à l'approche des Français. Seize rivières à passer entre Pondichéry et Karical, rendez-vous général des troupes, rendirent leur marche extrêmement pénible. L'absence de moyens de transport, l'effroi qui faisait fuir les indigènes, firent manquer les vivres, et l'armée à son arrivée à Devi-Cotah n'avait rien mangé depuis vingt-quatre heures. On s'attendait à trouver des vivres dans cette place ; mais le riz était encore dans ses gousses, et pour

l'en extraire il faut un long travail et quelques instruments dont les Français n'étaient point pourvus. Les soldats, affamés, fouillèrent toutes les maisons sans rien trouver : irrités, ils mirent le feu à la ville, et ce fut à grand'peine que deux magasins de poudre furent sauvés. Ce fut seulement à Karical, après une marche de 100 milles anglais, que fut faite la première distribution régulière de vivres ; là aussi, un brahme se présenta, de la part du roi de Tanjore, avec des propositions de paix. Lally le renvoya avec la demande péremptoire des 5,600,000 roupies, à payer sur-le-champ. Il envoya en même temps un détachement considérable pour s'emparer de Nagore : ville opulente à 4 milles de Négapatam, faisant un commerce considérable, et renfermant dans son sein grand nombre de riches négociants. Lally les menaça du pillage, espérant qu'ils se croiraient heureux de s'en racheter au moyen d'une forte rançon ; mais ceux-ci avaient eu le temps de mettre en sûreté leur argent et leurs effets précieux ; ils n'offrirent qu'une très faible somme. Le général français s'avisa alors de mettre aux enchères, d'affermer le pillage et les contributions de cette ville ; et Fischer, hardi partisan, qui commandait les hussards, l'obtint au prix de 200,000 roupies : secours temporaire, qui eut de grands inconvénients pour Lally. Ses ennemis se hâtèrent de profiter de l'occasion pour lui renvoyer ces imputations de corruption et de vénalité dont lui-même était tellement prodigue ; ils

prétendirent qu'il devait être de moitié dans les profits de Fischer. Continuant à manquer de tout, il s'adressa aux Hollandais de Négapatam, il leur demanda de l'argent, des munitions et desvivres; les Hollandais, effrayés, lui fournirent 200 quintaux de poudre, et s'engagèrent à procurer à ses agents toutes les facilités possibles pour acheter des vivres; ils s'excusèrent quant à l'argent, affirmant qu'eux-mêmes en manquaient. Près de Nagore se trouvait la pagode de Riveloor, célèbre dans l'Inde. Lally se laissa persuader que cette pagode renfermait de grandes richesses, soigneusement cachées par les brahmes; que les statues qui l'ornaient étaient d'or et d'argent massif. Dans cette idée, il bouleversa le temple de fond en comble, et en arracha les idoles qu'il fit briser; mais on ne découvrit aucun trésor, et ces statues se trouvèrent de matière commune, argentée ou dorée à la surface. La pagode renfermait bien une grande quantité de riz, mais encore dans ses gousses, il ne put être d'aucun usage. A l'approche de l'armée française, tous les brahmes s'étaient enfuis. La crainte, l'inquiétude qu'ils éprouvaient sur le sort de leur divinité en ramenèrent plusieurs, qui se hasardèrent à venir prendre quelques informations à ce sujet. Lally, toujours dominé par ses idées de guerre européenne, s'obstina à voir en eux des espions; les traitant comme tels, il en fit attacher six à la bouche d'autant de canons.

L'armée du roi de Tanjore s'était mise en cam-

pagne au moment où les Français avaient atteint Karical ; elle était composée de 2,500 cavaliers et de 5,000 Cipayes disciplinés à l'européenne. Monakyee, généralissime de Tanjore, en prit le commandement. Le roi, à la première nouvelle de l'attaque dont il était menacé, avait demandé des secours au nabob du Carnatique, aux Anglais de Madras, au commandant de Tritchinopoly, même à plusieurs polygards avec lesquels il était en guerre. La régence de Madras ni le nabob n'étaient point en état de lui en fournir directement; mais le commandant de Tritchinopoly, Caillaud, fut autorisé par la régence à agir comme il le jugerait convenable. Celui-ci, dont le caractère était hardi et entreprenant, se hâta de diriger sur Tanjore un détachement de 500 Cipayes et de 300 Cooleries. Les Cooleries sont un petit peuple, habitant les bois et les forêts entre Tritchinopoly et le cap Comorin; leur nom, qui signifie voleur, exprime, dit-on, à merveille leur caractère; leur arme principale est une pique de dix-huit pieds de long : habiles dans l'art de l'embuscade, parfois ils volent ou tuent dans une nuit la plus grande partie des chevaux d'une armée ennemie. Les polygards, à l'instigation des Anglais, suspendirent les hostilités; ils permirent même à leurs Cooleries d'entrer au service du roi de Tanjore, qui en enrôla 4,000. Le 24 juillet, les deux armées furent en présence. Les Tanjoréens étaient postés derrière un ruisseau qui couvrait leur front; ils en furent chassés par l'artillerie française et se

retirèrent sous les murs de Tanjore. Lally prit position devant la place. Le roi de Tanjore, sentant l'insuffisance de ses moyens de défense, fit de nouvelles propositions. Dans une première conférence, les envoyés français mirent en avant la première demande des 5,600,000 roupies: le roi en offrit 3,000,000; dans une seconde conférence, les mêmes envoyés annoncèrent qu'ils se contenteraient de 1,000,000 de roupies argent comptant et 600 bœufs de trait. Ils avaient de plus l'ordre de d'exiger la livraison de 100 quintaux de poudre. Plus avisés que Lally, ils passèrent sous silence cet article, de nature à trahir la détresse de l'armée et l'imprudence du général qui, par une telle démarche, la faisait connaître à l'ennemi. Le roi de Tanjore se montra disposé à fournir la somme demandée, seulement il refusait les bœufs que sa religion lui défendait de fournir à des étrangers professant un autre culte. Le lendemain, à une nouvelle entrevue, les négociateurs français, cette fois d'après les ordres positifs du général, insistèrent sur l'article de la poudre, ce qui n'était pas propre à aplanir les difficultés survenues; aussi les négociations furent définitivement rompues. Lally s'empara des faubourgs, et le siége commença.

Les Français tirèrent toute la nuit avec le peu de grosse artillerie qu'ils avaient, mais le feu des Tanjoréens était plus vif et plus soutenu. Lally envoya chercher à Karical quelques pièces de gros calibre; en les attendant, une partie de l'armée

française et un corps de Cooleries qui avaient déserté l'armée de Tanjore, furent envoyés pour s'emparer de tout le bétail du pays d'alentour. Cette mesure, en faisant souffrir au pays de grands dommages, détermina le roi à renouveler les négociations pour la paix. Comme preuve de sa bonne foi, il paya sur-le-champ 50,000 roupies, et Lally donna deux otages pour le remboursement de cette somme dans le cas où les négociations seraient rompues. Pendant ce temps, les canons arrivèrent de Karical; Lally ayant en même temps reçu l'avis que le roi de Tanjore attendait un nouveau renfort de Tritchinopoly, se décida à renouveler les hostilités; mais le roi, effrayé de l'arrivée de l'artillerie, se hâta de signer le traité. Lally avait annoncé le projet de se porter sur Tritchinopoly; le roi s'engageait par le traité à lui fournir un corps auxiliaire de 300 de ses meilleurs cavaliers et 1,000 coolis pour porter des fardeaux, à le pourvoir de vivres pendant le siége; enfin à payer 5 millions de roupies, savoir: 500,000 argent comptant, 1,500,000 à l'arrivée des Français devant Tritchinopoly, et 1,500,000 après le siége; en outre, le roi livrait deux otages comme garantie de l'accomplissement de ces conditions. Cependant comme au bout de quelques jours il n'était encore arrivé au camp que 40 cavaliers et 200 coolis, Lally demeura convaincu que l'ennemi ne cherchait qu'à gagner du temps; il se persuada que le seul moyen d'en finir était de pousser le siége avec vigueur. Dans son irritation, il se laissa même aller jusqu'à

faire menacer le roi, par leurs interprètes, de l'envoyer, lui et toute sa famille, comme esclaves à Bourbon. Exaspéré par cet outrage, ce dernier prit alors une de ces résolutions d'autant plus inébranlables chez les Indous, qu'elles sont plus en contraste avec leur caractère habituel, celle de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Il demanda d'abord des secours au commandant de Tritchinopoly; celui-ci, d'abord fort inquiet des négociations commencées, avait arrêté la marche de son premier détachement; jugeant alors la rupture définitive, entre les Tanjoréens et les Français, il la remit en marche sur Tanjore. Le 4 août, Lally commença à battre la ville avec deux batteries, l'une de trois pièces, l'autre de deux; trois jours après, la brèche était déjà large de dix pieds; en revanche les munitions et les vivres des assiégeants se trouvaient épuisées; à peine leur restait-il 20 cartouches par homme et 150 gargousses pour l'artillerie; enfin seulement pour deux jours de vivres. Le lendemain, la nouvelle arriva qu'après un second combat naval à son avantage la flotte anglaise avait jeté l'ancre devant Karical, qu'elle menaçait d'une descente; on ne savait rien de la flotte française. Lally assembla un conseil de guerre, auquel furent soumises les deux questions de se porter au secours de Karical, ou de donner l'assaut à Tanjore. Sur douze officiers, dix opinèrent pour la levée immédiate du siége; deux autres, Saubinet et d'Estaing, pour l'assaut. Suivant d'Estaing, une

descente à Karical ne pouvait être à craindre tant que la flotte française tenait la mer; et la prise de Tanjore devait fournir plus de munitions que l'assaut n'en consommerait. A plusieurs reprises il insista sur ce dernier parti. La majorité objecta qu'avant de songer à de nouvelles conquêtes territoriales il fallait avant tout conserver ce que l'on possédait déjà. La retraite fut donc résolue pour la nuit suivante.

Monakyee, bientôt instruit de la décision des Français, résolut d'essayer de les surprendre avant leur départ. Le 10 août, il sort de Tanjore à la tête de 10,000 hommes et des différents corps anglais; et, sans être découvert, prend position pour l'attaque qu'il médite. Au point du jour, les avant-postes français aperçoivent 50 cavaliers, marchant au pas, et se dirigeant vers le camp. Interrogés par les sentinelles, ils répondent que leur intention est d'offrir leurs services au général français. Comme leur petit nombre n'inspire aucune crainte, quelques soldats les conduisent au quartier du général; ce dernier qu'on venait d'éveiller, sort de sa tente. Le chef des Tanjoréens, se détachant de sa troupe, qui fait halte, s'avance vers lui. Au même instant, un des cavaliers, ivre d'opium, d'un coup de pistolet met le feu à un caisson, qui saute en emportant l'homme et le cheval; l'explosion jette l'alarme dans tout le camp, les soldats prennent les armes à la hâte. Le chef de la troupe s'était au même moment précipité sur Lally, il lui porte sur la tête un coup de

sabre, que fort heureusement ce dernier peut parer avec sa canne, tandis qu'un domestique caffre placé derrière lui tue le Tanjoréen d'un coup de pistolet. De tous côtés on marche alors au secours de Lally. Les Tanjoréens, qui se voient découverts et sans chance de salut, chargent en désespérés tous ceux qui se présentent, et se font tuer tous à l'exception de dix, que de graves blessures font tomber vivants entre les mains des Français. Au signal de l'explosion, Monakyee s'était mis en marche : à la tête de son infanterie, il attaque les Français en queue pendant qu'il envoie sa cavalerie les menacer en tête et sur les flancs. Pendant une demi-heure le plus grand désordre règne dans le camp des assiégeants ; l'exemple et les exhortations des officiers parviennent cependant à rallier les troupes, et les Tanjoréens sont repoussés. Pendant le reste de la journée, les Français continuèrent leurs préparatifs de retraite, enclouant leurs pièces de gros calibre, jetant les boulets dans les puits, et détruisant autant que possible les bagages qu'ils sont forcés d'abandonner.

A minuit, l'armée se mit en route sur deux lignes, entre lesquelles étaient placés les palanquins et le bagage. L'artillerie de campagne avait été distribuée aux différents corps ; elle leur fut utile pour repousser la cavalerie ennemie, qui ne cessa de les harceler. La première halte se fit à 15 milles de Tanjore, Covilonil ; on manquait d'eau depuis le matin ; aussitôt qu'ils en aperçurent, hommes

et bêtes s'y précipitèrent. Le lendemain, le passage de deux rivières présenta de grandes difficultés pour le transport de l'artillerie et des bagages ; et il fut fort heureux que les Tanjoréens eussent abandonné leur poursuite. Des noix de coco étaient la seule nourriture des soldats ; encore était-ce le plus petit nombre qui réussissait à s'en procurer. Après la prise du fort Saint-David, Lally s'était laissé aller à dire publiquement qu'il ne comptait plus prendre de repos tant qu'un seul Anglais demeurerait dans la Péninsule ; maintenant il marchait seul au milieu des siens, en proie à de sombres réflexions, sentant cruellement l'humiliation de cette retraite. Pendant la route, il fut informé de la présence de la flotte française dans la rade de Pondichéry ; il apprit en même temps la résolution prise par le comte d'Aché qui la commandait de s'en retourner sans délai à l'île de France. Il dépêcha aussitôt le comte d'Estaing à Pondichéry avec mission de faire auprès de l'amiral français les plus instantes démarches pour le décider à abandonner ce projet. Le 28, l'armée française, arrivée à Karical, aperçut la flotte anglaise mouillée à l'embouchure de la rivière.

Après l'engagement que nous avons raconté, l'escadre anglaise avait mouillé à une lieue au nord de Sadras ; l'escadre française, moins maltraitée, à 15 milles plus avant. Les Anglais levèrent l'ancre aussitôt qu'ils le purent, se dirigèrent sur le fort Saint-David sans réussir à l'atteindre, et le 28 mai

se trouvèrent en vue de la flotte française, encore dans la rade de Pondichéry. Sur les instances de Lally, celle-ci leva l'ancre; mais, quoiqu'elle eût l'avantage du vent, au lieu de courir aux Anglais, se dirigea vers le fort Saint-David, où elle arriva le soir de la capitulation. Plus mauvais marcheurs, les Anglais tombèrent sous le vent jusqu'à Alamparva, où l'amiral apprit la perte du fort Saint-David, et comme son escadre manquait d'ailleurs de vivres et d'eau, cette nouvelle le décida à entrer dans la rade de Madras pour se ravitailler; mais la ville n'était guère en mesure de subvenir aux besoins de sa flotte, et deux mois se passèrent avant qu'elle ne fût en état de reprendre la mer. Admirons ici un de ces singuliers hasards qui président aux choses de ce monde! 3 vaisseaux de la Compagnie, chargés d'argent, de marchandises et de munitions, et destinés pour le Bengale où ils arrivèrent le 3 juillet, s'étaient d'abord vus contraints par la mousson de descendre jusqu'à Achem. L'amiral français, après avoir touché à Saint-David, avait eu le projet de faire voile au midi, et d'aller croiser à la hauteur de Ceylan; mais sur l'avis d'un conseil moitié civil, moitié militaire, Lally le somma de l'aider dans l'entreprise qu'il préparait alors contre Madras. L'amiral obéit, et vint mouiller dans la rade de Pondichéry. L'exécution du premier projet l'eût rendu infailliblement maître des vaisseaux destinés pour le Bengale, où se trouvait tout ce qui manquait alors aux Français pour attaquer Ma-

dras, et Lally se voyait tout-à-coup en mesure de porter à la puissance anglaise un coup dont elle ne se serait jamais relevée..... Quoi qu'il en soit, le 25 juillet la flotte anglaise était de nouveau sous voile; le 27, elle se montra à la hauteur de Pondichéry, où se trouvaient les vaisseaux français qui mirent aussitôt à la voile pour aller à sa rencontre. Toutefois, en raison de quelques difficultés de navigation, ce fut seulement le 2 août que les deux flottes se rencontrèrent à la hauteur de Karical. L'une, celle française, se composait de huit voiles; l'autre, l'anglaise, de sept; comme dans les deux premiers engagements, les deux amiraux occupaient le centre de leurs lignes respectives. Des deux côtés le feu fut également vif et bien soutenu, et comme à l'ordinaire, différemment dirigé: les Anglais visant au corps des vaisseaux, les Français seulement aux agrès. Après une heure de combat un des vaisseaux français, *le Comte de Provence*, prit feu; un autre, *le Zodiaque*, monté par l'amiral français, eut son gouvernail brisé, et passa derrière la ligne pour réparer ce dommage. A peine avait-il terminé, que le feu prit dans le voisinage de la Sainte-Barbe. Il en résulta un moment de confusion pendant lequel le vaisseau presque abandonné à lui-même aborda un autre vaisseau de 50 canons. Tous deux furent endommagés de cet abordage et exposés au feu de deux vaisseaux anglais avant de pouvoir se dégager. Dès qu'ils le furent, ils mirent toutes voiles dehors, pour s'éloigner; le reste de

l'escadre française suivit cet exemple. L'amiral Pocock essaya de poursuivre, mais inutilement; ses vaisseaux étaient en général fort maltraités, plusieurs menaçaient de perdre leur mâture au moindre vent; il mouilla devant Karical. La flotte française, ayant fait une perte plus considérable d'hommes, mais dont les vaisseaux étaient moins maltraités, gagna Pondichéry sans difficulté. Les Français avaient perdu 600 hommes, les Anglais 166, disproportion que nous retrouverons dans tous les combats de cette guerre, et qui s'explique par la différence dans la manière de diriger leurs feux. Les amiraux furent tous deux blessés.

Lally, parti de Karical le 24 août, avait passé le Coleroon près de Devi-Kotah; la difficulté de ce passage l'obligea à laisser en arrière son artillerie et ses bagages. Impatient de se retrouver à Pondichéry, il y courut à la tête d'un petit détachement de cavalerie. D'Aché supposant aux Anglais l'intention de venir l'attaquer dans la rade même de Pondichéry, pendant que ses vaisseaux étaient en réparation, s'était mis sous la protection des batteries de la place. Les représentations de d'Estaing sur les funestes conséquences d'une aussi grande circonspection n'avaient pu le déterminer à reprendre la mer et à risquer un second engagement; vainement celui-ci lui proposa-t-il de s'embarquer lui-même à la tête d'un détachement considérable de troupes de terre; l'amiral était décidé à ne plus livrer de combat de cette campagne. A peine arrivé

à Pondichéry, Lally assembla un conseil moitié civil, moitié militaire; le conseil s'accorda à l'unanimité sur la nécessité d'un nouveau combat naval avec les Anglais, ou du moins sur la nécessité de la présence de la flotte française jusqu'à ce que l'escadre anglaise se fût éloignée. L'amiral, s'appuyant sur l'avis de ses capitaines, répond que le premier parti est impossible dans l'état où sont ses vaisseaux, et le second trop dangereux en raison des périls de la navigation si le départ était différé. Tout ce que Lally put en obtenir fut le débarquement de 500 hommes tant matelots que soldats de marine pour servir comme troupes de terre. Au commencement de septembre, l'amiral mit à la voile avec tous ses vaisseaux pour l'île de France.

Nous avons laissé les Français, d'abord disgraciés, puis bientôt après rappelés par le subahdar. A son arrivée à Aurengabad, Bussy se hâta de se rendre chez Salabut-Jung. Il eut soin cependant de déployer autant de pompe, de mettre autant d'apparat dans cette visite, qu'il eût pu le faire au temps de la toute-puissance de ce dernier. Le dewan ou premier ministre, qui avait trempé dans les derniers événements, lui fit demander un entretien où il voulait, lui disait-il, se disculper; Bussy refusa de le voir, et se borna à désigner pour l'écouter un certain Hyder-Jung, fils d'un gouverneur de Mazulipatam; un de ses principaux agents auquel il avait fait obtenir de l'argent, des dignités, des lettres de noblesse à la cour de Delhi. La terreur in-

spirée au ministre par l'arrivée des Français n'avait pas échappé à Bussy ; il comprit que le plus redoutable de ses adversaires était Nizam-Ali, qui joignait à l'avantage de sa naissance celui d'une grande popularité parmi les troupes. Sans hésiter il se rendit en conséquence auprès de ce dernier, toutefois accompagné d'une escorte assez nombreuse pour n'avoir à redouter aucune attaque. L'entrevue se passa avec calme et dignité. Le grand sceau du Deccan fut réclamé par Bussy, au nom du subahdar, et refusé par Nizam-Ali. La même démarche renouvelée le lendemain par le subahdar en personne fut suivie du même résultat ; cependant Nizam-Ali s'en désaisissant dès le soir même, l'envoya à Bussy avec des paroles d'accommodement. Ce dernier, dans la crainte de choquer les sentiments et les préjugés des indigènes, n'osa pas demeurer dépositaire de cet attribut de la royauté ; il le renvoya à Nizam-Ali, mais imagina un expédient pour qu'il cessât d'être dangereux dans ses mains. Il chargea de la garde du sceau un officier ayant sa confiance, et qui devait être présent toutes les fois qu'il en serait fait usage. Ainsi les apparences furent sauvées, tandis que tout danger cessa d'être à craindre.

D'autres difficultés restaient. Le dewan possédait une place de grande importance, Doltabad, où il pouvait se mettre à l'abri de toute tentative hostile. Par l'intermédiaire de Hyder-Jung, après beaucoup de négociations et de promesses, Bussy,

parvint à mettre dans ses intérêts le gouverneur de cette forteresse; bientôt celui-ci n'attendit plus qu'une occasion favorable pour la livrer sans se compromettre trop ouvertement vis-à-vis le dewan. Bussy demande alors la permission de passer une heure dans la citadelle, dont la vue était magnifique; non seulement le gouverneur le lui accorde, mais de plus l'invite à dîner : invitation à laquelle il se rend à la tête de 800 hommes. Sous prétexte de faire honneur à ses hôtes, le gouverneur avait fait sortir du fort presque toute sa garnison. De son côté, Bussy laisse son monde sur les glacis, et pénètre dans l'intérieur du fort avec une quarantaine de Français seulement; le plus grand nombre de ceux-ci étant des officiers. Sur l'invitation du gouverneur il entre dans la salle du repas; mais au lieu de se mettre à table, déclare à son hôte qu'il le fait prisonnier. Les domestiques, et le très petit nombre de soldats demeurés dans le fort, se laissent désarmer sans coup férir. Une escarmouche sans conséquence a lieu sur les glacis, deux ou trois soldats sont tués ou blessés, puis le détachement français s'introduit dans la place sans essuyer d'autre résistance. Le même jour, à la même heure, Bussy, au moyen d'agents dévoués, s'assurait aussi de la personne du dewan Shanavesa-Khan, nouvelle qui répandit à la cour et dans l'armée la terreur et l'étonnement. Ayant appris la prise de Doltabad, Balajee-Row, dans une entrevue avec Bussy, s'efforça de persuader à ce dernier de lui

livrer la place. « Vous autres Européens, dit-il, vous n'avez aucun intérêt à posséder ce fort, dans le cœur même de l'Indostan. Si vous le faites occuper par vos troupes, vous affaiblissez votre armée; si vous le rendez à Salabut-Jung, ses ennemis ne tarderont pas à s'en emparer. Faites mieux que cela, donnez-le-moi; la confusion de la cour du subahdar, la situation de vos provinces septentrionales, vos guerres avec les Anglais me fourniront de nombreuses occasions de vous prouver ma reconnaissance. » Bussy ne se laissa point convaincre par l'éloquence du Mahratte; il conserva Doltabad comme une retraite où le subhadar pût être toujours à même de se réfugier, au milieu des hasards malheureux de la guerre.

Nizam-Ali espéra profiter du refus de Bussy pour se concilier Balajee-Row; il lui promit Doltabad à condition que ce dernier consentirait à appuyer ses propres prétentions. Mais le Mahratte ne prêta point l'oreille à la proposition. Pendant ce temps, Bussy dans le but d'achever d'ôter à Nizam-Ali tout pouvoir réel, tout en conservant les égards dus à son rang et à sa naissance, lui fit conférer par le nabob le gouvernement d'Hyderabad, poste fort honorifique, d'ailleurs sans importance. Nizam-Ali reçut cette investiture avec de grandes démonstrations de joie, et fit ses préparatifs pour en aller prendre possession. Le jour de son départ, il tint son durbar, c'est-à-dire donna une audience publique; Hyder-Jung, cet agent de Bussy dont les

lettres avaient tenu ce dernier au courant de tout ce qui se passait, s'y présenta. Nizam-Ali, après l'avoir entretenu un moment, sortit. Aussitôt deux de ses officiers se saisissent de Hyder-Jung et un troisième lui plonge un poignard dans le cœur. La nouvelle de ce meurtre ne tarde pas à arriver aux oreilles des Français, qui, au premier moment, ne doutent pas que ce ne soit le signal d'une attaque générale. Bussy, monté sur son éléphant, parcourt le camp, et envoie un détachement s'emparer du dewan, auquel la liberté avait été rendue; ce dernier résiste à l'aide de ses gardes, et se fait tuer dans le conflit. Peu à peu néanmoins tout se calme. Jaffier-Ally-Khan, général de l'armée du subahdar, envoie à Bussy les assurances les plus formelles de son dévouement; faisant mieux encore, il vient peu après se joindre à l'armée française, à la tête d'un corps considérable de troupes. Cet exemple est suivi par beaucoup d'autres chefs. Le soir, un envoyé de Balajee-Row vint exprimer à Bussy toute l'indignation de son maître à la nouvelle de la mort de Hyder-Jung. Cependant Nizam-Ali s'étonnait que son crime n'eût pas produit des résultats plus considérables; effrayé de la mort de Shavanaza-Khan il se décide enfin, et à minuit prend la fuite accompagné de l'élite de sa cavalerie, et va chercher un asile à Brampoor, à 150 milles au nord d'Aurengabad. Par respect pour le subahdar, Bussy s'était abstenu d'attaquer Nizam-Ali dans son camp, malgré la certitude presque assurée d'une victoire com-

plète. Le lendemain, le subahdar entouré de ses principaux officiers, des grands dignitaires de l'État, de Bussy, tint conseil sur les événements de ces derniers jours. Tous à l'exception de ce dernier furent d'avis de se mettre en mouvement sur-le-champ, de poursuivre et de punir le rebelle. Mais connaissant le caractère d'une partie des grands, leurs liaisons avec Nizam-Ali, Bussy se doutait que l'avis de plusieurs d'entre eux cachait des projets de défection. Il craignait, d'un autre côté, de se rendre impopulaire dans le Deccan en paraissant exciter la guerre entre les deux frères; enfin il venait de recevoir des lettres de Pondichéry, qui lui annonçaient l'arrivée prochaine de Lally, alors attendu tous les jours, dont les ordres pouvaient le rappeler à Pondichéry d'un moment à l'autre. Malgré les représentations de Bussy, le subahdar persista dans sa résolution. Le lendemain, toute l'armée était en mouvement, et marcha 3 jours dans la direction de Brampoor.

Chemin faisant, Bussy trouva pourtant moyen de convaincre Salabut-Jung de l'inutilité de cette expédition. Il lui fit comprendre combien il était difficile, impossible même, avec une armée nombreuse, par conséquent lente dans sa marche, d'atteindre Nizam-Ali, accompagné seulement d'un petit corps de cavalerie d'élite; en conséquence une halte fut ordonnée. L'armée tout entière se croyait déjà sur son retour à Aurengabad, mais c'était à Golconde que Bussy prétendait la conduire; il proposa

au subahdar de s'approcher des frontières de Berar dans le but de tenir en respect les partisans de Nisam-Ali qui s'y trouvaient. Cette marche se fit avec une certaine lenteur; l'armée employa près d'un mois à atteindre le Gange, ce qui ne faisait que la moitié chemin d'Aurengabad à Golconde. Le marquis de Conflans, nommé au commandement en second des troupes françaises, rejoignit l'armée en ce lieu; il était porteur d'une lettre de Lally qui ne rappelait pas encore Bussy, mais lui laissait entrevoir la possibilité de recevoir avant peu cet ordre. Pendant la marche, Bassalut-Jung avait été gagné aux intérêts français par la promesse de la charge de Dewan, et du gouvernement de Hyderabad, appartenant à son frère. La famille et les bagages du subahdar, aussitôt que l'armée eut atteint les bords du fleuve, furent d'abord transportés de l'autre côté; Bussy effectua ensuite lui-même son passage à la tête des troupes françaises, au centre desquelles se tenait Salabut-Jung. Depuis quelques semaines déjà il avait expédié à la garnison de Doltabad l'ordre de remettre ce fort à un officier de Salabut-Jung et de le rejoindre : il se décide à attendre les troupes sur les bords même du fleuve. Après leur arrivée, qui ne tarda que de quelques jours, l'armée se remit en marche, mais ne put s'avancer qu'avec lenteur; la saison des pluies avait commencé; les difficultés de transporter l'artillerie étaient extrêmes; elle atteignit cependant Hyderabad le 13 juillet.

Au moment de quitter cette ville, Bussy reçut une nouvelle lettre de Lally, et celle-ci contenait l'ordre de se mettre sur-le-champ en route pour Pondichéry avec toutes ses troupes, à l'exception de celles qui seraient nécessaires à la défense des circars (provinces) du nord et de Masulipatam. Cette lettre était positive, péremptoire, n'admettait aucun délai, quelque préjudiciable qu'un aussi promp départ pût être aux intérêts du subahdar. On l'a déjà dit; Lally, étranger à la politique orientale, considérait l'alliance des Français avec le subahdar comme une chimère dont il n'y avait aucun avantage à espérer. Salabut-Jung se vit ainsi tout-à-coup privé de son seul appui, du seul homme en qui il avait mis toute sa confiance. Apprenant qu'il allait se séparer de Bussy, il l'appela l'ange gardien de son trône et de sa vie; il déplora dans les termes du plus profond désespoir la fatale destinée qui l'éloignait. Vainement Bussy essaya-t-il de lui rendre quelque courage, en le flattant d'un prompt retour, dont, à la vérité, il se flattait tout le premier. Quoique les préjugés de Lally lui fussent connus, il espérait les faire céder à la force de ses raisonnements; il ne doutait pas de convaincre celui-ci qu'une alliance intime avec le subahdar était le seul moyen de conserver aux Français la supériorité dont ils jouissaient en ce moment sur la côte de Coromandel et dans tout l'Indostan. Dans les derniers jours de juillet (1758), Bussy, à la tête du corps d'armée français, se sépara de l'armée du su-

bahdar. Vers le commencement d'août, il atteignit la rive gauche de la Kristna, à 20 milles de Masulipatam. Là il abandonna le commandement de l'armée au marquis de Conflans; se mit à la tête d'un détachement d'Européens, gagna Nélore, puis en partit immédiatement pour se rendre au quartier-général de Lally.

Avant le départ de la flotte française, Lally avait formé le projet d'une expédition sur Arcot; il espérait trouver dans la prise de cette ville un remède aux difficultés financières plutôt augmentées qu'atténuées par l'entreprise sur Tanjore. Il commença par emporter d'assaut les petits forts de Trivatore et de Trinomalee; ceux de Carangoly et de Timery se rendirent sans faire de résistance. Arcot, la capitale du Carnatique, avait été laissé sous le commandement d'un des principaux officiers de Mahomet-Ali, le nabob des Anglais, avec un petit cops de Cipayes et de cavaliers indigènes. Rajah-Saheb, fils aîné de Chundah-Saheb, alors décoré par les Français du titre de nabob, ouvrit une correspondance avec ce gouverneur; et bientôt un traité fut conclu, d'après lequel ce dernier s'engageait à livrer la place moyennant une récompense de 10,000 roupies et la faculté d'entrer au service de la France avec ses troupes. Comme Arcot était la capitale du Carnatique, Lally se décida à y faire une entrée pompeuse à la tête de ses troupes, au bruit du canon. Il s'était aussi proposé de faire le siége de Chinglaput; mais seulement après la prise

d'Arcot, ce qui était mal apprécier l'importance de cette place, commandant à tout le pays d'où Madras tire ses vivres. Épouvantés d'ailleurs par l'apparition de l'armée française dans la province, les Anglais s'étaient hâtés de battre en retraite; en ce moment Chingleput eût été le prix d'une simple escalade. Mais cette occasion ne devait plus se retrouver. Une flotte anglaise débarqua vers le milieu de septembre 1,850 hommes de troupes royales et Chairglyout reçut une forte garnison. Le général français n'en était pas moins disposé à en faire le siége; mais il fallait pour cela 10,000 roupies, qui ne se trouvaient point dans les caisses de Pondichéry. A toutes les demandes d'argent de Lally, le gouverneur et les conseillers répondaient par le tableau de leur propre détresse. Obligé d'abandonner son projet, Lally, revint à Pondichéry plein d'irritation et de désappointement.

LIVRE VI.

SOMMAIRE.

Situation du Bengale en 1757. — Jaffier ne peut remplir ses engagements envers les Anglais. — Mécontentement dans les provinces. — Abus de pouvoir de Meerunn. — Clive obtient de Jaffier le monopole du salpêtre pour la Compagnie. — Désordres à Moorshedabad pendant l'absence de Jaffier. — Nouvelle forme de gouvernement. — Le conseil défère le gouvernement à Clive de son plein gré. — La régence de Calcutta réclame les troupes prêtées par elle à celle de Madras. — Expédition dans les provinces nord résolue. — Le marquis de Conflans prend position auprès de Peddipore. — Bataille de Peddipore perdue par les Français. — Les Anglais s'occupent d'approvisionner Madras. — L'expédition sur Madras est résolue. — Lally entre en campagne. — Siége de Madras. — Sortie des assiégés. — Mahomet-Issoof, partisan à la solde des Anglais, ravage les environs de Pondichéry. — Les travaux du siége sont poussés avec vigueur. — Arrivée de l'escadre anglaise. — Levée du siége. — Réjouissances publiques à Pondichéry. — Conflans se réfugie à Masulipatam. — Salabut-Jung marche au secours des Français. — Siége et prise de Masulipatam. — Alliance entre les Anglais et le subahdar. — Opérations navales. — Dissensions à Pondichéry. — Révolte dans l'armée française. — Trivatore, Wandeswash, Carangoly pris par les Anglais. — Détachement de Masulipatam. — Expédition d'Issoof dans le midi de l'Indostan. — Lally commence le siége de Wandeswash. — Prise d'Arcot et de Karical par les Anglais. — Alliance des Français avec les Mysoréens. — Prise de Villanore ; événements divers. — Investissement de Pondichéry. — Lally attaque le camp anglais. — Son attaque échoue. — Les Anglais s'emparent de la haie-rempart qui entoure Pondichéry. Mouvements des flottes. — Le blocus est transformé en siége régulier. — Situation des districts septentrionaux. — Ouragan terrible. — Pondichéry est réduit aux dernières extrémités. — Capitulation. — Remise de Pondichéry à la présidence de Madras. — Mahé, Gingée Thiagur, tombent dans les mains des Anglais. — Lally retourne en France. — Procès, jugement, exécution de Lally. — Appréciation de la conduite de Lally.

(1758—1761.)

LIVRE VI.

Meer-Jaffier, à peine sur le trône, fut assiégé de nombreux embarras. La libéralité d'Aliverdi-Khan, les dépenses de ses guerres continuelles avec les Mahrattes, les ravages de ces terribles ennemis, avaient fait un grand vide dans le trésor de l'État; malgré le peu de durée de son règne, la prodigalité insensée de Suraja-Dowlah acheva de l'épuiser. Les chefs indigènes gagnés à la cause du nouveau nabob par des promesses, en réclamaient impatiemment l'exécution; la solde des troupes était fort en arrière; enfin, du côté des Anglais, c'étaient des difficultés du même genre et plus considérables encore. Jaffier n'avait jamais douté qu'au moyen de présents faits aux individus, il ne lui fût facile d'éluder les vastes engagements

contractés vis-à-vis le public ou la Compagnie. Quand il vit la fermeté avec laquelle les Anglais réclamaient l'accomplissement de cette sorte d'engagements, il en fut non seulement étonné, mais exaspéré. Il commença à trouver pesante la chaîne qui l'attachait à ses protecteurs, à désirer que quelque événement inattendu vînt la briser. La mauvaise situation des affaires des Anglais dans le Carnatique lui faisait parfois entrevoir cette chance dans un avenir éloigné; et il en accueillait l'espérance avec empressement. On l'entendit parler de se joindre aux Français, dans le cas où ceux-ci entreraient dans le Bengale, « à moins, ajoutait-il, que les Anglais ne renonçassent à toutes leurs créances, à toutes leurs prétentions sur les districts cédés; en un mot, à tous leurs priviléges. »

Aliverdi-Khan avait adopté la sage politique de placer à la tête de ses armées et de son administration des Indous, race aux mœurs douces, aux habitudes pacifiques. Il redoutait l'esprit entreprenent des aventuriers étrangers. Un Indou, Ramnarain, avait le gouvernement de l'importante province de Berar; un autre Indou, Dooloob-Ram, occupait la charge de dewan ou premier ministre; Ramram-Sing, gouverneur de Midnapore, était encore d'origine indoue; il en était de même des Seats, riches banquiers élevée par le commerce à l'état de princes, et qui, depuis long-temps, avaient une grande influence dans le gouvernement. A ses der-

niers moments Aliverdi avait recommandé la même politique à Suraja-Dowlah. Dans la révolution qui renversa ce dernier, Dooloob-Ram avait embrassé les intérêts de Meer-Jaffier. Dans une circonstance importante, il s'était encore entremis entre celui-ci et Aliverdi ; il lui avait rendu d'autres services encore. Toutefois, soit crainte, soit jalousie de leur pouvoir, soit convoitise de leurs richesses, Meer-Jaffier résolut d'abattre et de dépouiller ces riches et puissants Indous. Il donna l'ordre à Ramram Sing de se rendre en sa présence pour achever de solder l'arriéré des revenus de Midnapore. Ce dernier, en politique prudent, éluda, et se contenta d'envoyer deux de ses parents qui furent emprisonnés. L'esprit pénétrant de Dooloob-Ram avait déjà entrevu les projets du nabob ; il n'en douta plus, et se mit sur ses gardes. De nombreux mécontentements se manifestaient alors çà et là ; à Midnapore, le rajah prenait les armes à la nouvelle de l'arrestation de ses parents. A Dacca, une insurrection éclatait en faveur du fils du prédécesseur d'Aliverdi-Khan, jadis détrôné par ce dernier ; dans la province de Pooraniah, un gouverneur était installé sans l'investiture de Jaffier. Cependant Clive trouva le moyen de réconcilier le nabob et le rajah de Midnapore ; il étouffa promptement l'insurrection de Dacca et fit ses préparatifs pour marcher sur Pooraniah. Mais l'armée était dans le plus mauvais état sanitaire. Du butin de Plassy était née l'intempérance, avec tout le cortége des maladies qu'elle ne manque jamais de

produire, et sous le ciel de l'Inde plus qu'ailleurs; aussi les Anglais ne furent point en état de quitter Chandernagor avant le 17 novembre. Les troupes du nabob, qui avaient reçu l'ordre d'entrer en campagne dès le commencement d'octobre, laissèrent voir des dispositions à la mutinerie; elles réclamèrent leurs arrérages. A l'aide de paiements partiels, et de promesses pour ce qui restait dû, on ne parvint qu'à grand peine à les tenir rassemblées jusqu'au mois de novembre; à cette époque, le nabob alla lui-même se mettre à leur tête.

Le nabob avait à peine laissé Moorshedabad que des nouvelles alarmantes se répandirent tout à coup. On disait que Ramnarain, à la tête de 22,000 hommes, avait pris position à l'ouest de la ville; que le subahdar, secondé par les Français, entré aussi en campagne de son côté, se dirigeait vers le Bengale, ayant les uns et les autres pour but de proclamer à la place de Meer-Jaffier le fils de Surajah-Dowlah. On ajoutait que l'auteur de ce projet de révolution était Dooloob-Ram, qui l'ayant fait goûter à la cour de Delhi, avait été chargé par elle de le mettre à exécution. Ces nouvelles, dont Meerum, fils de Jaffier, resté à Moorshedabad après le départ de son père, était l'auteur, jetèrent la ville et la garnison dans la plus extrême agitation. Le soir, une troupe de bandits envoyés par lui pénétrèrent dans le palais de la veuve d'Aliverdi-Khan, où demeuraient encore le fils, la mère et la grand'mère de Surajah-Dowlah. Ils assassinent l'enfant, et font partir se-

crètement les deux princesses pour Dacca, tout en répandant le bruit de leur mort. Le lendemain, trois cercueils furent exposés sur une estrade, au milieu d'une foule silencieuse et attristée. Les deux princesses étaient fort aimées du peuple. A ces nouvelles, les troupes anglaises de Cossimbuzar arrivèrent en toute hâte pour rétablir ou maintenir la paix. L'officier commandant crut devoir adresser à Meerum quelques reproches au sujet de ce qui s'était passé. «Qu'est-ce à dire? répondit celui-ci; je suis le fils du nabob, et je ne serai pas le maître de faire tuer deux vieilles femmes!» Au lieu de les faire périr, il s'était pourtant contenté de les envoyer à Dacca sous bonne escorte, se proposant de les rançonner plus tard et plus à loisir. Mais Meerum ne voulait rien relâcher, même en théorie, de la plénitude des droits qu'il se croyait en tant que prince absolu. Le meurtre de l'enfant répandit dans la ville la plus extrême consternation.

Clive, arrivé à Moorshedabad à la fin de novembre, avait rejoint Meer-Jaffier dès les premiers jours de décembre (1757). Dooloob-Ram, sous prétexte de maladie, s'était dispensé d'accompagner le nabob, et se trouvait encore dans la ville avec ses troupes. Meer-Jaffier avait nommé au gouvernement de Pooroonia un ancien compagnon de plaisir, Cuddun-Hussein. Ce dernier entra dans la province à la tête d'un corps de troupes considérable; il s'empara du gouvernement sans difficulté,

et ne songea plus qu'à satisfaire son avarice par toute sorte d'exactions. Le nabob, tranquille de ce côté, commença dès lors à s'occuper de ses projets sur Bahar ; mais il avait besoin de Clive dans cette expédition, et celui-ci refusa de le seconder à moins qu'il ne se libérât de ses dettes envers la Compagnie. Jaffier, qui devait encore 23 lacs de roupies, ne pouvait les payer sans le secours de Dooloob-Ram, de là une réconciliation entre eux. De ces 23 lacs, Jaffier paya la moitié comptant, et pour le reste donna des bons sur les collecteurs des revenus. Clive trouva alors de nouvelles objections contre l'expédition : la force de l'armée de Ramnarain, la probabilité qu'il serait secouru par le subahdar de Oude, le danger qu'il n'appelât à sa défense une armée de Mahrattes, etc. Jaffier n'était pas homme à lutter long-temps contre Clive ; il accepta sa médiation pour le moment, se réservant de poursuivre plus tard ses premiers projets. Sur un sauf-conduit de Clive, Ramnarain se rendit auprès du nabob : les négociations commencèrent ; mais alors la nouvelle se répandit tout-à-coup que le subahdar de Oude, renforcé des Français et d'un corps nombreux de cavalerie mahratte, était au moment d'envahir la province. Les Mahrattes venaient réclamer 22 lacs de roupies comme montant du chout ou tribut qui leur était dû par le Bengale, événement qui rétablissait forcément l'union entre le nabob et Ramnarain, en leur donnant un même intérêt, en les menaçant d'un danger com-

mun. Clive, de son côté, sut l'exploiter au profit des Anglais. Le salpêtre du Bengale était un des articles essentiels du commerce de la Compagnie; on le tirait d'une province de l'autre côté du Gange, au-dessus de Patna, et le gouvernement du nabob l'affermait à bail pour un certain nombre d'années. Clive demanda ce bail pour le compte de la Compagnie. Le nabob répugnait à cette mesure, comprenant qu'il n'aurait pas dans les Anglais des fermiers aussi complaisants que ses propres sujets, et qu'il pût pressurer à volonté; mais en ce moment il n'avait rien à refuser à Clive.

Clive, accompagné de Dooloob-Ram, retourna le 15 mai à Moorshedabad qu'il trouva dans la confusion. Les rues étaient désertes, les boutiques fermées; les banquiers, même les Seats, avaient suspendu leurs paiements; les familles riches commençaient déjà à mettre en sûreté leurs effets précieux. A l'approche de Clive, Meerum s'était hâté de s'éloigner en donnant tous les signes d'une frayeur extrême, comme s'il eût craint pour sa vie; il emmena toutes les troupes, toute l'artillerie, et témoigna l'intention de rejoindre son père. Clive offensé de ce procédé s'en plaignit au nabob, qui se hâta de lui envoyer les excuses de Meerum. Meer-Jaffier était de son côté plus impatient que jamais de se défaire de Dooloob-Ram; l'impossibilité de payer les troupes sans le secours de ce dernier, la crainte de leur insurrection si la solde venait à manquer, tout cela était à peine suffisant

pour lui faire différer l'exécution de ce projet ; son penchant naturel au despotisme s'était accru, de jour en jour, pour l'exercice même du pouvoir. Cette disposition d'esprit lui avait rendu les Anglais insupportables, malgré l'importance et la date récente de leur service ; il parlait souvent de supprimer leurs priviléges, d'attaquer même leurs établissements. Mais un certain Nuncomar, gouverneur de Hoogly, lui traça le plan d'une conduite plus habile ; il lui conseilla de s'acquitter envers eux, comme le meilleur moyen de s'en débarrasser. Nuncomar, un de ces Indous élevés à de hautes fonctions par Aliverdi-Khan, et employé long-temps par Dooloob-Ram, était versé dans tous les détails des finances et de l'administration. Il se fit fort auprès des Anglais de faire acquitter les bons qu'ils avaient sur Meer-Jaffier, et s'acquit ainsi leur appui. Secondant en même temps les projets du nabob contre Dooloob-Ram, il fit avertir les Seats que ce dernier méditait de leur imposer une forte contribution, ce qui les rendit favorables à lui-même. En peu de temps Nuncomar, appuyé sur les Seats et les Anglais, devint encore tout-puissant à la cour du nabob.

Instruit de toutes ces circonstances, Dooloob-Ram ne se sentit pas de force à tenir tête à tant d'ennemis ; il sollicita de Meer-Jaffier la permission de se retirer à Calcutta avec sa famille. Le nabob accorda cette permission, mais à condition que les troupes seraient payées de leur arriéré, avant le départ de Dooloob-Ram. Après cette déci-

sion, le nabob s'absenta sous prétexte d'une visite à Clive, puis s'occupa d'une partie de chasse qui continua de le tenir éloigné de la capitale. Dès le second jour de son départ, des soldats, excités par Meerum, se portèrent au palais de Dooloob-Ram; ils réclamèrent leur solde avec de grands cris et force menaces. Ce dernier se serait trouvé dans un danger imminent, si, fort heureusement pour lui, Clive n'avait interposé son autorité; il fit plus, il appuya sa demande de se retirer à Calcutta avec sa famille et ses biens. Assez peu disposé à accorder cette demande, Meer-Jaffier n'osa pas cependant la refuser; seulement il eut recours à la ruse pour l'annuler. A son retour à Moorshedabad, un tumulte éclata parmi les soldats, avec toutes les apparences d'un complot contre sa vie; et, sur l'un des révoltés, fut saisie une lettre de l'écriture de Dooloob-Ram, où ce dernier excitait à ce complot un officier signalé en effet dans l'émeute, où il lui promettait le secours des Anglais. Meer-Jaffier s'empressa de communiquer cette lettre à Clive; mais ce dernier soupçonna qu'elle pouvait bien n'être qu'une invention de Jaffier pour le porter à expulser Dooloob-Ram de Calcutta; il exigea que l'officier auquel cette lettre était adressée fût interrogé; loin d'y consentir, Jaffier l'éloigna sous prétexte d'une mission, et il fut assassiné dans la route par une main demeurée inconnue. Peu de temps après cet événement on reçut à Moorshedabad la nouvelle du premier engagement

qui avait eu lieu entre les deux flottes. Clive publia cette nouvelle avec une pompe, une solennité, et surtout une exagération extrême ; il peignit la flotte française comme dispersée, fuyant de côté et d'autre, ayant eu deux vaisseaux coulés dans le combat, et n'ayant pas pu débarquer les troupes qu'elle devait porter à Pondichéry. Cet engagement, dans la réalité fort insignifiant, eut de la sorte sur l'esprit du nabob la même influence qu'eût pu avoir une victoire complète et décisive.

Le 20 juin, des dépêches de la cour des directeurs, qui instituaient une nouvelle forme de gouvernement, arrivèrent à Calcutta. Jusqu'alors le gouvernement était composé d'un conseil de cinq personnes sous la présidence de Clive. Les nouvelles dépêches substituaient à cet arrangement un conseil de dix personnes, et quatre gouverneurs, qui devaient présider alternativement trois mois chacun : système dont les inconvénients étaient faciles à saisir. L'unité dans le commandement, la promptitude et la fermeté dans les résolutions, s'y trouvaient amoindries, affaiblies, à l'instant même où elles devenaient plus que jamais nécessaires. Chose plus étrange encore, non seulement le vainqueur de Plassy n'était pas au nombre des quatre gouverneurs, mais même aucune place ne lui était assignée dans les nouveaux arrangements. Clive se montra fort offensé d'un tel oubli ; toutefois, dans les circonstances importantes, l'autorité se crée en quelque sorte d'elle-même, la royauté va au plus

digne. Le conseil, y compris les gouverneurs désignés, prit à l'unanimité une résolution également honorable et pour lui et pour celui qui en était l'objet : il pria Clive d'accepter sans partage les fonctions de président. Comme il le dit lui-même quelques années après devant la chambre des communes, celui-ci n'hésita pas un instant à accepter; il avait la conscience de sa propre valeur. L'influence de Clive sur les indigènes n'était pas moins grande que sur les Anglais; on en jugera par l'anecdote suivante : — Un des principaux officiers de Meer-Jaffier se présenta un jour à l'audience de ce dernier, en ce moment entouré de toute sa cour. Une querelle entre les soldats de cet officier et ceux de Clive se trouvait être précisément le sujet de la conversation. Le nabob, s'adressant au nouveau venu : « Vos gens se sont, dit-on, querellés avec ceux du colonel Clive. Ne savez-vous donc pas quel homme c'est que le colonel, et en quel rang il a plu au ciel de le placer? — Moi! s'écria aussitôt l'officier tout troublé; moi quereller avec le colonel Clive! Mais je ne rencontre jamais son âne sans lui faire trois révérences : comment me querellerais-je avec celui qui le monte? »

De nouvelles dépêches à la régence de Madras apportèrent à cette époque la nouvelle du second combat naval livré par les deux flottes. D'après ces dépêches les vaisseaux français se trouvaient dans l'obligation de retourner se radouber aux îles; elles parlaient encore du siége de Tanjore par Lally,

de la marche de Bussy sur Masulipatam pour s'unir à ce dernier dans le Carnatique; or, suivant la régence de Madras, ces dernières mesures annonçaient de la part des Français la résolution de faire agir toutes leurs forces sur la côte de Coromandel, et de ne point envoyer de troupes dans le Bengale. Aussi elle concluait en priant celle de Calcutta de lui renvoyer sans délai toutes les troupes expédiées de Madras quelques mois auparavant. Elle sollicitait en outre le secours de toutes les troupes qui se trouveraient disponibles à Calcutta, puisque aucun danger ne menaçait cette dernière ville. La persuasion était générale, en effet, que Madras serait assiégé par les Français aussitôt que la mousson aurait contraint les flottes à s'éloigner des côtes. D'un autre côté, Clive n'était pas moins convaincu que cette ville ne serait jamais prise tant qu'elle ne manquerait pas de vivres. Au reste, ce n'étaient pas les seuls motifs qui empêchassent les demandes de Madras d'être accueillies à Calcutta. Cette dernière présidence savait que des troupes parties d'Angleterre étaient en route pour la côte de Coromandel, qu'elles devaient, suivant toute apparence, atteindre avant peu de mois; enfin elle craignait encore, elle craignait surtout, qu'à Madras on en agît à son égard comme elle-même avait fait dans une circonstance semblable, c'est-à-dire que les troupes qu'elle enverrait pour un temps limité n'y fussent indéfiniment retenues. D'ailleurs quoiqu'il n'y eût rien à craindre en ce moment des

Français au Bengale; se dégarnir de troupes en pareille circonstance, c'était pourtant s'exposer à de graves inconvénients. Le nabob ne pouvait manquer de profiter de l'occasion pour se dispenser de payer le reste de sa dette. La régence de Calcutta s'arrêta en conséquence à un autre projet qui tout à la fois lui permettait de retenir les troupes, et de faire diversion aux événements qui menaçaient le Carnatique, qui de plus promettait de nouvelles acquisitions : c'était de tenter une expédition sur les circars du nord cédés aux Français par le subahdar du Deccan. Un des polygards les plus puissants de ces provinces, le rajah Anunderauze, croyant retirer de grands avantages personnels d'un changement de domination dans ces provinces, avait fait depuis quelque temps aux Anglais des ouvertures à ce sujet; il les engageait à se joindre à lui pour combattre les Français et les expulser des circars, désignant pour le moment d'agir celui où Bussy se trouvait occupé de la répression de troubles intérieurs dans le Deccan. Cette proposition était de nature à séduire l'imagination de Clive, qui effectivement l'adopta; et, bien qu'il rencontrât d'abord une opposition unanime dans le conseil, il n'en poursuivit pas moins avec activité les préparatifs de l'expédition.

La mésintelligence alors existante dans les conseils des Français, les mettait d'ailleurs hors d'état de s'opposer avec succès à cette tentative. Dès qu'il eut rejoint Lally, Bussy s'était efforcé d'en obtenir

l'autorisation de retourner dans le Deccan, ne cessant de lui représenter tous les avantages pour la France d'une alliance avec le subahdar. Mais comment Lally aurait-il goûté ce qu'il ne pouvait comprendre? Peu de mois auparavant il écrivait à Bussy: «Toute ma politique est dans ces cinq mots, mais ils sont sacramentels : *Plus d'Anglais dans la Péninsule.*» Depuis son arrivée dans l'Inde il s'était dévoué à cette tâche avec une noble ardeur; malheureusement il ne conservait que ce seul moyen d'atteindre son but, la ruine immédiate des établissements anglais. Or, Bussy voulait bien le même résultat, mais par une tout autre voie; il voulait avant tout dominer d'abord les États indigènes, soit par les armes, soit par la politique; il voulait que l'Inde obéît à l'impulsion française, qu'elle devînt française pour ainsi dire. Cela fait, l'Inde eût expulsé tout naturellement, d'elle-même, pour ainsi dire, les Anglais de son sein; bien plus elle se trouvait elle-même constituée au profit de la France en un empire immense. Tout gigantesque que fût ce plan, des moyens assez médiocres employés avec sagesse, habileté, en connaissance de cause, eussent suffi sans aucun doute à le réaliser. Mais c'est ce que ne pouvait concevoir Lally dans son ignorance absolue de la situation intérieure de l'Inde, et tout cela, c'était pour lui le rêve d'un homme en délire ou les assertions d'un imposteur. A propos des lettres où Bussy laissait échapper quelques mots de ces plans, il avait dit : « C'est vraiment beaucoup de condes-

cendance que de lire les lettres d'un fou. » A toutes les instances de Bussy pour retourner dans le Deccan, il répondit donc par le refus le plus formel. Il n'eut pas plus d'égard aux demandes réitérées du subahdar, qui ne cessait de lui redemander le soutien de son trône dans les termes les plus forts et les plus pressants.

Ces deux hommes furent dès lors aussi complétement séparés que l'avaient été Dupleix et La Bourdonnais : c'est qu'au fond ils représentaient les mêmes idées, ils continuaient les deux systèmes qui dès lors s'étaient trouvés en présence. Comme Dupleix, Bussy songeait à la conquête de l'Inde en se mêlant aux intérêts politiques des Etats indous; comme La Bourdonnais, Lally ne voyait qu'une chose, l'extermination des Anglais. Ainsi, contraint de renoncer à ses projets de retour auprès du subahdar; Bussy demeura près de Lally, qui se plut à l'abreuver de dégoûts et de mauvais traitements. A la vérité les membres du conseil de Pondichéry, les officiers, l'armée tout entière n'en avaient pas moins la plus haute opinion de ses talents politiques et militaires. Dans l'armée française se trouvaient un major-général et six colonels; et lui-même n'avait que le grade de lieutenant-colonel. Or, ces six colonels, MM. d'Estaing, de Landivisiau, de La Fare, de Breteuil, de Verdière, de Crillon, de leur propre mouvement écrivirent à Lally qu'en dépit de la différence des grades, ils étaient tous disposés à servir sous M. de Bussy et

à recevoir ses ordres. On aime, ce nous semble, à voir au bas de cette requête, où tout intérêt de vanité est si noblement sacrifié au bien public, le nom de celui auquel Henri IV écrivait : « Pends-toi, brave Crillon ; on s'est battu à Arques, et tu n'y étais pas. » Lally, qui ne put se refuser à leurs désirs, attribua cette démarche à l'influence de l'argent, non à celle du mérite personnel de Bussy. Il en fut d'autant plus irrité, qu'il avait imaginé que Bussy pourrait l'aider pécuniairement dans l'entreprise qu'il projetait sur Madras, et que ce dernier se trouvait absolument hors d'état de lui rendre ce service.

Le lieutenant-colonel Forde fut nommé au commandement du corps expéditionnaire destiné à agir dans les circars du nord. Ce corps était composé de 500 Européens, 2,000 Cipayes et 100 Lascas, 6 pièces de campagne, 6 pièces de siége, un mortier de huit pouces et un obusier. Des circonstances de plusieurs espèces en retardèrent le départ; mais le 20 décembre, le colonel Forde, étant enfin débarqué à Vizigapatam, joignit ses troupes à celles du rajah. Après cette jonction, l'armée marcha immédiatement avec le rajah contre Rajahmumdrum. Le marquis de Conflans, successeur de Bussy, avait rassemblé là toutes ses troupes et se disposait à attaquer Ansunderauze; ayant appris la jonction du rajah et des Anglais, il prit position dans un camp retranché près de Peddipore, résolu d'y attendre les Anglais ; mais ceux-ci après la prise de Vizigapatam, au lieu de s'avancer im-

médiatement dans l'intérieur, s'étaient arrêtés à 50 milles de cette dernière ville. Le rajah, que les Anglais avaient supposé fort riche, était en réalité fort pauvre; et de plus, refusait d'avance à Forde les sommes nécessaires au paiement des troupes. Grâce au premier facteur du comptoir nouvellement établi, un arrangement fut pourtant stipulé entre le rajah et les Anglais; il fut convenu que le butin serait également partagé entre eux; que les pays conquis seraient cédés au rajah, et qu'il en toucheraient les revenus, à l'exception des ports de mer et des villes situées à l'embouchure des rivières, et des districts environnants qui seraient réservés aux Anglais; qu'aucune restitution des pays conquis ne pourrait être effectuée, si ce n'était du consentement réciproque du rajah et des Anglais. Le rajah s'engageait par un dernier article à donner 500,000 roupies par mois pour le paiement des troupes, et 6,000 pour les dépenses particulières des officiers.

L'armée continua alors sa marche, et se trouva le 3 décembre 1758 en face de l'ennemi, toujours dans la même position. L'armée française consistait en 500 Européens, 6,000 Cipayes, 500 cavaliers de troupes indigènes, de l'artillerie et de l'infanterie. Le corps d'armée anglais, dont nous avons déjà dit la composition, était un peu affaibli par un grand nombre de malades laissés à Vizigapatam; 5,000 hommes d'infanterie, mais mal armés, 500 cavaliers, plus 40 Européens, formaient l'armée du

rajah. Les Anglais s'établirent d'abord dans un camp fortifié à 4 milles de l'ennemi. Le 9 décembre, Forde sortit de son camp de grand matin, à la tête de ses Anglais; il se proposait d'attirer les Français hors du leur; les troupes du rajah ne prirent aucune part à ce mouvement. Conflans, de son côté, avait fait reconnaître le camp ennemi et s'étant emparé d'une colline qui le dominait, y avait fait placer de l'artillerie. Au point du jour il fit commencer le feu. Les Anglais, en entendant cette canonnade, revinrent sur leurs pas au secours de leurs alliés; ceux-ci abandonnent leur camp, mais se rallient cependant autour du corps anglais, qui continue de marcher en bon ordre. Conflans, ignorant le mouvement de ce corps, crut avoir mis en déroute toute l'armée ennemie. Il poursuivit les fuyards jusques auprès du village de Condore, et là rangea ses troupes en ordre de bataille. Au centre de la ligne était le bataillon européen, avec 13 pièces d'artillerie de campagne; à chacune des ailes 5,000 Cipayes avec 6 pièces de gros calibre; un peu en arrière de l'aile gauche, 500 hommes de cavalerie formaient la réserve. L'armée anglaise, rangée dans un ordre à peu près semblable, avait au centre le bataillon européen, avec 6 pièces de campagne; à chacune des ailes un millier de Cipayes. Les troupes du rajah avaient ordre de se placer sur les flancs, de la façon qui paraîtrait la plus avantageuse à leurs chefs; ceux-ci préférèrent demeurer fort en arrière, et de toute cette armée, les cavaliers européens à

sa solde furent les seuls qui se mirent en ligne. Par une circonstance singulière, un champ de maïs, dont les épis s'élèvent, comme on sait, à une fort grande hauteur, cachăit aux yeux des Français le bataillon anglais qui se trouvait derrière; ils ne voyaient que les Cipayes distribués sur ses ailes.

Conflans, dont la ligne avait plus d'étendue que celle de l'ennemie, avance pour l'envelopper. Dans ce mouvement, les Français qui formaient le centre appuyèrent à droite sur l'aile gauche, composée des Cipayes anglais. Ceux-ci ont ordinairement un grand nombre de drapeaux qui sert à les faire reconnaître; mais ils avaient posé ces drapeaux à terre, et la ressemblance d'uniforme trompa Conflans, qui les prit pour des Anglais. Les Français firent halte, rectifièrent leur ligne de bataille, et à une assez grande distance commencèrent un feu de peloton; les Cipayes, peu habitués à tenir tête à des Europeens, lâchent aussitôt pied et s'enfuient dans le plus grand désordre. Eux-mêmes étonnés de la facilité de la victoire, les Français rompent leurs rangs, et se précipitent à la poursuite des fuyards. Alors les Anglais, comme s'ils fussent sortis de terre, se montrent tout-à-coup en bon ordre derrière le champ de maïs; ils font un mouvement à gauche, viennent occuper la place des Cipayes et commencent un feu vif et bien nourri. Cette apparition inattendue achève de mettre les Français en désordre, et ils battent en retraite pour regagner leur artillerie, demeurée assez loin en arrière,

mouvement que les Anglais prennent pour une fuite, ce qui redouble leur ardeur. Les Français s'arrêtent auprès de leurs canons, essaient de le défendre; mais, vivement attaqués, ne tardent pas à les abandonner. Une terreur panique avait saisi les Cipayes français de l'aile droite; à peine eurent-ils vu la déroute des Européens, qu'eux-mêmes prirent aussitôt la fuite et ne s'arrêtèrent qu'au camp retranché. Les Cipayes de l'aile gauche avaient fait une plus longue défense; ils disputèrent longuement le terrain, en s'arrêtant de temps à autre derrière les digues des champs de riz, et se retirèrent en bon ordre. Le champ de bataille et l'artillerie de l'ennemi étant ainsi demeurés aux mains du colonel Forde, il lui restait à attaquer le camp retranché.

Les Français paraissaient disposés à défendre ce camp, mais comme leur artillerie était tout entière dans les mains des Anglais, ils se virent promptement réduits à l'abandonner, et se retirèrent dans la direction de Rayamundrum. 30 pièces de canon, 50 caissons, un plus grand nombre de voitures chargées de munitions, 7 mortiers, 1,000 paires de bœufs tombèrent aux mains des vainqueurs. La perte des Français fut de 70 hommes et du triple de blessés; celle des Anglais de 26 morts et 23 blessés; plus 100 Cipayes et 300 blessés. Premier et triste résultat du rappel de Bussy, du grand Bussy, suivant l'expression d'un historien anglais (1). Le colonel

(1) Orme.

Forde, aussitôt maître du camp, détacha un corps de 1,500 Cipayes à la poursuite de l'ennemi. La cavalerie du rajah, qui pendant la durée du combat s'était prudemment tenue hors de portée du canon, se montra très ardente à cette poursuite. Les Français atteignirent Rajahmundrum, capitale de la province, où se trouve une citadelle bien fortifiée, mais elle était dépourvue d'artillerie, ce qui la rendait impossible à défendre; abandonnant sur le rivage ce qui leur restait de bétail et de bagage, ils n'eurent plus qu'à se hâter de passer la Godavery. Les Anglais trouvèrent encore dans le fort une grande quantité de vivres et de munitions; le colonel Forde avec le reste de ses troupes arriva le lendemain à Rajahmundrum. Le rajah était demeuré sur le champ de bataille, occupé à brûler quelques morts avec les cérémonies convenables. Deux vaisseaux anglais qui se trouvaient en ce moment en croisière sur la côte furent chargés de vivres et d'approvisionnements de toute sorte pour Madras. Chacun des jours où l'entreprise sur Madras était différée amenait ainsi de nouvelles ressources à cette ville et créait à Lally de nouvelles difficultés dans l'avenir.

Depuis long-temps le présidence de Madras cherchait à se mettre en mesure de défense. Des approvisionnements considérables avaient été amassés dans le fort du Chinglaput, dès le moment de l'arrivée de Lally; ses fortifications avaient été réparées. Un corps de troupes sous les ordres des colonels

Lawrence et de Draper avait pris position dans les environs du fort. Il ne devait rentrer à Madras qu'à la dernière extrémité. La présidence avait traité avec les Mahrattes pour un corps auxiliaire de 2,000 chevaux ; elle sollicitait du roi de Tanjore un autre corps auxiliaire de 1,000 chevaux, et déjà elle avait mis en campagne 2,000 de ses propres Cipayes. Le gouverneur de Madras, Pigot, nommé à cette charge par le vote unanime du conseil, était un homme actif, énergique. La garnison consistait en 1,758 Européens, 2,220 Cipayes, 200 cavaliers appartenant au nabob ; en outre 750 habitants européens furent employés, sans distinctions de rang, à tous les travaux de la défense. L'amiral Pocock, forcé de s'éloigner à cause de la mousson, avait débarqué un détachement de marins de son escadre ; on attendait son retour pour le mois de janvier. Enfin un corps de cavalerie indigène à la solde des Anglais fut destiné à faire une guerre active aux convois des assiégeants. La ville était abondamment pourvue de vivres. Le colonel Lawrence, appelé au commandement des forces militaires, avait pris position à mille toises environ de la ville blanche de Madras, dans un lieu appelé Choultry-Plaine, mais avec l'intention de ne risquer aucun engagement, l'intérêt des Anglais étant évidemment de traîner les choses en longueur.

Lally ne pouvait au contraire s'occuper un instant des préparatifs de son expédition sur Madras, sans voir surgir, s'amonceler à ses côtés des obstacles et

des difficultés de toute nature. Il manquait à la fois d'argent, de vivres et de munitions, et, qui pis est, ne rencontrait, comme cela devait être, que fort peu de bonne volonté chez des gens qui tous avaient eu à souffrir de sa violence et de ses emportements. Cependant le conseil de la présidence avait plusieurs fois déclaré l'impossibilité où il ne tarderait pas à se trouver bientôt de nourrir et de payer l'armée à Pondichéry. Dans un conseil de guerre où fut exposée la situation de la colonie, le comte d'Estaing s'écria : « Mieux vaut donc mourir d'un coup de fusil sous les murs de Madras que de faim sur les glacis de Pondichéry. » Le conseil se rallia à cet avis. Le projet d'un siége régulier n'était dans la pensée de personne; mais on espérait que la prise de la ville noire pourrait suffire à donner pour l'avenir d'abondantes ressources. La caisse de Pondichéry se trouvait absolument vide. Il fallut avoir recours à des cotisations particulières pour les premiers frais de l'entrée en campagne. Lally donna de son propre argent 60,000 roupies. Des membres du conseil, quelques habitants de Pondichéry, suivirent ce noble exemple, et en réunirent de leur côté 34,000, en tout 94,000 roupies. Tous les animaux de trait de Pondichéry n'auraient pas suffi à traîner la moitié de la grosse artillerie nécessaire pour le siége. Une partie de cette artillerie fut embarquée sur *le Harlem*, vaisseau récemment capturé sur les Hollandais, une autre sur deux frégates pesamment chargées, qui ne purent mettre en mer que

quelques jours seulement après *le Harlem*. C'est avec ces faibles moyens, c'est au milieu de ces circonstances défavorables que Lally put enfin se mettre en campagne ; il partit de Pondichéry à la tête de 2,700 Européens et de 4,000 Cipayes. On était au commencement de décembre (1758).

Lally fit de sa personne la reconnaissance du fort Chingleput; le laisser sur ses derrières était contraire aux règles de la guerre; cependant n'ayant de ressources que pour une quinzaine de jours, il se vit forcé de prendre ce parti. A l'approche des Français, Lawrence leva le camp, et commença son mouvement de retraite, que Lally n'essaya point d'inquiéter; à peine quelques coups de canon furent-ils échangés. Lally prit position à l'endroit même que les Anglais venaient de quitter. Il employa la journée du lendemain à reconnaître la place et ses environs; le 14, il prit possession de la ville noire. Les Indous étaient restés dans leurs maisons jusqu'au dernier moment : ils s'enfuirent alors dans la direction du fort, suppliant les Anglais de leur en ouvrir les portes, et, refusés, demeurèrent long-temps sur le glacis, incertains sur le parti à prendre. Mais quelques espions ou déserteurs mêlés à cette multitude trouvèrent pourtant le moyen de se faire admettre dans l'intérieur du fort; ils donnèrent avis du désordre qui régnait parmi les Français. Un moment de pillage avait suivi l'entrée des Français dans la ville noire; plusieurs magasins rem-

plis d'arack avaient été enfoncés, et la plupart des soldats se trouvaient tout-à-fait ivres. Des remparts du fort, on les voyait chanceler sous le double poids de leur ivresse et de leur butin. Le moment était éminemment favorable pour une sortie. Le colonel Draper ouvrit cet avis devant le conseil de défense, et le conseil tout d'une voix lui en déféra l'exécution. Par les ordres de Lally, le régiment de son nom avait pris position auprès du rivage; le régiment de Lorraine avec les Cipayes à l'ouest, sur un terrain élevé : tous deux couverts par quelques édifices qui les protégeaient contre les feux du fort.

A onze heures de la nuit, Draper sortit du fort à la tête de 500 hommes d'élite; le major Bereton devait le soutenir à la tête de deux compagnies. Le détachement traversa sans être aperçu un pont allant du fort Saint-George à la ville Noire. Les avant-postes du régiment de Lorraine, la première troupe française postée de ce côté, l'ayant vu, le prirent d'abord pour le régiment de Lally; l'erreur ayant été reconnue peu de minutes après, ils firent feu; les Anglais ripostèrent et continuèrent leur route. Dans le but d'arriver jusqu'au centre de l'armée française, Draper s'engagea dans une large rue coupée à angle droit par une autre rue plus large. A ce carrefour se trouvaient le régiment de Lorraine, les Cipayes français, et 4 pièces de campagne, qui se présentaient de flanc aux Anglais. profitant hardiment de cette circonstance, après deux décharges, Draper s'élance sur cette artillerie,

et s'en empare. Le régiment de Lorraine, un moment étonné, se rallie, reprend ses rangs, marche aux Anglais, engage un feu fort vif de mousqueterie. Les artilleurs français reprennent possession de leurs pièces, et s'en servent aussitôt. Étonnés de cette résistance au moment même où ils se croyaient sûrs du succès, les soldats anglais commencent eux-mêmes à s'ébranler ; ils cherchent un refuge dans les maisons voisines, d'où les Français s'efforcent de les déloger. Les maisons sont plusieurs fois prises et reprises, et alors dans un étroit espace un combat terrible est livré ; on s'attaque à la baïonnette, au sabre, à l'épée ; on se tire des coups de fusil et de canon à bout portant.

Draper[1], voyant son projet découvert, donna l'ordre de la retraite. Un détachement de grenadiers, l'élite de la garnison, ne put suivre ce mouvement, et, cerné dans quelques maisons qu'il occupait, fut fait prisonnier. Au bruit du canon, le régiment de Lally avait quitté son poste, et s'était mis en marche vers le lieu du combat. Dans ce mouvement, ce régiment avait un pont à traverser parallèle à celui par où les Anglais étaient sortis, mais plus rapproché de la rue où ceux-ci étaient engagés ; s'il fût arrivé à temps, il aurait pu les prendre en queue pendant que Lorraine les combattait en tête. Draper eût ainsi été placé entre deux feux. Le régiment de Lally aurait encore pu s'emparer du pont par où les assiégés devaient effectuer leur retraite ; dans ce cas pas un de ceux-ci ne se-

rait rentré dans le fort, mais Bussy, qui commandait ce détachement, n'osa pas exécuter ce mouvement d'une grande hardiesse sans l'ordre de Lally. Depuis, quelques uns l'accusèrent de n'avoir pas voulu se prêter à cette opération, qui, rendant les Français maîtres de Madras, achevait de renverser ses projets sur le Deccan. Quoi qu'il en soit, les Anglais eurent le temps de se dégager des rues où ils étaient entrés et de regagner le pont. Crillon, à la tête d'une poignée de volontaires, chargeant les Anglais dans leur retraite, leur fit une trentaine de prisonniers avant qu'ils eussent repassé le pont; au-delà du pont, Draper, protégé par le canon du fort, put rentrer sans difficulté. Toutefois il s'en fallut de peu que la retraite ne lui fût coupée, et dans ce cas c'en était fait de Madras. Les Anglais perdirent 200 hommes tués ou blessés, et 9 officiers; la perte des Français monta à peu près au même chiffre, mais ils eurent 12 officiers hors de combat. Saubinet, officier hardi et entreprenant, fut au nombre des morts. D'Estaing, dans l'obscurité, tomba dans un parti anglais, qui le fit prisonnier. Lally, avec ces paroles rudes et emportées qu'il n'épargnait à personne, accusa ouvertement Bussy de l'avoir empêché de s'emparer de Madras.

Les assiégeants commencèrent le lendemain 15 décembre à établir leurs batteries. Le nabob, réfugié depuis quelques jours dans Madras, témoigna le désir d'en sortir, aussitôt que le siége fut commencé. La garnison désirait aussi qu'il prît ce

parti ; sa famille et sa suite consommaient, sans rendre aucun service, une immense quantité de vivres. En conséquence le nabob s'embarqua avec ses femmes et ses enfants sur un navire qui devait le conduire à Negapatam, d'où il pourrait sans danger gagner Tritchinopoly; et le lendemain, le gouverneur fit signifier à sa suite de pourvoir à sa sûreté comme elle l'entendrait. Les prisonniers Anglais furent dirigés sur Pondichéry avec une escorte composée d'Européens et de Cipayes ; le commandant de Chinglaput fit une sortie, mais sans succès, pour essayer de les recouvrer. Issoof, partisan à la solde de l'Angleterre, courait la campagne à la tête de 200 cavaliers ; le kilidar Kristnarow en avait lui-même 1,250. Ils se réunirent et attaquèrent Ellavanasore, défendue par 200 Cipayes français. Ces derniers, après s'être défendus jusqu'au soir, rendirent le fort; 50 passèrent au service d'Issoof, qui, après avoir désarmé les autres, les laissa en liberté. Dès le lendemain Kristnarow se sépara d'Issoof, dans le but de courir et de piller le pays pour son propre compte. Issoof ayant reçu des renforts, attaqua Tricalore, pagode fortifiée, ayant une garnison de 300 Cipayes ; ceux-ci se défendirent avec courage, et ne se rendirent qu'à la condition de sortir avec armes et bagages ; les assiégeants avaient eu 70 hommes tués ou blessés. Dévastant, brûlant, saccageant les districts appartenant aux Français, Issoof s'avança jusque sous les murs de Pondichéry, qu'il remplit de terreur ; il perça un grand réservoir

d'eau auprès de Valdore, qui faisait toute la fertilité du pays. Irrité de cette barbarie, Lally fit menacer le gouverneur Pigot de sévères représailles, dont il eut pourtant la générosité de s'abstenir. Issoof, toujours infatigable, enrôla 500 cavaliers dans le royaume de Tanjore, dirigea sa course au nord, et continua pendant quelque temps ses ravages, jusqu'à ce qu'il rejoignît le capitaine Preston à Chingleput. *Le Harlem* arriva après s'être emparé, chemin faisant, d'un petit bâtiment anglais chargé de riz, dont les assiégeants avaient grand besoin; Malheureusement toute l'artillerie qu'il portait était loin de suffire aux besoins du siége. Les assiégeants manquaient aussi de poudre, qui n'arrivait que lentement et par terre de Pondichéry. Cependant Lally faisait continuer avec vigueur les travaux du siége.

Issoof, après son entrée à Chingleput, envoya toute sa cavalerie, c'est-à-dire 12 ou 1,500 hommes, ravager le district de Conjeveram, dont Lally tirait la plus grande partie de ses approvisionnements. Il essaya aussi de surprendre la ville de Saint-Thomas, accompagné dans cette dernière expédition par le capitaine Preston à la tête de 80 Européens et de 600 Cipayes. Lally, instruit de cette expédition, détache aussitôt 500 Européens, 600 Cipayes et 800 cavaliers sous les ordres du marquis de Soupire. A la tête de ce détachement, ce dernier s'approche avant le jour de la montagne où étaient campés Preston et Issoof; ces derniers, quoique

surpris, parviennent cependant à ranger leurs troupes en bataille : une canonnade de quelques heures s'en suivit ; et après avoir perdu deux pièces de canon, les Français se retirèrent en bon ordre : la cavalerie d'Issoof, voltigeant tout alentour sans oser les aborder. Les Français perdirent 15 Européens, sans compter les Cipayes ; les Anglais, un seul Européen et quelques Cipayes ; Soupire se jeta aussitôt dans Saint-Thomas, poste important pour l'armée française, dont elle avait fait le dépôt de ses magasins, le rendez-vous de ses bâtiments légers, son hôpital militaire.

Les assiégeants, à couvert par un grand nombre de constructions voisines de la place, purent pousser les travaux de siége sans être aperçus par la garnison du fort. Le régiment de Lally et celui de Lorraine établirent des batteries, qui reçurent leur nom et ouvrirent leur feu le 2 janvier. Les assiégés répondirent par un feu supérieur à celui de la batterie de Lorraine, mais ne produisant que peu d'effets, sur celle de Lally, protégée par des maisons ; il en fut de même les jours suivants. Quatre-vingts bombes tombées dans le fort détruisirent plusieurs bâtiments, toutefois sans nuire autrement à la garnison ; les assiégés ajoutèrent quelques nouveaux ouvrages au bastion du nord, sur lesquels l'attaque des Français était dirigée. Le reste de l'artillerie de Lally étant arrivé, il ouvrit le 14 une nouvelle batterie de 3 mortiers et ajouta 2 pièces nouvelles à la batterie de son nom qui, de la sorte,

se trouva composée de 12 pièces de 18 et de 24, tandis que le fort ne pouvait lui répondre qu'avec 6 pièces de même calibre. La perte de la garnison, à cette époque du siége, n'était guère que de 2 ou 3 hommes; mais toutefois les assiégés commençaient à s'effrayer sur l'issue du siége. Lally déployait une activité, une énergie remarquables en tout temps et qui devenaient admirables, même aux yeux de ses ennemis, au milieu des circonstances contre lesquelles il luttait, il n'avait ni vivres, ni argent, ni ingénieurs capables; et la majeure partie de son armée craignait pour ainsi dire de vaincre, parce que la victoire devait profiter à son général.

Commençant à entrevoir un terme à sa résistance, le gouverneur de Madras envoyait message sur message à Preston et à Issoof; il les engageait, les suppliait d'abandonner toute autre expédition pour marcher au secours du fort Saint-Georges; recommandations qui ne pouvaient avoir de résultats pour le moment. Le camp de ces deux chefs avait été récemment surpris par les Français; Preston était parvenu à rallier les Anglais et à repousser l'ennemi; mais les troupes d'Issoof cédant à la terreur, s'étaient momentanément dispersées. De 3,600 hommes, elles se trouvèrent tout-à-coup après l'action réduites à 700. Dans ce combat, les bœufs de trait, les chariots portant les vivres avaient été détruits; cette circonstance obligea les deux chefs à marcher sur Vandalore pour s'en procurer, et où ils en trouvèrent effectivement. Pendant ce

temps les déserteurs du corps d'Issoof s'étaient réfugiés sous le canon de Chingleput ; les deux chefs s'y rendirent pour les engager à reprendre de nouveau du service ; et Preston ayant réussi auprès d'un grand nombre d'entre eux, les envoya piller le district des environs de Conjeveram. Ne doutant pas qu'il ne les eût de nouveau gagnés à ses intérêts par ce butin, il se mit en marche pour Madras à leur tête ; mais tout-à-coup s'en vit abandonné encore une fois. Irrité, plein de dépit, ne voulant plus s'exposer à de nouvelles désertions, Preston résolut de ne plus employer ces soldats, quand bien même ils reviendraient s'offrir d'eux-mêmes ; ne pouvant d'ailleurs se passer de cavalerie en face d'un ennemi qui en était abondamment pourvu, il se dirigea sur Arcot pour tâcher de s'en procurer. Plusieurs corps de cavaliers mercenaires campaient en effet, en ce moment, dans les environs de cette ville en attendant des offres de service de l'une ou l'autre des parties belligérantes. Pigot ayant reçu ces nouvelles le 16, eut grand soin de la cacher à la garnison, chez qui elle aurait pu jeter quelque inquiétude.

Le 17, deux vaisseaux arrivèrent de Pondichéry, chargés de poudre, de bombes et de boulets. Le feu des assiégeants se ranima considérablement ; plusieurs ouvrages du fort furent presque ruinés. En revanche, les choses prenaient ailleurs une tournure favorable pour les assiégés. L'amiral Pocok était arrivé le 10 décembre à Bombay, avait

rencontré 6 vaisseaux de la Compagnie et 2 vaisseaux de ligne. Ces deux derniers bâtiments qui portaient, outre leurs équipages, 600 hommes de troupes royales, s'étaient trouvés empêchés par les vents contraires de se rendre à la côte de Coromandel; mais le 31 décembre les vaisseaux de la Compagnie avaient mis à la voile pour Madras, escortés de 2 frégates. De leur côté, Preston et Issoof, à la même époque, avaient déjà enrôlé à Arcot 500 cavaliers mahométans et 600 Mahrattes. Le frère du nabob, alors à Chiltor, s'était déjà laissé persuader par leurs instances de céder les troupes en ce moment à sa solde, c'est-à-dire 2,000 hommes d'infanterie et 1,000 hommes de cavalerie. Les deux chefs, après quelques négociations, enrôlèrent en outre un corps de 3,000 Mahrattes; alors, et après avoir pillé la ville de Pondamalee, qui s'était mise sous la protection des Français, Preston fut prendre position, le 27, à Trimiwash, à 12 milles de Madras. Issoof, à la tête d'un corps de cavalerie, poussa à 6 milles plus loin; il pilla un parc où se trouvait la plus grande partie du bétail des Français; et Lally, dès lors obligé de faire face à ce nouvel ennemi, s'en vit d'autant plus affaibli pour pousser les opérations du siége. Le 30, dans l'après-midi, une voile fut signalée au sud, qui fut bientôt reconnue comme un vaisseau anglais de la Compagnie; il vint mouiller dans la rade, et communiqua facilement avec les assiégés. Les Français essayèrent de l'éloigner à coups de canon; mais la situation de

leurs batteries rendait leur feu sans efficacité. Le 9 février, les postes français du côté de la campagne aperçurent au lever du soleil un corps de troupes considérable en marche sur le camp; on ne tarda pas à reconnaître le corps d'armée de Preston et d'Issoof. Lally fit marcher à sa rencontre toute sa cavalerie soutenue par l'élite de son infanterie; il s'y porta de sa personne, accompagné de Bussy et de ses principaux officiers; tout se borna à une lointaine canonnade. Preston retourna à Trimiswah.

Le capitaine Caillaud, chargé par la régence de Madras de lever un corps auxiliaire dans le royaume de Tanjore, s'était acquitté de cette mission, mais non sans difficulté. Caillaud était arrivé à Tanjore le 17 décembre. Le roi ne voulut d'abord consentir à fournir que 1,000 hommes de troupes auxiliaires, et il demandait 300,000 roupies d'avance; croyant la situation des Anglais désespérée à Madras, ce prince craignait de se compromettre avec les Français. Caillaud, se flattant de lever ces difficultés avec de l'argent, se rendit à Tritchinopoly, où il réussit effectivement à s'en faire promettre sur sa signature par de riches banquiers; et alors il retourna sur-le-champ auprès du rajah; mais, pendant son absence, d'autres difficultés étaient survenues. La nouvelle de la défaite du nabob du fort Saint-Georges s'était répandue à Tanjore; on parlait de l'accouchement de sa femme en mer; enfin le nabob faisait lui-même annoncer son passage par Tanjore, où il espérait être reçu avec les honneurs d'usage. Or cette

fuite du nabob au dernier moment de la grossesse de sa femme acheva de persuader au roi de Tanjore que les affaires des Anglais, soutien du nabob, étaient dans un état désespéré ; il refusait d'aller à la rencontre du nabob, même de lui ouvrir les portes de Tanjore. Les banquiers de Tritchinopoly, intimidés par toutes ces circonstances, retirèrent leur promesse, et ne voulurent plus donner d'argent à aucune condition. Quelques jours après Cailland reçut 2,000 pagodes de Madras ; le roi n'en refusa pas moins de laisser marcher sa cavalerie ; alors, irrité des défaites continuelles du roi, de ses défaites interminables, Cailland menaça, et le roi finit par accorder les troupes demandées. Après avoir passé le Coleroon, apaisé en route plusieurs mutineries provenant de demandes de solde, Cailland arriva à Chinglaput, et de là se dirigea sur Saint-Thomas, pour se joindre aux troupes de Preston et d'Issoof. Les trouvant déjà partis, il les rejoignit à Trimiswah, où, en raison de son droit d'ancienneté, il prit le commandement. Ne pouvant pas beaucoup compter sur ses troupes, quelque nombreuses qu'elles fussent, il prit le parti de s'établir dans une position assez forte par elle-même, où il fut bientôt assiégé par le colonel Lally, parent du général. Le combat dura toute la journée sans être décisif ; et pendant la nuit, Cailland, trompant l'ennemi au moyen de feux allumés, se retira sur Chinglaput. Il s'occupa, peu de jours après, des préparatifs d'une attaque sur le fort

de Sadras, dont les Français se trouvaient encore maîtres.

Malgré les troupes considérables qu'ils étaient obligés de tenir détachées, les assiégeants n'en continuaient pas moins à faire un feu très vif. La batterie de brèche n'avait pas produit tout l'effet qu'on aurait pu en attendre; cependant le 7 février l'angle saillant du bastion attaqué avait été ruiné. Lally, entraîné par l'impétuosité de son caractère, voulait donner l'assaut; la brèche ayant été soigneusement reconnue, les ingénieurs jugèrent que l'assaut ne présentait aucune chance de succès. La descente dans le chemin couvert et le fossé était facile, mais au-delà du fossé était une rangée de très fortes palissades dont pas une seule n'était endommagée; et les assaillants se seraient trouvés dans la nécessité de les arracher avant de gagner le pied de la brèche. Or depuis leur descente dans le fossé, ainsi que pendant la durée de cette dernière opération, ils demeuraient exposés au feu du bastion du nord-est, à celui de 6 pièces de canon du bastion appelé royal, enfin à celui de la mousqueterie de plusieurs traverses considérables qui coupaient le fossé; la brèche, quoique praticable à ceux qui l'auraient atteinte, n'était donc point abordable. Lally, quoique à contre-cœur, se rendit à cet avis. Le feu recommença et se maintint des deux côtés ce qu'il avait été par le passé du 8 au 14. Ce dernier jour, les assiégés firent une sortie, parvinrent jusqu'à la batterie de brèche, en endommagèrent ou détrui-

sirent les embrasures, et rentrèrent sans avoir perdu un seul homme. La situation des assiégeants et des assiégés était alors bien différente. Ces derniers étaient abondamment pourvus d'argent, de vivres et de munition; Caillaud, Preston, Issoof, menaçaient les derrières de l'ennemi; enfin la flotte, qui portait un renfort considérable, était attendue d'un moment à l'autre. Les Français se trouvaient au contraire dans une position de plus en plus critique, à mesure que le siége se prolongeait. L'argent qui les avait mis à même de l'entreprendre était dépensé depuis long-temps; la caisse du gouvernement était vide; les particuliers, par haine pour le général, n'auraient pas prêté un sou pour le succès de l'expédition; enfin le pays dont ils étaient en possession entre Devi-Cotah, Arcot et Madras, dévasté, épuisé, ne pouvait fournir à leur consommation. La solde était depuis six semaines en arrière, et depuis quinze jours l'armée n'avait vécu que d'un peu de riz capturé sur deux petits bâtiments du Bengale, officiers et soldats à la même ration. Les Européens persistèrent dans le devoir, mais les Cipayes, toujours traités avec le plus souverain mépris par Lally, réclamaient sans cesse leur solde, désertant par bandes, parfois pillant le pays sous prétexte de se dédommager de la solde qui leur était encore due. La situation de Pondichéry était encore de nature à causer de vives alarmes : la défense en était confiée à 300 invalides. L'amiral Pocock ne pouvait tarder à se montrer ; et,

au moyen des troupes qu'il avait à bord, il lui était aisé, s'il le voulait, de s'en emparer avant de se rendre à Madras; une demi-journée lui eût parfaitement suffi. Déjà un grand nombre d'officiers croyaient le moment venu de lever le siége pour aller au secours de Pondichéry. Lally était invinciblement décidé à ne prendre cette mesure qu'après avoir tenté un assaut général. La brèche était devenue plus abordable; après un feu très vif dans la journée du 16, il se résolut à tenter l'escalade dès la même nuit, après le coucher de la lune.

A cinq heures du soir, 5 vaisseaux sont signalés; d'autres peu après, et au bout de quelques heures toute la flotte de l'amiral Pocock mouillait dans la rade. Le soir, le feu des assiégeants redoubla d'activité, et se prolongea jusqu'à deux heures de la nuit. Pendant quelques heures la garnison se tint sous les armes, imaginant que l'intention de Lally était de donner l'assaut cette nuit même, avant le débarquement des troupes apportées par l'escadre. Mais prendre ce parti, c'était jouer du même coup non seulement le sort de l'armée, mais celui de Pondichéry. Lally, cédant à la nécessité, se décida, la rage dans le cœur, à lever le siége. Il commença sa retraite à trois heures du matin. La grande redoute d'Egmore avait été minée par ses ordres; son arrière-garde la fit sauter. Il se proposait de faire subir le même sort à la ville Noire : des tas de matières inflammables étaient dispersées çà et là; mais il n'eut pas le temps d'y faire mettre le feu.

Au point du jour et du haut de leurs remparts, les assiégés, aussitôt qu'ils se furent assurés de la réalité de cette bonne nouvelle, désertèrent en foule leurs postes pour se précipiter dans le camp ennemi; ils y prirent 23 pièces de canon de 24 et de 18, dont 22 hors d'usage. Les Français abandonnèrent le même jour Saint-Thomas et les autres postes qu'ils avaient occupés et perdirent encore dans cette retraite 19 pièces de canon. Dans le camp français se trouvaient 44 malades ou blessés, recommandés par une lettre de Lally à l'humanité du gouverneur de Madras; confondus avec les malades et blessés anglais, ils reçurent le même traitement. La perte des Anglais à ce siége fut de 13 officiers tués, 14 blessés; 198 soldats tués, 52 morts à l'hôpital, 20 déserteurs, 122 faits prisonniers, 167 blessés; 19 Lascars tués, 115 blessés; les Cipayes 105 tués, 217 blessés, et 440 déserteurs. Lally avait commencé le siége avec 2,700 Européens; d'après une lettre interceptée peu de jours avant la levée du siége, il ne lui en restait, disait-il, que 2,000; d'ailleurs cette évaluation n'est qu'approximative; on n'a jamais su la perte réelle des Français.

Dès que l'ennemi se fut éloigné, Pigot résigna la charge de gouverneur. L'administration des affaires fut remise comme précédemment aux mains du conseil, dont le premier acte fut de le remercier publiquement de l'activité et de la résolution dont il avait donné de nombreuses preuves. On l'avait vu

visiter tous les jours les ouvrages, encourager les soldats, leur distribuant çà et là des récompenses ou des promesses. Le conseil témoigna de même sa reconnaissance à la garnison qui avait supporté sans murmures, sans un instant de découragement, des dangers et des fatigues extraordinaires. Enfin, le colonel Lawrence, commandant militaire, fut encore publiquement remercié par le conseil moins encore en raison de sa bravoure, que de l'extrême sollicitude qu'il avait montrée pour les soldats. Du côté des Français, c'était un spectacle bien différent; l'armée s'avançait en désordre sur la route d'Arcot, sans vêtements, sans vivres, sans bagages, et au milieu d'elle Lally, tour à tour en proie à des accès de colère violente ou de sombre désespoir. Dès le même soir il écrivit au gouverneur M. de Leyrit une lettre toute remplie des reproches les plus emportés; rejetant le mauvais succès de l'expédition sur les employés de la Compagnie, il les accusait hautement de perfidie et de trahison. Parlant de Pondichéry, il finissait en disant : « qu'il n'était pas possible que le feu du ciel, à défaut de celui des Anglais, n'embrasât bientôt cette nouvelle Sodome. » Les adversaires de Lally ne demeurèrent point en arrière de cette exaspération; ce ne fut point à Madras, mais à Pondichéry, que la levée du siége excita la joie la plus vive et la plus bruyante : à peine la nouvelle s'en fut-elle répandue que la ville prit tout-à-coup un air de fête, et que les rues et les places publiques se rempli-

rent de gens qui s'adressaient avec un visage riant des félicitations réciproques. Un étranger n'eût pas manqué de croire qu'il s'agissait de quelque grande victoire remportée par les armées françaises.

Chingleput se trouvait alors pourvu d'une garnison suffisante; les troupes d'Issoof, la cavalerie d'Abdulwahab, frère du nabob, qui, ayant d'abord quitté le parti des Anglais, y était revenu, le corps auxiliaire du roi de Tanjore, formèrent un camp sous les murs de Madras. Enhardie par tant de circonstances heureuses, la régence commença dès lors à étendre ses projets jusqu'au recouvrement de la province entière. Cependant l'armée ne se trouva prête à entrer en campagne que le 6 mars: elle se composait de 1,156 Européens, 1,570 Cipayes, 1,120 Colleries (troupes irrégulières des polygards du midi), et 1,956 chevaux. Lally, à l'approche de l'armée anglaise, abandonna Arcot pour prendre une position avantageuse auprès de Conjeveram; mais bientôt le triste état de sa santé, délabrée par tant de fatigues, et surtout de soucis, l'obligea à retourner à Pondichéry. Il laissa le commandement de l'armée au marquis de Soupire, avec l'injonction positive de ne pas livrer de combat. Retardés dans leur marche par le défaut de vivres, les Anglais arrivèrent le 18 seulement aux environs de Conjeveram; ils offrirent plusieurs fois le combat, que Soupire, fidèle à ses instructions, refusa constamment. Nejeeb-Oolla, autre frère du nabob, long-temps l'ami des Français, se trouvait à Nélore

pendant la durée du siége de Madras ; et l'incertitude de l'issue de ce siége le tint long-temps en suspens sur le parti qu'il devait embrasser à l'avenir. Comme allié de la France, il s'était cru jusque là dans l'obligation d'avoir auprès de sa personne un petit corps de soldats européens et 200 Cipayes. A la nouvelle de la levée du siége, irrité d'ailleurs de l'indifférence voisine du mépris avec laquelle Lally l'avait constamment traité, il prit la résolution de se déclarer ouvertement pour les Anglais : bien plus, jaloux de donner à ces derniers une preuve sans réplique de la sincérité de ses intentions, il fit assassiner en un seul jour tous les Français alors à son service. Nejeeb-Oolla offrait en même temps à la régence une somme de 30,000 pagodes, à condition qu'elle le confirmerait dans sa qualité de gouverneur de Nélore ; offre qu'elle s'empressa d'accepter, car la perception des revenus de cette province était, en effet, fort incertaine. Abdulwahab fut récompensé par la confirmation de la possession des districts de Chandergherry et de Chitore. Les grands polygards du nord s'empressèrent de féliciter la régence de Madras. Les petits polygards des environs de Pondichéry avaient quelque crainte d'être punis de nombreuses incursions qu'ils avaient faites sur le territoire de la Compagnie ; celle-ci crut prudent d'avoir l'air de les ignorer. Les provinces de Madura et de Tinivelli réclamaient encore l'attention de la présidence ; les troupes qui les occupaient n'avaient pas été plus tôt

rappelées à la défense de Madras qu'une partie de leurs chefs s'étaient montrés réfractaires. Les villes de Madura et de Palamcotah furent les seules qui demeurèrent sous l'obéissance des Anglais; Mahomet Issoof fut envoyé à la tête d'un corps nombreux de Cipayes pour en percevoir les revenus. Cependant l'armée française et l'armée anglaise étaient demeurées en présence 23 jours; la première voulait se laisser attaquer dans une position avantageuse, l'autre l'attirer en plaine. Au bout de ce temps, les Anglais firent une tentative sur Wandeswah. Après s'être emparés de la ville sans difficulté, ils commencèrent le siége de la citadelle. Les Français accoururent, et, à la nouvelle de leur approche, l'armée anglaise décampa la nuit suivante. Au moyen d'une marche forcée de deux jours, elle arriva à Conjeveram, qu'elle emporta d'assaut. Les deux armées continuèrent ensuite à se surveiller mutuellement jusqu'au 28 mai, époque où l'une et l'autre rentrèrent dans leurs cantonnements respectifs.

Après le combat de Peddipore, le marquis de Conflans, suivi de près par le colonel Forde, ardent à profiter de son avantage, s'était réfugié à Masulipatam. De là Conflans ne cessa de presser par de fréquentes lettres Salabut-Jung de réunir ses forces aux siennes contre leurs ennemis communs les Anglais, et le subahdar se montra disposé à écouter cette prière. Le départ de Bussy avait réveillé l'ambition de Nizam-Ali. Parvenu, à l'aide de ses amis, à réunir 15,000 hommes de cavalerie,

il partit de Brampoor, marcha sur Aurengabad, et s'en rendit maître, ainsi que des villes voisines; le seul fort de Doltabad refusa de se rendre. D'un caractère timide et indolent, Salabut-Jung ne crut pas pouvoir réduire Nizam-Ali autrement qu'avec le secours des Français; il se trouva donc tout porté, dans le but d'obtenir plus tard un service du même genre, à faire ce que Conflans lui demandait; en conséquence, il réunit ses troupes à celles de son frère Bassalut-Jung sur les bords de la Kristna, ce qui fit un corps de 20,000 fantassins et quelques mille cavaliers. Le colonel Forde, malgré cette jonction des deux frères, n'en continua pas moins sa route sur Masulipatam. Le fort de Masulipatam, distant de la ville du même nom d'une portée de canon, est situé dans une île formée d'un côté par la mer et de l'autre par de larges fossés creusés de main d'homme. La ville est grande, riche et commerçante; les Français, depuis qu'ils la possédaient, l'avaient mise sur un pied de défense assez passable. Conflans avait pris position en rase campagne, pour ne pas manquer d'eau, dont on n'avait qu'à grand'peine dans le fort; il s'y enferma néanmoins à l'approche des Anglais, avec 500 Européens et 2,000 Cipayes. Le colonel Forde ne pouvait songer à un siége régulier, qui eût exigé une armée dix fois plus nombreuse que la sienne; en conséquence il se résolut à attaquer le fort du sommet de quelques collines de sable qui le dominaient à l'ouest, et, dans ce but, éleva trois batteries. Pendant ce temps, le reste de l'armée fran-

çaise, formé en corps d'observation, battit le pays, rassembla autant d'argent qu'elle le put et se disposa à faire sa jonction avec Salabut-Jung.

La nouvelle de l'arrivé du subahdar jeta la terreur dans l'esprit d'Ahnunderauze; il refusa de subvenir plus long-temps à la solde des troupes. Déjà Forde avait emprunté sous sa responsabilité personnelle tout ce que les officiers pouvaient avoir d'argent; cette ressource était épuisée. Des sommes considérables avaient bien été envoyées au corps expéditionnaire par la présidence du Bengale; mais cet argent se trouvait à Vizagapatam, dont toutes les communications avec l'armée étaient interrompues. Les soldats prirent les armes, abandonnèrent le camp, déclarant leur intention de ne commencer les travaux du siége qu'après être payés de leur solde arriérée; ils nommèrent cependant des députés avec lesquels Forde entra en pourparlers. Ceux-ci demandaient, au nom des soldats, le paiement immédiat de la solde arriérée, et la totalité du butin de Masulipatam, dans le cas où il tomberait dans leurs mains. Le colonel Forde leur promit sur son honneur le paiement total de la solde arriérée sur le premier argent qui arriverait. D'après les règlements de la Compagnie, les soldats n'avaient droit qu'à la moitié du butin des villes ou des forts capturés; il ne pouvait changer ce règlement, mais il fit promettre aux soldats qu'en raison des travaux et des fatigues extraordinaires qu'ils avaient endurés, il solliciterait en leur faveur une indemnité égale à cette moité du butin. Cette pro-

messe apaisa la révolte, et le siége fut commencé le 25 mars.

Salabut-Jung, après avoir opéré sa jonction avec le corps d'observation français, envoya un député au rajah : il le sommait, en qualité de son vassal, de rejoindre le grand étendard du Deccan. Le rajah, depuis quelque temps en proie à mille irrésolutions, fut frappé de terreur ; dès la nuit suivante, il se mit en marche avec toutes ses troupes pour retourner dans sa principauté : il avait déjà fait 16 milles avant le lever du soleil. Forde lui expédia lettres sur lettres, messages sur messages ; il lui représentait les inconvénients de cette démarche qui ne pouvait manquer de le livrer soit à la cavalerie nombreuse du subahdar, soit aux troupes françaises établies à Rajamundrum. Il s'efforçait de lui faire comprendre qu'en continuant de demeurer auprès des Anglais, il pouvait au contraire compter sur une retraite assurée. D'un autre côté, le colonel Forde faisait aussi quelques tentatives pour nouer des relations, entrer en négociations avec le subahdar. Les travaux du siége n'en furent pas moins poussés avec activité, et les trois batteries continuèrent à faire un feu soutenu ; mais le 4 avril il ne restait plus que pour deux jours de munitions. Le subahdar, ayant fait alors sa jonction avec le corps d'observation français, était alors en pleine marche sur Masulipatam ; la sédition, mal éteinte, pouvait se rallumer d'un moment à l'autre. Dans ces circonstances difficiles, Forde se décida à tenter un as-

saut général. Les batteries tirèrent comme de coutume toute la journée, et à dix heures du soir toutes les troupes prirent les armes. La garde du camp fut abandonnée à quelques soldats du rajah ; et les assaillants furent partagés en trois divisions, dont deux chargées de fausses attaques, la troisième de l'attaque réelle. Au bruit des deux fausses attaques, cette dernière division marcha vers la brèche ; découverte avant d'en avoir gagné le pied, le feu s'engagea entre elle et les assiégés. D'abord elle marcha avec quelque indécision ; d'épaisses ténèbres, voile favorable à la faiblesse du petit nombre, cachaient le chemin aux plus braves ; les assaillants parvinrent néanmoins à gagner le haut de la brèche ; alors quelques uns d'entre eux aperçurent une petite construction en briques ; la prenant pour une mine, ils se sauvent en désordre, et répandent le tumulte dans les derniers rangs. Le capitaine York, commandant le détachement, demeure seul sur la brèche, avec deux tambours : ceux-ci continuent, mais inutilement, de battre la charge. York quitte la brèche, et, par ses ordres, ses prières, son exemple, parvient à ramener une partie de son monde ; au même instant, les deux tambours sont tués à ses côtés, et ce brave officier tombe lui-même les deux cuisses traversées d'une balle. Mais sa chute ranime les assaillants, qui ne veulent pas laisser leur capitaine dans les mains de l'ennemi ; ils se précipitent sur la brèche. Pendant ce temps, les deux fausses attaques avaient continué, et M. de Conflans fut

long-temps à discerner la véritable; il donna des ordres confus, contradictoires, enfin demanda à capituler. Forde répondit qu'il ne voulait recevoir la ville qu'à discrétion, menace qui produisit l'effet qu'il en attendait. La garnison se rendit prisonnière de guerre. Elle consistait en 500 Européens, 2,537 Cipayes, Topasses et Cafres. Les Anglais avaient eu à cette attaque 22 Européens et 50 Cipayes de tués, 62 Européens et 150 Cipayes de blessés. Ils trouvèrent dans le fort 120 canons, et une quantité prodigieuse de munitions. Le peu de vraisemblance du succès de cette attaque fut précisément ce qui la fit réussir. Les assiégés, qui attendaient d'un moment à l'autre l'arrivée soit d'une escadre de Pondichéry, soit de l'armée de Salabut-Jung, ou seulement d'un corps de cette armée, ne prirent aucune mesure, aucune précaution convenable pour leur défense.

Salabut-Jung et ses conseillers demeurèrent frappés de ce revers, dû en grande partie à leur lenteur et à leur indolence. Ils résolurent d'attendre où ils se trouvaient des renforts de Pondichéry; se flattant d'être alors assez en force pour faire acheter aux Anglais leur retraite par la cession de Masulipatam. Ahnunderauze, agité de craintes perpétuelles depuis qu'il se trouvait en présence de Salabut-Jung, se mit en route le 12 avril avec toutes ses troupes; il s'acheminait vers sa principauté. Deux jours après la prise du fort, deux vaisseaux français portant le détachement attendu arrivèrent

dans la rade de Masulipatam. Le soir, ils envoyèrent des lettres au commandant du fort pour lui demander des instructions; ne recevant aucune réponse, ils soupçonnèrent ce qui s'était passé et remirent à la voile. Le subahdar, qui dès lors n'espérait plus s'emparer de Masulipatam, montra le désir d'entrer en négociations avec Forde; ce dernier, sans hésiter et sans perdre de temps, fut aussittôt le trouver dans son camp. Un autre motif avait encore disposé le subahdar en faveur des Anglais. La nouvelle du meurtre du dewan et de la fuite de Nizam-Ali était parvenue au Bengale. Clive comprit que les Français et Nizam-Ali devaient être désormais ennemis irréconciliables. Il écrivit à ce dernier, et lui demanda de s'allier à lui pour chasser les Français des provinces qu'ils avaient usurpées dans le Deccan. Cette lettre avait été expédiée à Nizam-Ali par l'intermédiaire de Forde. Or, à peine le subahdar était-il entré en campagne que de son côté Nizam-Ali avait marché sur Hyderabad. Salabut-Jung, en recevant cette nouvelle, se décida à retourner sur ses pas en toute diligence et à se faire accompagner d'un corps de troupes anglaises; en ce moment il préférait l'emploi d'un corps auxiliaire anglais à celui d'un corps français; il craignait de trouver ceux-ci opposés à une réconciliation entre lui et son frère, que sa propre timidité lui faisait désirer. En conséquence, un traité fut conclu entre Salabut-Jung et le colonel Forde. Le subahdar s'engageait, 1° à céder aux An-

glais tous les districts dépendant de Masulipatam, au nombre de huit, ainsi que de ceux de Codawer et de Walcarmannaz; 2° à obliger tous les Français qui se trouvaient à son service de passer la Kristna dans l'espace de quinze jours; à ne plus permettre à cette nation de s'établir dans le Deccan; à ne plus prendre de troupes françaises à son service; 3° à ne pas molester le rajah Ahnunderauze au sujet de son alliance avec les Anglais. De leur côté, ceux-ci s'engagèrent à ne jamais fournir sous aucun prétexte, dans une circonstance quelconque, de secours aux ennemis du subahdar. Les Anglais se trouvèrent ainsi maîtres d'une étendue de pays considérable; ils achevaient de prendre en quelque sorte possession de toute la côte de Coromandel depuis Ganjam jusqu'au cap Comorin. Une régence subordonnée à celle de Madras, sous la présidence du premier facteur Andrews, fut établie à Masulipatam. Le corps de troupes françaises de l'armée d'observation, ayant passé la Kristna, alla se mettre au service de Bassalut-Jung, le plus jeune des frères du subahdar, et gouverneur d'Adoni.

L'amiral Pocock, après s'être montré le 28 avril sur les côtes de Bombay, continua sa route pour Pondichéry. Il croisa quelque temps à la hauteur de Negapatam, dans l'espérance de rencontrer l'escadre française, qui à cette époque était attendue à son retour des îles. A la fin de juin, 3 navires arrivèrent à Madras, avec 100 hommes de recrues pour les

troupes de la Compagnie. Ils annonçaient la prochaine arrivée du capitaine Coote avec 1,000 hommes des troupes du roi. A la fin de juillet, 5 autres navires de la Compagnie arrivèrent à Negapatam ; et, après avoir donné à l'escadre les vivres et les munitions qu'ils lui portaient, continuèrent leur route pour Madras. Le 20 août, l'amiral Pocock, quittant Negapatam, se dirigea vers Trincomalee dans l'île de Ceylan ; la flotte française y fut signalée le 2 septembre. D'Aché, après avoir quitté la côte de Coromandel le 3 septembre de l'année précédente, était arrivé à l'île de France après une traversée de trente jours ; là 3 vaisseaux de guerre, puis quelques navires de la Compagnie étaient venus renforcer son escadre. Cette flotte, montée par 5,500 hommes, occasionna dans l'île une grande disette de vivres ; des provisions furent achetées, mais à un prix très élevé et en assez petite quantité, au cap de Bonne-Espérance. D'Aché fut obligé de reprendre la mer l'année suivante avec des équipages incomplets, et sans avoir pu se ravitailler complétement. La flotte, ayant mis à la voile le 17 juillet, aborda d'abord à l'île Bourbon, à Madagascar, où elle renouvela en partie ses vivres ; puis le 30 août, au port de Battacola, dans l'île de Ceylan : elle obtint dans ce dernier port des renseignements au sujet de la flotte anglaise. Deux jours après, les deux amiraux se trouvaient en présence. Des vents contraires, un calme survenu tout-à-coup, plus tard un épais brouillard qui dura plusieurs jours, les empêchèrent de se

rejoindre jusqu'au 10 septembre; ce jour-là les deux escadres furent en vue de nouveau.

La flotte anglaise était composée de 9 vaisseaux de ligne, d'une frégate, de 2 vaisseaux de la Compagnie et d'un brûlot; un des vaisseaux de ligne portait 68 canons, un 66, un autre 64, trois 60, un 58 et deux 50. L'amiral Stevens commandait une avant-garde de 4 vaisseaux, l'amiral Pocock le corps de bataille. Les Français avaient 11 vaisseaux de ligne et 3 frégates, savoir : 3 vaisseaux de 74, 1 de 68, 4 de 64, 1 de 56, 2 de 54; le corps de bataille était commandé par d'Aché, l'avant garde par le chevalier de l'Eguille. L'avantage du vent était aux Anglais. L'amiral français, à la vue de l'ennemi, donna immédiatement le signal du combat, et le commença en attaquant *le Grafton;* mais le signal du combat n'était pas encore donné sur l'escadre anglaise, et *le Grafton* continua sa manœuvre sans répondre. L'amiral anglais s'était réservé de combattre, comme dans une précédente affaire, *le Zodiaque*, monté par l'amiral français; ce fut seulement après être arrivé en face de ce vaisseau, qu'il donna le signal du combat; aussitôt le feu commença sur toute la ligne. Il se soutint pendant deux heures avec une égale intensité de part et d'autre. Le pilote du *Zodiaque* ayant fait une fausse manœuvre, d'Aché s'élança pour la rectifier ; un éclat de mitraille l'atteignant en ce moment lui emporta une partie de la cuisse; cinq matelots, dont trois furent frappés mortellement,

avaient été atteints du même coup. Dès le commencement de l'affaire le capitaine du *Zodiaque* avait été tué. L'officier qui prit le commandement à la chute de d'Aché abandonna aussitôt la ligne. Les autres vaisseaux continuaient de combattre avec des succès divers; ignorant la blessure de d'Aché, et voyant la manœuvre du vaisseau amiral, ils crurent qu'il fallait l'imiter; en conséquence, l'escadre française se retira, mais en bon ordre, et sans être inquiétée par l'escadre anglaise. Celle-ci conserva le champ de bataille, mais avec des vaisseaux beaucoup plus maltraités que ceux de ses adversaires. L'escadre anglaise mouilla dans la rade de Negapatam, l'escadre française quatre jours après dans celle de Pondichéry.

Lally, en apprenant le mouvement des Anglais sur Conjeveram, s'était immédiatement porté dans cette direction; il s'arrêta à la nouvelle qu'ils s'en étaient emparés. Il se détermina ensuite à marcher sur Arcot, dans l'espoir d'y rassembler un peu d'argent. Ayant découvert quelque infidélité dans les comptes du zemindar de ces districts, il le condamna à une amende de 400,000 roupies. C'est alors qu'il apprit l'arrivée de la flotte anglaise à Negapatam, nouvelle qui répandit la consternation parmi les habitants de Karical et même de Pondichéry. Lally seul ne montra point de découragement: il distribua aux troupes l'argent qu'il venait de recevoir, marcha dans le district de Conjeveram, et prit position dans un camp fortifié dans le

voisinage de l'armée anglaise. Le colonel Monson, alors commandant des troupes anglaises en remplacement du major Bereton, offrit plusieurs fois le combat à Lally; ce dernier ne quitta pas son camp. Il ne croyait pas pouvoir compter sur ses soldats, car ses ressources en argent et en vivres étaient épuisées, et ceux-ci se livraient à des murmures voisins de la sédition. Il se refusait ainsi à livrer bataille, quoiqu'il en bouillonnât d'envie; toutes les contrariétés qui ne cessaient de l'assaillir avaient exalté plutôt qu'abattu son courage impétueux. Quoi qu'il en soit, après avoir réparti en cantonnements les divers corps de son armée dans les districts d'Arcot, de Carongoly, Chittapet et Wandeswash, Lally, à la tête de 1,300 Européens, retourna sur-le-champ à Pondichéry; il était résolu d'attendre l'arrivée de la flotte française avant de tenter quelque chose de nouveau.

Lally gardant moins de ménagement que jamais, rejetait le mauvais succès de son entreprise sur le gouverneur, le conseil, l'administration; il les accusait hautement d'être gagnés par les collecteurs des finances ou par les fournisseurs de l'armée. Ces reproches n'étaient sans doute pas dénués de tout fondement; cependant le gouverneur, M. de Layrit, était un homme de bien, de capacité, fort au-dessus de ces pratiques; il en était de même de quelques autres membres du conseil. Mais c'était le tort de Lally de s'attaquer à tout le monde à la fois. Tandis qu'un chef habile doit souvent ménager même les coupables, il se plaisait au contraire à en-

velopper dans les plus violentes récriminations innocents et coupables. De cette manière il les forçait, pour ainsi dire en dépit d'eux-mêmes, à se liguer ensemble, à faire cause commune contre lui, dans l'intérêt de leur défense personnelle. Il s'ôtait par là tout moyen de faire le bien sans empêcher le mal. A la vérité, la présence de Bussy, qu'il se refusait pourtant à laisser retourner dans le Deccan, avait achevé de l'exaspérer. Dans l'opinion de l'armée, de l'administration, des habitants même de la ville, les talents de Bussy étaient placés bien au-dessus des siens. C'était à qui manifesterait davantage cette opinion ; chacun s'efforçait de témoigner d'autant plus d'égards à ce dernier, que ces égards étaient devenus autant de procédés blessants pour le général en chef. Le plus grand sang-froid, un empire imperturbable sur soi-même, joints à une grande souplesse, à une grande flexibilité de caractère, eussent été nécessaires pour se tirer à grand'peine d'une situation semblable ; et c'étaient les qualités qui manquaient le plus à Lally. Bussy, au contraire, à des talents vraiment remarquables joignait les manières les plus douces et les plus aimables. D'ailleurs c'était bien moins à ses manières, à ses talents qu'il devait cette considération, cette popularité, qu'aux emportements et aux maladresses de son rival.

Salabut-Jung, après son traité avec les Anglais, s'avança dans la direction de Hyderabad. A quelques milles de la ville, une négociation fut ouverte entre lui et Nizam-Ali. Elle se termina à l'avantage

de ce dernier, qui reprit possession de tout le pouvoir dont il avait joui précédemment, et dont Bussy l'avait dépouillé. D'un autre côté, cette révolution faite aux dépens de Bassalut-Jung, le priva de l'office de dewan, qui, grâce à l'indolence et à la timidité du subahdar, donnait à celui qui s'en trouvait revêtu une autorité illimitée. Bassalut-Jung, très irrité contre ses deux frères, s'éloigna avec toutes ses troupes, c'est-à-dire 1,500 chevaux, 5,000 hommes d'infanterie, 2,000 Cipayes, 200 Français et un train d'artillerie assez considérable. Il passa la Kristna, pilla et dévasta le pays, puis établit son camp près de Condavire. De là il somma Najaab-Oolla et tous les polygards établis sur les bords de la rivière Pannars de lui payer le tribut dû par eux au subahdar, dont il se disait le député. Ces lettres et les démarches de Bassalut-Jung intimidèrent Najaab-Oolla; il n'osa pas fournir aux Anglais des troupes pour les aider à reprendre Tripetti. Mais cette place était fort importante par son revenu, et la régence désirait vivement en prendre possession; elle y envoya Caillaud à la tête d'un détachement d'Européens et de Cipayes; ce dernier l'emporta d'assaut. Se dirigeant ensuite sur Arcot, et passant dans le voisinage du fort de Coorepank, il somma le fort de se rendre; il n'avait lui-même aucun espoir dans le succès de cette démarche, à cette première sommation la garnison capitula néanmoins à la seule condition de pouvoir se retirer à Arcot avec armes et bagages.

Encouragés par ce succès inattendu, les Anglais, sous le commandement du major Bereton, se dirigèrent immédiatement sur Arcot; mais la garnison d'Arcot ayant une artillerie nombreuse et bien servie, se prépara à une résistance énergique. Le siége, pour être conduit dans les règles, aurait exigé des pièces de gros calibre qu'il eût fallu faire venir de Madras; et ce délai pouvait laisser le temps aux Français d'accourir au secours de la garnison. Laissant, en conséquence, une garnison de 400 Européens à Coorepank, il retourna à Conjeveram; jaloux néanmoins de profiter de la bonne disposition de ses troupes enhardies par le succès précédent, le major forma le projet d'une entreprise sur Wandeswash. Un autre motif excitait encore le zèle de Bereton; un successeur lui était annoncé : c'était le colonel Coote, attendu d'un moment à l'autre; et le major était impatient de se signaler par quelque entreprise hardie avant de résigner son commandement. L'armée anglaise se mit en marche de Conjeveram le 26 septembre 1759; elle arriva le 29 sous les murs de Wandeswash, qu'elle attaqua cette même nuit; un combat opiniâtre s'engagea dans les rues. On y vit un singulier exemple de la force des habitudes militaires : une compagnie de grenadiers s'enfuyait en désordre du lieu du danger; le capitaine, au lieu de les rappeler par des prières et des exhortations qui auraient probablement hâté leur fuite, leur cria du ton bref et ordinaire du commandement : Halte! La force de

la discipline l'emporta ; les grenadiers s'arrêtèrent, et, sur de nouveaux commandements, retournèrent au lieu de l'action. Les Anglais n'en furent pas moins obligés de se retirer en laissant 200 hommes sur la place.

A cette époque, la flotte française vint mouiller dans la rade de Pondichéry ; elle portait un détachement de 180 hommes de troupes de terre, 400,000 livres en argent et 247,000 en diamants. Ces secours immédiatement débarqués étaient bien au-dessous de ce qui était attendu soit en argent, soit en hommes ; surtout bien inférieurs aux besoins de la colonie. Le découragement s'empara de tous les esprits ; il augmenta quand on vit que les vaisseaux, à peine arrivés, se préparaient à remettre à la voile. La mauvaise saison était encore éloignée ; la flotte française, dans le dernier combat, avait beaucoup moins souffert que la flotte anglaise ; mais Daché avait appris que 4 vaisseaux de guerre sous les ordres de l'amiral Cornish étaient en route pour joindre l'escadre de l'amiral Pocock ; c'est ce qui le décidait à retourner aux îles. A la nouvelle de cette résolution, les officiers, les administrateurs, les principaux habitants de la ville, le clergé même, se réunirent chez le gouverneur en une sorte de conseil ou d'assemblée nationale. On délibéra sur les circonstances présentes ; l'avis unanime fut que le départ de la flotte aurait pour résultat inévitable de faire tomber la nation française dans le mépris des peuples de l'Inde ;

qu'elle constaterait la défaite de l'escadre française dans le dernier combat, qu'enfin elle amènerait inévitablement la perte de la colonie. En conséquence, une protestation fut dressée contre le départ de la flotte; elle se terminait par la menace de rendre d'Aché responsable devant le roi de la perte de la colonie. La flotte était déjà partie, un seul vaisseau restait. Le commandant reçut des copies de cette protestation pour tous les capitaines de l'escadre. L'amiral d'Aché, lorsqu'il reçut cette pièce, était déjà à 12 milles en mer; il assembla un conseil de guerre, et, sur l'avis de ce conseil, revint à Pondichéry. Il eut une conférence avec Lally, mais n'en persista pas moins dans sa résolution de retourner aux îles; seulement il consentit, sur les instantes sollicitations de la régence, à débarquer 500 Européens, tant soldats que matelots, et 400 Cafres. Ce débarquement opéré, la flotte remit de nouveau à la voile.

Tous les officiers d'un rang supérieur à celui de Bussy avaient été rappelés en France; il fut nommé commandant en second de la colonie. Cette distinction obligeait Lally à montrer un peu plus d'égards que par le passé au rival qu'il ne cessait de haïr. D'ailleurs il subissait lui-même, à son insu et malgré lui, l'ascendant et la supériorité de Bussy; il se laissait maintenant aller à le consulter de temps à autre; il commençait à comprendre, quoique confusément, qu'il trouvait là ce qui lui manquait par-dessus tout à lui-même, la connaissance

des affaires de l'Inde. Rajah-Sahab, fils de l'infortuné Chunda-Saheb, avait été depuis peu reconnu par Lally nabob du Carnatique. La cérémonie d'investiture avait été célébrée avec une grande pompe dans le mois de juillet à Arcot et à Pondichéry. Cette reconnaissance s'était faite sans consulter Salabut-Jung; c'était par conséquent comme une espèce de renonciation à son alliance, car il lui appartenait, en sa qualité de subahdar du Deccan, de donner cette investiture. Mais, comme nous l'avons dit, Bassalut-Jung avait marché avec ses troupes sur les frontières septentrionales du Carnatique; il sollicitait ardemment l'alliance et l'appui des Français. Bussy proposa de le reconnaître nabob du Carnatique, sauf la confirmation du subahdar, à condition qu'il joindrait ses troupes aux troupes françaises. De cette façon, Bussy espérait reconquérir les bonnes grâces du subahdar, en même temps qu'il assurait de nombreux auxiliaires à l'armée française, dernière considération fort importante, car il s'agissait d'entrer incessamment en campagne. Long-temps Lally se refusa à l'exécution de ce projet, soit parce que Rajah-Sahab avait richement payé sa dignité, soit par jalousie du rôle important que Bussy allait de nouveau être appelé à jouer. Après le départ de la flotte, il donna enfin son consentement. Bussy, à la tête d'un détachement, se mit en route pour se joindre à Bassalut-Jung et entrer en négociation avec lui. Le jour de son départ, on reçut à Pondichéry la nou-

velle de l'échec éprouvé par les Anglais devant Wandeswah. Le 5 octobre, Bussy arriva dans les environs de cette place; les Anglais se retirèrent à Conjeveram, refusant le combat auquel ce dernier essaya plusieurs fois de les engager. Prenant alors avec lui 400 fantassins européens et 150 cavaliers, Bussy laissa le reste de ses troupes à Wandeswah, et se mit en marche pour aller rejoindre Bassalut-Jung. Mais des nouvelles de Wandeswah aussi singulières qu'importantes l'arrêtèrent subitement dès le commencement de sa route.

L'armée française supportait depuis long-temps les plus extrêmes privations; il lui était dû plus d'une année de solde. Dans tous les rangs, depuis les plus élevés jusqu'aux plus inférieurs, fermentaient de graves et nombreux mécontentements. L'arrivée de la flotte acheva d'exaspérer l'esprit des soldats; ils se mirent en tête qu'elle avait apporté beaucoup plus d'argent qu'on ne l'avait dit, et, qui pis est, que le général s'était approprié cet argent; des injures, des imprécations contre Lally devinrent le sujet habituel de leur conversation. Les officiers, très attentifs à maintenir la discipline sur tout le reste, sur ce point étaient obligés de fléchir. Cependant tout semblait aller comme de coutume, lorsque le 16 octobre quelques soldats du régiment de Lorraine furent punis pour faute dans le service. Une heure après, 50 soldats s'assemblent en armes, s'emparent des tambours et battent la générale. Le régiment tout entier prend les armes; il est haran-

gué par un des mutins, et la révolte est résolue d'une voix unanime. L'autorité des officiers, celle même des sous-officiers, à deux exceptions près, est méconnue. Le régiment sort du camp en bon ordre, et se met en marche pour aller prendre position sur une montagne à quelque distance. Au bruit de la générale, le régiment de Lally, un bataillon de la Compagnie, avaient aussi pris les armes, et s'étaient formés en bataille; ils croyaient le camp attaqué par l'ennemi. Le régiment de Lorraine envoie quelques uns des siens, qui se présentent devant le front de ces troupes. L'un des mutins s'érige en orateur; il dit que le régiment de Lorraine a pris les armes pour se faire payer la solde due depuis plus d'une année; qu'il ne les déposera qu'après avoir obtenu satisfaction : il engage le régiment de Lally à prendre le même parti, puisqu'il a les mêmes sujets de plainte. Ces mots sont l'étincelle tombée sur la poudre. Le régiment de Lally s'ébranle; les cris *en avant*, *marche*, *rejoignons Lorraine; en avant!* retentissent dans tous les rangs. Les officiers font de vains efforts pour prévenir leur dessein, prodiguent les ordres et les prières; ils ne sont point écoutés. Des détachements de rebelles s'emparent de l'artillerie, des caissons, des parcs de bétail, des tentes, du bagage, etc. Bien plus, voulant conserver au sein de la révolte le signe sacré de la discipline militaire, ils prétendent emmener leurs drapeaux. Les officiers, mettant l'épée à la main, se rangent autour, et jurent qu'ils

mourront tous plutôt que de le souffrir. Les soldats renoncent à ce projet. Les deux régiments réunis élisent pour général un sergent de grenadiers de Lorraine nommé La Joie, et celui-ci nomme pour son major-général un autre sergent. Le commandement des régiments, des compagnies, passe à des soldats qui prennent le titre de colonel, capitaine, etc. La Joie rédige le règlement du service, qui, lu à la tête des compagnies, est écouté dans un religieux silence. Le camp est tracé, les avant-postes placés; des détachements vont aux vivres, d'autres au fourrage; on défile la parade, et le mot d'ordre est donné. Les moindres détails de la discipline militaire sont observés avec autant, avec plus de rigueur que d'ordinaire. Quelques officiers se présentent, et sont reçus avec respect et déférence par ceux qui ont pris leurs places, mais qui se refusent positivement à reconnaître leur autorité. La Joie, craignant une surprise des Anglais, fait élever quelques retranchements, et placer son artillerie du seul côté où ceux-ci auraient pu essayer une attaque sur le camp. La nuit se passa dans le silence et l'ordre le plus parfait.

Les officiers s'étaient hâtés de donner connaissance à Pondichéry de ce qui se passait. Lally assemble immédiatement le conseil, qu'il ne manque pas d'accuser d'être l'instigateur de la révolte. Cependant, comme les circonstances étaient pressantes, on ne s'arrêta point à récriminer. Le conseil s'engagea à faire payer dans le délai d'un mois toute la

solde arriérée ; chacun des membres, pour preuve de sa bonne foi, envoie sur-le-champ sa vaisselle et son argenterie à la monnaie, exemple qui ne tarde pas à être suivi par un grand nombre de riches habitants. Lally expédie par un officier de confiance, le major Fumel, 10,000 pagodes, c'est-à-dire tout ce que contenait la caisse de l'armée. Le major était aussi autorisé à promettre aux troupes un pardon général, à condition qu'elles rentreraient aussitôt dans le devoir. Arrivé au camp des soldats, celui-ci demanda et obtint une conférence avec les chefs. Il leur reproche le déshonneur de leur désertion, il leur montre la ruine des établissements français dans l'Inde, comme ne pouvant manquer d'en être la suite immédiate ; les voyant ébranlés, il demande à parler aux troupes elles-mêmes : celles-ci s'assemble et Fumel répète les mêmes discours ; il laisse voir l'argent dont il est chargé, il parle de pardon général. Les soldats commençaient à se laisser toucher par ces représentations ; mais tout-à-coup 70 ou 80 des plus déterminés mutins se précipitent au milieu de la foule, la baïonnette en avant, déclarent que rien ne saurait être fait sans leur consentement, et qu'ils ne consentiront jamais à retourner au camp à moins de toucher leur solde arriérée. Leurs discours et leurs violences ne détruisent pas l'impression produite par le major. Ce dernier s'en aperçoit, et rompt l'assemblée, en déclarant qu'il se rend à Wandeswah ; que là il attendra trois heures leurs résolutions, pour les transmettre à Pondichéry. La

Joie était un brave et loyal soldat; il désapprouvait la révolte au fond du cœur, et s'il la commandait, c'était dans le seul but de la régler et de la modérer. Il parla dans le même sens que le major Fumel. Les soldats se laissèrent persuader de se contenter pour le moment de six mois de solde, d'une promesse d'être payés dans le délai d'un mois du reste de l'arriéré, enfin d'un pardon général signé par Lally et les membres du conseil. Des courriers furent envoyés à Pondichéry chercher l'argent et l'amnistie. Pendant ce temps, les troupes continuèrent à exercer la plus exacte discipline. L'amnistie et l'argent étant enfin arrivés, elles marchèrent en bon ordre sur Wandeswah, et se replacèrent sous le commandement de leurs officiers. Toute la nuit se passa à chanter, à boire, à danser, comme il arrive après quelque grand succès ou quelque bonne nouvelle.

Bussy apprit cette nouvelle dans le voisinage d'Arcot. Les troupes sous ses ordres avaient les mêmes sujets de mécontentement que celles demeurées à Wandeswah. Il suspendit sa marche jusqu'à l'issue de l'événement, et prévint la révolte dans son petit corps d'armée en payant sur-le-champ un mois de solde, et promettant la paie de six mois d'arriéré. Mais pendant ce temps Bassalut-Jung avait épuisé ses ressources, et ne pouvait se maintenir plus long-temps sur la frontière du Carnatique. D'un autre côté, Nizam-Ali, qui craignait par-dessus toute chose le retour des

Français, ne cessait de le presser de se joindre lui; il promettait à ce dernier, pour prix de sa condescendance, une grande extension de territoire. La sédition des troupes avait beaucoup refroidi l'ardeur de Bassalut-Jung pour l'alliance des Français; enfin il se voyait menacé par un corps d'armée anglais, qui devait agir sur ses derrières aussitôt qu'il serait entré dans la province. Il repassa le Pannar, et prit la route de Cudapa, manquant de vivres et d'argent, n'ayant aucun plan arrêté. Bussy, en apprenant ce mouvement, se mit aussitôt en route avec une escorte peu nombreuse, car il fallait traverser un pays montagneux, rejoignit Bassalut-Jung; ce dernier offrit de réunir ses propres troupes aux Français, et de marcher sur Arcot. En revanche il demandait deux choses, d'abord d'être reconnu nabob du Carnatique, puis quatre lacs de roupies pour la solde de son armée. Les Français, en raison de l'investiture récente de Rajah-Saheb, n'étaient pas sans objection à la première de ces conditions; quant à la seconde, ils étaient dans l'impossibilité absolue de la remplir. Les négociations n'eurent aucun résultat. Bussy s'en retourna. Néanmoins ce voyage ne fut pas tout-à-fait sans utilité : il avait trouvé le moyen d'attacher à son service un corps de 400 cavaliers.

Les revenus des Français dans l'Inde, au moment où leurs affaires étaient dans le meilleur état, n'avaient jamais suffi à payer les frais de la guerre. Depuis peu ils avaient perdu des districts considé-

rables. Quoique l'attaque sur Wandeswah n'eût pas réussi, les habitants des districts situés au sud du paliar n'en furent pas moins effrayés ; ils abandonnèrent leurs habitations. Les collecteurs se trouvaient hors d'état de faire rentrer les revenus. La seule partie du Carnatique qui n'eût pas souffert des dernières campagnes s'étendait depuis Outatore jusqu'au district méridional de Tritchinopoly, où se trouvait enclavée l'île de Seringham. Cette île, remarquable par sa fertilité, avait au mois de décembre une récolte considérable dont les Anglais ne tiraient pas moins de 600,000 roupies. Lally résolut de s'en emparer. Pour atteindre ce but il divisa ses troupes en deux corps d'armée : l'un chargé de la collection des revenus de ces districts du midi ; l'autre, stationné à Wandeswah et à Arcot, devant protéger toutes les possessions de la France dans les districts du nord. Le gouverneur de Pondichéry, M. de Layrit, le conseil tout entier, représentèrent à Lally le danger de diviser son armée en présence d'un ennemi déjà supérieur en nombre ; Lally repoussa leurs conseils. Le corps d'armée du midi, sous les ordres de Crillon, s'empara sans difficulté de l'île et de la pagode de Seringham, que la garnison de Tritchinopoly ne pouvait défendre. La régence de Madras, instruite du dessein de Lally, résolut d'entrer en campagne sur-le-champ ; et le 27 novembre, le colonel Coote, qu'elle avait laissé maître absolu des opérations militaires, se rendit à Conjeveram. Ce dernier se mit aussitôt en

mouvement ; il se proposait d'attaquer Wandeswah ; mais pour mieux cacher son dessein, il menaçait à la fois Chittapet, Trivatore et Arcot. Le major Bereton surprit Trivatore pendant la nuit, y laissa 200 Cipayes, et se dirigea aussitôt sur Wandeswah ; il s'empara de la ville sans éprouver de résistance, et fit aussitôt travailler à des batteries dirigées contre le fort. Coote, arrivé le lendemain, somme le commandant français. Celui-ci répond qu'il se défendra jusqu'au dernier homme. Cependant, grâce à des intelligences ménagées dans la place, Coote, dès la nuit suivante, s'en empara par surprise. Il se porte devant Carangoly, se rend maître de la ville le même jour, et du fort quatre jours après. Pendant ce siége, Coote envoya à Arcot un détachement sous les ordres du capitaine Wood, pour couper les vivres à la garnison française du fort. Wood, à la tête de 15 Européens et de 800 Cipayes, exécuta cet ordre et se logea dans le palais du nabob. Coote avait le projet de se porter sur Arcot, dès qu'il aurait pris Carangouly ; mais il fut prévenu par Bussy ; celui-ci quitta précipitamment Bassalut-Jung, se porta sur Arcot à la tête d'un corps d'armée considérable, força le commandant anglais à se retirer et s'établit dans la ville.

La perte de Wandeswah, de Carangoly et de Trivatore témoignait hautement de la grande faute commise par Lally en divisant son armée. Il s'empressa de rappeler le corps expéditionnaire du midi ; seulement 300 Européens furent laissés dans

la pagode de Seringham; Bussy retourna momentanément de sa personne à Pondichéry. En ce moment, un corps considérable de Mahrattes, sous le commandement de Morarirow, était campé devant Cudapatnam; Anglais et Français faisaient les mêmes efforts pour acheter les services de ces aventuriers. Morarirow réclamait des Anglais des sommes considérables pour des troupes que sur leur demande il avait mises sur pied avant le siége de Madras. Les Anglais refusèrent d'accueillir sa demande. Irrité de ce refus, le Mahratte accepta 200,000 roupies des Français, et leur loua un corps auxiliaire de 1,000 cavaliers. Ce corps mercenaire arriva peu de jours après sur le territoire anglais, à une petite distance d'Arcot. Mais d'un autre côté la prise de Wandeswah ayant rétabli la réputation des armes anglaises dans les provinces du Midi, le roi de Tanjore envoya un corps d'armée assez considérable à Tritchinopoly; ce qui obligea Lally à retirer tous les postes qu'il avait dans ces environs. En ce moment, le nabob était en instances auprès de la régence de Madras; il voulait en obtenir, pour la garnison de Tritchinopoly, le renfort d'un corps européen. Mais Coote s'opposa vigoureusement à ce projet. Il rappela les suites funestes qu'avait eues pour la France une faute pareille commise par Lally. Les résultats, si elle eût été commise, menaçaient devoir être plus graves encore pour les Anglais qu'ils ne l'avaient alors été pour les Français; ces derniers rassemblaient en ce moment toutes

leurs forces pour un engagement général; la chose était évidente, seulement on n'apercevait pas encore l'époque précise où il devait avoir lieu. Les Français étaient à Arcot; les Anglais avaient pris position à 5 lieues de la ville. L'intérêt des deux partis était en ce moment de reculer la lutte décisive. Les Anglais craignaient la cavalerie nombreuse de leurs adversaires; ils espéraient en détacher les Mahrattes; eux-mêmes marchandaient en ce moment les services d'un corps de 2,000 de ces cavaliers mercenaires. D'un autre côté, Lally négociait aussi avec les Mahrattes pour obtenir des renforts; de plus il attendait le retour d'un détachement qui devait arriver de Masulipatam d'un jour à l'autre.

Moracin, commandant de ce détachement, n'avait pas osé débarquer à Masulipatam; il en repartit le 18 avril, et arriva cinq jours après à Ganjam, dans la partie septentrionale de la province de Chicacole. Les Français y avaient établi un petit comptoir, et s'étaient ligués avec le rajah de ce district, nommé Narrundea, qui possédait 7 à 8 forts. Ce rajah entretenait au moins 3,000 hommes. Il était ennemi d'Ahnunderauze, l'allié des Anglais. Moracin profita de cette circonstance pour contracter avec lui une alliance offensive et défensive; il lui persuada d'unir ses troupes aux Français, pour s'emparer de Vizagapatam et de la capitale d'Ahnunderauze, puis, ces deux places prises, de se réunir à l'armée française demeurée auprès de Salabut-Jung à l'époque de l'attaque de Masulipatam. Sur la parole de Mo-

racin, Narrundea se persuada qu'il obtiendrait du subhadar, comme récompense de ce service, toutes les possessions d'Ahnunderauze; il accepta la proposition. Les préparatifs de l'entrée en campagne exigeaient du temps; le mois de juillet était arrivé avant le départ de Moracin; au bout de peu de jours ses ressources étaient déjà épuisées, et les vivres manquaient totalement; Narrundea et les siens ne voulaient en fournir qu'argent comptant. Les Français se virent réduits à piller les maisons qu'ils rencontrèrent; leurs alliés voulurent s'y opposer; un combat s'ensuivit, où ces derniers furent complétement défaits. De nouvelles négociations s'ouvrirent : comme elles demeurèrent sans résultats, les Français rétrogradèrent sur Ganjam; ils prirent position auprès du comptoir, et là se trouvèrent bientôt entourés par les troupes de Narrundea. Ce dernier se mit alors en communication avec Clive au Bengale, et lui demanda quelques troupes anglaises; ces troupes réunies aux siennes devaient être, à ce qu'il lui semblait, suffisantes pour accabler ce petit nombre de Français. Clive, adoptant cette idée, envoya un détachement anglais de 60 hommes, qui arrivèrent dans la rade de Ganjam sous pavillon hollandais; mais à leur arrivée les dispositions du rajah étaient déjà changées; et ce détachement retourna au Bengale sans avoir rien tenté. Moracin, s'étant lui-même embarqué, arriva au commencement de novembre à Cocanara, situé au bord de la mer, près du bras occidental de la

Godavery. Ce district appartenait à un parent d'Ahnunderauze, depuis long-temps son ennemi; aussi Moracin se flattait-il de s'en faire un allié tout à la fois contre les Anglais et contre ce dernier. Trompé dans ses prévisions, il fut obligé de se rembarquer avec le reste de son corps d'expédition pour Pondichéry, où il arriva le 24 décembre. Depuis ce moment les Anglais n'eurent plus rien à craindre pour leurs établissements au nord de la Kristna.

Mahomet-Issoof ne faisait pas de progrès moins considérables dans la partie méridionale de l'Indostan. Les garnisons qu'il avait laissées dans ce pays avant son départ, c'est-à-dire 600 Cipayes à Madura, 500 à Palamcotah, et 300 à Tinivelli, étaient à peine suffisantes pour la défense de ces places. Aussi tous les districts de ces provinces, depuis la forêt de Nattam jusqu'aux portes de Travancore, demeurèrent-ils exposés aux ravages de l'ennemi. Tous les polygards de ces contrées s'étaient réunis pour combattre Issoof, six autres polygards du nord se joignirent à eux. Issoof, qui était parti de Conjeveram accompagné seulement de 600 Cipayes et de 60 cavaliers, se recruta chemin faisant de 3,000 hommes, partie infanterie, partie cavalerie. Les Colleries de Nattam (car cette race est répandue dans tout le midi de la presqu'île) n'ont ni forteresses ni troupes réglées; ils vivent par petites troupes rassemblées au hasard. Ils volent et dépouillent sans scrupule tous les étrangers; mais le vol commis au préjudice de l'un d'eux est

à leurs yeux le plus grand des crimes. D'un autre côté, ils sont scrupuleux observateurs des lois de l'hospitalité : un étranger, devenu l'hôte de l'un d'eux, se trouve protégé contre tous les autres; il peut se mêler à eux impunément, on ne lui dérobera pas la moindre bagatelle, on ne touchera pas un cheveu de sa tête. Peu redoutables en plaine, ils le sont beaucoup dans les bois et les forêts. S'étant répandus par troupes nombreuses, ils avaient dévasté le pays et pillé tous les villages jusqu'aux portes de Madura. Issoof résolut de les attaquer jusque dans leurs retraites les plus cachées. Il se fraya la hache à la main une route à travers les forêts, les poursuivit jusque dans leurs asiles les plus secrets. Il leur reprit 1,000 bœufs et 2,000 moutons, qu'il envoya à Tritchinopoly, d'où ils furent envoyés à la flotte. Après cette expédition, il partit de Madura à la tête de 6,000 hommes, marcha sur Tinivelli, dont il s'empara, après avoir soumis l'un après l'autre tous les petits forts qui couvrent le pays. Les mêmes troubles se manifestaient dans la partie méridionale de Tinivelli. Les soldats du roi de Travancore ne cessaient de ravager ce pays, détruisant les moissons et enlevant le bétail; ils avançaient parfois jusqu'aux environs du cap Comorin. Pour défendre tout le pays, il aurait fallu une armée plus considérable que la province n'était en état de l'entretenir. Mais comme le polygard de Vadagherri et celui de Pulitaver étaient l'objet de la haine du roi de Travancore, aussi bien que de

celle d'Issoof, celui-ci proposa au roi de Travancore de s'unir contre ces deux polygards. Une entrevue eut lieu entre eux; le roi de Travancore goûta les propositions d'Issoof, et lui fournit un corps auxiliaire de 10,000 hommes.

Issoof, ayant réuni ces troupes aux siennes, qui s'élevaient au même nombre, se trouvait à la tête de l'armée la plus considérable qu'on eût jamais vue dans ce pays, au moins depuis bien des siècles. Il marcha d'abord contre Vadagherry, qui ne défendit ses forêts qu'un jour, et se réfugia auprès de Pulitaver. Pulitaver, effrayé, eut recours aux négociations. La nouvelle de la tentative malheureuse des Anglais sur Wandeswah s'était répandue dans le pays; les Français en parlaient comme d'une victoire complète; elle semblait leur promettre avant peu une supériorité décidée dans le Carnatique, au moins pour ceux qui ignoraient les événements qui avaient suivi. Pulitaver s'empressa de communiquer ces nouvelles au roi de Travancore; il lui offrit la cession de la partie de la province de Tinivelli voisine de ses États, à la condition qu'il échangerait l'alliance des Anglais contre celle de Maphuzee-Khan; ce dernier était un frère du nabob, protégé par les Français contre celui-ci, appelé d'ordinaire le nabob des Anglais. Le roi de Travancore ne perdit pas de temps pour profiter de la circonstance. Il fit part de ces offres à Issoof : il lui demandait la cession d'une partie du district conquis, le menaçant, en cas de refus, de s'unir aux

polygards, ce qui suffirait à empêcher l'autorité du nabob de jamais se rétablir dans le pays. Issoof, dont les troupes étaient trop peu nombreuses pour soumettre à elles seules Pulitaver, céda donc ces districts au roi du consentement de la régence de Madras. Le traité conclu, l'armée combinée commença son mouvement de retraite. Mais Issoof, ayant reçu quelques jours auparavant des munitions et quelques canons, en profita pour former le siége de Wasschinelore, forteresse de Pulitaver, et la mieux fortifiée de toutes après Nellitangaville. Situé dans le voisinage d'une chaîne de montagnes couverte et entourée d'une épaisse forêt, Wasschinelore était un fort contruit de terre durcie au soleil, et aussi dure que la pierre ; il était flanqué de quatre grandes tours carrées, dans les intervalles desquelles se trouvaient un plus grand nombre de tours rondes. Le seul chemin qui y conduisait était en pente rapide et n'avait pas deux pieds de large ; enfin, les parapets étaient garnis d'une multitude de meurtrières pour le feu de la mousqueterie. Au pied de la forteresse s'étendait une ville assez considérable. Des milliers de colleries accoururent à la défense de ce poste important ; 900 guerriers d'élite entrèrent dans l'intérieur du fort, les autres demeurèrent embusqués dans la forêt, d'où ils ne cessaient de harceler les assiégeants. Après une canonnade de quelques jours, Issoof fit donner un assaut général ; mais, pendant ce temps, son propre camp fut attaqué par 3,000 colleries, et il se vit

obligé de combattre à la fois en tête et en queue. On les voyait sortir par bandes de tous les côtés de la forêt, pour voltiger en quelque sorte à l'entour des troupes d'Issoof. Sans cesse repoussés, mais jamais découragés, ils se ralliaient derrière les arbres pour revenir immédiatement à la charge. A la fin du jour ils cessèrent leurs attaques, qu'ils avaient le projet de recommencer pendant la nuit; mais Issoof, dont les munitions étaient épuisées, ne jugea pas convenable d'attendre le résultat de cette attaque; il décampa le soir même, et se retira à Tinivelli. Les colleries de cette partie de la péninsule sont grands, bien faits, ont des traits réguliers; comme les autres ils ont pour armes le fusil, la pique, l'arc, les flèches, l'épée et le bouclier; en paix comme en guerre ils marchent toujours armés. Ils se séparent dans les combats en différents corps qui, suivant les localités, attaquent l'ennemi ou tour à tour ou tous à la fois; combattant la cavalerie, ils se servent volontiers d'une ruse qui leur est propre; après avoir attaché de petites sonnettes au bout de leurs lances, ils se forment en colonnes serrées, arrivent avec détermination sur l'ennemi; alors ils abaissent tout-à-coup leurs lances, et le bruit inattendu des sonnettes suffit la plupart du temps à effrayer les chevaux et à les mettre en fuite. Leur approche n'est pas moins redoutable à l'infanterie. La domination anglaise, par suite de l'expédition d'Issoof, se trouva étendue au midi de la Péninsule, dans les provinces de Madura et de Tinivelli.

Au commencement de l'année 1760, les deux armées française et anglaise étaient encore en présence dans le voisinage d'Arcot, toutes deux décidées à ne rien hasarder avant l'issue de leurs négociations avec les Mahrattes. Les Anglais et les Français offraient également 60,000 roupies à un certain Jnnis-Khan, qui se trouvait commander un corps de 3,000 Mahrattes, mais les Anglais en lettres de change, les Français en argent comptant; aussi ces derniers l'emportèrent. Jnnis-Khan se joignit à eux le 3 janvier avec ses Mahrattes. Le lendemain, les Français prirent la route de Trivatore. Après avoir passé le Paliar, Lally se porta inopinément sur Conjeveram, où il se flattait de trouver des magasins de riz considérables; ces magasins étaient vides; et, dépourvu d'artillerie, il ne put attaquer la pagode, défendue par un poste nombreux de Cipayes. Il se contenta de piller la ville, et se dirigea sur Trivatore; Coote l'y avait devancé. Depuis un mois environ Bussy et Lally, ayant réuni leurs forces, se trouvaient forcément rapprochés. La perte de Wandeswah et de Carangoly, dont l'expédition de Seringham n'avait pas été un dédommagement suffisant, avait fait grand tort à la réputation militaire de Lally. La supériorité des talents de Bussy, que les troupes qui servaient depuis long-temps dans l'Inde avaient toujours reconnue, l'était alors par les troupes arrivées avec Lally, et par son propre régiment lui-même. Mais Lally, bien éloigné d'attribuer à sa véritable cause ce re-

virement d'opinion, n'y voyait que le résultat des intrigues et de l'argent de Bussy. Son animosité, un moment comprimée, éclata de nouveau et se manifesta par les procédés et les discours les plus offensants. Alors Bussy demanda la permission de retourner à Pondichéry pour y rétablir sa santé délabrée par les fatigues de la campagne ; mais cette permission lui fut à diverses reprises durement refusée.

A cette époque le projet de Lally était de former le siége de Wandeswah : il interrogea Bussy et voulut avoir son avis, tant sur l'opportunité de ce siége que sur l'ensemble des circonstances actuelles. Forcé de parler, ce dernier exposa devant l'état-major de l'armée les raisons qui l'empêchaient de goûter ce plan de campagne : « Les Anglais, selon lui, ne pouvaient se décider à voir la prise de Wandeswah sans risquer une bataille pour l'empêcher ; or l'armée française se trouverait privée, pour livrer cette bataille, de toutes les troupes et de toute l'artillerie employées au siége ; de plus, la nécessité de couvrir ce siége lui ôterait toute liberté d'action quant à ses manœuvres et au choix du terrain. Ce qu'il y avait de mieux à faire, ajoutait-il, c'était donc de rassembler les troupes régulières sur les bords de la Paliar, de détacher de l'armée le corps entier des Mahrattes auxiliaires en les envoyant dévaster les possessions de l'ennemi. Par ce moyen, l'armée anglaise serait bientôt réduite à cette alternative, ou de donner bataille à son désavantage, ou bien

d'aller pourvoir à sa subsistance dans la vallée, sous les murs même de Madras. » Nul conseil ne pouvait être plus judicieux ; les Mahrattes avaient déjà poussé leurs courses et leurs dévastations jusqu'à Pondamalie, Vandalore, et coupé, sur toutes les directions, les convois des Anglais. La disette était dans leur camp ; dans le camp français au contraire le riz se vendait au tiers du prix ordinaire, et sept bœufs s'y donnaient pour une roupie. Déjà la régence de Madras, privée du meilleur et du plus clair de son revenu par les courses des Mahrattes, écrivait à Coote de se rapprocher de Madras. Il était à la veille de prendre ce parti. Mais si Lally avait demandé l'avis de Bussy, c'était pour ne pas le suivre.

Lally quitta Trivatore à la tête de 500 Européens, de la moitié de la cavalerie européenne, de 500 Mahrattes et de 1,000 Cipayes. Il laissa Bussy devant cette ville avec l'ordre de le rejoindre dans le cas où l'armée anglaise se mettrait en mouvement, pour faire diversion au siége de Wandeswah. Le colonel Coote, aussitôt qu'il apprit ce mouvement, se mit lui-même en marche avec tout ce qu'il avait de troupes ; il se dirigea sur Outralamore. La ville de Wandeswah était défendue par 30 Européens et 300 Cipayes. Lally, sans perdre de temps, l'attaque à la tête de toute son infanterie. Par malheur, en tête de cette infanterie marchait une division de marins nouvellement débarqués ; ce début dans un métier nouveau pour eux les déconcerte ;

aux premières décharges de la garnison, ils s'enfuient en désordre. Il fallut renoncer à faire davantage pour ce jour-là. Le lendemain l'infanterie française s'avance sur une seule colonne, précédée de 2 pièces de campagne : elle est accueillie par un feu très vif qui arrête ses progrès. Lally, dont le cheval avait été blessé, rassemble quelques volontaires, s'élance à leur tête, escalade la muraille, et pénètre le premier dans la place l'épée à la main. La garnison se réfugie dans le fort. Lally fait aussitôt fortifier de ce côté les rues de la ville, et fait travailler à l'érection d'une batterie. Le 10 janvier il avait envoyé un corps de 1,000 Mahrattes battre la campagne; ceux-ci, occupés seulement de pillage, ne lui transmirent aucun renseignement; en revanche une lettre de Bussy, du 17, lui annonça l'arrivée des Anglais à Outralamore; mais son aversion pour celui de qui venait cette nouvelle la lui fit négliger. Cependant Bussy, qui s'était mis aussitôt en route, arrive presque immédiatement devant Wandeswah; et les deux corps d'armée français se trouvent réunis. Pendant ce temps, Coote avait pris position à moitié chemin de Wandeswah à Chinglaput, aux environs d'Outralamore; il se proposait de demeurer immobile jusqu'à ce que l'armée française eût commencé le siége; se réservant d'attaquer alors, suivant l'occasion, ou le corps d'armée qui ferait le siége, ou celui qui le couvrirait. Bussy, qui devina ce projet, supplia Lally de remettre l'attaque de Wandeswah à une

autre époque; il lui conseillait de tenir toutes ses troupes rassemblées, de manière à forcer l'ennemi de choisir entre ces deux partis, une retraite immédiate, ou le hasard d'une bataille que les Français auraient du moins livrée avec toutes leurs forces. Ce conseil judicieux fut repoussé par Lally avec son obstination et son emportement ordinaires : il fit continuer le siége. Le feu ne s'ouvrit pourtant que le 20, car il avait fallu attendre de l'artillerie de siége venue de Valdore; en revanche, dès la nuit du 21 au 22 une brèche était déjà faite.

Coote s'était avancé à la tête d'une partie de sa cavalerie dans l'intention de reconnaître avec exactitude la position de l'armée assiégeante. Apprenant l'existence de la brèche, il s'arrêta à Tirimbourg, village à moitié chemin de Wandeswah à Outralamore. D'après ses ordres, le reste de l'armée vint l'y rejoindre pendant la nuit. La distance qui sépare Tirimbourg de Wandeswah est de 7 milles. L'armée française était campée à 2 milles anglais et à l'ouest du fort. Un grand réservoir d'eau couvrait son flanc gauche; revenus de leur expédition, les Mahrattes avaient planté leurs tentes au pied de la montagne de Wandeswah, au midi de laquelle se trouvait le fort de même nom. Des Mahrattes en vedettes aperçurent les premiers la division anglaise; ils montent aussitôt à cheval, font prévenir la cavalerie française; et celle-ci accourt pour les soutenir. Coote, qui ne faisait qu'une re-

connaissance, était à la tête de 200 cavaliers et de deux compagnies de Cipayes. Sa cavalerie tout entière, cinq autres compagnies de Cipayes, et 2 pièces de canon arrivent à son secours. A la tête de ces troupes, il continue d'avancer, dérobé pendant quelque temps par une colline à la vue de l'ennemi. Les 2 pièces d'artillerie, dirigées sur les Mahrattes, jettent le désordre et la confusion dans leurs rangs; ils cèdent le terrain, et abandonnent la cavalerie européenne, venue se former sur leur droite. Cette cavalerie soutint quelque temps le feu de l'artillerie, espérant que les Mahrattes ne tarderaient pas à se rallier : ne pouvant plus y compter, elle se retira lentement et en bon ordre. Le colonel Coote prit alors position sur le terrain que les Mahrattes venaient de quitter, puis il retourna vers le reste de son infanterie, à laquelle il donna l'ordre de se porter en avant pour rejoindre la première division. La cavalerie des Anglais passe alors derrière l'infanterie, et celle-ci se déploie sur deux lignes; dans cette position, leur droite était appuyée au fort de Wandeswah dont le feu la protégeait, et leur gauche à un terrain difficile et plein de rochers qui s'étendait au bas de la montagne. Coote, dans quelques brèves paroles, annonce la bataille à ses soldats, nouvelle que ceux-ci accueillent avec de bruyants houras. Il se met aussitôt en mouvement par sa droite, se proposant de tourner l'aile gauche des Français, qu'il dominait déjà, grâce à l'élévation du terrain. Lally comprit

toute l'importance de cette manœuvre; à peine fut-elle commencée, qu'il se hâta de ranger ses troupes en bataille en avant du camp qu'elles occupaient.

L'armée française consistait en 2,250 Européens, 1,300 Cipayes et 3,000 Mahrattes; 150 Européens et 300 Cipayes demeurèrent employés aux batteries dressées contre Wandeswah. Au centre se trouvaient les troupes de la Compagnie; à droite le régiment de Lorraine et la cavalerie européenne, montant à 300 hommes; à gauche le régiment de Lally et un détachement de marins. 16 pièces de canon étaient réparties sur toute la ligne, entre les intervalles laissés par les différents corps. Derrière un abreuvoir, qui avait été converti en un poste retranché, se trouvaient 400 Cipayes. Un corps de 900 Cipayes et de 100 Européens formait une réserve pour protéger les avenues du camp. Les 3,000 Mahrattes restaient derrière le centre de l'armée française, plus occupés de surveiller leur butin que du combat qui allait commencer. 1,900 Européens, dont 80 de cavalerie, 2,100 Cipayes et 1,250 cavaliers indigènes, composaient l'armée anglaise; son artillerie était de 26 pièces de canon. L'infanterie se déployait sur deux lignes; au centre de la première se trouvaient deux bataillons des troupes de la Compagnie, à droite le régiment de Coote, à gauche celui de Draper; 900 Cipayes à son extrême droite, autant à son extrême gauche. 10 pièces de canon étaient réparties dans les inter-

valles laissés par les troupes. Les grenadiers réunis de l'armée avec 200 Cipayes sur les ailes formaient la seconde ligne. La cavalerie, ayant au centre les cavaliers européens, venait en troisième ligne.

A la vue de l'armée française, Coote s'arrêta, et rectifia ses lignes sans changer de dispositions. Lally se mit à la tête de sa cavalerie, et, après avoir fait un détour dans la plaine, attaqua celle de l'ennemi; celle-ci prit aussitôt la fuite; l'escadron de 80 Européens attendit seul la charge. Les Cipayes de la gauche de la première ligne se portent alors sur le lieu du combat pour prendre en flanc la cavalerie française pendant qu'elle exécute ce mouvement. Ils font cette manœuvre avec peu de précision; mais deux pièces de canon qui les accompagnent en moins d'une ou deux minutes jettent sur le carreau une trentaine d'hommes et de chevaux de la cavalerie française et mettent le désordre dans ses rangs; les chevaux effrayés refusent d'avancer. Lally, abandonné des siens, après être resté seul quelques instants sur le champ de bataille, est obligé de rejoindre les fuyards au grand galop; à peine eut-il le temps d'échapper, car la cavalerie indigène ralliée poursuivait alors vivement les Français. Les deux armées étaient demeurées spectatrices immobiles de ce combat; seulement les Français faisaient un feu d'artillerie assez vif, d'ailleurs sans efficacité, parce qu'ils tiraient de bas en haut. Lally, aussitôt qu'il a rejoint ses troupes, donne à l'infanterie l'ordre d'avancer;

Celle-ci se porte en avant, s'arrêtant de temps à autre pour faire feu. Le régiment de Lorraine se forme en colonne d'attaque, et se précipite sur l'ennemi, toujours immobile, et jusqu'alors n'ayant pas répondu au feu des Français. Le régiment de Coote, opposé à celui de Lorraine, demeure l'arme au bras jusqu'à ce que Lorraine soit à vingt toises. Alors il fait feu. La ligne de bataille des Anglais étant oblique à celle des Français, Lorraine reçoit cette décharge sur son front et ses flancs. L'effet en fut terrible ; bien des vides se firent dans les rangs ; cependant la colonne ne ralentit pas sa marche, et les deux régiments s'abordent à la baïonnette. Le centre de la ligne anglaise est enfoncé ; mais le régiment de Lorraine, toujours ployé en colonne, est aussitôt chargé sur ses deux flancs par la droite et la gauche de la ligne qu'il vient de traverser. Une mêlée sanglante s'ensuit ; chacun combat pour soi ; en peu d'instants, le terrain fut jonché de morts et de mourants. Le régiment de Lorraine, déjà affaibli par les décharges meurtrières qu'il a reçues, est rompu, et se retire en désordre. Coote, dont un sang-froid impertubable était la qualité dominante, défend toute poursuite, et fait reprendre les rangs à son régiment.

A l'aile gauche des Français, un caisson de munitions, ayant été atteint par un boulet, sauta en tuant ou blessant 80 hommes. Le désordre et la confusion se mettent parmi ceux que l'explosion avait épargnés ; c'était au poste de l'abreuvoir retranché.

Coote, voulant profiter de ce moment de trouble, donne au régiment de Draper l'ordre de se porter en avant, et de s'emparer de l'abreuvoir. Bussy, qui commandait l'aile gauche, rallie 50 à 60 fuyards; il les fait soutenir par un peloton du régiment de Lally, marche à leur tête, et reprend l'abreuvoir; il en est bientôt chassé, car ses forces sont trop faibles pour lutter contre le régiment de Draper, encore intact. Ce régiment dépasse le retranchement et se déploie dans la plaine. Dans ce mouvement, le major Bereton, qui le commande, tombe mortellement blessé. Deux pièces de canon viennent renforcer les Anglais. Bussy, qui comprend que ce moment est d'autant plus décisif, que lui-même n'a pas d'artillerie, se met à la tête du régiment de Lally, et marche au pas de charge pour aborder l'ennemi à la baïonnette. Il avait à peine fait quelques pas qu'une balle renverse son cheval, qui l'entraîne dans sa chute. Lorsqu'il se releva, il n'avait plus autour de lui qu'une vingtaine d'hommes, et fut aussitôt fait prisonnier.

Pendant que cela se passait sur les ailes, les centres des deux armées avaient échangé un feu très vif à une certaine distance. Le régiment de Lally ayant été mis en fuite, les troupes du centre de l'armée française durent effectuer leur retraite pour ne pas être tournée; elles se dirigèrent alors sur le camp en bon ordre et en conservant leurs rangs. Un grand nombre de soldats de Coote avaient déjà pénétré dans le camp français

pêle-mêle avec les fuyards ; ils auraient peut-être payé cher cette témérité et se seraient trouvés entre deux feux, si les Cipayes qui occupaient les postes avancés du camp n'avaient déjà pris la fuite. Coote, toujours maître de lui, toujours de sang-froid, les rappelle, fait reprendre les rangs. Après la déroute de Lorraine, Lally s'était dirigé vers son régiment, où se trouvait Bussy. Il ordonne aux Cipayes laissés en avant du camp de marcher de ce côté, il ne peut s'en faire obéir. Voyant dans cette hésitation des symptômes de trahison, il court essayer de rallier les restes du régiment de Lorraine, entraînés jusque dans le camp; lui-même lutte vainement contre les fuyards. La cavalerie française, ayant pris jusqu'alors assez peu de part à l'action, était en bon ordre dans le voisinage du camp. A la vue de la déroute de l'infanterie, elle s'avance pour la protéger : secours subit qui empêcha la dispersion complète de l'armée française. Se sentant appuyés, honteux de leur fuite, les soldats de Lorraine s'arrêtent, se rallient auprès de quelques pièces de canon dont le feu arrête les Anglais, et permet au régiment de Lally et aux Cipayes de se remettre quelque peu en ordre. Coote ayant fait venir 4 pièces de campagne, fait pendant quelques instants un feu plongeant, puis donne l'escalade et entre dans le camp sans difficulté. Après avoir mis le feu aux tentes et aux magasins, l'armée française l'évacuait en ce moment par derrière, et se retirait en meilleur ordre qu'on n'aurait pu le

croire d'après sa déroute; en ce moment les troupes chargées du siége vinrent se joindre au corps d'armée principal. Le colonel Coote ordonna à sa cavalerie de poursuivre l'ennemi; mais c'était de la cavalerie indigène, qui n'osait se commettre avec la cavalerie française, et celle-ci, toujours en bon ordre, continua de protéger la retraite de l'armée. La perte des Français avait été de 206 hommes tués, dont 6 officiers; 160 de faits prisonniers, dont 20 officiers, et de 34 pièces de canon. Celle des Anglais de 63 Européens tués et 124 blessés; 17 cavaliers indigènes tués et 32 blessés, 6 Cipayes tués et 32 blessés.

Lally se retira immédiatement sur Chittapet, mais dès le jour suivant se remit en marche. Ce jour-là, au lever du soleil, la nouvelle de la victoire de Wandeswah avait été portée à Madras par un espion des Anglais. Elle fut confirmée dans la journée par un billet du colonel Coote à la régence, écrit au crayon sur le champ de bataille même. D'autres récits, et bientôt quelques témoins oculaires arrivèrent dans le courant de la journée. Madras se remplit d'une joie semblable à celle de Calcutta après la bataille de Plassy. Coote se rappelant la conduite génereuse de Bussy envers les Anglais à Vizagapatam, lui permit de retourner à Pondichéry sur parole; trop actif pour ne pas profiter de la victoire, il se porte immédiatement sur Chittapet. La garnison était peu considérable, et Lally, en raison de ses pertes récentes, n'avait pu

la renforcer. Le commandant se rendit aussitôt que la brèche fut reconnue praticable. Les Anglais se portent aussitôt sur Arcot, prennent position devant la ville et ouvrent la tranchée la nuit suivante. Les fortifications de la place avaient été beaucoup augmentées depuis la belle défense de Clive en 1752 contre Rajah-Saheb, d'abord par les Anglais, ensuite par les Français. La plus grande partie du fossé était creusée dans le roc; les remparts étaient flanquées de 22 tours, toutes en état de contenir du canon. Le 5 février, les batteries anglaises commencèrent à jouer; la garnison répondit avec beaucoup de vigueur. Mais le feu continuel des Anglais consomma bientôt leurs munitions, qui étaient en petite quantité. Coote proposa une conférence au commandant français; celui-ci laissa voir l'intention de se rendre le soir même s'il n'était pas secouru dans la journée. Ces pourparlers durèrent deux heures, après quoi le feu recommença. Deux brèches larges de dix pieds chacune furent ouvertes, et deux tours démantelées; cependant le fossé n'était point comblé, aucun logement n'était fait dans le chemin couvert; aussi les assiégeants ne virent pas sans étonnement le drapeau parlementaire arboré sur les remparts. Le commandant se bornait à demander la faculté pour la garnison de se retirer librement avec armes et bagages; toutefois Coote refusa, et le soir même Arcot se rendit à discrétion. Les vainqueurs trouvèrent dans le fort 4 mortiers, 22 pièces de canon et une

grande quantité de munitions de toute espèce : résultat d'autant plus heureux pour eux, que la poudre était au moment de leur manquer ; ils se fussent trouvés dès le lendemain dans l'obligation de cesser le feu au moins momentanément. La garnison n'avait perdu que 3 hommes et aurait pu tenir dix jours encore avant que la brèche fût praticable. En apprenant cette nouvelle, Lally se porta sur Valdore, dans la vue de couvrir Pondichéry.

Mais Coote ne se porta pas immédiatement sur cette dernière ville ; il voulut s'occuper d'abord de la réduction des différentes forteresses du Carnatique encore occupées par les Français. Dans les premiers jours de février, il s'empara de Timery et de Devi-Cotah ; au commencement de mars, du fort de Permacoil, qui fit quelque résistance, et d'Alamparvah, qui n'en fit aucune. Sur toute l'étendue de la côte, il ne restait plus à la France, hors de Pondichéry, d'autre établissement que Karical ; il n'en était que plus essentiel pour les Anglais de s'en emparer avant le retour de la flotte française, qui ne pouvait plus tarder. Un corps d'expédition considérable commandé par le colonel Monson, fut embarqué à Madras pour se porter sous les murs de cette place. Le commandant anglais de Tritchinopoly reçut en même temps l'ordre de l'y rejoindre avec toutes les forces dont il pourrait disposer. Le débarquement se fit sans difficulté, et les Anglais s'emparèrent aussitôt de la ville, où ils trouvèrent une grande

quantité de vivres. Le fort de Karical, situé à 300 pas de la mer, est bien fortifié, seulement il a le défaut essentiel d'être trop resserré ; la ville servit à couvrir les assiégeants, qui établirent aussitôt leurs batteries. Jusque là on n'avait point entendu parler de Smith, commandant de Tritchinopoly ; il s'était pourtant mis en marche le 11 mars, accompagné du nabob. Il n'arriva que le 2 avril. La batterie de brèche fut établie malgré un feu très vif des assiégeants. Lally s'était hâté d'envoyer au secours de Karical toutes les troupes dont il pouvait disposer ; avant qu'elles fussent arrivées, une large brèche était déjà faite au corps de la place. Le 5 avril, le major Monson offrit une capitulation au commandant français ; elle fut acceptée à ces conditions, que la garnison serait prisonnière de guerre, que les habitants ne seraient point inquiétés, et que les Cipayes pourraient se retirer où bon leur semblerait. La garnison consistait en 115 Européens, 72 Toparses et 250 Cipayes ; le fort contenait 155 canons de différents calibres, 9 mortiers et de grands approvisionnements. Les assiégeants ne perdirent que 3 hommes, et les assiégés 5 ; depuis la prise de Madras par La Bourdonnais, aucun siége n'avait été aussi peu sanglant. Le 15 du même mois, Valdore se rendit après une faible résistance ; peu de jours après, Chillembarum et Cuddalore, après deux tentatives infructueuses des Français pour la reprendre. Le 1er mai (1760), l'armée française se trouva renfermée dans les limites mêmes de Pon-

dichéry, et l'armée anglaise campée à 4 milles.

Après la perte de la bataille de Wandeswah, Lally était devenu plus odieux que jamais aux habitants de Pondichéry; à son retour dans cette ville, les difficultés contre lesquelles il luttait depuis long-temps s'accrurent de jour en jour. L'armée était dénuée de vêtements, de chaussures et de vivres; la caisse de la colonie absolument vide. Il n'était pas d'imputation odieuse contre le général qui ne circulât parmi les habitants et jusque dans les derniers rangs de l'armée. On attribuait la perte de Chittapett à un dessein prémédité de sa part, puisqu'il avait négligé d'en renforcer la garnison; celle de Permacoil à la retraite du corps d'armée envoyé pour dégager cette place. D'ailleurs l'officier qui la commandait passait pour avoir de l'amitié et du dévouement pour Lally : il n'en fallait pas davantage pour que ce dernier fût considéré comme responsable de l'événement. La perte d'Alamparvah semblait la suite, la conséquence de celle de Permacoil; celle de Valdore, le dernier poste qui pouvait protéger les convois arrivant de Pondichéry, était hautement attribuée à la trahison. On allait jusqu'à prêter à Lally le projet de livrer la ville à l'ennemi pour se venger de la haine que lui avaient vouée ses habitants. Pendant ce temps Bussy essayait de calmer l'irritation générale et de rassurer les esprits; il s'efforçait de faire comprendre aux membres du conseil et aux habitants de la ville que, malgré leurs défaites, tout n'était pas perdu. Pri-

sonnier sur parole, il fut appelé à Madras et de là renvoyé en Europe; résolution prise, dit-on, par la régence sur les instances du nabob. Avec cette finesse naturelle à ceux de sa race, ce dernier avait su comprendre le génie de Bussy ; il le redoutait plus que tous ses autres ennemis à la fois. Il avait souvent répété que Bussy à la tête de l'armée française serait à lui seul en état de prolonger la guerre de dix ans. Peut-être avait-il raison. Par ce départ, Lally se trouva privé du seul homme dont les conseils auraient pu lui être de quelque utilité au milieu des circonstances désastreuses où il se trouvait.

Après la chute de Valdore, quelques petits districts sous le canon de Villanore et d'Ariancopang étaient les seuls endroits d'où Pondichéry pût encore tirer des vivres; il n'était plus question de convois. Les Français possédaient bien encore Gingee et Thiagar ; mais ces places étaient éloignées, leurs garnisons trop faibles pour fournir des escortes, et l'on ne pouvait en détacher du corps d'armée principal d'assez nombreuses pour effectuer ce service. Lally comprit qu'une seule ressource lui demeurait encore pour prolonger la guerre, et précisément celle qu'il avait jusqu'alors le plus dédaignée; l'alliance des princes du pays. Hyder-Ali, généralissime du royaume de Mysore, était alors maître absolu du gouvernement et d'une partie du royaume; le souverain légitime, enfermé dans une forteresse, jouissait bien de certains honneurs publics, mais se trouvait privé de tout pouvoir. Or Hyder-Ali, qui

comprenait l'instabilité de sa haute fortune, cherchait une place où il pût mettre, en cas de besoin, sa personne et ses trésors en sûreté. Thiagar, dans le Carnatique, alors occupé par les Français, était sous ce rapport depuis long-temps l'objet de son ambition. Un moine portugais ayant une connaissance approfondie des affaires de l'Inde, et qui avait su capter la confiance de Lally, fut l'intermédiaire d'un arrangement conclu entre le général français et Hyder-Ali. Ce dernier s'engageait à fournir une certaine quantité de bétail pour l'approvisionnement de Pondichéry, et un corps auxiliaire de 8,000 chevaux d'élite et de 5,000 fantassins. De leur côté les Français s'engageaient à mettre immédiatement les Mysoréens en possession de Thiagar, un des points fortifiés les plus importants du Carnatique, peu éloigné de Baramhal, à environ 50 milles de Pondichéry. Les Français s'engageaient encore à aider les Mysoréens à la conquête des provinces de Madura et de Tinivelly dès que la guerre actuelle du Carnatique serait terminée; et de plus à fournir 100,000 roupies par mois pour la solde des troupes de Hyder depuis le moment de leur arrivée à Thiagar jusqu'à la fin de la guerre. Le secret fut longtemps gardé sur cette négociation; quand les Anglais en eurent connaissance, il ne leur était plus possible d'en empêcher la conclusion. Dans les premiers jours de juin, un détachement considérable des troupes de Hyder se trouva rassemblé à Thiagar. La cavalerie mysoréenne se mit alors en mouvement

pour se porter sous les murs de Pondichéry, en escortant une grande quantité de bétail. Des députés de Hyder-Ali accompagnaient cette cavalerie; ils étaient chargés de s'entendre avec les Français sur les opérations de la campagne. Comme le bruit courait alors que Lally était rappelé en France, ils étaient en outre chargés d'exiger que le traité fût signé par le gourverneur, M. de Leyrit, et les autres membres du conseil. Ceux-ci signèrent le traité, mais ils firent en même temps une protestation tenue secrète contre cet arrangement, fondée sur l'énormité des sommes à payer aux Mysoréens, et l'importance des pays qui leur étaient ou cédés ou promis. On ne saurait blâmer trop sévèrement cette démarche, qui tendait à faire partager au conseil la gloire de cet arrangement s'il réussissait, et à en faire retomber la responsabilité sur le seul Lally en cas de non-réussite. Ce traité définitif fut signé le 17 juin. Les Mysoréens partirent la nuit suivante, ayant promis de revenir dans peu avec toutes leurs forces réunies et de nouveaux approvisionnements de vivres.

Lally avait pris position dans un camp retranché, où il n'avait aucune attaque à redouter. D'ailleurs Coote n'avait pas en ce moment l'intention d'agir de ce côté; ayant détaché un corps expéditionnaire sous les ordres du major Moore contre les Mysoréens, il voulait attendre le résultat des opérations du major avant de rien tenter de son côté. Ce dernier rencontre les Mysoréens le 17 juin

près de Trivadi; il avait sous ses ordres 180 hommes d'infanterie européenne, 50 hussards, 30 Cafres, 1,100 Cipayes et 1,000 cavaliers indigènes; les Mysoréens étaient au nombre de 4,000 hommes de cavalerie, 100 Cipayes et 200 Européens. Habitués à vaincre des armées qui les surpassaient de beaucoup en nombre, les Anglais ne mettaient point le succès en doute. Cette fois l'événement trompa leur espérance. La cavalerie indigène et les Cipayes prirent pomptement la fuite; l'infanterie européenne, entraînée par l'exemple, se jeta en grand désordre dans le fort de Trivadi. Les hussards seuls soutinrent le choc et se battirent longtemps. Après cette défaite, Coote se porta aussitôt sur Villanore, forteresse située non loin du camp occupé par les Français. Les Français sortirent de leur camp pour se porter au secours de Villanore. Coote divisa alors son armée en deux corps, dont il laissa l'un devant Villanore, tandis qu'il menaçait Pondichéry à la tête de l'autre. Trompé par cette manœuvre, Lally rentra dans son camp, d'où il protégeait cette dernière ville. Les Anglais s'emparèrent les jours suivants de quelques uns des ouvrages extérieurs de Villanore; une brèche fut faite au corps de la place, et le commandant ne voulant point attendre l'assaut, ouvrit ses portes. En ce moment un corps de Français et de Mysoréens arrivait en toute hâte du côté opposé, et déjà croyait la place sauvée, lorsqu'on aperçut tout-à-coup le drapeau britannique flottant sur les remparts.

L'armée française tout entière fut saisie d'indignation. Lally se retira sous le canon d'Ariancopang. Dans les derniers jours de juin, la flotte anglaise avait été renforcée de deux vaisseaux, l'un de 74, l'autre de 64, arrivés d'Angleterre; un autre vaisseau de la Compagnie, venant de la côte du Malabar et portant quelques renforts de troupes, était arrivé en même temps. Le 31 juillet, deux autres vaisseaux de la Compagnie arrivèrent d'Europe avec un renfort de 600 hommes de troupes royales. Le capitaine Smith, commandant de Tritchinopoly, avait su profiter de son côté de l'invasion des Mysoréens dans le Carnatique; il y fit diversion en ravageant à loisir ceux de leurs districts situés dans le vosinage de cette ville. Mahomet-Issoof, qui était encore à Madura, les inquiétait du côté de Dindigul. Le nabob était aussi entré en campagne contre les Mysoréens; leurs incursions dans le Carnatique, en les privant d'une grande partie des revenus de ces provinces, lui causaient un tort considérable. Dans le premier moment il s'avança jusqu'à Wandeswah; mais changeant presque aussitôt de projet, il se dirigea tout-à-coup sur Arcot.

Conformément à leurs traités, les Mysoréens avaient rempli de vivres les magasins des Français; il leur devint ensuite de jour en jour plus difficile de s'en procurer pour eux-mêmes; et le moment arriva où la disette se fit sentir dans leur propre camp. La livre de riz s'y vendit bientôt jusqu'à une demi-roupie. Cette circonstance, la fatigue, et les

dangers auxquels ils étaient sans cesse exposés, la supériorité des Anglais bien constatée en ce moment par la prise de Villanore, par l'attention des Français à éviter un combat; toutes ces circonstances répandirent la défiance et le mécontentement dans les rangs de ces nouveaux alliés de la France. Le découragement se mit dès ce moment parmi eux, surtout parmi leurs soldats d'infanterie, qui n'avaient pas pour vivre les mêmes ressources que les cavaliers. On les voyait déserter tous les jours par détachement de 30 ou 40. La garnison de Gingee avait rassemblé 2,000 bœufs et une grande provision de riz. Ce convoi fut dirigé sur Pondichéry sous l'escorte de la cavalerie mysorénnne et d'un détachement de 230 Européens. Coote attaqua ce convoi, s'empara d'une grande partie des bœufs; et la cavalerie mysoréenne fut dispersée. Une division de 500 hommes de cette cavalerie parvint seule à gagner les environs de Pondichéry, mais elle s'en échappa par petites troupes, et au bout de trois jours il n'en resta plus un seul. Les Mysoréens échappés du camp français se réfugièrent à Thiagar, d'où ils marchèrent sur Trincomalec; Coote les fit observer par un détachement, et, certain de n'être plus inquiété par eux, s'occupa à la fin d'août (1760) d'exécuter le blocus de Pondichéry par terre et par mer. Le gouverneur de Madras Pigot et l'amiral Stevens se rendirent auprès de lui pour délibérer sur les mesures à prendre.

Pondichéry est entouré d'une haie fermée d'arbres et d'arbustes dont les branches s'entrelacent les unes dans les autres, de manière à former une sorte de rempart ou de muraille suffisante pour résister à toutes les attaques des troupes irrégulières du pays. Beaucoup d'autres villes dans l'Inde sont pourvues de cette sorte de retranchement moitié naturel, moitié artificiel. Cette haie environne Pondichéry du nord au sud, et la rivière d'Ariancopang se divisant à son extrémité en deux bras, forme une île où se trouve un fort du même nom qui protége la partie méridionale de la ville. Entre cette haie et les murailles de Pondichéry se trouve un district de 7 milles carrés, district suffisant à fournir de pâturage le bétail, même à nourrir pendant quelques semaines les habitants et la garnison de Pondichéry. Quatre redoutes tirant leurs noms de leur situation ou des routes qui venaient y aboutir flanquaient cette espèce de retranchement; on les appelait les redoutes de Madras, Valdore, Villanore et Ariancopang. Avant tout, les Anglais devaient sans doute tenter de se porter au-delà de la haie, afin d'aller prendre position sous les murs mêmes de Pondichéry; Coote résolut cependant d'attaquer la redoute d'Ariancopang. Il envoya 400 hommes chargés de cette opération. Mais le major Monson, commandant en second, désapprouvait cette opération; l'armée lui semblait trop faible pour en détacher un corps aussi considérable; et Coote, jaloux avant tout d'étouffer toute se-

mence de division, rappela le détachement. L'événement justifia la prudence de Monson. Lally, qui luttait contre les circonstances les plus défavorables; Lally qui voyait se rétrécir incessamment le cercle où l'enfermaient ses ennemis, n'était pas découragé. Au moment même où les Anglais le croyaient réduit à ne plus penser qu'à sa défense, il formait, au contraire, le hardi projet d'aller les attaquer dans leur propre camp.

Le 4 septembre, les portes de Pondichéry, fermées à l'heure ordinaire au commencement de la nuit, se rouvrirent à dix heures du soir. Trois vaisseaux français se trouvaient à l'ancre devant Pondichéry. Lally fit débarquer 150 soldats et marins qu'ils avaient à bord; il leur adjoignit quelques centaines de Cipayes, et leur confia la garde des redoutes. Le reste des troupes françaises, c'est-à-dire 1,400 fantassins, 100 Européens et 900 Cipayes, fut disposé pour une attaque sur le camp anglais; projet dont les espions du colonel Coote, tout nombreux qu'ils fussent, n'avaient eu aucune connaissance. Partagées en quatre divisions, les troupes françaises prennent quatre routes différentes, dans le but d'attaquer le camp anglais de quatre endroits à la fois, à savoir sur trois redoutes qui en garnissaient le front, et sur une quatrième qui défendait les derrières; deux coups de fusil tirés immédiatement l'un après l'autre devaient être le signal de l'attaque. D'après la distance qui devait être parcourue par chacune des colonnes, Lally avait calculé

qu'elles arriveraient sur le lieu de leur attaque respective avant que le signal fût donné. Les deux coups de mousquet étant tirés un peu avant minuit, chacune des divisions françaises se dirige sur une redoute, et le feu commence. Deux de ces attaques ont un résultat contraire : à l'une des redoutes les assaillants sont repoussés, à l'autre ils pénètrent dans l'intérieur, détruisent les parapets et enclouent les canons. A une troisième redoute, où le colonel Coote s'était porté de sa personne, l'attaque et la défense sont également opiniâtres. Mais pendant que ces trois attaques se passaient de la sorte sur le front du camp, une quatrième division, chargée de leur faire diversion en menaçant le camp sur ses derrières, ne se montrait pas ; par une erreur fatale, cette division s'étant trompée de route avait fait halte à un autre village que celui où il lui avait été ordonné d'attendre le signal. En l'apercevant, elle se précipita vers le camp ennemi ; mais trop éloignée, elle arriva trop tard pour faire une diversion utile. Libres de porter toutes leurs forces sur le côté de l'attaque, les Anglais s'emparent de nouveau de la redoute déjà prise par les Français, tandis que les deux autres continuèrent de résister. L'officier qui fut cause de ce revers avait été jusqu'à ce moment aussi remarquable par son intelligence que par sa bravoure, signe plus étrange encore de la fatalité qui s'appesantissait sur Lally. Les trois autres divisions voyant le plan d'attaque manqué, se réunirent et gagnèrent Pon-

dichéry en bon ordre. Cette attaque nocturne, aussi hardie que bien combinée, malgré son peu de succès, n'en fait pas moins d'honneur à Lally.

Des vaisseaux récemment arrivés d'Angleterre avaient apporté aux deux majors Bereton et Monson deux commissions de colonels. La commission de Monson, d'une date antérieure à celle de Coote, lui donnait le pas sur ce dernier, avec la restriction de n'en point faire usage aussi long-temps que Coote demeurerait sur la côte de Coromandel. Ce dernier crut voir dans les expressions de ces commissions un avertissement de s'en retourner au Bengale. Il remit le commandement de l'armée à Monson, et se rendit à Madras avec l'intention de s'embarquer pour le Bengale. Mais Coote en partant devait être suivi par son régiment, et Monson se déclarait dans l'impossibilité de continuer le siége si le régiment lui était ôté. D'ailleurs Coote était un homme de caractère conciliant autant qu'un militaire distingué; se trouvant plus accessible à la considération du bien public qu'à des ressentiments d'amour-propre, il consentit à laisser son régiment sous les ordres de son successeur, tandis que lui-même fut s'établir à Madras pour y attendre l'issue des événements. Monson, dès lors maître d'agir comme il l'entendait, se décida à diriger une attaque sur la haie dont Pondichéry était entourée, opération que Coote n'avait pas voulu tenter; il comptait diriger sa principale attaque sur les redoutes de Valdore et de Villanore.

Les différents détachements furent mis en mouvement pendant la nuit. Un peu avant le lever du soleil, un détachement de grenadiers avait pris position à quelque distance de la redoute de Valdore avec l'ordre de donner immédiatement l'escalade; un second détachement devait attaquer en même temps la redoute de Villanore; d'autres troupes devaient se porter sur différents autres points de la haie, ou soutenir au besoin les tentatives faites sur ces deux ouvrages. La redoute de Valdore, ayant six embrasures sur chacune de ses faces, était entourée d'un fossé et garnie de palissades. Le jour avait déjà commencé depuis quelque temps, et le major Robert Gordon, chargé de conduire cette attaque, ne s'était pourtant pas encore montré; les grenadiers continuent d'avancer, et l'on envoie demander des ordres au colonel Monson. Impatient de cette indécision, ce dernier se précipite de ce côté pour conduire les grenadiers à l'assaut. Au moment même de son arrivée, les Français ayant découvert les assaillants, commencent le feu; ils avaient précisément de ce côté une pièce de 24 à double charge de mitraille, dont l'effet fut terrible: le même coup jeta sur le carreau 11 morts et 26 blessés, et au nombre de ces derniers, le colonel Monson qui eut la cuisse fracassée. Les grenadiers, sans hésiter un moment, marchent à l'escalade; repoussés plusieurs fois, ils pénètrent dans l'intérieur de la redoute, que les défenseurs évacuent par la gorge. Au même moment la redoute de Villanore, et la

portion de la haie rempart qui s'en trouvait voisine, étaient aussi vigoureusement attaquées. De nombreuses brèches furent pratiquées dans la haie, les assiégeants y pénétrèrent de plusieurs côtés à la fois; et les défenseurs de la redoute, qui était ouverte à sa gorge, se virent obligés de se retirer sous les glacis de Pondichéry. Les régiments de Lorraine et de Lally, cantonnés au village d'Oulgarry, forcés de l'évacuer, avaient leur retraite sur cette redoute; vivement poursuivis par un corps anglais de forces très supérieures, ils franchirent la haie sans pouvoir s'y arrêter à l'instant même où ses défenseurs venaient de l'abandonner. Une fausse attaque ayant été dirigée sur la redoute d'Ariancopang, la garnison ne pouvait pendant tout ce temps porter secours aux différents points d'attaque. La redoute de Madras était trop éloignée de la position prise par l'armée anglaise pour qu'il fût nécessaire de s'en occuper sur-le-champ. La redoute d'Ariancopang demeura entre les mains des assiégés. Les Anglais, dans ce combat nocturne, avaient eu 115 Européens hors de combat.

Le colonel Coote n'était point encore embarqué pour le Bengale. Monson, par suite de sa blessure, se trouvait hors d'état de commander l'armée de long-temps; en conséquence, le conseil de Madras, Monson lui-même, sollicitèrent Coote de reprendre le commandement de l'armée. Piqué de son remplacement inattendu, Coote hésita quelque temps; ayant néanmoins fini par céder, il s'occupa d'abord

de fortifier avec soin les approches des redoutes nouvellement conquises; il marcha ensuite sur la redoute d'Ariancopang, qu'à son approche la garnison abandonna. La redoute de Madras n'était garnie que de pièces de petit calibre; Coote formant le projet de la surprendre, la fit tout-à-coup menacer sur son front, tandis que deux autres détachements attaquaient des deux côtés la haie qui lui était adjacente; cette haie fut bientôt enfoncée; et comme toute retraite était au moment d'être coupée à la garnison de la redoute, elle l'évacua. L'armée anglaise se trouva dès lors en possession de tous les avant-postes de Pondichéry et de la haie dans toute son étendue du nord au midi. Les assiégés essayèrent à leur tour de reprendre cette redoute; ils l'attaquèrent pendant la nuit au nombre de 400 Européens et de 600 Cipayes. Les Cipayes anglais qui en composaient la garnison prirent la fuite. Cependant un de leurs chefs parvint à les ramener à l'ennemi, et celui-ci attribuant ce retour à l'arrivée d'un renfort considérable opéra sa retraite. Coote avait fait élever vis-à-vis celle de Madras une autre redoute dont les travaux furent continués avec une grande activité. Les troupes françaises demeurées à Thiagar et à Gingee étaient trop faibles en nombre pour rien tenter d'important; d'ailleurs elles étaiant surveillées de près par un corps d'observation sous les ordres du capitaine Preston. A cette époque, trois vaisseaux français, *l'Hermione*, *la Baleine*, et *la Compagnie*

des Indes, se trouvaient dans la rade de Pondichéry; ils attendaient que le mauvais temps, contraignant l'amiral Stevens de s'éloigner des côtes, leur permît d'aller chercher dans les ports du sud des vivres pour la ville assiégée. Deux de ces vaisseaux, *l'Hermione* et *la Baleine*, furent attaqués pendant la nuit par quelques chaloupes anglaises; les équipages, quoique surpris, se défendirent bravement, mais les navires n'en furent pas moins enlevés; et ce fut encore une ressource qui vint à manquer à Pondichéry. A l'arrivée de la saison pluvieuse, les deux amiraux anglais, avec tous leurs vaisseaux, quittèrent la rade de Cuddalore. *La Compagnie des Indes* et un autre bâtiment français plus petit mirent eux-mêmes aussitôt à la voile. Le premier prit la route de Trinquebar pour y chercher des vivres; le second avait ordre de croiser sur la côte; il devait servir d'escorte aux bâtiments chargés de blé qui, dans cette saison, à la faveur des vents réguliers, longent les côtes à une très petite distance. Le 14 novembre, 4 vaisseaux anglais revinrent dans la rade de Pondichéry; on apprit par eux que la flotte avait beaucoup souffert des orages. L'amiral Stevens avait été obligé de relâcher dans la baie de Trincomalée pour radouber ses vaisseaux.

L'escadre française, après avoir quitté la côte de Coromandel dans le mois d'octobre de l'année précédente, était arrivée le 15 novembre à l'Ile de France. En temps ordinaire cette île ne peut suf-

fire à ses propres habitants; alors elle le pouvait encore moins; l'escadre française, peu de mois auparavant, avait en partie épuisé les vivres arrivés du dehors, et la nécessité d'approvisionner tout récemment deux vaisseaux qui venaient de partir pour attaquer les établissements anglais dans le golfe Persique avait encore augmenté cette pénurie. L'amiral et le conseil de la colonie résolurent en conséquence d'envoyer comme l'année précédente 3 vaisseaux de la Compagnie acheter des vivres au cap de Bonne-Espérance : un vaisseau de ligne de 74 devait escorter ce convoi. Mais ce vaisseau appartenait à la Compagnie, et l'amiral en donna le commandement à un officier de la marine royale. Les officiers de la Compagnie protestèrent contre cet ordre comme attentatoire à leurs droits. Cette discussion, en se prolongeant avec amertume, retarda le départ des vaisseaux jusqu'au commencement de la mauvaise saison. Cette époque de l'année amène ordinairement de terribles ouragans; la tempête éclata cette fois avec plus de force encore et plus de violence que de coutume, et ne dura pas moins de vingt-six heures. Dans le seul port de l'Ile de France, 3 des vaisseaux rompirent leurs câbles, et furent poussés en pleine mer. Sur terre c'était pis encore; la violence du vent déracina les arbres; elle renversa les magasins de blé, d'ordinaire construits en bois, et endommagea tout ce qu'ils contenaient. La plus grande partie du bétail et de la volaille fut enlevée par les torrents ou plus tard périt

par la faim. Il ne fallut pas moins de trois mois pour réparer les avaries souffertes par les vaisseaux. Quelques vivres arrivant de temps à autre de Madagascar ou de l'île Bourbon suffisaient à peine à prévenir la famine. Au milieu de cette désolation générale, un vaisseau arrivé de France le 8 juin apporta la nouvelle des préparatifs faits par les Anglais pour attaquer les îles Maurice et de Bourbon. Des ordres du ministre dont il était porteur enjoignaient à la flotte de demeurer dans ces parages si elle y était encore, d'y retourner si elle en était déjà partie. D'Aché résolut en conséquence d'y rester avec la plus grande partie de sa flotte. L'île Maurice (de France) reçut peu après un renfort de France. *L'Hermione* et *la Baleine* avaient porté cette triste nouvelle à Pondichéry ; Lally et les membres du conseil firent leurs efforts pour la tenir cachée aux habitants le plus long-temps possible.

Lally n'avait jamais beaucoup compté sur le secours de la flotte ; il essaya de tirer parti de ces mauvaises nouvelles pour engager le conseil à prendre à sa solde un corps de Mahrattes qui se trouvait dans ce moment sur les frontières du Carnatique, sous les ordres d'un chef nommé Vizuazipunt. Pour prix de son concours, ce dernier demandait une somme d'argent comptant et la cession de la forteresse de Gingee. La possession de cette dernière place était importante pour les Mahrattes, parce qu'elle leur donnait une grande influence

dans la province d'Arcot; c'était aussi une chose flatteuse pour leur orgueil national. Gingee jusqu'au commencement du siècle dernier avait été la capitale d'une province mahratte qui s'étendait depuis les bords du Coleroon jusqu'au Paliar. Le conseil en fit promettre la cession aux Mahrattes dès que les Anglais se seraient éloignés, et 500,000 roupies à Vizuazipunt dès qu'il serait arrivé sous les murs de Pondichéry. Les divers détachements français en dehors de la ville eurent ordre de se réunir aux Mahrattes dès que ceux-ci auraient fait ce mouvement. Lally, pendant la durée de cette négociation, donnait en même temps les ordres les plus pressants aux troupes détachées de diriger sur la place la plus grande quantité de vivres qu'il serait possible. Malheureusement un convoi envoyé par la garnison de Thiagar tomba pour la plus grande partie entre les mains des Anglais; le vaisseau de la Compagnie des Indes et un autre vaisseau plus petit chargé de grains furent pris par des bâtiments anglais. Lally voyant ainsi s'échapper ses ressources pour les vivres, se décida à envoyer à Thiagar 50 chevaux de cavalerie qui restaient encore à Pondichéry et à ne rappeler aucun des divers détachements alors en dehors de la place; c'était de pain et non de soldats qu'il était menacé de manquer. Le temps était venu en effet de prendre ces diverses mesures; le 16 novembre un vaisseau de 500 tonneaux, chargé de toutes sortes de munitions de guerre ou d'approvisionnements de

bouche, était arrivé aux assiégeants ; il avait aussi à bord un ingénieur en chef, et Coote se détermina à changer le blocus en un siége régulier.

Les travaux du siége continuèrent avec activité les jours suivants. Le 27 novembre, comme la disette se faisait sentir davantage de jour en jour, Lally prit le parti de se défaire des bouches inutiles; il fit sortir de la ville tout ce qu'il y restait d'habitants indous de tout âge et de tout sexe. Leur nombre montait à 1,400 personnes. Réunis par familles ou par petites troupes, ils s'avancèrent dans la campagne. Repoussés par les Anglais, ils revinrent sur le glacis, suppliant qu'on leur permît de rentrer; ils pénétrèrent dans le chemin couvert, mais les portes demeurèrent fermées. Le lendemain et les jours suivants ils firent tous leurs efforts, tantôt pour forcer les portes de la ville, tantôt pour traverser les lignes anglaises ; également repoussés des deux côtés et quelquefois à coups de fusil, on les voyait errer çà et là sur les glacis. Ces malheureux étaient en proie à toutes les angoisses du désespoir, à tous les tourments de la faim. Le peu de vivres emportés par eux en cachette lors de leur expulsion de la place, avaient été consommés dès le premier jour; les jours suivants des herbes et des racines oubliées dans les champs furent leur seule nourriture. Le colonel Coote, voulant forcer Lally à les reprendre, avait fait défendre à ses soldats, sous les peines les plus sévères, de leur donner des vivres quoiqu'ils en eussent eux-mêmes

en abondance. Cette scène de désolation dura huit jours entiers pendant lesquels un grand nombre de ces malheureux moururent de misère et de faim. Au bout de ce temps Coote, à la fin vaincu à la vue de tant de souffrances et désespérant de faire céder Lally, donna l'ordre de leur livrer passage.

Dans la nuit du 8 au 9 décembre, 4 batteries ouvrirent leurs feux contre la place. De ces batteries, deux étaient au nord; une première auprès du rivage, à 600 toises des remparts, composée de 4 pièces de 18, et prenant d'enfilade le front est de la ville; une seconde, composée de 2 pièces de 24 et de 2 de 18, et de 3 mortiers, à 700 toises. Les deux autres se trouvaient au midi, celle-ci de 2 pièces au bord de la rivière d'Ariancopang, celle-là dans une petite île au milieu de cette rivière. Un peu avant la première volée, Coote s'était approché du rempart pour voir l'effet que produirait cette attaque; il vit avec admiration la garnison sous les armes en peu de minutes, et chacun à son poste. Au point du jour les batteries cessèrent leurs feux pour le recommencer dans l'après-midi; il en fut de même jusqu'au 14. Les batteries, forcées parfois d'interrompre le feu pour s'approvisionner de munitions, le recommençaient au bout de quelques heures. 2 vaisseaux chargés de poudre et de munitions de guerre arrivèrent de Madras, l'un le 20 et l'autre le 23; ce dernier apportait en outre 17 pièces de canon de gros calibre. Le 26, l'amiral Stevens reparut dans la rade de

Trinconomalee avec 4 vaisseaux et un brûlot. Mais que se passait-il au-dehors de Pondichéry pendant que le siége était aussi vigoureusement poussé? Quelle était alors la situation des districts méridionaux?

Issoof et le capitaine Smith s'étaient mis en mesure de porter la guerre chez les Mysoréens, ces nouveaux alliés des Français. Issoof, qui avait commencé les hostilités dès le mois de mars, s'était emparé du fort de Battal-Gunta. Le capitaine Smith, obligé de pourvoir à tous ses besoins, ne pouvait rien attendre de Madras. Entré en campagne le 6 août, il s'empara du fort de Pudicotah et prit la route de Caroor. Caroor, grande ville et place importante, est située à 50 milles de Tritchinapoog; elle est défendue par une citadelle fortifiée à la manière indoue, mais peu susceptible d'une bonne défense. Smith s'empara de la ville; et la garnison fut repoussée dans le fort, devant lequel il fit ouvrir des tranchées. Les travaux du siége marchèrent lentement; au bout de sept jours, les sapeurs anglais n'avaient pas encore gagné 200 pas; mais alors ils firent jouer une mine pour combler le fossé; et ce moyen de guerre, nouveau qu'il était pour les Mysoréens, les effraya. Le commandant de la citatelle entra en pourparlers; il déclara que le roi de Mysore n'avait eu aucune part à la marche des troupes qui avaient rejoint les Français dans le Carnatique, que Hyder-Ally en était le seul coupable. La garnison évacua le fort avec armes et bagages. Le

district des environs rapportait un revenu de 44,000 livres sterling; mais l'expédition eut un autre avantage, celui de créer un parti en faveur des Anglais contre Hyder-Ally, jusqu'alors ardent ami des Français. Les Mysoréens, plus heureux à Battal-Gunta, en chassèrent les troupes anglaises et prirent le fort d'assaut. A la vérité ce fort fut repris par les troupes d'Issoof peu après. Le corps mysoréen qui se trouvait avant Thiagar commençait à croire à la supériorité des Anglais et craignait une guerre avec eux; effrayé d'ailleurs de la perte de Caroor, il abandonna le détachement français formant la garnison de cette dernière ville et fit sa retraite sur Seringapatam; un autre corps de Mysoréens se portait en même temps devant Caroor pour essayer de le reprendre, et un renfort fut dirigé sur un détachement mysoréen à Dindigul. Ce détachement se porta sur les forts de Madura, dont il prit l'un, tandis qu'il échoua devant l'autre. Dépourvu de grosse artillerie, Issoof ne pouvait rien hasarder contre les forteresses des polygards. Il disposa les troupes de manière à tenir en respect Pulitaver et les polygards de l'est; il resta lui-même à Tinivelly pour observer ceux de l'ouest. Le gouvernement hollandais de l'île de Ceylan reçut dans les derniers mois de 1760 un renfort considérable de troupes européennes, qui s'assemblèrent dans le port de Columbo, vis-à-vis du cap Comorin. Une partie de ces troupes prit la route de Tucatorin, fort hollandais à 40 milles de Tinivelly.

Le bruit se répandit dans toute la province de Tinivelly que les Hollandais se proposaient d'en chasser les Anglais, et commenceraient leurs opérations par la prise de la capitale. Les Hollandais campèrent en effet peu de jours après à 20 milles de Tinivelly. Issoof rassemblant à la hâte ses troupes, marcha contre eux. Après avoir campé pendant la journée, ils retournèrent la nuit suivante à Tucatorin. Un corps de Mysoréens qui avait marché sur Caroor, attendait l'issue des négociations commencées entre le roi de Mysore et la régence de Madras, tout en permettant à la cavalerie de faire des incursions dans les districts appartenant aux Anglais. A la fin de cette année, Pondichéry n'avait donc rien à espérer pour son salut de ce qui se passait au-dehors.

Au commencement de décembre, Lally avait fait faire une stricte recherche des provisions qui pouvaient se trouver dans la ville. On transporta à la citadelle tout ce que l'on put trouver; elles furent ensuite distribuées par portions égales sans distinction ni de grades ni de rangs aux soldats et aux habitants. Deux colonels récemment arrivés de France considérèrent comme un affront cette visite faite dans leur appartement; ils envoyèrent leur démission à Lally, sollicitant d'ailleurs en même temps la permission de servir comme simples volontaires. Pendant tout le mois de décembre, les soldats ne reçurent qu'une livre de riz, et seulement de temps à autre un peu de viande, et malgré cette sévère éco-

nomie, il ne restait plus à la fin du mois que pour trois jours de vivres. Lally ayant été averti que plusieurs maisons particulières en recélaient encore en dépit de toutes ses défenses, résolut d'ordonner une seconde visite domiciliaire; mais le père Lavaur, jésuite, au fait de toutes les cachettes de la ville, trouva moyen de l'engager à différer cette démarche; il se faisait fort de procurer des vivres pour quinze jours. Il tint parole; mais à peine cette faible ressource fut-elle épuisée, que la famine commença à sévir cruellement; la fatigue de la garnison était excessive, et les soldats n'avaient qu'une ration suffisante à peine pour les empêcher de mourir d'inanition, insuffisante pour renouveler leurs forces. Ils enduraient toutes les souffrances de la faim; on en voyait à chaque instant tomber çà et là de faiblesse au milieu des rudes travaux de la défense. Mais le dernier jour de décembre, le bruit se répandit que le traité depuis long-temps négocié avez Vizuazipunt était au moment d'être conclu. Cette nouvelle vint ranimer les espérances et le courage des Français : on disait qu'un corps considérable de Mahrattes, accompagné de toute la cavalerie française, était en marche sur Thiagar, d'où il comptait faire une tentative pour pénétrer dans Pondichéry, et y apporter des vivres à quelque prix que ce fût.

Un fort beau temps avait succédé depuis plusieurs jours à la saison pluvieuse; le 30 décembre, la mer devint tout-à-coup houleuse et roula des

vagues plus élevées que de coutume. Le lendemain le ciel s'obscurcit; cependant on ne vit pas encore les symptômes qui dans ces contrées annoncent les grands ouragans. Mais pendant la nuit le vent s'éleva avec une extrême violence; huit vaisseaux de ligne, deux frégates, un brûlot et un bâtiment de la Compagnie étaient alors en rade. Le vaisseau amiral fut obligé de couper ses câbles; il donna l'ordre aux autres vaisseaux d'en faire autant; ces signaux ne furent pas aperçus; les navires, par respect pour la discipline, demeurèrent à l'ancre jusqu'à ce que la violence du vent eût brisé leurs câbles; ils devinrent alors le jouet de la tempête. *La Panthère* perdit sa mâture; le pont supérieur fut brisé; le vaisseau, dépassé par les vagues, s'emplit d'eau, et pendant plusieurs heures, l'équipage s'attendit à le voir couler bas de minute en minute. Cependant il échappa à ce danger. Un vaisseau de ligne, une frégate et un brûlot vinrent se briser à 3 milles de Pondichéry; toutefois, à l'exception de sept hommes, les équipages furent sauvés. Trois autres vaisseaux, *le Duc d'Aquitaine*, *le Sunderland* et un bâtiment de la Compagnie, essayèrent de mouiller pour ne pas être jetés sur les brisants du rivage; ils chavirèrent et coulèrent bas. Onze cents Européens qui formaient leurs équipages périrent; quatorze Lascars, qui s'étaient attachés à quelques planches furent aperçus le lendemain, flottant au gré des vagues, et furent les seuls sauvés. A terre, les ravages de la tempête n'avaient pas été moins

considérables : les tentes, les hôpitaux, les magasins furent arrachés, dispersés, détruits ; les vivres et munitions en grande partie détériorés, mis hors d'usage ; les soldats abandonnèrent leurs armes, ayant à peine assez de toutes leurs forces pour lutter contre la tempête. Grand nombre de Cipayes, dont la constitution est plus faible que celle des Européens, succombèrent. La mer débordant sur le rivage inonda la contrée jusqu'à la hauteur de la haie-rempart et détruisit les batteries et redoutes des assiégeants. La ville entière de Pondichéry considérait la tempête comme le signal d'une délivrance miraculeuse. Le ciel s'étant éclairci le lendemain, soldats et habitants se pressèrent en foule sur les remparts pour voir dans toute son étendue le désastre des Anglais.

Mais ils s'étaient flattés d'une vaine espérance : le vaisseau amiral, ayant eu le temps de gagner la pleine mer, avait conservé sa mâture ; il rallia en route *le Liverpool* et *le Graffon*, et cinq bâtiments de guerre venaient de mettre à la voile de Trincomale, qui arrivèrent le 4 janvier dans la rade de Pondichéry : deux autres vaisseaux de Madras n'ayant nullement souffert de la tempête vinrent se joindre à eux ; enfin, les quatre navires dont les avaries avaient été les plus fortes, ne tardèrent pas à pouvoir eux-mêmes reprendre la mer. Huit jours après l'orage qu'on avait pu croire un moment son salut, une escadre de 11 voiles bloquait ainsi de nouveau Pondichéry plus étroitement que jamais ;

leurs chaloupes toujours en mer, et croisant en tous sens, empêchaient l'accès de la côte à tout bâtiment, interdisaient à la ville toute communication par mer. De leur côté les assiégeants travaillaient avec ardeur à relever leurs batteries. La petite redoute Saint-Thomas au midi de la ville, jusque là négligée, fut emportée par surprise; Lally la fit reprendre la nuit suivante; il y périt un grand nombre d'Anglais, d'autres furent faits prisonniers, mais Lally fut obligé de renvoyer ceux-ci dès le lendemain, sur leur promesse de ne plus porter les armes : il ne pouvait les nourrir. Le bruit de l'arrivée prochaine d'un corps de Mahrattes se répandait encore de temps à autre dans le camp anglais; mais ces bruits se changèrent bientôt en nouvelles favorables pour les assiégeants. Les agents français avaient offert à Vizuazipunt, outre la cession de Guigee et de Thiagar, une somme de 500,000 roupies pour prix de son alliance; de riches banquiers s'étaient rendus caution de cette somme. Renchérissant sur ces promesses, les Anglais allèrent jusqu'à l'offre d'une somme de 2 millions de roupies payables par moitiés, l'une dans vingt jours, l'autre dans neuf mois. Vizuazipunt se hâta d'accepter, et déclara sans détour aux agents français de ne plus compter sur lui; et ceux-ci se retirèrent immédiatement auprès de Hyder-Ally. Ils espéraient renouer avec ce dernier de nouvelles négociations. Mais il était désormais à craindre qu'avant leur conclusion le sort de Pondichéry ne fût décidé.

Dans la nuit du 12 au 13 janvier (1761) la tranchée fut ouverte pour couronner le chemin couvert. 700 Européens, 400 Lascars, une compagnie de pionniers européens de 70 hommes, et 200 cooleries ne cessèrent d'y travailler toute la nuit. Le colonel Coote, les principaux officiers de l'état-major, Pigot, gouverneur de Madras, s'y trouvaient. Toutes les précautions avaient été si bien prises pour dissimuler cette opération que les assiégés n'en eurent pas connaissance et n'interrompirent pas le travail ; au point du jour seulement ils commencèrent à tirer, et si faiblement qu'ils n'empêchèrent même pas les assiégeants de continuer leurs travaux. Une nouvelle batterie, composée de 10 pièces de canon, et battant le bastion nord-ouest de la ville, et qui reçut le nom de batterie de Hanôvre, ouvrit son feu au point du jour ; les quatre batteries à ricochet déjà construites continuèrent le leur ; enfin, une autre batterie de 11 pièces dirigée contre l'autre face du bastion nord-ouest, se trouva prête à la même époque. La défense avait tellement faibli que les assiégés purent continuer à exécuter en plein jour des travaux qui d'ordinaire ne se font que la nuit ; les assiégés se trouvaient alors réduits aux dernières extrémités. Lally, épuisé de corps et d'esprit, était gravement malade ; s'attendant pour cette nuit à une attaque générale, il se fit néanmoins porter sur les remparts ; et là on le vit distribuer sa dernière pièce de monnaie et sa dernière bouteille de vin aux canonniers af-

faiblis. Déjà, à une époque où il ne restait plus de vivres que pour un temps limité, Lally avait prié le conseil de songer à une capitulation; en s'y prenant dès-lors, il y avait peut-être quelque chance d'obtenir des conditions favorables; ces représentations furent négligées. Il n'était personne qui ne comprît la nécessité pressante de cette mesure; mais l'autorité civile était décidée à se tenir à l'écart de toute négociation; elle voulait en laisser peser toute la responsabilité et l'impopularité sur le général. Le 14 il ne restait plus que 24 heures de vivres dans la place. Lally prévint le conseil de la nécessité où il se trouvait de renoncer à se défendre plus long-temps: il l'engagea à faire ce qu'il jugerait convenable pour les affaires civiles.

Le 14, le soleil était déjà couché, Coote suivant son ordinaire visitait la tranchée lorsqu'il vit s'avancer sous pavillon parlementaire une députation des assiégés. Elle se composait du colonel Durre, commandant l'artillerie française, du Père Lavaur, jésuite, et de MM. Moracin et Courtin, membres du conseil. Coote les reçut au milieu de son état-major. Le colonel Durre lui remit une missive de Lally, où ce dernier essayait de se prévaloir d'un cartel d'échange alors négocié entre la France et l'Angleterre par rapport à leurs possessions dans l'Inde. Le colonel Coote refusa d'acquiescer à cette demande sous prétexte que les termes du cartel n'étaient pas encore parfaitement définis; il insista pour que la place fût rendue à

discrétion ; jurant sur l'honneur qu'il ne manquerait en rien aux devoirs de l'humanité, aux égards réciproques que se devaient les représentants de deux grandes nations européennes. Tous les moyens de défense étant épuisés, il ne restait plus aux assiégés qu'à subir la loi du vainqueur ; il fut donc convenu que la porte de Villenore lui serait livrée le surlendemain. Ce jour-là, Coote se rendit aussitôt chez Lally pour conférer avec lui sur les mesures à prendre ; celui-ci craignant une révolte parmi la garnison, voulut que la citadelle fût livrée le soir même aux Anglais ; il était essentiel de s'assurer des soldats français jusqu'à ce qu'ils fussent envoyés à leurs destinations respectives. Les troupes anglaises entrèrent alors dans la ville ; la garnison se rangea en bataille au pied de la citadelle, et Coote la passa en revue. Elle montait à 1,100 hommes exténués par la faim, les maladies, portant pour la plupart des traces du fer ou du feu de l'ennemi. Les régiments de Lorraine et de Lally, magnifiques à leur débarquement, et les plus belles troupes qu'on eût jamais vues dans l'Inde, conservaient à peine figure humaine ; ils avaient toujours été employés en première ligne aux services les plus pénibles et les plus périlleux. Depuis leur débarquement, malgré les fatigues et les périls de la campagne et du siége, pas un seul n'avait déserté. Le soldat vainqueur ne pouvait contempler ce spectacle sans émotion. La revue passée les soldats déposèrent leurs armes dans la citadelle et furent conduits à leurs prisons

respectives. Le lendemain le pavillon anglais flotta sur les remparts de Pondichéry, il fut salué par l'artillerie des remparts, des batteries et des vaisseaux, de 1,000 coups de canon.

La reddition de Pondichéry était devenue inévitable. Il y a seulement lieu de s'étonner que Lally soit parvenu à force d'intrépidité à la retarder aussi long-temps. Sur les derniers temps du siége Coote écrivait en Angleterre : « Personne n'a une plus haute opinion que moi du général Lally, qui à ma connaissance, a lutté contre des obstacles que je croyais invincibles et qu'il a vaincus.... Il n'y a certainement pas dans toute l'Inde un second homme qui eût pu tenir aussi long-temps sur pied une armée sans solde et ne recevant aucune espèce de secours. » Les habitants de la colonie qui détestaient Lally ne s'en obstinaient pas moins à le considérer comme le seul auteur de cette grande catastrophe. Leur haine, aussitôt qu'elle eut cessé d'être contenue par la terreur qu'il inspirait, éclata en injures, en reproches, en menaces, un moment on peut craindre pis encore. Le matin du jour de son départ pour Madras, des officiers, la plupart des troupes de la Compagnie, se portèrent à son hôtel en grand nombre et en tumulte ; ils forcèrent les portes, écartèrent son aide-de-camp qui voulait leur disputer le passage, et parvinrent jusqu'à l'appartement du général. La garde d'un poste voisin qui accourut en ce moment, les dispersa fort heureusement, prévenant peut-être un meurtre odieux.

Ainsi repoussés ils allèrent à la porte de la ville, attendre le départ de Lally ; celui-ci sortit au commencement de la nuit ; quinze hussards anglais l'accompagnaient ; des menaces, des injures, des sifflets l'accueillirent du plus loin qu'on le vit ; et ce ne fut pas sans peine que son escorte parvint à empêcher la violence. A peu de distance du cortége de Lally venait Du Bois, intendant de l'armée, non moins détesté, et se rendant aussi à Madras. Il avait voulu cheminer à pied pour être moins remarqué. Le rassemblement, qui ne s'était point dissipé, lui adressa les mêmes injures qu'à Lally. Du Bois était un homme de soixante-cinq ans, d'une mauvaise vue. Cédant néanmoins à un sentiment de dignité personnelle, il s'arrête, porte la main à la garde de son épée, et dit qu'il est prêt à répondre à tous ceux qui l'insultent l'un après l'autre. Un officier se présente, mais l'adresse et la force ne répondent pas au courage de Du Bois : à peine eurent-ils croisé le fer que ce dernier tomba frappé d'un coup mortel. Les anciens membres de la régence s'emparèrent aussitôt de ses papiers. On savait qu'il n'avait cessé de protester depuis son arrivée à Pondichéry contre tout ce qui se passait d'illégal et d'irrégulier, qu'il en tenait des notes jour par jour, mais rien ne transpira jamais au sujet de ces papiers.

Quatre jours après la prise de Pondichéry, Pigot somma le colonel Coote de remettre la ville à la régence de Madras comme étant devenue propriété de la Compagnie. Un conseil de guerre s'assembla

pour examiner cette prétention. Ce conseil était composé de deux amiraux, de quatre capitaines de vaisseau, du colonel Coote et de trois majors des troupes du roi. Pigot produisit la patente du roi du 14 janvier 1758 qui réglait le partage des prises; le conseil jugea qu'elle ne s'appliquait pas aux conquêtes territoriales de la nature et de l'importance de Pondichéry. Mais alors Pigot signifia au conseil de guerre, dans le cas où la ville ne serait pas immédiatement remise aux mains de la Compagnie, la régence ne fournirait plus un sou pour la solde des troupes ni pour l'entretien des prisonniers français. Or, ni les amiraux, ni les commandants militaires n'étaient autorisés à tirer sur le trésor royal dans aucune circonstance; le trésor de Madras devait seul fournir à tous leurs besoins. Le conseil, se voyant couper les vivres de cette façon, dut céder; il se contenta de protester contre cette violation de la prérogative royale, La régence donna l'ordre de détruire immédiatement les fortifications de Pondichéry; le départ prochain de l'amiral Stevens pour Bombay hâta l'exécution de ce projet; il était à craindre qu'une escadre française ne tentât de profiter de son absence de reprendre la ville. Par la même raison, la régence s'occupa tout aussitôt de réduire les autres établissements français dans le midi de la presqu'île. C'étaient Mahé sur la côte du Malabar, et les deux forteresses de Gingee et de Thiagar dans le Carnatique.

Mahé, sur la côte du Malabar, est située à 4 milles anglais de Tellicherry, près de la mer et au bord d'une rivière navigable pour les petits bâtiments. La ville est entourée de collines sur lesquels on a construit trois forts, cinq autres forts et le comptoir de Calicut lui étaient subordonnés. Parties de Tellicherry, les troupes anglaises vinrent prendre position devant la ville le 8 février ; le corps d'expédition, sous les ordres du major Hector Munro, consistait en 900 Européens et 700 Indous. Le gouvernement français s'attendant à cette attaque avait contracté des alliances avec les princes voisins, mais en fut abandonné au moment du danger. Le 13, après quelques pourparlers, les Anglais prirent possession de la ville, à condition que les habitants et les propriétés seraient respectés, et que la petite garnison sortirait avec les honneurs de la guerre. Sur la côte de Coromandel, le capitaine Smith ayant sommé les forts de Gingee, le commandant irlandais, nommé Mac'-Grégor, refusa de se rendre; ses forces consistaient en 150 Européens ou Topasses, 600 Cipayes et un mille d'autres Indous, et cette garnison, toute faible qu'elle fût, suffisait à la défense. Mais le capitaine Smith, à l'aide de surprises, s'empara d'abord de la ville, puis de l'un des trois forts; deux autres forts restaient en la puissance des Français, il fallut attendre quelque événement favorable. Assiégée par un autre corps d'expédition l'importante forteresse de Thiagar se rendit après 65 jours d'investissement. La garnison fut traitée sur le

même pied que celle de Pondichéry : les soldats gardés prisonniers, les officiers envoyés en Europe sur leur parole de ne plus porter les armes dans le cours de la guerre actuelle contre les Anglais. Sur la côte du Malabar, les Anglais, après la prise de Mahé, s'étaient occupés de la réduction des petits forts qui en dépendaient ; ils y réussirent en peu de semaines. Ces nouvelles déterminèrent le commandant de Gingee, à adresser des propositions au capitaine Smith qui continuait à le tenir bloqué. Il demandait les honneurs de la guerre pour la garnison, la liberté pour les officiers de se rendre où bon leur semblerait avec armes et bagages, l'envoi des simples soldats en Europe pour y être échangés à la première occasion. Cet endroit était le plus malsain du Carnatique ; les Français y avaient perdu environ 1,200 hommes dans l'espace de dix ans ; aussi le capitaine Smith accepta-t-il ces conditions sans différer, et avant la nuit les Français évacuèrent la place. Ce fut la fin des hostilités entre la France et l'Angleterre ; le Coromandel subissait le même sort que le Bengale. La France n'avait plus, en effet, ni souveraineté, ni grands établissements au Bengale ; toutes ses possessions s'y réduisaient aux factoreries de Surate et de Calicut, n'ayant qu'une importance commerciale. A compter du siége de Madras en 1746, la guerre avait duré quinze années presque sans interruption avec des chances diverses. Commencée par la prise de Madras, elle se terminait par celle de Pondichéry ; le

drapeau français disparut momentanément de l'Inde entière.

Lally arriva à Londres le 23 septembre 1761. En ce moment l'opinion publique commençait déjà à se prononcer contre lui avec beaucoup de violence. Les circonstances lui étaient, en effet, on ne saurait plus contraires. Depuis long-temps une fatalité cruelle s'appesantissait sur la France; en tous lieux la victoire l'avait abandonné; en moins de dix ans elle avait perdu ses établissements d'Afrique et une partie de ses colonies d'Amérique et le Canada tout entier; puis pour couronner tant de malheurs, voilà que l'Inde aussi lui échappait. Tout cela produisait un sourd mécontentement qui ne demandait qu'à éclater. D'un autre côté, une multitude de personnes arrivaient journellement de l'Inde, toutes se plaignant de Lally, quelques uns allant jusqu'à l'accuser de trahison. Le ministère, effrayé pour son compte de l'irritation des esprits, prêtant d'ailleurs l'oreille à ces bruits, ne vit peut-être pas sans une secrète satisfaction l'opinion publique s'en prendre au seul Lally de ce nouveau malheur. Quant à ce dernier, en apprenant ce qui se passait, il sollicita et obtint du ministère anglais l'autorisation de se rendre en France sur parole; il était impatient de se trouver en face de ses accusateurs. A peine arrivé, il leur renvoya insulte pour insulte, menace pour menace. Passant à une démarche plus directe, il accusa dans toutes les formes Bussy,

de Leyrit, Moracin et Courtin d'avoir été les auteurs de la perte de la colonie, par suite de la haine qu'ils lui portaient à cause de ses propres efforts pour détruire les abus. Ces messieurs remirent au contrôleur-général un mémoire qui renfermait leur justification et leurs propres griefs contre l'ancien gouverneur-général. Ils demandaient au roi la per mission de se défendre publiquement devant un tribunal. 200 personnes à peu près étaient arrivées de l'Inde; elles parlaient dans le sens des signataires de ce mémoire, à l'exception d'une vingtaine d'entre elles dont les discours étaient plus favorables à Lally.

Sous l'impression de cette clameur publique, le ministre de la guerre signa une lettre de cachet pour Lally. Cependant on tardait à la lui signifier; mais en l'apprenant, celui-ci se rendit de son propre mouvement à la Bastille; de là il écrivit au ministre : « J'apporte ici ma tête et mon innocence. » Son emprisonnement durait déjà depuis dix-neuf mois, lorsqu'un incident singulier fit commencer le procès. Un jésuite, le père Lavaur, qui à Pondichéry avait joui d'un grand crédit sur les membres du conseil de la colonie, était chargé de leurs intérêts à Paris. Ennemi de Lally, il devait être un témoin des plus importants dans la procédure qui devait s'engager, mais il mourut au mois de juin 1763. Or, ce jésuite avait composé deux écrits sur les affaires de l'Inde : l'un était une apologie, de la conduite du général; l'autre un libelle diffamatoire

où toutes ses démarches étaient interprétées de la manière la plus odieuse : il s'était, à ce qu'il paraît, proposé de faire usage de l'un ou de l'autre de ces manuscrits suivant les circonstances. Le premier fut supprimé, le second devint la base d'une accusation des crimes de concussion et de haute trahison. Le parlement qui dans ce moment était en lutte contre l'autorité ministérielle, mit de l'empressement à agir contre un agent de cette autorité. Le Châtelet reçut ordre d'instruire. Des lettres-patentes survinrent alors qui déférèrent le procès à la grand'chambre de Paris, transformée en commission par ces mêmes lettres. Ces lettres ordonnaient à la grand'chambre d'informer sur tous les délits commis dans l'Inde, *tant avant que depuis l'arrivée du comte de Lally*. La disposition du public, celle d'une partie des conseillers du parlement, l'immense multitude des ennemis de Lally, rendirent illusoire cette clause introduite en faveur de l'accusé : l'instruction fut dirigée exclusivement contre Lally.

La procédure ne dura pas moins de dix-huit mois. Le nombre des chefs d'accusation s'élevait à 160, celui des témoins à près de 200. Toute expression violente, tout accès d'humeur, devenaient, grâce à l'animosité de ses ennemis, autant de délits positifs dont un grand nombre de témoins déposait. Cependant, loin de plier la tête avant l'orage, Lally sembla prendre plaisir plus d'une fois à braver ses accusateurs et ses juges. Ce fut en vain qu'il réclama sans

cesse d'être jugé par un conseil de guerre. Le parlement retint la cause; les conseillers de la grand'-chambre voulurent demeurer juges souverains des opérations militaires les plus compliquées. Au commencement des interrogatoires, Lally, apercevant la sellette, découvrit à la fois sa tête blanchie et sa poitrine, couverte de nombreuses cicatrices, et s'écria : « Voilà donc la récompense de cinquante-cinq ans de services ! » Le 6 mai 1766, l'arrêt fut prononcé. Cet arrêt déchargeait Lally du crime de haute trahison et de concussion, mais le condamnait à être décapité comme convaincu d'avoir trahi les intérêts du roi et de la Compagnie des Indes, d'abus d'autorité, vexations, exactions, etc. On le fit alors sortir de la Bastille, prison d'État, pour le mettre à la Conciergerie, réservée aux criminels ordinaires. Lally, bien qu'il connût les conclusions de l'arrêt, espérait encore; une demande en grâce avait été adressée au roi par de nombreux amis. Mais cette espérance était vaine; le vendredi 9 il fut amené à la chapelle de la Conciergerie, où se trouvaient le greffier du parlement et un confesseur. Le greffier commençait la lecture de l'arrêt d'une voix émue : « Abrégez, dit le comte, passez aux conclusions. » A ces mots : *trahi les intérêts du roi*, il s'écria d'une voix tonnante : Jamais, jamais ! La lecture finie, il se laissa aller contre les juges et les témoins à toutes les injures que peuvent inspirer la rage, la haine, le désespoir. Il se tut enfin, marcha quelques instants d'un air calme, puis, fei-

gnant de s'agenouiller, se plongea dans le sein un compas dont il s'était servi pour dessiner des cartes géographiques; le coup pénétra de quatre pouces sans être mortel. Ce paroxysme de fureur passé, il prêta l'oreille aux paroles de son confesseur, et, sur les exhortations de cet ecclésiastique, reprit même assez d'empire sur lui pour le prier de dire à ses juges qu'il leur pardonnait. L'ecclésiastique avait été autorisé à promettre à Lally qu'il lui serait permis de se rendre en place de Grève dans son carrosse, aux flambeaux, suivi d'un corbillard, et des voitures de quelques uns de ses amis qui avaient eu le courage de lui faire offrir ce dernier témoignage de dévouement; ces lugubres honneurs lui furent refusés. Une mauvaise charrette qui par hasard passait devant la prison, fut mise en réquisition pour le conduire au lieu du supplice. En apercevant ce sale tombereau, Lally dit au curé : « J'étais payé pour m'attendre à tout de la part des hommes; mais vous, monsieur, vous, me tromper !... » L'ecclésiastique répondit de toute la force de sa voix : « Monsieur le comte, dites qu'on nous a trompés tous deux. » C'est dans ce triste équipage que Lally se rendit au lieu du supplice, la tête découverte, un fort mauvais habit sur le corps, un bâillon dans la bouche, qui débordait de trois pouces sur les lèvres, car on craignait l'effet de ses invectives sur le peuple. Il monta d'un pas ferme sur l'échafaud, s'agenouilla de son propre mouvement, et reçut le coup mortel. Il était dans la soixante-sixième année de son âge.

On ne saurait considérer sans quelque émotion cette sanglante catastrophe. Les fautes de Lally furent sans doute nombreuses : le rappel de Bussy de la cour du subahdar entraîna la perte des circars du Nord ; le siége de Madras fut entrepris sans discernement, conduit de la même manière ; la division de ses troupes en deux corps d'armée en face d'un ennemi déjà supérieur en nombre, contraire à toutes les règles de la guerre, permit aux Anglais de s'étendre au sud du Paliar et de s'emparer de Wandeswah et de Carangoly ; sa tentative imprudente sur Wandeswah lui fit perdre la bataille de ce nom, qui amena les Anglais sous les murs de Pondichéry ; enfin les emportements, la violence de son caractère, aggravèrent sans cesse une situation déjà tellement critique en aliénant de lui les esprits de ses subordonnés ; il se trouva ainsi privé d'une partie des ressources que lui aurait valu un concours plus empressé. Il se créa comme à plaisir, à côté, autour de lui, dans l'armée, dans l'administration, parmi les habitants de Pondichéry, des ennemis bien plus redoutables que ceux qu'il était envoyé pour combattre ; et de la sorte fut consommée par ses mains la perte de l'Inde. Mais il faut dire aussi qu'il suppléa à ces inconvénients de son caractère, autant du moins que la chose fut possible, par une bravoure brillante, une ardeur indomptable, un dévouement absolu aux intérêts du roi et de la patrie. Il inspirait aux Anglais, même au milieu de ses désastres accumulés, une sorte d'admi-

ration mêlée de crainte dont les paroles du colonel Coote déjà citées sont un noble témoignage. Si le principe qu'une série de délits partiels peut équivaloir à un crime capital était admis, il y aurait peu d'hommes ayant exercé une grande autorité qui pussent se flatter d'être innocents. Si le malheur seul fait le crime, indépendamment de l'intention, tout général vaincu devrait porter sa tête sur l'échafaud. Il n'y a donc pas à s'étonner que l'opinion publique ait bientôt réformé l'arrêt du parlement. Lorsque Voltaire dit que l'exécution de Lally fut un assassinat commis avec le glaive de la justice, il ne fut que l'organe de l'opinion générale. Un autre mot cruel dans sa forme, mais contenant un grand fond de vérité, fut encore dit à ce sujet : « Tout le monde, dit d'Alembert, a droit de tuer Lally, excepté le bourreau. » C'est qu'il était impossible d'être moins propre que Lally au rôle qu'il était appelé à jouer. Il portait un caractère impétueux, violent, irritable à l'excès, là où tout était affaire de ménagement et de temporisation. Il était dominé par une seule idée, tandis que les intérêts auxquels il était mêlé étaient éminemment variables et compliqués; il ne voulait se conduire que par ce qu'il avait vu ou fait ailleurs, en Allemagne, en Espagne, dans les Pays-Bas, là où tout était différent, circonstances, hommes et choses. Il méprisait et opprimait les Indous là où il fallait avant tout les capter, les séduire, les entraîner. Habile et expérimenté dans la guerre méthodique

de l'Europe, il apportait la roideur systématique d'un général allemand là où il fallait l'heureux et souple génie d'un Clive ou d'un Bussy. Excellent lieutenant du maréchal de Saxe, peut-être aurait-il eu lui-même du succès à la tête d'une armée en Europe; il aurait pu mener des bourgmestres, des curés, des fournisseurs; nul homme n'était moins propre à se mettre au fait de la politique orientale, à traiter avec des nabobs, des subahdards. Déjà vieux quand il arriva dans l'Inde, il apportait des opinions arrêtées, des idées fixées sur toutes choses, dans un monde qui ne ressemblait en rien au monde d'où il venait, où s'étaient formées et développées ses opinions. Dans une position aussi fausse, en raison de ce contraste complet entre ses facultés et sa situation, il arriva que tout tourna contre lui, ses bonnes qualités aussi bien que ses mauvaises, ses vertus autant que ses vices. La destinée s'était permis une ironie sanglante en l'appelant sur un théâtre pour lequel il était si peu fait. Un loyal gentilhomme, un hardi soldat, un habile officier monta sur l'échafaud, flétri de la triple accusation d'ignorance, de lâcheté, de trahison. Si l'histoire peut expliquer cette terrible catastrophe, l'historien ne saurait la raconter sans un profond attendrissement.

LIVRE VII.

SOMMAIRE.

Situation de la cour de Delhi après Nadir-Shah. — Naissance et progrès des Rohillas. — Ahmed-Abdallah. — Les Afghans. — Prise de Delhi par les Mahrattes. — Les Afghans et les Mahrattes prennent position auprès du village de Panniput. — Bataille de Panniput. — Entreprise du shahzada (fils aîné de l'empereur) sur le Bengale. — Frayeurs et indécision de Meer-Jaffier ; conseil de Clive. — L'armée du shahzada est dispersée. — Expédition des Hollandais au Bengale. — Mour bat et disperse leurs troupes. — Lettre de Clive à M. Pitt, depuis lord Chatam, sur les affaires de l'Inde. — Clive conseille à la couronne de s'en emparer. — Conférence à ce sujet entre M. Pitt et le secrétaire de Clive. — Situation intérieure du gouvernement de Calcutta en 1760. — Départ de Clive. — Le shahzada, devenu empereur, marche de nouveau sur le Bengale. — Il met le siége devant Patna. — Knox fait lever le siége. — Bataille de Patna. — Fuite de l'empereur. — Mort de Meerum. — Déposition de Meer-Jaffier. — Meer-Caussim devient nabob. — Dissension dans le conseil de Calcutta. — Nouvelle défaite de l'empereur. — Meer-Caussim prête hommage à l'empereur et en reçoit l'investiture de nabob du Bengale. — Mort de Bomnarain. — Dissentiment entre le conseil de Calcutta et la cour des Directeurs. — Du commerce intérieur au Bengale. — Destruction de tous droits de douanes par le nabob. — Guerre entre Meer-Caussim et les Anglais. — Combat sous les murs de Patna, et défaite de Meer-Caussim. — Sédition dans l'armée. — Bataille de Buxas. — Arrangement avec l'empereur. — Restauration et mort de Meer-Jaffier. — Najeeb-ad-Dowlah, fils de Jaffier, lui succède. — Négociations avec le nabob, vizir de Oude. — Situation intérieure du Carnatique en 1763. — Projets du nabob sur le gouverneur de Vellore, le roi de Tanjore en les Marawars. — Traité de paix avec la France, 1763. — Discussion entre la régence et le nabob. — Mahomet-Issoof. — Discussion entre le nabob du Carnatique et le rajah de Tanjore. — Situation de la présidence de Bombay. — Défense aux employés de la Compagnie de faire le commerce et de recevoir des présents. — Clive en Angleterre. — Inimitié de Clive et de Sullivan, président de la cour des Directeurs. — Clive nommé gouverneur du Bengale. — Il arrive à Madras. — Son opinion sur la situation politique des affaires de la Compagnie.

(1761—1765.)

LIVRE VII.

Nadir, après avoir épargné dans Mahomet un simulacre de royauté, était parti de Delhi dans le mois d'avril 1739. Ce dernier se vit dans l'obligation de rendre le visirat à Kummeer-ad-Dien-Kahn, parent de Nizam-al-Mulk. Le gouverneur d'Oude étant mort, fut remplacé par son gendre Abul-Mansoor-Kahn-Suffder-Jung, qui reçut peu de temps après le titre de grand maître de la maison impériale. L'empereur avait à peine repris les rênes de l'État, qu'une révolte de la part d'un chef factieux l'obligea de se mettre en campagne : c'était Ali-Mahomet-Khan, qui fonda la puissance des Rohillas, nom donné à certaines tribus d'Afghans, habitant le district de Roh sur les frontières du Caboul, et destinées à devenir bientôt célèbres dans l'histoire

de l'Indostan. Ali-Mahomet, d'une extraction indoue et d'une caste inférieure, fut adopté par un Afghan de la tribu des Rohillas, dont le rang n'était guère supérieur au sien. Il entra dans l'armée comme simple soldat, et parvint bientôt au commandement d'un petit corps de cavalerie. Le visir, gouverneur de Moorshadabad, l'ayant remarqué en raison de son intelligence, lui donna le commandement de quelque petit territoire. L'invasion de Nadir-Shah, la faiblesse de l'empereur, fournissaient à un homme tel qu'Ali-Mahomet de faciles occasions d'agrandissement; sous prétexte de les affermer, il ajoutait sans cesse de nouveaux territoires aux siens, et augmentait dans la même proportion le nombre des Afghans à sa solde. Dès qu'il se sentit quelque puissance, il fut en retard pour le paiement de ses contributions; le visir envoya un corps d'armée pour le réduire à l'obéissance, mais le rebelle fut vainqueur. Effrayé de ce succès, le visir crut plus avantageux de traiter avec lui que de combattre; il le confirma dans le même gouvernement; et Ali-Mahomet, devenu plus audacieux, ne cessa d'en reculer de jour en jour les limites. Bientôt Moorshadabad, Bareilly, Ounlah, Sambol, Bangur, Budaon, Amroah, reconnurent son autorité, et tout ce pays fut alors connu sous le nom du Rohilcund, du nom de la tribu des Rohillas dont Ali-Mahomet était le chef, et à laquelle appartenaient le plus grand nombre de ses partisans. Ces progrès ne tardèrent pas à alarmer le vice-roi d'Oude; et, sur les re-

présentations de ce dernier, l'empereur se mit lui-même en campagne. Les Rohillas auraient été incapables de résister à l'armée impériale : Ali-Mahomet, investi dans une de ses forteresses, mit ses trésors en sûreté, et, se croyant certain de la protection du visir auprès de l'empereur, se rendit à discrétion. Le gouvernement à la tête duquel il se trouvait lui fut enlevé; mais, grâce aux bons offices du visir, il fut nommé phousdar du district de Serhind, territoire situé dans la partie supérieure de la province de Delhi. Le phousdar exerçait au nom de l'empereur l'autorité militaire et judiciaire.

Peu de temps après cet événement, Ahmed-Abdallah parut pour la première fois sur la scène de cette histoire. Ahmed-Abdallah était un Afghan de la tribu d'Abdal, habitant une contrée montagneuse dans le voisinage de Herat. Tout jeune, il tomba dans les mains de Nadir-Shah et devint esclave de ce prince. Attirant l'attention de son maître, il fut nommé à l'emploi de porte-masse; élevé par la suite à un rang plus considérable, il accompagnait Nadir-Shah à l'époque de l'invasion de l'Indostan par ce dernier. Après l'assassinat de celui-ci en 1747, Ahmed-Abdallah se mit en route vers sa patrie, accompagné d'un corps d'armée considérable recruté dans les débris de l'armée de Nadir; qui s'était dispersée comme d'ordinaire, après la mort de son chef. Un convoi chargé d'argent, qui se dirigeait vers le camp impérial et dont il s'empara,

augmenta de beaucoup ses ressources. Il se fit bientôt proclamer chef, roi, shah des Afghans, et s'empara promptement du Candahar, du Caboul et de Lahore. Alors il éleva plus haut son ambition, et pensa à la conquête de la capitale de l'Indostan, vers laquelle il se mit en marche. Le fils aîné de l'empereur et le visir se portèrent à sa rencontre sur les bords de la Suttleje ; il eut l'art de leur dérober sa marche, et continua d'avancer sur Delhi. L'armée impériale le suivit ; des escarmourches fréquentes eurent lieu entre les deux armées : le visir fut tué d'un boulet de canon ; toutefois dans cette occasion, les chefs, par leur courage et leur fermeté, réussirent à empêcher l'armée de se dissoudre. Ahmed-Abdallah n'osant pas en venir à un engagement définitif, rétrograda sur Caboul ; heureux événement, qui laissa mourir en paix l'empereur, dans la trentième année de son règne, affaibli, épuisé depuis long-temps par l'usage de l'opium. Il eut pour successeur son fils aîné Ahmed-Shah.

Nizam-al-Mulk, appelé au visirat par le nouvel empereur, s'excusa sur son âge, et mourut effectivement un mois après le commencement du nouveau règne : il était âgé de cent quatre ans. Amené par sa bonne fortune au milieu de l'armée où expira son père, Nazir-Jung, son second fils, le remplaça. Le vice-roi d'Oude, Suffder-Jung, sur le refus de Nizam-al-Mulk, fut appelé au visirat. Les Rohillas et les Afghans ne tardèrent pas alors à paraître de

nouveau sur la scène. Ali-Mahomet, à l'époque de l'expédition des Afghans, trouva le moyen de retourner dans le Rohilcund : il en chassa le gouverneur nommé par l'empereur, et en reprit de nouveau possession. D'ailleurs le temps lui manqua pour jouir de ce succès; il mourut presque immédiatement d'un cancer au dos. Le visir crut pouvoir profiter de cette circonstance pour la ruine des Rohillas, dont le voisinage et l'esprit entreprenant lui causaient de perpétuelles inquiétudes : il leur suscita des ennemis, les attaqua lui-même, mais fut complétement défait dans une bataille rangée. Espérant profiter de ces divisions, les Afghans se portèrent, en deux corps d'armée, sur Allahabad et Luknow qu'ils investirent. Le visir alarmé dans la possession de ses propres États, eut recours alors à l'expédient fort dangereux d'appeler les Mahrattes à son secours; ceux-ci accourus à cette invitation, grâce à leur rapidité ordinaire, surprirent les Afghans en divers lieux à la fois; ils les défirent en plusieurs rencontres, et les contraignirent à chercher un refuge dans les montagnes voisines. Mais alors, loin de montrer quelque envie de se retirer, ils s'établirent dans le pays qu'ils venaient de délivrer; le visir se vit dans l'obligation de leur en céder une partie, puis, pour faire tête à ses nouveaux amis devenus tout-à-coup les maîtres chez lui, de rappeler les Afghans. L'année précédente (1749), Ahmed-Abdallah s'était emparé des provinces de Multan et de Lahore,

qui lui furent peu après cédées par la cour de Delhi dans un traité définitif.

Nazir-Jung, ce fils de Nizam-al-Mulk qui lui avait succédé, ne jouit pas long-temps de cette haute situation : il mourut peu de mois après son père. Le fils de son frère aîné sollicita de la cour de Delhi la vice-royauté du Deccan, et prenant à sa solde une armée mahratte, il marcha sur Aurengabad ; il n'éprouvait de résistance nulle part, mais lui-même mourut peu après. Son fils, grâce à la bienveillance du visir qu'il sut se ménager, se fit élever à la dignité d'ameer-al-omrah, et reçut les titres de son père : Ghazee-ad-Dien-Khan-Bahadur. Toutefois, au milieu des dissensions qui divisaient la cour entre le visir et l'empereur, ce fut au parti de ce dernier qu'il s'attacha. Le visir tenta d'élever au trône un jeune prince de la famille royale ; il fut défait, abandonna cette entreprise, se retira dans son gouvernement, et fut remplacé dans le visirat par son fils Intizam-Dowlah. Les Jaats s'étaient emparés d'une partie de la province d'Agra ; ils furent repoussés par Ghazee-ad-Dien. Mais celui-ci ne tarda pas à user contre l'empereur lui-même de la puissance qu'il avait acquise à son service : profitant d'un moment où l'armée de ce dernier, surprise par Holkar-Mulhar, avait été dispersée, il marcha sur la capitale, le fit prisonnier ainsi que l'impératrice mère, leur fit crever les yeux, et mit sur le trône, sous le nom d'Alumgeer II, le fils du dernier Jehander-Shah. Le visir dépos-

sédé, Suffder-Jung, mourut dans sa vice-royauté d'Oude l'année même où s'accomplit cette révolution.

Abdallah avait laissé l'administration des provinces de Multan et de Lahore, dont il avait récemment acquis la souveraineté, au gouverneur impérial; à la mort de celui-ci, il lui donna pour successeur son fils encore mineur, et le gouvernement fut confié à la mère de celui-ci. Le visir (qui avait abandonné son titre de Ghazee-ad-Dien-Khan pour celui de Umad-al-Mulk) crut pouvoir profiter de la faiblesse qu'il supposait devoir être inhérente au gouvernement d'une femme, pour essayer de recouvrer ces deux provinces. Il demanda la main d'une sœur du jeune rajah de Multan, qui jadis lui avait été promise. La régente s'empressa d'accueillir cette demande, et envoya au visir sa fille avec des présents magnifiques et une nombreuse escorte. Umad-al-Mulk profitant de la sécurité inspirée à sa belle-mère par cette alliance, dirigea en secret sur Lahore un corps de troupes qui s'empara tout à la fois de Lahore et de cette princesse. Ahmeed-Shah, enflammé de colère en apprenant cette trahison, accourut du Candahar, où il se trouvait, sur Lahore qui fut évacué à son approche. De là il marcha, sans s'arrêter vers Delhi. Le visir comprenant l'impossibilité où il était de lutter contre Ahmed-Shah, tenta de négocier une réconciliation; sa belle-mère lui servit d'intermédiaire. L'Afghan continua sa marche, sans rejeter entièrement la

prière, il se bornait à mettre sa modération à un haut prix. A son approche, Alumgeer fit ouvrir les portes de la capitale, se porta au-devant de lui, affectant de le recevoir comme un hôte dont il avait lui-même sollicité la visite. Pendant plusieurs semaines Delhi devint la proie d'une soldatesque effrénée; après en avoir épuisé les richesses, Ahmed-Shah fut mettre le siége devant Agra; mais la peste se mit alors dans son camp, ce qui le décida à regagner ses foyers. En apprenant la marche rétrograde de l'Afghan, le visir, qui jusque là s'était tenu éloigné de Delhi, fit ses préparatifs pour y retourner; il avait engagé à son service le chef Rohilla de Furenekabad et un corps d'armée mahratte. Apprenant leur arrivée, l'empereur fit fermer les portes de Delhi; mais après un siége de quarante-cinq jours il fut obligé de les ouvrir de nouveau. A son départ, Ahmed-Shah, sur la recommandation de l'empereur, avait élevé à la dignité d'ameer-al-omrah un chef de Rohilles nommé Nujeeb-ad-Dowlah; celui-ci trouva le moyen de s'échapper et de se réfugier dans le Rochilcund. Alee-Gohur, le fils aîné de l'empereur, un moment prisonnier du visir triomphant, trouva le moyen de s'échapper et le rejoignit peu après.

A l'instigation du visir, deux chefs de Mahrattes, Jungkojee et Duttah-Soindiah, sortirent du Deccan, ne méditant rien moins que la conquête de l'Indostan. Ils traversèrent la Jumna, attaquèrent Nujeb-ad-Dowlah dans le district où ce dernier s'é-

tait réfugié, le chassèrent de la plaine et le contraignirent de chercher un asile dans les montagnes. Sujah-ad-Dowlah, nabob d'Oude, comprenant le danger dont il était lui-même menacé par ceux-ci, se hâta de marcher au secours de Nujeeb-ad-Dowlah : il attaqua l'armée mahratte, la défit complétement, lui tua beaucoup de monde et l'obligea à repasser en désordre la rivière. Le visir, aussitôt qu'il apprit l'alliance récemment formée entre Sujah-ad-Dowlah et les Rohillas, se hâta de marcher au secours des Mahrattes. Alumgeer, en correspondance avec les ennemis de Umad-al-Mulk, leur révélait secrètement ce qu'il pouvait apprendre des projets, des plans de ce dernier qui finit par en être instruit et se vengea. Par ses ordres, un Cachemirien s'introduisit dans l'appartement de l'empereur, le poignarda et le jeta par la fenêtre; le corps, dépouillé par le peuple, demeura exposé dix-huit heures sur la rive de la Jumma. Le visir retira de prison un jeune prince, petit-fils du dernier des fils d'Aureng-Zeb, et le plaça sur le trône; cela fait, il se hâta de marcher à la rencontre de Nujeeb-ad Dowlah et du nabob d'Oude; mais la paix était conclue avant qu'il eût paru sur le champ de bataille, et les Mahrattes en pleine marche pour s'opposer à Ahmed-Abdallah. A cette nouvelle, le visir se hâta de se réfugier dans une de ses forteresses. A l'époque de sa dernière retraite, Ahmed-Shah avait laissé un de ses fils, encore fort jeune, comme gouverneur des provinces

de Lahore et de Multan; les Seicks, profitant de l'état de désordre de ces provinces, les attaquèrent avec avantage; les Mahrattes s'étaient joints à eux, et prirent possession de toutes deux: ils y placèrent un gouverneur de leur nation, qui ajouta de nouveaux territoires à ces récentes acquisitions et étendit leur empire jusqu'à la rivière d'Attock. A cette époque, l'Inde entière menaçait de devenir la proie des Mahrattes, et le serait devenue si les Afghans ne s'étaient pas rencontrés pour arrêter leur fortune alors à son apogée. Irrités de la perte de ces deux provinces, les Afghans s'avançaient en diligence, impatients de rencontrer leurs rivaux; à leur approche, ceux-ci évacuèrent les deux provinces de Lahore et de Multan, et concentrèrent leur forces dans le voisinage de Delhi. Les rangs des Afghans furent successivement grossis par un grand nombre de chefs les plus importants, les plus puissants du Rohilcund. Les Mahrattes s'étaient enfermés dans un camp, et les Afghans prirent position à quelque distance; ils offrirent plusieurs fois la bataille, que les Mahrattes refusèrent jusqu'au moment où le manque de vivres les contraignit de l'accepter. Le sort des armes leur fut contraire; leur cavalerie, qui montait à plus de 60,000 hommes d'élite, fut détruite; Duttah-Seindiah, qui la commandait, demeura parmi les morts. Un corps de cavalerie sous les ordres de Holkar, séparé du corps d'armée principal, fut surpris par un détachement ennemi et taillé en pièces; Hol-

kar se sauva presque nu, à peine accompagné d'un petit nombre de cavaliers.

Ahmed-Shah, après cette victoire, prit ses quartiers d'hiver à Secundra et dans ses environs. Les Mahrattes firent de grands efforts et parvinrent à rassembler une armée considérable, dans le but de venger leur dernier désastre. Subdaschee-Rao, ordinairement désigné sous le nom de Bhow, et neveu du Peschwah, commandait l'armée, à laquelle s'étaient joints tous les chefs mahrattes de quelque distinction. Le visir Umad-al-Mulk vint aussi se réunir à eux; Surajee-Mul le Jaat suivit son exemple. Ils arrivèrent sur les bords de la Jumma, impatients de combattre; mais les eaux n'étaient plus assez basses pour permettre le passage; circonstance qui détermina le chef mahratte à prendre position dans les environs de Delhi. Un parti de Mahrattes, escaladant une des tours de la citadelle, parvint dans l'intérieur; le corps d'armée principal assaillit en même temps le corps de la place. Le succès était infaillible si les assaillants eussent eu l'idée d'ouvrir une des portes de la place; emportés par l'ardeur du pillage, ils l'oublièrent; un détachement d'environ 12 hommes de la garnison les attaquant alors, au moment où ils y pensaient le moins, les força d'évacuer la place. Un siége régulier fut aussitôt commencé, et après avoir supporté pendant quelques jours le feu des assiégeants, la citadelle ouvrit ses portes. Les Mahrattes, à peine entrés dans Delhi, placèrent sur le

trône Jewan-Bukht, fils de Alee-Gohur, et lui donnèrent pour visir Sujah-ad-Dowlah, nabob d'Oude. Comme la Jumma continuait à n'être pas guéable, le Bhow prit ses cantonnements à Delhi. La disette de vivres et le manque d'argent se firent bientôt sentir parmi les Mahrattes. Ahmed-Shah-Abdallah, cantonné sur les bords de la Jumma, entra en négociations avec eux, dans le but de leur cacher ses véritables desseins; mais ayant découvert un gué, il passa tout-à-coup la rivière. Une affaire eut lieu entre les avant-gardes des deux armées, où chacune d'elles s'attribua la victoire. Les Mahrattes, pleins d'ardeur, voulaient attaquer dès le lendemain; toutefois un avis plus prudent prévalut parmi les chefs, encore effrayés de leurs dernières défaites.

Le Bhow s'établit dans la plaine, auprès du village de Panniput, où il se fortifia avec soin; un rempart garni de canons et un fossé de 50 pieds de large, sur 12 de profondeur, entourait à la fois son camp et le village de Panniput. De son côté, Ahmed-Shah prit à quelque distance une position qu'il fortifia avec des abatis d'arbres. L'armée d'Ahmet-Shah consistait en 42,000 hommes de cavalerie, 38,000 d'infanterie, et environ 70 pièces de canon, de troupes régulières; les troupes irrégulières pouvaient se monter, à peu de chose près, au même nombre. Les Mahrattes comptaient 55,000 hommes de cavalerie, 15,000 d'infanterie et 200 pièces de canon; leurs troupes irrégulières

et les suivants du camp, dépassaient, assure-t-on, le chiffre de 200,000. Des actions journalières eurent lieu pendant quelques jours entre les Mahrattes et les Afghans; l'avantage demeura souvent aux premiers. Ils firent plusieurs tentatives pour pousser Ahmed-Shah à une action générale, celui-ci s'y refusa constamment : il savait que la disette la plus extrême se faisait déjà sentir chez ses ennemis; et il différait de les attaquer jusqu'au moment où elle les aurait suffisamment affaiblis. Habitués depuis long-temps à une grande abondance, les Mahrattes étaient devenus incapables de supporter les privations : une meurtrière épidémie éclata parmi eux; et bientôt la faim et la maladie réunies moissonnèrent plus de victimes que ne l'aurait pu faire le sabre des Afghans. Holkar, ayant noué des négociations avec Ahmed-Shah, voulait éviter pendant quelque temps encore une action décisive; mais il n'était personne dans le camp qui n'aspirât au moment de combattre. De toutes parts les soldats s'écriaient que mieux valait la mort du champ de bataille que les angoisses et les tourments de la faim où ils se consumaient ainsi que leurs familles. Les chefs, assemblés par le Bhow, furent de l'avis des soldats. Le Bhow rompit le conseil avec les cérémonies ordinaires, c'est-à-dire en distribuant le betel. Des ordres furent donnés pour le combat du lendemain, et le peu de grains qui restaient dans les magasins distribués aux troupes, dans l'espérance qu'une nourriture dont ils étaient privés

depuis long-temps leur rendrait quelque force. Le reste de la nuit se passa dans un silencieux recueillement.

Le 7 janvier (1760), une heure avant le lever du soleil, les Mahrattes sortirent de leurs retranchements ; l'artillerie marchait en tête de la colonne; le reste de l'armée venait en arrière, divisée en plusieurs corps dont chacun était commandé par un des chefs de distinction. Ils avancèrent lentement vers le camp d'Ahmed-Shah; en signe de deuil les sommets de leurs turbans tombaient sur leurs épaules, leurs mains et leurs figures étaient peintes en jaune avec une préparation de turmerie, toute leur contenance manifestait bien plutôt la résignation du désespoir que la noble confiance d'une armée qui se croit sûre de la victoire. Un soldat des troupes de Sujah-ad-Dowlah, qui se trouvait en vedette, les aperçut aux premiers rayons du soleil, se hâta d'en faire donner avis à Ahmed-Shah. Celui-ci dormait profondément, son cheval tout sellé à l'entrée de sa tente : éveillé, il demande ce qui se passe, monte à cheval, et, pour reconnaître l'ennemi, s'avance à un mille environ en avant du camp. N'apercevant d'abord rien, il commençait à douter de la vérité de la nouvelle; mais tout-à-coup l'artillerie des Mahrattes fit une décharge générale; à ce bruit, Ahmed-Shah, qui fumait une pipe persane, se tourna du côté de Sujah-ad-Dowlah qui l'avait accompagné : « Par ma foi, dit-il, les nouvelles de votre serviteur sont bien réelles; » puis,

avec le même calme, donna l'ordre d'avancer. Au centre de la ligne d'Ahmed-Shah se trouvaient le grand-visir et les Afghans ; à sa droite et à sa gauche les Rohillas et les chefs ses alliés. L'artillerie devançait de quelques pas la ligne de bataille. Le Bhow, au centre des Mahrattes, et avec lui le grand étendard de la nation, se trouvaient en face du visir. Ahmed-Shah, à la tête d'un corps peu nombreux, mais d'élite, se tenait un peu en arrière de son corps d'armée principal. La bataille commença par une canonnade générale. Bientôt les deux armées ont laissé en arrière leur artillerie, les Mahrattes font retentir leur cri de guerre : puis chargeant délibérément le centre de l'armée ennemie, qu'ils enfoncent. Une mêlée sanglante s'ensuivit. La poussière et la confusion devinrent telles, que les combattants, dont les sabres s'entrechoquaient, ne se distinguaient les uns des autres qu'à leurs cris ennemis : Allah et Deen ! d'un côté, de l'autre le continuel Hurr Hurree ! des Mahrattes. Le grand-visir, bien que démonté, entouré de ses plus braves cavaliers, soutint vigoureusement le choc. Voyant ses soldats s'enfuir, il leur criait : « Où allez-vous donc, camarades ? Notre patrie est trop loin pour que vous l'atteigniez. » L'aile droite des Afghans fut brisée aussi bien que leur centre ; à midi, l'aile gauche demeurait seule intacte.

Ahmed-Shah, dans cet instant critique, montra la décision d'un grand capitaine : il envoya des renforts à l'aile droite ; celle-ci sur ses ordres réi-

térés reprit l'offensive, et exécuta avec 10,000 chevaux une nouvelle charge sur le centre de l'ennemi. Les Mahrattes combattirent vaillamment; mais la faiblesse de leur constitution leur donnait du désavantage dans les combats corps à corps, et par conséquent dans la mêlée générale qui suivit le premier choc. Mulhar-Rao-Holkar, accusé par quelques uns de trahison, s'il ne fut pas coupable, comme tout porte à le croire, agit du moins avec une grande faiblesse; il se retira prématurément du champ de bataille, et bientôt tout ne fut plus que désordre et découragement parmi les siens. Les Mahrattes, cessant toute résistance, ne songèrent plus qu'à la fuite; essayant de regagner leur camp, ils se précipitèrent en foule dans les fossés où ils périrent par milliers. Les hommes hors d'état de combattre, les femmes et les enfants étaient entassés dans le village de Panniput, qui fut cerné pendant la nuit; au point du jour, les Afghans se partagèrent comme esclaves les femmes et les enfants; les hommes furent décapités, et leurs têtes entassées en pyramides sur le front du camp. On calcula que 200,000 hommes de l'armée du Bhow périrent dans cette bataille, une des plus sanglantes qui aient jamais été livrées. La puissance mahratte en reçut un coup dont elle ne se releva pas de long-temps. D'ailleurs Ahmed-Shah négligea de tirer parti de la victoire; il séjourna quelque temps à Delhi, reconnut comme empereur Alee-Gohur, sous le titre de Shah-Alaum II, puis rega-

gna Caboul sa propre capitale. La date de cette bataille peut, en outre, être considérée comme la fin de l'empire mogol, dès ce moment démembré, il ne pouvait tarder long-temps à être renversé par l'épée et la politique anglaise.

Nous l'avons déjà dit; le fils aîné d'Aulumgeer, n'osant pas se confier aux mains du fameux Umad-al-Mulk, dont l'empereur n'était que le prisonnier, s'était retiré dans le Rohilcund auprès de Nujeeb-à-Doulah, ennemi du visir et dévoué à la famille impériale. La révolution exécutée alors par les Anglais dans le Bengale, l'impopularité de l'administration de Meer-Jaffier, excitèrent les espérances des chefs voisins : ils se flattaient de trouver une proie facile dans les domaines de Meer-Jaffier. Ce dernier, connaissant ce qui se tramait de ce côté, conçut de grandes inquiétudes de la présence du Shah-Zada parmi eux : il craignait une union intime entre ce prince et le visir d'Oude; il concevait des doutes sur la fidélité de Rumnarain; enfin il redoutait de voir le corps français commandé par Law seconder les entreprises du prince fugitif. D'ailleurs, d'autres appréhensions se joignirent à celles-là : Meerum, son fils, hautain, cruel, despotique, aliénait peu à peu tous les esprits; les troupes refusaient d'entrer en campagne avant d'être payées de leur solde arriérée; enfin les Seats, ces banquiers riches et puissants, étaient véhémentement soupçonnés d'être en correspondance avec le Shah-Zada. Leurs ennemis les accusaient de lui fournir de l'argent.

En ce moment, ils étaient en route pour aller accomplir un pèlerinage à une mosquée célèbre, une escorte de 2,000 hommes fournie par Meer-Jaffier lui-même les accompagnait pour la sécurité de leur voyage. Donnant croyance aux accusations de leurs ennemis, Meer-Jaffier envoya un autre corps de troupes pour les arrêter. Mais, sur la promesse du paiement de leurs arrérages, ces nouvelles troupes, se joignant à celles de l'escorte, passèrent sans hésitation du service de Jaffier à celui des Seats. Les banquiers forment dans l'Inde une classe puissante : les généraux, les ministres, les fonctionnaires leur sont ordinairement dévoués, parce qu'ils ont participé à leurs profits ou ont l'espérance de le faire; leur or est au fond de toutes les révolutions. Les immenses profits de leur négoce leur permettent de se laisser piller modérément. D'un autre côté, comme leur fortune, consistant en diamants, en capitaux, en lettres de change, n'est jamais sous forme visible, ils sont toujours en mesure de la transporter ailleurs si les exactions dont ils sont victimes dépassaient certaines limites. Toutes ces circonstances les font craindre et ménager par les princes dont ils sont la ressource la plus ordinaire. Pendant ce temps, le Shah-Zada avait obtenu de l'empereur son investiture légale comme subahdar du Bengale, du Bahar et d'Orissa; il continuait les préparatifs de son expédition. Le subahdar d'Allahabad, Koollee-Khan; deux puissants zemindars, Rajah-Sunder-Sing et Bulewant-

Sing; le nabob d'Oude, son proche parent et le plus puissant chef de l'Indostan, étaient ses soutiens et ses alliés; ils joignirent leurs troupes à toutes les nouvelles levées qu'il venait de faire. Le nabob d'Oude se montrait d'autant plus zélé pour l'entreprise, qu'ils se proposait d'en tirer doublement parti : d'abord, d'obtenir une aussi grande part que possible dans les dépouilles du Bahar et du Bengale; puis de s'emparer, par force ou par ruse, si l'occasion s'en présentait, du fort d'Allahabad. A la tête de ses confédérés, le Shah-Zada passa la Carumnassa, rivière qui fait la frontière de la province de Bahar, vers la fin de l'année 1758; il se dirigea aussitôt sur Patna.

Meer-Jaffier était mal préparé à repousser une invasion : son trésor était épuisé par les grandes sommes dont il avait dû payer les services des Anglais; le désordre était au comble dans son administration; la multitude de bandits qui composaient son armée ne lui inspirait aucune confiance. Toutes ses espérances reposaient alors sur ces mêmes Anglais dont il aspirait naguère à se délivrer. Mais la présidence de Calcutta, en raison de l'expédition dans les Circars du Nord, n'avait elle-même que fort peu de troupes disponibles; encore fallait-il du temps pour les rassembler. La fidélité de Ramnarain ne tenait depuis long-temps qu'à la confiance que Clive avait su lui inspirer; il lui avait écrit : « Je ne me fie qu'à vous, qu'à vous seul (1). » Meer-Jaf-

(1) Vie de Clive, t. I, p. 397.

fier et ses courtisans n'avaient jamais renoncé, en effet, au projet d'éloigner Ramnarain de son gouvernement et de le dépouiller. La marche du Shah-Zada sur Patna pouvait devenir pour Ramnarin une forte tentation de se détacher du gouvernement de Meer-Jaffier. Les circonstances devenaient donc menaçantes; le pouvoir anglais n'avait pas encore eu le temps de pousser de bien profondes racines dans le Bengale. Clive comprit qu'il fallait encore une fois de l'audace et de la résolution. Dès qu'il apprit la tentative faite sur Patna, il s'empressa de faire donner à Jaffier l'assurance d'un prompt secours; quelques jours après il lui écrivait : « Je ne pense pas que vous deviez songer à aucun terme d'accommodement avec le Shah-Zada, mais, au contraire, prendre les mesures nécessaires pour défendre votre capitale jusqu'à la dernière extrémité. Lundi, dernier jour du mois, j'entrerai en campagne, et serai prêt à marcher à votre secours si vous en avez besoin. Demeurez persuadé que les Anglais sont de fermes et loyaux amis, qui n'abandonnent jamais une cause qu'ils ont une fois embrassée. » En même temps Clive s'efforçait de raffermir la fidélité chancelante de Ramnarain, en lui faisant donner l'assurance qu'il le défendrait au besoin contre les mauvais desseins de Meer-Jaffier. Quant à cé dernier, ce n'était pas à combattre qu'il songeait, mais bien à acheter la paix. Clive eut quelque peine à le dissuader de ce parti : « Cette conduite, lui écrivait-il, n'aboutira qu'à donner au fils de l'em-

pereur des moyens de lever des troupes, et ne peut manquer de vous conduire à la perte de vos États. Eh quoi! sera-t-il dit que Meer-Jaffier, Ali-Khan, subahdar de cette province, à la tête d'une armée de 60,000 hommes, aura offert de l'argent à un jeune garçon suivi de quelques centaines d'aventuriers? Mais non; comptez davantage sur la fidélité de votre armée et sur celle de vos alliés les Anglais (1). »

Le Shah-Zada, en poursuivant sa marche sur Patna et en négociant avec Ramnarain, essayait aussi d'entrer en relation avec les Anglais. Dans une lettre à Clive, il lui offrait de laisser à ceux-ci pour prix de leur neutralité, la continuation de tous les avantages dont ils avaient joui jusque-là, dans le cas où il réussirait dans son entreprise; il ajoutait des promesses considérables pour lui personnellement. Clive n'hésita pas à repousser ces ouvertures: comprenant tout l'avantage pour les Anglais de conserver sur le trône Meer-Jaffier, leur œuvre, leur créature, il répondit dans ce sens au Shah-Zada. Se prévalant ensuite des lettres de noblesse et des titres qu'il avait reçus de l'empereur, pour se considérer comme un de ses officiers employés auprès de Meer-Jaffier, il disait: « J'ai eu l'honneur de recevoir le firman de Votre Hautesse, qui me donne un grand chagrin en m'apprenant que cette province est sur le point de devenir le théâtre de

(1) Vie de Clive, t. I, p. 400.

guerres et de troubles. Je prends la liberté de vous informer que j'ai été favorisé d'un sunnud de l'empereur me donnant dans l'armée impériale le grade de munsubdar (commandeur) de 6,000 hommes à pied et de 5,000 chevaux, ce qui me constitue le sujet et l'officier de sa majesté; et comme je n'ai reçu aucun avis, soit de l'empereur, soit du visir, de votre arrivée ici, je ne saurais accorder aux ordres de Votre Hautesse la déférence que je me serais empressé d'avoir pour eux dans toute autre occasion. Je prends même la liberté d'informer Votre Hautesse que je me suis engagé par les promesses les plus positives à assister dans toute occasion le subahdar de cette province, et ce n'est pas la coutume de la nation anglaise de manquer à ses engagements. » Ramnarain, placé dans une position assez embarrassante, même pour la finesse d'un Indou, s'appliquait à ménager à la fois tout le monde : il faisait donner à Clive l'assurance de tout son dévouement, et envoyait en même temps des émissaires dans le camp du Shah-Zada. Ces derniers, pendant leur séjour auprès du prince, remarquèrent des germes de désunion parmi les confédérés ; ils en présagèrent un mauvais succès pour leur entreprise. En conséquence, Ramnarain se décida à fermer au fils de l'empereur les portes de Patna.

Le prince mit alors le siége devant cette ville ; la plus grande partie des troupes de Meer-Jaffier et un petit corps d'Anglais se dirigèrent aussitôt de ce

côté. Le siége fut conduit sans beaucoup d'énergie; toutefois, au bout de quelques jours la brèche était déjà praticable. La fidélité et les ressources de Ramnarain touchaient peut-être à leur terme, lorsqu'une nouvelle arriva qui changea subitement la face des affaires. Le subahdar d'Oude avait cru l'occasion favorable pour réaliser son projet sur Allahabad : s'étant mis en campagne à la tête de son armée, sous prétexte de rejoindre le prince, il s'était emparé de cette forteresse par trahison. Elle appartenait à Mahomet-Koollec-Khan, généralissime du prince, et dont les troupes faisaient la principale ressource. Abandonnant le siége, il se mit immédiatement en marche pour essayer de la recouvrer, en même temps que pour protéger le reste de ses Etats; le prince fut contraint de le suivre. A peine à 4 milles de Patna, ils firent la rencontre d'un corps français sous la conduite de M. Law; celui-ci ayant appris l'entreprise du Shah-Zada sur Patna, était accouru pour la seconder. Il pressa, sollicita le prince et son ministre de retourner devant cette ville; il jurait sur sa tête de les mettre en possession de la ville dans un délai de deux jours. Mahomet-Koollee-Khan, jugeant convenable de s'occuper de ses propres affaires avant celles d'un autre, n'en continua pas moins sa route; Patna était délivrée d'ennemis à l'arrivée de Clive et de Meerum. Le prince se hâta de repasser la Caramnassa, et de chercher un refuge chez le subahdar d'Oude; mais celui-ci, qui venait se joindre à lui, le croyant vic-

torieux, se déclara contre lui en apprenant sa défaite. Ramnarain, dont la fidélité à Meer-Jaffier s'était consolidée par la mauvaise fortune du prétendant, ne put ou ne voulut donner aucun secours à ce dernier. Mahomet-Kollee-Khan, persuadé de se confier à la bonne foi du subahdar d'Oude, avait été fait prisonnier; abandonné, déserté de jour en jour par ses partisans les plus zélés, le malheureux shah-zada ne tarda pas à se trouver sans ressources et sans asile. Il demanda la permission de se réfugier sur le territoire anglais; Ramnarain, consulté par Clive, fut d'avis de ne pas lui accorder cette faveur. Un personnage de ce rang, disait Ramnarin, ne pouvait être que dangereux et embarrassant. Le prince se vit alors réduit à solliciter de Clive une somme d'argent pour pouvoir effectuer sa retraite; elle lui fut accordée, et il alla errer çà et là, attendant de nouveaux événements. Le visir écrivait alors à Clive: « Les fidèles services que vous m'avez rendus dans cette occasion m'ont comblé de joie; continuez d'agir avec le même zèle et la même fidélité, saisissez-vous des rebelles, envoyez-les à la cour, et l'empereur fera bientôt luire sur vous l'éclat de ses faveurs. » D'un autre côté, la reconnaissance de Meer-Jaffier à l'égard de Clive fut égale aux services qu'il en avait reçus; il donna à ce dernier, sous le titre de jaghire, la rente due par la Compagnie, en sa qualité de zemindar, au nabob du Bengale pour le territoire dont elle jouissait à l'entour de Calcutta; ce n'é-

tait rien moins que 30,000 livres sterling par an.

Les Hollandais, l'imagination enflammée par les récits du riche butin moissonné par les Anglais dans les derniers événements du Bengale, préparèrent à Batavia une expédition pour ce pays. Meer-Jaffier, délivré de la crainte d'une invasion, n'avait plus besoin des Anglais et n'aspirait plus qu'à s'en débarrasser ; il était, suivant toute apparence, d'accord avec les Hollandais. Dans le mois d'août, un vaisseau hollandais chargé de troupes arriva à l'embouchure du Gange; six autres le suivirent presque immédiatement, portant 700 hommes de troupes européennes et 800 Malais. L'Angleterre et la Hollande étant en pleine paix, toutes les deux l'étaient aussi avec le subahdar du Bengale; cette expédition, dont le but était évident, n'en menaçait pas moins tout-à-coup la puissance anglaise. D'ailleurs, le fardeau de la responsabilité pesait fort légèrement sur Clive, « il est des occasions, dit-il plus tard à ce sujet, où l'homme public doit agir la corde au cou. » Sans perdre de temps, il sollicita donc et obtint du subahdar un ordre aux Hollandais de sortir de la rivière ; sous prétexte d'exécuter cet ordre, il se mit aussitôt en mesure de commencer les hostilités, chose facile en ce moment ; les troupes commandées par le colonel Fordes étaient récemment de retour de leur expédition dans les Cicars du nord. Pendant ce temps, les sept vaisseaux avaient remonté le Gange jusqu'à quelques milles au-dessous de Calcutta; les troupes qu'ils portaient, prirent

terre, puis se dirigèrent aussitôt vers la factorerie hollandaise de Chinsura. A la tête de 300 Européens, 800 Cipayes et environ 150 cavaliers appartenant au nabob, le colonel Fordes se mit aussitôt à la poursuite de ce détachement; trois vaisseaux de la Compagnie, en avaient fait autant de leur côté; des vaisseaux en croisière devant Calcuta s'y rassemblèrent; le détachement de Patna reçut ordre de revenir à la présidence; enfin, la milice elle-même prit les armes. Non content de ces mesures, Clive écrivit au nabob pour le sommer, au nom des services qu'il avait reçus des Anglais, d'envoyer son fils, à la tête d'une partie de ses troupes, investir Chinsura.

Le nabob n'osa pas refuser ouvertement son concours aux Anglais; mais bien aise au fond de voir les Européens s'affaiblir mutuellement, par leurs querelles, il trouva des prétextes pour différer de mettre ses troupes en campagne. Le colonel avait rejoint promptement le détachement de troupes débarqué; les vaisseaux de la Compagnie se trouvèrent de leur côté en présence des vaisseaux hollandais. Les Hollandais, se croyant en forces, présentèrent une longue liste des griefs dont ils réclamaient le redressement de la part des Anglais; ils sommèrent ceux-ci de leur laisser la libre navigation de la rivière, les menaçant, dans le cas contraire, d'une attaque immédiate et d'un châtiment sévère. Les Anglais répondirent qu'ils n'étaient en ce moment que les exécuteurs d'or-

dres du nabob ou vice-roi de la province. Pendant ces pourparlers, Fordes, ayant pris une excellente position, écrivit à Clive qu'il se faisait fort de battre les Hollandais s'il en avait l'autorisation du conseil. Clive jouait aux cartes quand ce message arriva; sans quitter la partie, il répondit au crayon : « Cher Fordes, battez-les tout à votre aise, je vous enverrai l'autorisation demain. » Fordes attaqua en effet, et avec le succès le plus complet : des 700 Européens qui faisaient le fond du corps hollandais, quatorze seulement purent atteindre Chinsura; le reste fut tué, blessé, fait prisonnier, ou dispersé en tous sens. Les Anglais ne furent pas moins heureux par mer : après un engagement de deux heures, six des sept vaisseaux hollandais amenèrent leur pavillon; le septième, voulant s'échapper, fut pris dans sa fuite par deux vaisseaux de la Compagnie demeurés à l'embouchure de la rivière. Après ce coup terrible, les Hollandais craignirent pendant quelque temps leur expulsion complète du Bengale. Mais Clive était disposé à terminer le plus tôt possible cette sorte de guerre tout-à-coup survenue avec les sujets d'une nation alliée; des contestations nombreuses et désagréables pouvaient en naître en Europe : en conséquence, il se contenta de faire payer aux Hollandais les dépenses de cette courte campagne, et leur rendit aussitôt vaisseaux, prisonniers et bagages. Le conseil s'empressa de ratifier cet arrangement le 5 décembre 1759.

Depuis long-temps Clive était persuadé de l'in-

capacité du gouvernement anglais, tel qu'il était constitué, pour suffire aux grandes choses dont il était chargé; il n'avait aucune confiance dans l'administration de Meer-Jaffier. Le remède à ces maux lui paraissait l'acquisition de la souveraineté du Bengale au profit de l'Angleterre, l'exercice de cette souveraineté par la couronne qui se la ferait céder par la Compagnie. Il n'était pas facile de faire goûter en Europe, où l'on était en général dans l'ignorance sur les affaires de l'Inde, un projet tout entier fondé sur la connaissance des hommes et des choses de ce pays. Mais M. Pitt, depuis lord Chatam, était au ministère : il avait été frappé plus que personne de l'importance des événements du Bengale ; il avait parlé avec admiration de Clive et du rôle de ce dernier au milieu de ces étonnantes révolutions. Ces circonstances décidèrent celui-ci à soumettre ses idées sur la situation des Anglais dans l'Inde et les moyens d'en tirer le meilleur parti possible à ce grand homme d'Etat; c'était d'ailleurs le seul membre du ministère auprès duquel il crût avoir quelque chance de les faire comprendre. Il lui envoya des états exacts des revenus et des dépenses de l'administration du Bengale; puis, passant de là à la situation politique du pays, aux mesures à prendre pour l'avenir, il disait :

« La grande révolution qui a été effectuée en ces lieux par les armes de l'Angleterre, les vastes avantages obtenus pour la Compagnie par le traité qui en a été la conséquence, ont, ce me semble, attiré l'at-

tention du public; mais il me semble cependant qu'on pourrait faire beaucoup plus que ce qui a été fait. Il faudrait seulement, pour atteindre ce but, que les efforts de la Compagnie fussent en rapport avec l'importance de ses possessions actuelles, avec les succès qu'il est permis d'attendre de l'avenir. J'ai représenté aux directeurs, dans les termes les plus forts, la nécessité d'envoyer et de maintenir constamment ici des troupes en nombre assez considérable pour leur permettre de ne pas laisser échapper la première occasion de s'agrandir encore; et cette occasion ne peut tarder à se présenter (1). Une longue connaissance du gouvernement de ce pays, une profonde étude du génie des peuples qui l'habitent, résultat de dix années d'expérience et de constante étude, m'autorisent à parler ainsi. Le nabob régnant, que la bataille de Plassey a mis sur le trône, conserve encore, il est vrai, son attachement pour nous; probablement il en sera de même tant qu'il ne pourra compter sur aucun autre appui; mais les Mogols sont tellement portés à l'ingratitude que, si le jour arrive où il puisse croire de son intérêt de rompre avec nous, les obligations qu'il nous a ne l'arrêteront nullement. Ce qui le prouve, c'est la conduite qu'il a tenue dernièrement, éloignant son premier ministre, et coupant la tête à deux ou trois de ses principaux officiers attachés à nos intérêts et ayant participé à sa

(1) Il n'est question que du Bengale.

propre élévation. D'ailleurs il est avancé en âge ; et son fils est à la fois si cruel, si capricieux, et, suivant toute apparence, tellement notre ennemi, qu'il serait probablement fort imprudent de l'investir de la succession de son père. Un petit corps de 2,000 Européens serait pourtant suffisant pour nous délivrer de toute appréhension d'un côté ou de l'autre, et, dans le cas où l'un des deux nous deviendrait trop incommode, permettrait à la Compagnie de se saisir de la souveraineté pour son propre compte.

On trouverait d'autant moins de difficulté à agir de la sorte, que les indigènes n'ont eux-mêmes aucune sorte d'attachement pour tel prince plutôt que pour tel autre. Au contraire, comme sous le gouvernement actuel aucune sécurité n'existe pour eux, soit pour leur vie, soit pour leur fortune, ils se réjouiraient de ce changement comme du passage d'un gouvernement despotique à un gouvernement modéré. Il n'y a, d'un autre côté, aucun doute à faire que nous n'obtenions aisément du grand Mogol un sunnud pour la confirmation de notre souveraineté, à la seule condition de lui payer la même portion du revenu de ces provinces que celle qu'il en tire maintenant, c'est-à-dire 50 lacs de roupies par année. Ce tribut a été très mal acquitté dans ces dernières années, les embarras survenus à la cour du grand Mogol, dans le cœur de l'empire, l'ayant mis dans l'impossibilité de songer à ses affaires dans les provinces éloignées ; en ce moment même, le

visir m'écrit pour me prier d'engager le nabob à acquitter le tribut comme il l'avait fait précédemment ; de plus, des propositions m'ont été faites de la part de la cour de Delhi pour que je me chargeasse de percevoir moi-même ce revenu. La personne à qui appartient cette charge est appelée le dewan du roi, et vient immédiatement après le subabdar en pouvoir et en dignité. Toutefois, j'ai décliné pour le moment cette offre, ne voulant donner au subahdar aucun sujet de jalousie ou de mécontentement, surtout dans l'incertitude où je suis que la Compagnie soit en disposition de nous accorder des forces suffisantes pour remplir convenablement un emploi de cette importance, qui nous ouvrirait, sans contredit, le chemin à devenir nous-même nabob. Que cela fût agréable au grand Mogol, on ne saurait le mettre en question, tant il est dans ses intérêts d'avoir ces provinces sous le gouvernement d'une nation renommée par sa bonne foi, plutôt que dans les mains de gens qui ne lui paient jamais la part qui lui revient dans les revenus, ainsi qu'une longue expérience l'en a convaincu, à moins qu'ils n'y soient déterminés par la crainte d'une armée en marche pour les y contraindre.

» Une souveraineté aussi étendue est peut-être un objet d'ambition trop élevé pour une simple Compagnie commerciale, et il y aurait à craindre qu'elle ne fût pas en état, à moins d'y être aidée par la nation, de maintenir une domination tellement vaste. C'est pour cela, monsieur, que j'ai pris la li-

berté d'attirer votre attention sur ce chapitre. Pensez-vous que l'exécution de ce dessein et d'autres desseins plus grands encore soit digne d'être conduite par la main du gouvernement? Je me flatte d'avoir établi clairement à vos yeux que la possession absolue de ces riches contrées n'entraînerait que peu ou point de difficultés, et cela avec le consentement du grand Mogol lui-même, à la seule condition de lui payer moins d'un cinquième de ce qu'elles rapportent. Maintenant je vous laisse à juger si un revenu annuel de plus de 2 millions de livres sterling, joint à la possession de trois grandes provinces abondantes en tout ce que l'art et la nature peuvent produire de plus précieux, est un objet qui mérite l'attention publique; je vous laisse à juger s'il vaut la peine que la nation prenne les mesures convenables pour s'assurer une telle acquisition : acquisition qui sous votre gouvernement, je veux dire sous le gouvernement d'un ministre capable et désintéressé, peut devenir la source d'une immense richesse pour le royaume; enfin qui peut être en partie employée à diminuer ce fardeau pesant de la dette publique sous lequel nous gémissons aujourd'hui. Ajoutez à ces avantages l'influence que nous acquerrons par là sur toutes les nations européennes qui font ici le commerce, et qui ne pourront plus le continuer que sous notre bon plaisir et dans les limites que nous trouverons convenable de leur imposer. Il est encore digne de considération que ce projet peut être accompli sans

épuiser la mère-patrie, comme ça été le cas pour nos possessions d'Amérique : une petite force européenne suffira toujours ; les troupes noires étant à la fois mieux payées et mieux traitées par nous que par les princes indigènes, nous ne pouvons jamais manquer d'en avoir à notre service un aussi grand nombre que nous le voudrons. M. Walsh, qui aura l'honneur de vous remettre cette lettre, a été mon secrétaire pendant notre dernière et heureuse expédition ; il est parfaitement au courant de la matière, et fort capable de vous expliquer tout ce projet et la facilité de son exécution ; il le fera, sans aucun doute, beaucoup plus à votre satisfaction que cela n'est possible dans une lettre. J'ajouterai seulement que vous êtes la seule personne à qui j'aie communiqué ce projet ; je ne vous en aurais pas importuné si je n'avais su combien vous êtes disposé à accueillir favorablement tout ce qui a rapport aux intérêts publics. »

Ce secrétaire de Clive devint ainsi un intermédiaire entre ce dernier et M. Pitt. Une conférence qui devait avoir lieu entre eux fut long-temps différée, en raison de la multitude d'affaires qui assiégeaient alors le ministre ; elle eut lieu cependant. Le conquérant du Bengale et le grand ministre qui gouvernait alors l'Angleterre se trouvèrent alors, pour ainsi dire, en présence, avec M. Walsh pour interprète. Ce dernier ne doutait pas que M. Pitt, dominé par les idées européennes, ne fût disposé à regarder comme absolument chimériques les idées

de Clive : le ministre, à son grand étonnement, s'empressa de lui donner l'assurance qu'il croyait parfaitement à la possibilité de leur réalisation ; il ajouta que l'exécution en était d'une nature bien délicate. Les derniers événements du Bengale avaient soulevé cette question dans un grand nombre d'esprits : A qui doivent appartenir, en droit, les territoires récemment conquis ? à la couronne, ou bien à la Compagnie ? Les juges semblaient incliner pour la dernière. Le ministre ne donnait pas sa propre opinion sur ce sujet, ou du moins il l'enveloppait de ménagements, de circonlocutions, de contradictions sans doute affectées. Il n'est pas de la nature d'une compagnie commerciale, disait-il, d'avoir des possessions semblables ; puis il ajoutait que la couronne ne le pouvait pas davantage ; qu'un revenu aussi considérable mis à sa disposition ne pouvait manquer de mettre en péril les libertés de l'Angleterre, etc. Le ministre parla avec les plus grands éloges de la conduite tenue par Clive au milieu des circonstances les plus compliquées ; il s'étendit sur la difficulté de conduire des affaires du genre de celles de l'Inde ; il remarquait que cette difficulté ne pouvait se manifester sous un génie tel que Clive, mais commencerait à se faire sentir dès que les affaires passeraient à des mains ordinaires ; que le difficile n'était pas d'acquérir, mais de conserver. Le ministre s'informa ensuite soigneusement du temps que Clive comptait demeurer encore au Bengale ; s'il avait bien la ferme résolution d'agir par

lui-même, de réaliser de ses propres mains le plan qu'il proposait; car c'était là la condition principale du succès. Il se fit raconter les vastes projets de Dupleix, les grandes choses exécutées par Bussy dans le Deccan, témoignant la plus vive admiration pour ces deux hommes extraordinaires. Le ministre rompit la conférence par la promesse de méditer sur les idées de Clive, et par celle de l'envoi prochain d'un secours de 4 vaisseaux de guerre et de 1,000 hommes. Dans sa lettre, Clive avait indiqué, tracé pour ainsi dire d'avance, la ligne de conduite que les événements de l'avenir forceraient à suivre, le résultat définitif auquel il faudrait arriver dans l'Inde. Le ministre ne vit pas avec moins de perspicacité les obstacles que l'exécution de ce plan devait rencontrer, les difficultés et les embarras qu'il ferait naître en Angleterre.

Fordes ayant obtenu l'autorisation de se rendre en Angleterre, le colonel Caillaud fut appelé du Carnatique pour prendre le commandement des troupes du Bengale où il arriva vers la fin de novembre. Il se rendit aussitôt à Mooshadabad, à la tête d'un détachement de 300 Européens, 1,000 Cipayes, 50 artilleurs et 6 pièces de canon. Clive le rejoignit au bout d'une quinzaine de jours, eut quelques conférences avec lui, prit certains arrangements avec le nabob, et repartit pour Calcutta. 15,000 chevaux et 32 pièces de canon de l'armée du nabob passèrent sous le commandement de Caillaud. A cette époque, Clive, quoiqu'il ne vît pas de danger de rupture

immédiate entre le nabob et les Anglais, ne croyait pas à une continuation durable de la paix; il écrivait à un des directeurs : « La paix est sans doute de tous les biens le plus désirable, mais il doit être obtenu l'épée à la main. » En effet, aucune autre alternative n'existait; ou remettre en ce moment les choses sur l'ancien pied, ou se trouver toujours en mesure de défendre par la force les droits et les avantages récemment acquis. Esclave de l'habitude, dénué d'énergie, Meer-Jaffier était incapable de remédier à une situation devenant de plus en plus embarrassante. Le désordre de son administration augmentait de jour en jour. Il redoutait Meerum, dont l'impatience de monter sur le trône de son père éclatait incessamment; et cependant n'osait prendre le parti de diminuer le nombre des troupes dont ce dernier disposait. C'est dans ces circonstances que Clive fut forcé par sa santé de quitter l'Inde et de retourner en Angleterre; M. Holwell le remplaça provisoirement, en qualité de plus ancien membre du conseil; il quitta l'Inde le 25 février, plus riche de fortune et de renommée qu'aucun des Européens qui l'avaient précédé ou accompagné dans ces parages. A Calcutta, ce départ fut regardé comme une calamité publique. « Il semblait, dit un historien contemporain, que l'âme abandonnait le corps du gouvernement anglais. » A la vérité ce deuil général ne fut pas partagé par le nabob; tout en aimant la personne de Clive, il se trouvait blessé de sa supériorité; il fut au fond

charmé de ce départ; il en fut de même de Meerum, qui se sentit plus libre, et se livra sans contrainte à tout l'emportement de son humeur.

Dès l'année précédente, avant son départ de Patna, Meerum avait déjà semé les germes d'une guerre nouvelle. L'injustice et la violence de ses procédés à l'égard de quelques uns des principaux officiers de la province avaient poussé ceux-ci à la révolte; ils s'engagèrent réciproquement à soutenir les prétentions du Shah-Zada, dans le cas où ce dernier se déterminerait à tenter une nouvelle invasion. Plusieurs zemindars voisins entrèrent dans le complot. Le nabob de Poorania, ennemi mortel de Meerum, qui avait voulu le faire assassiner, levant l'étendard de la révolte, entra le premier en campagne; il invita le prince à venir le joindre, mais la destinée de celui-ci touchait en ce moment même à une crise inattendue. Les Afghans s'étaient mis en marche sur Delhi, et le visir dans la crainte qu'ils ne parvinssent à s'emparer de la personne de l'empereur, fit mettre à mort le malheureux Alumgeer. Cette nouvelle atteignit le shah-zada au moment où il entrait dans la province de Bahar : le jeune prince prit immédiatement le titre d'empereur et le nom de Shah-Alaum, et conféra la dignité de visir à Sujah-Dowlah, le nabob d'Oude. L'autorité impériale, bien que depuis long-temps dépouillée de toute réalité, n'en conservait pas moins tout son prestige sur les imaginations : l'empereur était annulé, mais le trône brillait encore de tout son

éclat. Le nabob d'Oude se crut dans l'obligation de mériter le titre qu'il venait de recevoir, en mettant ses troupes et son argent au service du nouvel empereur; d'ailleurs, il suffisait encore de savoir se servir de ce seul nom d'empereur pour rassembler promptement une nombreuse armée. Le prince et son visir marchèrent immédiatement sur Patna. Ramnarain savait toute la haine que lui avait vouée Meer-Jaffier, et combien elle rendait sa position précaire; toutefois, il avait promis aux Anglais de lui demeurer fidèle, pourvu qu'ils consentissent à se rendre garants de sa propre sécurité; et il tint parole. Ayant rassemblé une armée considérable où se trouvaient un corps de 70 Européens et un bataillon de Cipayes sous les ordres d'un officier anglais, il prit position sous les murs de la ville, dans le but de la protéger.

Le colonel Caillaud écrivit aussitôt à Ramnarain les plus pressantes sollicitations de ne livrer bataille dans aucun cas, par aucune considération, avant qu'il eût été renforcé par les Anglais et le corps de Meerum. Suivant toute probabilité, le rajah voulait se conformer à ces sages recommandations; jusque là il s'était montré plus remarquable par ses talents en politique que par une grande ardeur guerrière. Quoi qu'il en soit, une action s'engagea cependant entre ses troupes et celles de l'empereur. Dès le commencement du combat le désordre se mit dans les rangs de l'armée de Ramnarain; ses troupes se débandèrent sans attendre le choc de

l'ennemi; quelques officiers le trahirent, lui-même fut dangereusement blessé. A la vue de cette déroute, à la nouvelle de la blessure du rajah, le commandant des troupes anglaises se hâta de marcher au secours de celui-ci; malheureusement il avait affaibli son petit corps de troupes en le partageant, et cette poignée d'hommes se trouvait dans l'impuissance de résister avec avantage à la multitude qui de tous côtés se ruait sur elle; en peu de minutes tous les officiers européens furent hors de combat et les Cipayes en déroute. Les Anglais tentèrent alors hardiment de se frayer à la baïonnette un chemin jusqu'à Patna. En voyant cette audacieuse manœuvre, les Indous demeurèrent immobiles, saisis d'épouvante et d'admiration; ils s'ouvrirent, s'écartèrent instantanément partout où se présentait la petite troupe européenne, qui regagna Patna sans difficulté. Frappé de cette supériorité de courage et de sang-froid sur les indigènes, Mogols ou Indous, un écrivain oriental, en racontant cette retraite de quelques Anglais à travers une armée victorieuse, s'écrie douloureusement : « Dieu, viens en aide à tes serviteurs dans l'affliction; toi seul peux les délivrer de l'oppression sous laquelle ils gémissent (1). »

Shah-Alaum et son visir ne surent point profiter de leur victoire. Au lieu de se porter immédiatement sur Patna, que leur livrait le désordre de

(1) Seer-Mutakhareen, t. II, p. 101.

l'armée ennemie, ils perdirent du temps à piller et rançonner les pays voisins; ils s'amusèrent ensuite à recevoir des propositions de Ramnarain. Les négociations avaient duré jusqu'au 19 février; Shah-Alaum apprenant alors l'arrivée des Anglais et de Meerum, qui n'étaient qu'à 28 milles, marcha à leur rencontre; les deux armées furent bientôt en présence. Le colonel Caillaud voulait engager le combat dès le 20, Meerum s'y opposa : des astrologues qu'ils avaient consultés ne trouvaient pas de combinaisons d'étoiles favorables avant le surlendemain. Dès le matin de ce jour, Caillaud se mit en mouvement; Meerum l'imita, mais ne marcha qu'avec lenteur, indécision; il voulait faire différer le combat d'un jour de plus, car le lendemain promettait des étoiles plus favorables encore; cependant, comme l'ennemi avançait, il fallut songer à se mettre en défense. Caillaud prit position entre deux villages qui couvraient les ailes de son corps d'armée; il engagea Meerum à se placer en seconde ligne, de manière à ce que son centre fût couvert par le corps anglais et les villages. Meerum approuva d'abord cette disposition; et néanmoins la modifia dans l'exécution; il se jeta avec tout son corps d'armée à l'extrême droite; là les 15,000 hommes se trouvèrent entassés dans un espace où leur front de bataille ne pouvait avoir cent toises d'étendue. Shah-Alaum qui aperçut cette faute sut en profiter : il marcha résolument sur l'aile droite des Anglais, la tourna, la déborda, puis, avec

la même impétuosité, attaqua les troupes de Meerum, où le désordre ne tarda pas à se mettre. Caillaud, à la tête d'un bataillon de Cipayes, se porta immédiatement à leur secours; il fait coup sur coup deux décharges à la distance de vingt toises, et charge en flanc les troupes de l'empereur; celles-ci lâchent pied et sont aussitôt poursuivies par la cavalerie de Meerum. Caillaud voulait continuer cette poursuite; mais Meerum s'y opposa, et sous prétexte de se faire panser d'une simple égratignure, il se hâta de retourner à Patna, s'y donner du loisir et du bon temps. Bien plus, les plus vives instances de Caillaud ne purent en obtenir un détachement d'un millier de chevaux avec lesquels celui-ci se proposait de harceler l'ennemi dans sa retraite. L'empereur put ainsi se retirer sans être inquiété, et se dirigea sur la ville de Bahar, à 10 milles du champ de bataille; il l'atteignit la même nuit.

Huit jours se passèrent avant que Meerum pût enfin se décider à marcher sur Bahar. Lorsqu'il y arriva, Shah-Alaumen était déjà parti. L'inaction de Meerum et des Anglais lui avait inspiré le projet hardi de marcher sur-le-champ sur Moorshadabad, et il se flattait d'avoir le temps d'y arriver, et d'y faire le nabob prisonnier avant qu'ils ne se fussent mis en mouvement. Il se dirige vers cette ville en suivant les bords du fleuve et à grandes journées. Caillaud et Meerum, en apprenant cette nouvelle, se mirent aussitôt à sa poursuite; s'étant embarqués

avec leur corps d'armée, ils l'atteignirent au bout de trois jours. Toutefois Shah-Alaum ne désespéra pas de les gagner en vitesse; il abandonna les bords du fleuve et s'enfonça dans les montagnes, se dirigeant toujours cependant sur Moorshadabad; Caillaud le suivait de près, mais sans réussir à le rejoindre. A la fin de mars, après des marches nombreuses et pénibles, l'empereur déboucha dans la plaine du Bengale, à 30 milles à l'ouest de Moorshadabad. Meer-Jaffier, instruit de la marche de Shah-Alaum, avait rassemblé une armée et obtenu de la présidence un corps de 200 Européens; de son côté, l'empereur s'était renforcé, chemin faisant, d'un corps de Mahrattes passé à son service. D'ailleurs il ne profita pas du chemin gagné sur Meerum et les Anglais; au lieu d'attaquer tout-à-coup le nabob alors réduit à ses propres forces, à son tour il perdit un temps dont ses ennemis profitèrent. Dès les premiers jours d'avril, Caillaud et Meerum se disposaient à l'attaquer; il ne les attendit pas, mit le feu à son camp et se dirigea à marche forcée sur Patna, en ce moment sans défense, livrée à ses propres ressources. Pour s'en emparer presqu'à coup sûr, il s'agissait seulement d'y arriver avant les Anglais et Meeran. M. Law, qui, sur l'invitation de l'empereur, avait quitté Chittapore et s'était mis en route pour l'aller joindre à son passage dans les environs, avait déjà jeté cette ville dans les plus vives alarmes. Mais Law, ignorant la situation où elle se trouvait, la supposant au contraire suscepti-

ble d'une longue défense, avait continué sa marche pour aller attendre l'empereur à Bahar. Le nabob de Pourania, à cette époque, avait jeté le masque et embrassé ouvertement la cause de l'empereur. S'il eût fait, de son côté, une tentative rapide sur la capitale de Ramnarain, rien ne pouvait l'empêcher de s'en rendre maître; mais il ne prit pas sa résolution avec assez de promptitude. Le Rajah, aidé des Anglais de la factorerie, eut le temps de se mettre en mesure et de rassembler un corps de troupes avant l'arrivée de l'empereur. Ce dernier, à peine arrivé devant Patna, en commença le siége avec vigueur; la brèche fut promptement faite, Law donna tout aussitôt l'assaut; mais il fut repoussé. Deux jours après, une partie de la muraille étant abattue, la même tentative fut renouvelée et ne fut pas plus heureuse. Cependant la ville était dès lors en proie à la plus extrême consternation, elle s'attendait à un nouvel assaut pour la nuit suivante, et cette fois aucune espérance ne restait d'y échapper.

Caillaud, en apprenant le mouvement de Shah-Alaum sur Patna, avait détaché à sa poursuite un bataillon de Cipayes et 200 Européens d'élite, sous le commandement du capitaine Knox. Sans se laisser retarder par la chaleur brûlante du Bengale, marchant lui-même à pied à la tête de sa troupe, ce dernier fit en treize jours la route de Moorshadabad à Patna; il arriva devant cette ville au moment même où tout se préparait pour un assaut général, que son apparition fit différer. Knox

employa cette première nuit à reconnaître par lui-même le camp des assiégeants, et attaquant dès le lendemain, au moment du repos de l'après-midi, il les chassa de leurs ouvrages. Convaincu de son infériorité, Shah-Alaum se retira aussitôt dans le voisinage de Teekaury, où il attendit le résultat de négociations nouées avec Abdallah-Shah : ce dernier occupait alors l'ancienne capitale des empereurs mogols, d'où il commandait tout le haut Indostan. Shah-Alaum attendait encore du secours du nabob de Poorania, alors en marche pour venir le joindre. Le colonel Caillaud et Meerum avaient eux-mêmes quitté Moorshadabad en même temps que l'empereur ; ils arrivèrent, le 23 mai, à Rayamahl le rendez-vous général de leurs différents corps de troupes. Le nabob de Poorania se dirigeant à la même époque sur Patna, Caillaud envoya l'ordre au capitaine Knox de le harceler dans sa marche, jusqu'à ce que lui-même eût eu le temps d'arriver. Celui-ci, au milieu de l'étonnement général des habitants de Patna, qui ne pouvaient concevoir tant d'audace à la vue du petit nombre de ses troupes, fit ses préparatifs pour attaquer l'ennemi aussitôt qu'il paraîtrait.

Une partie des troupes de Ramnarain étaient bien sous ses ordres ; mais cette entreprise leur paraissant une véritable folie, elles se montraient peu disposées à la seconder. En revanche, le rajah Shitabroy, à la tête de 2 ou 300 hommes à sa solde, faisait paraître beaucoup d'ardeur à seconder les

Anglais. L'armée du rajah de Poorania consistait en 12,000 hommes et 30 pièces de canon; le corps de Knox en 200 Européens, un bataillon de Cipayes, 5 pièces de canon et les troupes de Shitabroy. Knox marche à la rencontre de l'armée du rajah aussitôt qu'on l'aperçut; son intention était d'attaquer pendant la nuit; en conséquence à peine se trouve-t-il dans le voisinage du rajah, qu'après un repos de quelques heures seulement, il marche vers lui. Mais l'obscurité ne permit pas au guide de retrouver son chemin; la nuit se passa à errer çà et là, et le jour avait paru depuis deux heures quand les Anglais arrivèrent en vue du camp ennemi. L'occasion de le surprendre était perdue; toutefois Knox, ayant à sa disposition un terrain favorable, n'hésita pas à attaquer : l'action s'engagea; l'ennemi, dix fois plus nombreux, entoura sa petite troupe. Les habitants de Patna, du haut de leurs murailles, devinrent les spectateurs du combat qui décidait de leur sort; on les voyait tour à tour en proie à l'espoir ou à la crainte, à la joie ou à la terreur, suivant les différents incidents du champ de bataille et les nouvelles qui en arrivaient d'instant en instant. Le combat dura six heures entières; au bout de ce temps le rajah de Poorania se retira, et le vainqueur le poursuivit jusqu'au commencement de la nuit. Dès que le succès de la journée fut décidé, Knox s'empressa d'en donner avis au résident anglais à Patna; bientôt lui-même arriva avec le rajah de Shitabroy pour confirmer en personne cette bonne nouvelle. Mais son billet

n'avait d'abord trouvé que des incrédules, dont sa présence augmenta long-temps le nombre. Les habitants, Rammarain lui-même, ne pouvaient concevoir qu'un général s'absentât de son armée sans que celle-ci se dispersât; ils s'obstinèrent quelque temps à prendre les vainqueurs pour des fugitifs. La vérité se fit jour enfin, et ce fut alors à qui adresserait les plus vives félicitations à Kno xet à Shitabroy; ce dernier, contre la coutume des chefs indous, avait en effet bravement payé de sa personne et partagé l'honneur de la journée. Le capitaine Knox, lui frappant joyeusement sur l'épaule, s'écriait de temps à autre: « Voilà un vrai nabob, sur ma parole, un nabob comme je n'en avais pas encore vu. »

Après sa défaite, le nabob de Poorania changea la direction de sa route: au lieu de persister à aller rejoindre l'empereur, il marche vers le nord. Caillaud et Meeran ayant traversé le Gange, et s'étant mis à sa poursuite, l'attaquèrent promptement. A leur vue, le nabob déploya son armée comme s'il voulait combattre; loin de là, il fit charger ses pierreries, son argent, ses effets les plus précieux sur des chameaux et des éléphants, abandonna son artillerie avec ses bagages les plus pesants, et se hâta de s'éloigner; à peine échangea-t-il quelques coups de canon et de fusil avec les Anglais quand ceux-ci le serraient de trop près. Ce que les bruits populaires racontaient des trésors du nabob rendaient ceux-ci singulièrement ardents à cette pour-

suite : elle durait depuis quatre jours; mais le soir du quatrième un orage terrible éclata sur le camp; le tonnerre tomba sur la tente de Meerum et le tua sur le coup. La confusion se mit aussitôt dans son armée, qui fut au moment de se disperser ; Caillaud eut grand'peine à y maintenir quelque ordre, et se vit réduit, bien qu'à son grand regret, d'abandonner la poursuite du nabob et de ses trésors. Il craignait encore que l'empereur ne profitât de cette circonstance pour faire une tentative sur la province de Bahar; en conséquence, il rétrograda sur Patna, où il arriva le 29 juillet, et distribua dès le lendemain ses troupes dans leurs quartiers d'hiver. La mort de Meerum fut, à cette époque, une perte pour Meer-Jaffier et les Anglais : il rachetait beaucoup de mauvaises qualités par une énergie sinon grande en elle-même, au moins bien supérieure à celle de son père. Tout en se montrant impatient de l'état de dépendance et de sujétion où le mettait la présence des Anglais au Bengale, il n'en comprenait pas moins la nécessité de leur alliance. Quand il n'était pas emporté par la passion, il cédait volontiers à l'influence de Clive; plus d'une fois ce dernier lui fit abandonner des projets dont l'exécution aurait été funeste. Il compromit quelquefois les intérêts de Meer-Jaffier par ses mauvais traitements à l'égard des grands-officiers d'état. Toutefois il était généreux envers les simples soldats, et s'était en définitive concilié leur affection.

Après le départ de Clive, M. Holwell, comme le plus ancien membre du conseil, avait succédé provisoirement à la présidence; il fut remplacé, dans le mois de juillet, par M. Vansittart, le gouverneur définitif. Les circonstances étaient critiques : à la nouvelle de la mort de Meerum, les troupes s'assemblèrent tumultueusement devant le palais du nabob; elles réclamèrent à grands cris leurs arrérages, mêlant à des lamentations sur la mort de son fils de nombreuses injures pour Jaffier; sa vie fut un moment en danger. Si elle fut sauvée, ce fut seulement par l'intervention de Meer-Caussim, son gendre, sur la promesse d'être proclamé l'héritier du trône à la place de Meerum, s'entremit entre le nabob et les troupes : il paya de son argent une portion de la solde réclamée, et pour le reste les engagea à se contenter de promesses dont il se portait caution. Depuis ce moment la situation du nabob, pénible depuis long-temps, n'avait fait qu'empirer : son trésor était demeuré vide; ses troupes, toujours au moment de se mutiner, erraient çà et là par bandes; ses habitudes d'indolence et de volupté l'avaient rendu odieux au peuple comme à l'armée. Le gouvernement de Calcutta partageait lui-même tous les embarras du nabob, et, n'en tirant plus rien, se trouvait, par contre-coup, dans l'impossibilité de payer ses propres troupes. Les Anglais n'avaient plus qu'à choisir entre ces deux partis : ou se procurer de nouvelles ressources d'argent ou abandonner leur situation

politique à l'extérieur pour se renfermer dans les murs de Calcutta. Pénétré de la gravité de ces circonstances, Holwell, pendant sa courte administration, avait ouvert dans le conseil l'avis d'abandonner Meer-Jaffier et de se réunir à l'empereur, en acceptant les offres que ce monarque ne cessait de faire, comme Shah-Alaum était alors véritable et légitime souverain du Bengale; cet avis ne manquait pas d'une certaine apparence de justice et de légalité; toutefois c'était, d'un autre côté, une sorte de trahison à l'égard de Meer-Jaffier, qui avait eu une si grande part dans la fortune des Anglais au Bengale, qui en avait été l'occasion, sinon l'auteur. Ce souvenir des anciens services de ce dernier inspira aux membres du conseil l'idée d'un parti mixte: ce fut de lui laisser le nom de nabob, mais de faire passer l'autorité en d'autres mains plus capables de l'exercer. Or, Meer-Caussim était alors vis-à-vis Jaffier ce que celui-ci avais été jadis vis-à-vis Suraja-Dowlah. Un traité fut conclu avec Meer-Caussim, par lequel la présidence s'engageait à lui remettre tout le pouvoir de l'administration, pendant que Jaffier conserverait pourtant le titre de nabob. En revanche, Meer-Caussim s'engageait à assurer à la Compagnie le revenu des trois districts de Burdwan, Midnapore et Chittagore; d'acquitter les dettes de Jaffier, enfin de faire à la présidence un présent de 5 lacs de roupies pour les frais de la guerre du Carnatique.

Le traité fut signé le 27 septembre 1760; le 2 oc-

tobre, Vansittart, accompagné du colonel Caillaud et d'un détachement de troupes, se rendit à Moorshadabad pour persuader à Meer-Jaffier d'agréer l'arrangement qui venait d'être conclu. Il s'y refusa. Le gouverneur hésitait sur le parti à prendre, et répugnait à avoir recours à la force; mais Meer-Caussim, qui comprenait tout le danger de sa situation si Jaffier conservait le pouvoir, reprocha amèrement à ce dernier l'inconséquence de conclure un arrangement semblable au leur et à ne pas oser l'accomplir. Il le somma de tenir sa parole, et le menaça, dans le cas contraire, de se retirer auprès de l'empereur avec ses troupes et ses trésors. Le gouverneur se rendit aux instances de Meer-Caussim : le palais du nabob fut occupé par des troupes; on essaya de lui persuader qu'il n'existait aucun projet contre sa personne et sa fortune personnelle; qu'il s'agissait seulement d'une réforme dans son gouvernement opérée par son gendre; que ce dernier n'agirait qu'en qualité de son député. Meer-Jaffier répondit avec dédain qu'il entendait ce langage, qu'il connaissait trop les hommes et les choses pour en être la dupe. A ces derniers instants d'un pouvoir expirant, il laissa voir ou recouvra quelque dignité. : « C'est vous, dit-il, qui m'avez placé sur le musnud, vous pouvez m'en retirer si bon vous semble; mais si vous trouvez convenable de manquer à vos engagements, moi je veux être fidèle aux miens. » Il demanda qu'on lui permît de se rendre auprès de son ami Salabut-Jung, dont il

saurait obtenir justice, ou bien de se retirer à la Mecque ; dans le cas où ces deux demandes seraient rejetées, qu'il lui fût du moins loisible d'aller vivre à Calcutta avec sa femme et ses enfants.

Cette mesure ne rencontra pas une approbation unanime dans le conseil ; deux membres, MM. Vereltz, Smith, rédigèrent une sorte de protestation en faveur des engagements autrefois pris avec Meer-Jaffier. Déjà d'ailleurs des germes de dissention existaient dans le conseil. Un de ses membres, M. Amyat, homme de mérite et d'énergie, plus ancien que Vansittart, n'avait pas vu sans un vif chagrin ce dernier appelé à la présidence ; par esprit de vengeance, il le contrariait dans toutes ses mesures. D'un autre côté, on savait les sommes énormes que son élévation au trône avait jadis coûtées à Meer-Jaffier ; on ne doutait pas que le même service n'eût été payé du même prix par Meer-Caussim, et cette idée provoquait dans le conseil des sentiments d'envie et de jalousie contre ceux qui avaient participé à cette dernière révolution. Le conseil spécial, qui n'avait pas donné l'autorisation de déposer Meer-Jaffier, mais seulement d'opérer certaines réformes dans le gouvernement, ne pardonnait pas au gouverneur d'avoir outre-passé ses pouvoirs. Estimable et respectable comme individu, avec les meilleures intentions du monde, Vansittart ne possédait d'ailleurs nullement les qualités de l'homme d'Etat, indispensables dans le poste élevé et dans les circonstances difficiles où il

se trouvait ; à compter de ce moment, il ne trouva plus de concours dans les membres du gouvernement. L'esprit de rapine et de cupidité né de la révolution qui avait mis Meer-Jaffier sur le trône se montra plus que jamais après celle qui l'en avait renversé ; mille intrigues coupables se nouèrent et se dénouèrent incessamment à Calcutta ; mais cela même était une preuve que Vansittart manquait de cette supériorité d'esprit qui sait prévenir ces inconvénients ou les dominer. MM. Verelts, Smith, Amyat, Ellis et le major Carnac, membres du conseil, se trouvèrent bientôt réunis en une opposition systématique au gouverneur. Dans les dernières transactions, le désir d'imiter Clive, le premier qui fit et défit des nabobs, au moins au Bengale, car Dupleix avait déjà donné cet exemple dans le Carnatique, ce désir, disons-nous, n'avait peut-être pas été sans influence sur la conduite de Vansittart ; on le lui reprochait du moins. Mais il est difficile et dangereux d'imiter un homme de génie dans des circonstances nécessairement différentes de celles où lui-même s'était trouvé.

Dans l'espace de quelques mois Meer-Caussim paya les arrérages de solde dus aux troupes anglaises à Patna, et donna 6 lacs de roupies en à-compte de ce qu'il devait à la Compagnie ; il remplit le trésor de Meer-Jaffier ; ses propres troupes reçurent désormais leur solde avec exactitude. Le major Carnac, qui vint dans le mois de juillet en prendre le commandement, les trouva pleines

d'ardeur et impatientes d'entrer en campagne. L'empereur était alors à Giahb-Munpore où il faisait tous ses efforts pour recruter son armée, en ce moment bien peu nombreuse. Le major Carnac se proposait de le contraindre à évacuer la province de Bahar. A la tête des Anglais, des troupes de Ramnarain, de celles du nabob, après une marche forcée de trois jours il se présenta tout-à-coup devant le camp impérial ; et l'empereur surpris, contraint d'accepter malgré lui la bataille, fut promptement mis en déroute. M. Law, le commandant du corps français au service de Shah-Alaum, demeuré sur le champ de bataille, tomba entre les mains des Anglais. Ici nous céderons pour un moment la parole à un historien indigène. « Lorsque Shah-Alaum quitta le champ de bataille, la poignée d'hommes qui suivaient Law, découragés par cette fuite, fatigués de la vie errante qu'ils menaient depuis long-temps, imitèrent l'exemple de l'empereur et le suivirent. Law, se trouvant ainsi seul et abandonné, ne put pourtant se résoudre à s'enfuir : il s'adossa à un de ses canons, et, demeurant ferme dans cette position, attendit le moment de mourir. Ceci étant rapporté au major Carnac, il quitta le principal corps d'armée, et, accompagné du capitaine Knox, de quelques autres officiers et d'un petit nombre de Cipayes, s'avança vers l'homme au canon. A une certaine distance, ils mirent pied à terre, les officiers ôtèrent leurs chapeaux, et chacun agita le sien, comme pour faire un *salam* ; ce

salut fut rendu par Law, et il s'ensuivit quelques pourparlers dans leur langue. Le major Carnac, après avoir adressé à celui-ci de nombreux éloges sur sa bravoure et sa persévérance, ajouta : « Vous avez fait tout ce qu'on pouvait attendre d'un homme de courage, votre nom sera transmis à la postérité par la plume de l'histoire; maintenant détachez le glaive de vos reins, bannissez de votre esprit toute idée d'hostilité avec les Anglais, et venez avec nous.» Law répondit qu'il n'avait aucune objection à faire si on permettait qu'il se rendît tel qu'il était; mais que pour se rendre en quittant son épée, c'était une honte à laquelle il ne se soumettrait jamais; qu'il ne tenait qu'à eux de prendre sa vie s'ils ne voulaient pas de cette condition. Le commandant anglais, admirant la fermeté de Law, consentit qu'il conservât son épée; après cela, le major et les officiers se secouèrent la main avec le prisonnier, à la manière européenne; de côté et d'autre disparut tout sentiment d'hostilité. »

Le major envoya chercher son propre palanquin, et y fit monter M. Law, qui prit aussitôt la route du camp. Ne se souciant pas d'être vu par quelques amis qu'il avait dans le camp anglais, il ferma les rideaux du palanquin; néanmoins plusieurs officiers de sa connaissance, apprenant son arrivée, accoururent pour le voir : mais le major leur dit de remettre cela à quelques jours, que M. Law était trop en peine pour recevoir de la société, qu'il l'avait dispensé de paraître en public. Ahmet-

Khan-Koteishee imagina faire sa cour aux Anglais en raillant le prisonnier de sa défaite, conduite qui n'a rien d'étrange si l'on considère le temps où nous vivons et la société qu'il avait l'habitude de frequenter; Ahmet-Khan donc, ayant écarté le rideau du palanquin, dit d'une voix et d'un air railleurs : « — Et Beeby (lady, madame) Law, où est-elle ? » Le major et les officiers, choqués de l'inconvenance de la question, reprimandèrent le questionneur d'un regard sévère; le major lui adressa des paroles plus sévères encore : « Cet homme, dit-il, a bravement combattu et mérite les égards de tous les hommes braves; les impertinences que vous lui dites peuvent être bonnes chez vos compatriotes, mais nous, nous avons pour règle de ne jamais insulter un ennemi vaincu. » Ahmet-Khan, arrêté par cette admonition, se mordit la langue sans répondre un mot; après avoir prolongé sa visite pendant une heure encore, il s'en alla tout honteux. Quoique ce fût un officier d'un grade élevé, un personnage d'importance, personne ne lui parla, ne l'accompagna, ne lui adressa le moindre salut au moment où il se retira. Cette réprimande est de nature à faire beaucoup d'honneur aux Anglais. Il faut confesser, à la louange de ces étrangers, que si leur conduite sur le champ de bataille est digne d'admiration, d'un autre côté rien n'est plus modéré ni plus bienveillant que leur manière d'agir envers l'ennemi, soit sur le champ de bataille, dans la chaleur de l'action, soit

dans l'orgueil qui suit la victoire. En cela, ce peuple paraît se conduire d'après les règles jadis données par nos anciens souverains et nos grands hommes (1). » Depuis long-temps nous racontions des scènes de l'Orient d'après nos historiens européens ; il nous a semblé que le lecteur ne verrait pas sans intérêt une scène européenne racontée par un historien oriental.

Agissant de concert avec l'empereur, les zemindars de Beerboom et de Burdwan, deux importants districts du Bengale peu éloignés de Moorshadabad, prirent les armes. Meer-Caussim, sans perdre de temps, marcha contre eux; soutenu par un détachement anglais, il les défit complétement, et réduisit ces deux provinces à l'obéissance. Immédiatement après la bataille, le rajah Shitabroy se rendit auprès de l'empereur, il était chargé de lui faire des offres de paix de la part du major Carnac. Le rajah sollicita aussi pour le major la permission de venir faire sa cour à Shah-Alaum dans le camp impérial. A cette époque, la sorte de sujétion où le tenaient les zemindars qui avaient embrassé sa cause commençaient à peser à l'empereur ; d'un autre côté, la dernière révolution arrivée à Delhi lui était favorable. Abdallah-Shah, après une grande victoire sur les Mahrattes, l'avait reconnu empereur. Le major Carnac le traita comme tel, et le conduisit à Patna avec tout le cérémonial ordinaire. Inquiet de

(1) Seer-Mutakhareen, t. II, p. 164.

ces rapports subitement établis entre les Anglais et l'empereur, Meer-Caussim se hâta d'accourir; mais, soit qu'il ne se crût pas en sûreté, soit qu'il se plût à refuser cette marque de déférence au descendant de Timour, Meer-Caussim refusa de se rendre dans le camp impérial. La grande salle de la factorerie anglaise fut dès lors choisie pour l'entrevue de l'empereur et du nabob : deux tables à manger, recouvertes de drap, figurèrent un trône; l'empereur s'y assit. Meer-Caussim lui rendit hommage dans les formes accoutumées, et en reçut l'investiture de nabob du Bengale, de Bahar et d'Orissa, sous la condition d'acquitter le tribut de 24 lacs de roupies. Après un court séjour à Patna, Shah-Alaum accepta les offres du nabob d'Oude, de quelques chefs d'Afghans qui avaient embrassé sa cause, et marcha vers sa capitale. Devenu visir, le nabob d'Oude s'était volontairement chargé de défrayer toutes les dépenses de la route. L'empereur, comme témoignage de sa reconnaissance des bons procédés du major Carnac, voulait accorder à la Compagnie un firman qui la mettrait en possession de la dewanie (ou ferme générale) des trois provinces de Bengale, de Bahar et d'Orissa; la présidence pressentit les difficultés que l'exercice de ces fonctions feraient presque nécessairement naître entre elle et le nabob : elle déclina cette offre. Le projet de la présidence de Calcutta était d'aider l'empereur à remonter sur son trône et à faire reconnaître son autorité dans les provinces. La cour

des directeurs y avait donné son assentiment; mais le manque d'argent contraignit bientôt le gouvernement à abandonner tout ce plan de conduite.

Le manque d'argent était la grande difficulté du moment. Meer-Caussim, à force d'exactions, était bien parvenu à subvenir aux premières nécessités de son gouvernement; il avait fait rendre gorge à une partie de ceux qui s'étaient enrichis sous le règne de son prédécesseur. Mais ces ressources ne tardèrent pas à être insuffisantes; alors il convoita les riches dépouilles de Ramnarain et médita sa perte. Mais ce dernier, en échange de ses nombreux services, avait reçu des Anglais des assurances de protection, ce qui obligeait le nabob à agir avec prudence et lenteur. L'agent anglais à Patna avait ordre de protéger le rajah contre toute entreprise hostile. Meer-Caussim commença par demander à Ramnarain le règlement des comptes arriérés de son gouvernement. Vansittart et ses partisans étaient naturellement enclins à considérer avec des yeux favorables les actes de Meer-Caussim; et, en revanche, le parti de l'opposition dans le conseil, et qui n'avait pas participé à son élévation, était dans des dispositions contraires. Toutefois, il ne paraît pas que le gouverneur ait trempé dans la préméditation de mesures violentes contre Ramnarain; mais à toutes les demandes d'argent de la présidence, demandés rendues nécessaires par les besoins du service, le nabob n'avait que cette réponse: « Les arrérages de Ramnarain sont le seul fonds dont je puisse disposer. »

Vansittart finit par se laisser persuader de la nécessité d'obtenir de celui-ci le paiement des contributions arriérées. D'ailleurs, il se trouvait sous l'influence du préjugé populaire qui remplissait l'Inde de trésors. La guerre avait ravagé le gouvernement de Ramnarain ; il n'était en arrière que de trois années ; il s'était trouvé dans l'obligation d'entretenir une armée beaucoup trop considérable pour ses revenus ordinaires ; en dépit de tout cela, Vansittart n'en supposait pas moins les coffres du rajah regorgeant d'argent, d'or et de diamants.

Le colonel Coote et le major Carnac, commandant le détachement des troupes anglaises à Patna, savaient les projets funestes nourris par Meer-Caussim contre Ramnarain ; ils en avaient la preuve irrécusable, car le nabob avait même voulu leur persuader, au moyen de riches présents, de lui abandonner celui-ci. Ils avaient consigné ce fait dans une dépêche envoyée par eux à la présidence ; mais ces deux officiers étaient opposés au nabob et au gouverneur, ce qui disposa ce dernier à ne voir dans cette dénonciation qu'une démarche hasardée, peut-être injurieuse pour lui-même. Vansittart en fut blessé, irrité ; il se trouva plus disposé que précédemment à céder aux insinuations du nabob : il finit par se laisser persuader que le gouvernement de celui-ci était au moment de périr s'il ne lui était permis de se faire justice dans cette occasion. Sous ces impressions, Vansittart, qui avait encore la majorité dans le conseil, prit une résolution, fatale à sa

mémoire : il rappela de Patna le colonel Coote et le major Carnac : c'était livrer Ramnarain. En effet, ces officiers avaient à peine quitté la ville, qu'il fut saisi et jeté en prison, sa maison fut pillée, et ses serviteurs livrés à la torture; le nabob voulait obtenir de ceux-ci la révélation des trésors dont on le croyait possesseur. Pendant quelques jours, lui-même fut épargné : Meer-Caussin voulait voir d'abord l'effet produit à Calcutta par ces mèsures violentes; mais cédant bientôt à son impatience, il le fit exécuter. Les prétendus trésors de Ramnarain se bornèrent à une somme à peine suffisante pour les dépenses journalières de son gouvernement. Mais sa mort fit un grand tort aux Anglais : il était connu pour avoir été leur partisan; les habitants de Patna, de la province entière, s'indignèrent de voir ceux-ci, aussitôt que leurs nouveaux intérêts l'avaient exigé, non seulement le délaisser, mais le livrer au bourreau. Pour sa défense Vansittart allégua qu'il n'avait pas cru Meer-Caussim capable de se porter à de semblables extrémités; toutefois en cette circonstance, la conduite du nabob était trop d'accord avec les habitudes orientales pour qu'il soit possible d'admettre une semblable excuse. « En tout cas, dit un noble historien, l'honneur du nom anglais n'aurait jamais dû être confié à de telles mains (1). »

De nombreux dissentiments existaient depuis

(1) Sir John Malcolm, Vie de Clive, t. II, p. 276.

long-temps entre les directeurs et le conseil de Calcutta. La cour des directeurs avait vu souvent ses ordres méconnus ou désobéis quand ils se trouvaient en opposition avec les vues ou les intérêts des membres du conseil. Sur les derniers temps du séjour de Clive au Bengale, les choses allèrent de ce côté plus loin que jamais. La dernière dépêche signée par ce dernier, au moment même de son départ, contenait de violentes récriminations contre la manière d'agir des directeurs. Après s'être longuement étendus sur ce sujet, les signataires de cette lettre concluaient comme il suit : « Des dénonciations sans fondement et que vous ne vous êtes pas donné la peine de vérifier, ont eu à vos yeux le cachet de la vérité; elles venaient cependant des gens qui ne visaient qu'à servir leurs propres intérêts, sans s'embarrasser aux dépens de qui. Ces derniers n'en ont pas moins reçu de vous des encouragements de nature à refroidir le zèle de vos employés, soit ici, soit ailleurs. Il semble que leurs dénonciations aient été la seule source où vous ayez puisé les réflexions générales jetées à tout hasard contre les plus fidèles de vos serviteurs dans celle de vos lettres que nous avons maintenant devant nous; elle nous donne la preuve qu'il suffit de quelque mécontentement particulier, de quelque intérêt personnel blessé pour effacer dans une heure le mérite de plusieurs années de services, et nous priver du rang et des profits qui sont naturellement l'aiguillon du zèle et de l'application de chacun. Le peu d'attention accordé à ces

considérations dans les faveurs accordées sans discernement à certains individus, les censures prodiguées à d'autres sans plus de fondement, diminuent nécessairement le zèle de tous pour le bien de vos affaires, et, si cela continue, ne pourront manquer d'en amener la ruine et la destruction. Il est à craindre que, à l'exemple de ce qui se passe chez vous, vos vues personnelles ne prennent ici la conduite de toutes choses; alors aucun gentleman ne demeurera à votre service que précisément le temps que ses propres affaires l'exigeront. Les choses étant dans cet état, il devenait de notre devoir rigoureux de vous le dire sans ménagement et sans déguisement. » Dans sa réponse à cette lettre, la cour des directeurs se montrait hautement offensée; elle signifiait à tous ceux qui l'avaient signée de quitter immédiatement son service : c'étaient MM. Holwell, Pleydel, Summer... et M'Guire; Clive depuis long-temps n'était plus au Bengale. La cour des directeurs faisait encore au conseil de Calcutta l'injonction la plus formelle de ne permettre à aucun de ces messieurs de prolonger son séjour dans l'Inde sous un prétexte quelconque. Elle voulait qu'ils fussent renvoyés en Angleterre par le premier navire qui mettrait à la voile; mesure qui eut de grands résultats auxquels la cour ne s'attendait guère. Elle donna la majorité dans le conseil au parti opposé à Vansittart et à Meer-Caussim.

L'Inde est sillonnée en tous sens par de nombreuses lignes de douanes; des postes de douaniers,

échelonnés à des distances très rapprochées sur les routes et les rivières navigables, perçoivent les droits dus sur les marchandises, et les empêchent de passer jusqu'à ce que ces droits soient acquittés. De vastes édifices, nommés chokeys dans la langue du pays, étaient destinés à cet usage. Sur ce point, comme sur tout ce qui tenait au gouvernement, rien n'était fixe, stable; les droits variaient d'un instant et d'un lieu à l'autre, ce qui entravait de nombreuses difficultés le commerce intérieur. Aussi cet état de choses était-il la source de fréquentes querelles dans le Bengale entre les marchands anglais et les employés des douanes. Mettant à profit son crédit sur l'esprit d'un des prédécesseurs du nabob, la présidence en avait obtenu un firman qui exemptait de droits tout son commerce d'importation et d'exportation. A l'aide d'un dustuck (ou passeport) délivré par le président anglais, toute marchandise importée ou exportée par la Compagnie circulait librement dans toute l'étendue du Bengale ; aucun poste de douane n'avait le droit de l'arrêter, de la visiter, ou de la taxer. D'ailleurs le commerce d'importation ou d'exportation de la Compagnie elle-même était le seul qui profitât de ce privilége; le commerce fait à l'intérieur par ses agents, pour leur propre compte, y demeurait étranger. Plus tard les agents de la Compagnie essayèrent de participer à ce privilége individuellement, pour leur propre compte. D'abord ils avaient commencé par s'emparer d'une grande

partie du commerce intérieur, se soumettant aux mêmes droits que les marchands indigènes, et sous la vigoureuse administration de Clive ils n'aspirèrent point au-delà. Mais plus tard, sous le gouvernement de Meer-Caussim, dont la faiblesse était plus évidente encore que celle de Jaffier, il arriva que les dustucks de la présidence furent fréquemment employés à protéger le commerce des agents de la Compagnie. Peu à peu le commerce intérieur se concentra tout entier dans les mains des Anglais, au détriment des marchands indigènes. Meer-Caussim, à peine sur le trône, fut accablé de réclamations à ce sujet; lui-même, dans une lettre à la présidence sous la date du 26 mars 1762, se plaint vivement de cet état de choses, et fait le tableau des inconvénients qui en sont le résultat. Les chefs de factoreries de Calcutta, de Cossimbuzar, de Patna et de Dacca, agissant à la fois comme collecteurs, rentiers et magistrats, ne laissaient pas même l'ombre d'un pouvoir quelconque aux officiers du nabob. Mais là ne se bornait pas le mal : dans chaque ville, chaque village, chaque marché, les Anglais et leurs agents de toutes les sortes et de tous les degrés, ce qui finissait par embrasser la presque totalité de la population, trouvaient le moyen de se faire protéger par quelque dustuck et se refusait à acquitter tout droit de douane. Chacun de ces gens, disait le nabob, avec un bout de dustuck de la Compagnie, ne se considérait pas moins que la Compagnie.

Warren Hastings, destiné à jouer un si grand rôle dans le reste de cette histoire, Warren Hastings, alors résident à Banglepore, dans une lettre au président de la régence (vers la même époque, 1762), s'exprime dans des termes analogues. Il parle de la possibilité d'une rupture prochaine avec le nabob, provenant de tous les abus introduits dans le commerce intérieur des Anglais et leurs agents, et surtout de l'abus fait du nom anglais. Des multitudes de gens se revêtaient de l'habit de Cipaye, s'intitulaient Gostamach, et, à l'abri de ce titre et de cet habit redouté, franchissaient impunément toutes les lignes des douanes; personne n'était assez hardi pour tenter quelque résistance. L'indolence habituelle et la pusillanimité des Indous concouraient également à dérober au gouvernement la connaissance de ces désordres. Warren Hastings, en naviguant sur le Gange, fut étonné du grand nombre de pavillons aux couleurs de l'Angleterre qu'il voyait flotter sur les deux rives; pas un bateau ne montait ou ne descendait le fleuve qui n'en fût pourvu. « Je suis certain, disait Hastings, qu'à quelque titre qu'ils aient été arborés, il n'en saurait résulter rien de bon pour les revenus du nabob, la tranquillité de la province et l'honneur du nom anglais. » Dans ce voyage, un parti de Cipayes se rendant à une nouvelle station qui venait de leur être assignée, précédait Hastings, et il put observer à loisir l'esprit de rapine et de cruauté de ces hommes une fois livrés à eux-mêmes : à leur

approche, les grandes villes fermaient leurs bazars, les villages devenaient déserts; de tous côtés les ruines et la dévastation indiquaient la route qu'ils avaient parcourue. A cette époque, il n'était pas rare de voir de riches marchands indigènes acheter le droit de se servir du nom de simples écrivains de la Compagnie : protégés par ce nom, ils rançonnaient et pillaient à leur aise le reste de leurs compatriotes. Des jeunes gens récemment arrivés pour occuper le poste le plus obscur, se trouvaient tout-à-coup à la tête de 3 ou 4,000 livres sterling de revenu; la veille encore leur habit de voyage faisait toute leur fortune, et on les voyait tout-à-coup magnifiquement logés et faisant les honneurs d'une table splendide. Un historien, témoin de ce qu'il raconte, nous dit à propos de cet état de choses : « Un commerce intérieur sans paiement de droits fut alors pratiqué, qui engendra une multitude infinie d'actes d'oppression. Les agents anglais, ou gostamachs, non contents de maltraiter le peuple, foulèrent aux pieds l'autorité du gouvernement, emprisonnèrent et maltraitèrent les officiers du nabob partout où ces derniers voulaient intervenir (1). » De la durée de leurs usurpations les Anglais en avaient conclu la légitimité, d'où il arriva que les choses furent poussées à l'extrême. Les collecteurs et les douaniers étaient maltraités, punis, lorsqu'ils

(1) M. Verelts, *Vues du gouvernement du Bengale.*

se présentaient pour percevoir les droits sur les marchandises, c'était eux-mêmes qui semblaient en contravention avec la loi. Chose incroyable, et pourtant attestée par un grand nombre de témoins! les indigènes se trouvaient forcés de vendre ce qu'il convenait aux marchands anglais d'acheter, d'acheter ce qu'il convenait à ces derniers de leur vendre. Les officiers et les magistrats du nabob en étaient venus à trembler devant le moindre marchand étranger.

Le nabob ne cessait d'adresser au conseil les plaintes les plus répétées sur cet état de choses; le gouverneur s'efforçait, de son côté, d'y apporter quelque palliatif. Mais la majorité du conseil était opposée à son administration; elle l'avait été à l'élévation de Meer-Caussim, ce qui eût sans doute suffi pour lui ôter toute volonté de rémédier à ces désordres; et de plus les membres de cette majorité en étaient empêchés par un sentiment bien autrement puissant, celui de l'intérêt personnel. Tous se trouvaient intéressés dans ce commerce intérieur; et les plus haut placés parmi ceux qui s'y livraient, en retiraient par conséquent les bénéfices les plus considérables; aussi non contents de se défendre, ils récriminaient. Tantôt ils accusaient Meer-Caussim de vouloir les ruiner pour les punir de s'être opposés à son élévation, tantôt ils reprochaient avec amertume à Vansittart d'abandonner des sujets anglais, des employés de la Compagnie à la merci d'un capricieux despote qu'il lui avait

plu d'élever sur le trône. Parmis les fonctionnaires publics, un seul homme prêtait au gouverneur un ferme et loyal appui pour remédier aux désordres : c'était Warren Hastings. D'un autre côté, comme pour mettre le comble aux difficultés de cette époque, le nabob ne supportait qu'avec peine la dépendance où il était des Anglais ; il savait que ses ennemis étaient les plus nombreux au sein du conseil, on lui disait qu'ils étaient aussi les plus puissants de l'Angleterre, où ils ne cessaient de demander son détrônement. Au milieu de ces troubles, de cette irritation, de ces provocations réciproques, les Anglais et Meer-Caussim touchèrent plus d'une fois à une rupture ouverte, à la guerre.

Dans la vue de prendre quelques nouveaux arrangements, le nabob et le gouverneur convinrent d'une entrevue. Elle eut lieu le 30 novembre ; Vansittart était accompagné de Warren Hastings, comme conseiller. Le nabob se plaignit amèrement de la situation des affaires ; il s'étendit sur le tort que lui faisait éprouver le commerce intérieur ; il le représenta comme remplissant les provinces de troubles, menaçant le gouvernement d'une prochaine dissolution, et cependant ne profitant qu'à quelques individus, nullement à la Compagnie ; il le traita d'usurpation, et somma les Anglais d'y renoncer. Vansittart ne pouvait se dissimuler la justice des plaintes du nabob ; toutefois, comme les Anglais étaient en possession depuis déjà cinq à six ans de ce commerce, qu'il en résultait une sorte de pres-

cription, il essaya d'en conserver les avantages, du moins en partie. Il proposa au nabob de l'autoriser à l'avenir, mais en soumettant les marchandises à un droit de 9 p. 100, payé une fois pour toutes sur le premier prix des marchandises, au lieu même de leur vente, droit fort inférieur à ceux payés par les marchands indigènes. Le nabob se laissa persuader, et Vansittart retourna à Calcutta; ce dernier se flattait d'avoir conclu une excellente affaire en acquérant définitivement aux Anglais une source de profits qui ne se trouvait dans leurs mains qu'accidentellement. Cependant, au lieu des remerciements et des éloges auxquels il s'attendait, ce furent d'amers reproches, de violentes récriminations qui lui furent adressés. Le conseil condamna cet arrangement et refusa de le ratifier; dans la séance du 1er mars 1763, à l'unanimité moins les deux voix de Vansittart et de Hastings, il adopta la résolution : Que le nouveau droit ni aucun autre ne seraient acceptés; que cependant, comme un effet de leur propre libéralité et comme preuve de leur désir de conserver la bonne intelligence avec le nabob, ils consentiraient à se soumettre à un droit de 2 1/2 p. 100 sur le sel, mais sur le sel seulement. Le conseil, à la même majorité, décida qu'à l'avenir toute contestation entre les officiers du nabob et les agents des Anglais serait soumise, non pas aux tribunaux du pays, mais aux chefs des factoteries anglaises, en d'autres termes à la décision des parties intéressées. Au milieu de tous ces

embarras, le nabob s'était occupé des préparatifs d'une expédition contre le petit royaume de Nepaul, qui passait pour abonder en or et en métaux précieux. Il entra effectivement en campagne; mais, après avoir eu le dessous dans une affaire assez sérieuse avec l'ennemi, il abandonna ses projets. Avant son départ, regardant comme définitif l'arrangement conclu avec Vansittart, le nabob l'avait communiqué à ses officiers avec l'ordre de le mettre à exécution. Ces derniers s'étaient, en conséquence, mis en devoir de percevoir le nouveau droit, que de leur côté les Anglais refusèrent d'acquitter. De là mille scènes de désordre, de confusion et de violence. Les officiers du nabob avaient perçu le droit là où ils s'étaient trouvés les plus forts; le plus souvent ils avaient été grièvement maltraités, même emprisonnés, car les Anglais avaient à leur service un grand nombre de Cipayes.

A son retour, le nabob apprenant tout ce désordre et la déclaration du conseil, écrivit au président pour se plaindre de ce procédé. Dans cette lettre, il allait jusqu'à prier les Anglais de le délivrer de la vice-royauté, fardeau pénible à porter dès qu'elle était dépouillée de tout pouvoir. Ne sachant plus à quels moyens recourir, il en vint à une mesure hardie qu'il méditait depuis long-temps. Il abolit tout-à-coup dans l'intérieur de ses États tout droit de douanes et de transit, se flattant de mettre de la sorte le commerce de ses sujets sur le même pied que celui des étrangers, en les sauvant d'une concur-

rence écrasante. Mais alors il arriva que ces mêmes membres du conseil qui avaient contesté au nabob le droit d'imposer le commerce étranger, lui contestèrent avec plus de violence encore le droit d'affranchir celui de ses sujets ; Vansittart et Warren Hastings furent encore les seuls qui reconnurent le droit du nabob d'agir comme il avait fait. La majorité du conseil se décida à envoyer en mission auprès du nabob deux de ses membres, MM. Amyat et Hay; ceux-ci devaient faire tous leurs efforts pour le faire revenir sur sa décision ; mais ils le trouvèrent fort peu disposé à cela. Le résident anglais à Patna, M. Ellis, était un homme emporté, violent ; et comme il avait été opposé à la révolution qui avait mis Meer-Caussim sur le trône, ce dernier le regardait avec raison comme un ennemi personnel. Dans ces dernières circonstances on l'avait vu, à la tête de 500 Cipayes, empêcher la perception du nouveau droit par les officiers du nabob ; le sang avait été sur le point de couler. Il avait encouragé la même résistance dans le reste de la province. Aussi Meer-Caussim en était-il venu à croire que la résolution de le renverser du trône avait été récemment prise à Calcutta, et que ces scènes de désordre n'étaient que le préliminaire de cette révolution nouvelle. L'arrivée à Monghir de deux bateaux chargés d'armes pour les troupes de la présidence en garnison à Patna acheva de le confirmer dans ses soupçons. Il fit arrêter ces bateaux. Les instances réitérées de nouveaux envoyés fini-

rent, il est vrai, à le faire consentir à relâcher les armes, toutefois à la condition expresse que M. Ellis serait remplacé comme résident : il ne voulait pas, répéta-t-il souvent, remettre à M. Ellis les verges dont celui-ci voulait le fouetter. Dans le cas où M. Ellis ne serait pas éloigné, il demandait du moins que les corps de troupes à sa propre solde cessassent d'être sous les mains de son ennemi, et fussent envoyées à Calcutta ou à Monghir.

Le conseil, unanime cette fois, considéra la capture des bateaux et la détention des armes comme une affaire extrêmement grave, dont il fallait s'occuper sur-le-champ. La députation reçut ordre de quitter le nabob si elle n'en obtenait le relâchement immédiat des bateaux. Ce dernier, nous venons de le dire, y avait déjà consenti ; mais, de son côté, M. Ellis ayant pris tout autres mesures, se préparait ouvertement à la guerre. La présidence l'avait autorisé à prendre, le cas échéant, toutes les mesures offensives ou défensives qu'il jugerait convenables ; il usait de cette faculté avec une précipitation extrême. On le vit, entre autres, faire fabriquer un grand nombre d'échelles qui ne pouvaient évidemment servir qu'à l'escalade du fort. Le nabob, instruit de tous ces détails, croyant la guerre imminente, n'hésita plus : il donna l'ordre d'arrêter de nouveau les bateaux qui s'étaient déjà éloignés, et conserva pour otage M. Hay. M. Amyat eut la permission de retourner à Calcutta, pour instruire la présidence de l'état des choses. De son côté, M. Ellis

fit une entreprise sur Patna : par ses ordres, le capitaine Cartair en escalada les murailles à l'aide de la nuit. Le gouverneur, après avoir tenté quelque résistance à la tête d'une partie de sa garnison, s'enfuit par la route de Monghir. Cette nouvelle portant à l'extrême l'irritation du nabob, il donna l'ordre de faire prisonniers tous les Anglais dont il serait possible de se saisir ; revenant sur sa résolution à l'égard de M. Amyat, il donna aussi l'ordre de l'arrêter. Ce dernier, qui s'éloignait sur l'un des bateaux, refusa d'obéir à cet ordre, il refusa de même de livrer les bateaux, et répondit par un coup de feu aux sommations des gens de Meer-Caussim. Ceux-ci, qui étaient nombreux, donnèrent l'abordage : un combat s'ensuivit, où M. Amyat et quelques autres payèrent de leur vie. Cependant la citadelle de Patna n'avait pas été surprise comme la ville ; de plus, dans l'intérieur de celle-ci, un palais fortifié était encore occupé par des soldats indous. A quelques milles de Patna, le gouverneur rencontra un détachement qui arrivait de Monghir : il apprit que la citadelle n'avait été ni prise ni même attaquée, et revint sur ses pas. Les Anglais s'étaient imprudemment dispersés, et s'occupaient à piller les maisons des habitants ; surpris, ils eurent à peine le temps d'enclouer leurs canons et de s'enfermer dans la factorerie. Le gouverneur vint les y assiéger, mais s'effrayant prématurément, ils l'évacuèrent pendant la nuit, et se dirigèrent vers la frontière d'Oude. Attaqués en chemin, ils mi-

rent bas les armes, et furent envoyés à Monghir. D'un autre côté, la factoterie de Cossimbuzar était aussi attaquée et pillée, et les Anglais qui s'y trouvaient faits prisonniers et réunis aux prisonniers de Monghir.

Le conseil, malgré l'opposition du président et de Warren Hastings, avait résolu de ne point entrer en arrangement avec Meer-Caussim dans le cas où la guerre aurait lieu. Des négociations avaient été entamées avec Meer-Jaffier pour l'engager à remonter sur le trône. Celui-ci, emporté par le désir de régner encore, accepta avec empressement toutes les conditions qu'il avait plu au conseil de lui imposer. Aussitôt la guerre éclatée avec le nabob, le conseil fit proclamer la déchéance de Meer-Caussim et la restauration de Meer-Jaffier. L'armée anglaise entra immédiatement en campagne : elle consistait en 650 Européens, 1,200 Cipayes et un régiment de cavalerie indigène; peu de jours après elle fut grossie à Midnapore par un détachement de 100 Européens et un bataillon de Cipayes. Meer-Caussim envoya des troupes prendre position entre l'armée anglaise et Moorshedabad, dans le but de protéger cette ville. Mais ce corps d'armée, après une courte résistance, battit en retraite et se dirigea sur Gheria; là il fut renforcé par les autres troupes de Meer-Caussim, entre autres par un corps commandé par un Européen du nom de Sumroo. Cet homme, aventurier allemand, était arrivé dans l'Inde comme sergent dans les troupes françaises et

passé au service du nabob; il avait dressé à l'européenne quelques centaines de Cipayes. Meer-Caussim se proposait d'introduire dans son armée la discipline et la tactique européennes. Le 23 juillet, l'armée anglaise s'étant avancée jusqu'à Chuna-Collee, emporta le lendemain les lignes de Mootejil, prit possession de Moorshedabad, et marcha aussitôt sur Gheria. Le 2 août, un engagement général eut lieu. L'ennemi rompit sur un point la ligne anglaise, s'empara de 2 canons et attaqua le 84e régiment en tête et en queue; il renouvela plusieurs fois les mêmes efforts. Mais l'impétuosité des assaillants ne put triompher de l'inébranlable fermeté des Anglais : après un combat de quatre heures, le plus sanglant et le plus disputé qu'on eût encore vu dans les guerres de l'Inde, le champ de bataille leur demeura. L'ennemi abandonna son artillerie, 150 bateaux chargés de provisions, et fut chercher un refuge à Oodwa, petite place récemment fortifiée avec grand soin par Meer-Caussim; lui-même y arriva presqu'au même instant. Le fort de Oodwa occupait un espace étrcit entre une rivière qui baignait ses murailles et une montagne au pied de laquelle il était situé; un fossé plein d'eau et d'une largeur de 50 à 60 pieds l'entourait; le environs consistaient en marais qui rendaient d'une difficile exécution les travaux d'un siége. Après un mois d'investissement, les Anglais se décidèrent à une entreprise hardie, mais de nature à réussir : le 5 septembre, pendant qu'une

fausse attaque était simulée du côté de la rivière, une attaque réelle fut effectuée du côté de la montagne; et elle eut un plein succès, malgré la vive résistance de l'ennemi. Dans la forteresse se trouvaient plusieurs prisonniers dont on croyait la plupart morts depuis long-temps; et, suivant quelques uns, Ramnarain lui-même; Meer-Caussim, plus exaspéré que jamais, les fit mettre à mort à la première nouvelle de l'approche des Anglais. Pendant le siége de Oodwa, ce dernier avait pris position à quelque distance; dès qu'elle fut prise, il se dirigea en grande hâte sur Monghir où il passa quelques jours à rétablir un peu d'ordre dans son armée, à mettre en sûreté ses objets les plus précieux. Il prit ensuite la route de Patna, traînant à sa suite les prisonniers anglais, qu'une nouvelle victoire de leurs compatriotes menaçait d'une mort imminente.

Le major Adam, mettant à profit ses succès, alla mettre le siége devant Monghir. La brèche fut praticable dès le commencement d'octobre; mais la garnison, composée de 2,000 Cipayes, se rendit sans attendre l'assaut. Le major s'occupa aussitôt de Patna. Meer-Caussim avait attendu dans cette ville les résultats du siége, et là se trouvaient les prisonniers anglais; au bruit de l'approche de l'armée anglaise, il écrivit au major Adam : « Si vous faites un pas de plus, je vous envoie la tête de M. Ellis et celles de vos autres chefs. » Cent cinquante Anglais, de tout rang et de toute profession, se trou-

vaient alors dans les mains du nabob. Le major Adam écrivit à Ellis et à Hay, qui se trouvaient parmi les prisonniers, de chercher à s'échapper par tous les moyens possibles, ou de racheter leur vie par des promesses qu'il s'engageait sur son honneur à ratifier. Ellis et Hay répondirent, tant en leur nom qu'à celui des autres Anglais : « Nous ne pouvons nous échapper; mais, nous vous en prions instamment, que vos opérations militaires ne soient pas un instant retardées à cause de nous. » L'armée anglaise continuant à s'approcher de Patna, Meer-Caussim se décida à l'évacuer. Avant son départ, il chargea Sumroo de faire périr les prisonniers, dont un seul fut épargné : c'était un chirurgien, qui, dans l'exercice de sa profession, avait capté les bonnes grâces du nabob. Le major Adam, instruit de cet ordre barbare, fit offrir à Meer-Caussim la faculté de se retirer avec ses trésors, ses femmes et ses enfants, où bon lui semblerait, à condition que les prisonniers seraient épargnés; Meer-Caussim, préférant les plaisirs de la vengeance, rejeta cette proposition. Patna avait des fortifications en mauvais état; quoique défendue courageusement par la garnison, elle fut prise d'assaut le 6 novembre. Toute résistance devenait inutile de la part du nabob : il se réfugia dans les états du nabob-visir d'Oude, décidé à implorer sa protection. A cette époque, l'empereur et son visir étaient campés aux environs d'Allahabad : tous deux reçurent le fugitif avec les plus grandes marques de dis-

tinction. Il acheva de gagner les bonnes grâces de l'empereur en menant à fin, à l'aide de ses Cipayes disciplinés à l'européenne, une expédition contre les Bundelas que ce dernier méditait depuis long-temps. Lui, l'empereur et le visir se rendirent alors à Bénarès : le visir méditait déjà pour son propre compte la conquête des trois belles provinces soumises à Meer-Caussim.

Le major Carnac avait pris au commencement de mars le commandement des troupes. Le désordre et l'insubordination régnaient alors dans tous les rangs de l'armée. Quoique incessamment pressé par le conseil de porter la guerre dans les États du nabob, le major, vu la disposition des esprits, soit des officiers, soit des soldats, n'osa pas prendre cette résolution hardie; d'ailleurs les vivres n'étaient pas assurés. Loin de là, il fit un mouvement rétrograde pour prendre position sous les murs de Patna. Pendant ce temps, Meer-Caussim, ayant rallié son armée, avait passé le Gange : le 3 mai, il se montra devant les Anglais en ordre de bataille; commença l'action par une vive canonnade, et en vint bientôt à une vigoureuse attaque générale. Sumroo, à la tête d'un corps d'infanterie d'élite, soutenu par une nombreuse cavalerie, attaquait les Anglais de front; le reste de l'armée essayait de les tourner pour les prendre en queue. Ces derniers, bien qu'ils ne fissent aucun mouvement, n'en manifestèrent pas moins d'une manière éclatante, et par leur immobilité même, leur fer-

meté ordinaire. Les Cipayes, sur qui tomba presque tout le poids de la journée, déployèrent une admirable bravoure. Les troupes de Meer-Caussim furent repoussées; mais le combat avait duré depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, les vainqueurs, rendus de fatigue, ne purent poursuivre le succès de la journée. Sumroo, ayant rallié ses troupes, opéra sa retraite en bon ordre, et prit position en vue des murs de Patna. La nuit et la journée suivante, la cavalerie de Meer-Caussim ne cessant de harceler les Anglais, les tint sur un qui vive perpétuel; elle les menaçait incessamment d'une nouvelle attaque, sans leur laisser la possibilité de prendre eux-mêmes l'offensive. Mais la saison des pluies approchait, les dépenses entraînées par l'entretien de troupes fort nombreuses, commençaient à épuiser le trésor du visir; cette dernière considération le détermina à opéra sa retraite avec précipitation. Pendant la durée de la campagne, il était secrètement entré en négociations avec Meer-Jaffier et les Anglais. Mais ceux-ci exigeaient, comme préliminaires de tout engagement, que Meer-Caussim et Sumroo, contre lequel les massacres de Patna les avaient exaspérés, leur fussent livrés : de son côté, le visir ne demandait rien moins que la cession de la province de Bahar tout entière ; aussi rien n'avait été conclu. Pendant ce temps, l'empereur, qui s'était dégoûté de son visir, envoya au major Carnac quelques messages à ce sujet : il offrait de conclure une alliance personnelle avec

les Anglais : mais le major n'osa pas se mettre tant d'affaires sur les bras. Il n'osa pas davantage se hasarder à poursuivre le visir Suja-Dowlah ; il se contenta de faire menacer par un fort détachement les frontières d'Oude, ce qui eut pour résultat de hâter la retraite du visir.

Depuis long-temps la discipline de l'armée avait souffert de graves atteintes. Les soldats, tant Européens qu'indigènes, méconnaissaient l'autorité des officiers, désertaient par bandes, ne cessaient de réclamer une augmentation de paie et une donation qu'ils prétendaient leur avoir été promises au nom du nabob. Les officiers n'étaient pas animés d'un meilleur esprit : un grand nombre d'entre eux passaient journellement au service des princes du pays. Tout-à-coup, pendant le séjour de l'armée à Patna, ces mauvaises dispositions éclatèrent en une sédition ouverte. Le major Munro, appelé de Bombay au commandement de l'armée, était arrivé à la tête d'un détachement mi-partie de troupes royales, mi-partie de troupes indigènes. Peu de jours après son arrivée un bataillon de Cipayes, moins ses officiers, se mit en marche pour passer à l'ennemi avec armes et bagages, tambour en tête. Munro détache aussitôt à la poursuite de ce bataillon un corps de troupes sur lequel il croyait pouvoir compter ; les Cipayes, surpris pendant leur sommeil, au réveil se trouvent prisonniers. A leur retour au camp, toutes les troupes étaient sous les armes ; le général ordonne

aux officiers de ce bataillon de désigner les 50 plus mutins, et parmi ceux-ci on fait un nouveau choix de 24 présumés les plus coupables. Une cour martiale est aussitôt formée et assemblée. Munro, dans une courte allocution, expose aux officiers qui la composent qu'ils tiennent dans leurs mains le sort de l'armée, qu'il leur appartient de la sauver par la punition des coupables, ou de l'anéantir en les laissant impunis. On procède au jugement : en peu de minutes, les 24 soldats déclarés coupables sont condamnés à mort à l'unanimité; seulement le genre du supplice est abandonné à la volonté du général en chef. Munro ordonne que 4 de ces soldats soient attachés à la bouche d'autant de canons chargés. En entendant cet ordre, 4 grenadiers cipayes qui se trouvaient parmi les condamnés sortent des rangs : ils réclament comme leur droit de marcher les premiers en cette occasion, comme en toute autre, démarche qui toucha profondément ceux qui en furent témoins. Les soldats chargés de l'exécution appartenaient à la marine; un de leurs officiers nous dit (1) : « C'étaient de tous les points d'endurcis garnements; il s'en trouvait parmi eux qui sans faire la grimace avaient fait sauter la cervelle de Bing; » pourtant on vit des larmes rouler sur leurs joues basanées à l'aspect du mâle courage et de la résignation de ces braves grenadiers cipayes.

(1) Mémoires du capitaine Williams.

Chacun fut attaché à la bouche d'un canon. En dépit de l'émotion qui se manisfestait dans l'armée, des prières et des représentations de plusieurs officiers, Munro fut inexorable : les 20 autres soldats condamnés subirent à leur tour le même supplice.

Le 15 septembre, le major Munro, ayant rappelé ses divers corps de leurs cantonnements, s'avança vers la Soane. Le principal passage était défendu par quelques ouvrages récemment élevés. Munro envoie un détachement pour traverser la rivière un peu au-dessous. Ce détachement ayant effectué cette opération, attaqua aussitôt l'ennemi en flanc, et grâce à cette manœuvre, le gros de l'armée anglaise put traverser lui-même la rivière sans difficulté. Les deux armées se trouvèrent en présence dans les environs de Buxar. Le major Munro prit position à une portée de canon de l'ennemi, la gauche appuyée au Gange, ayant ses derrières couverts par le village et le fort de Buxar; son projet était d'attaquer cette nuit même, espérant surprendre l'ennemi par la promptitude de cette résolution. L'empereur, le visir et Meer-Caussim se trouvaient dans l'armée ennemie; Sumroo, à la tête de son corps discipliné, en était vraiment l'âme et le chef. Faute de renseignements positifs sur le nombre et la position de l'ennemi, sur les abords de leur camp, le général anglais s'était pourtant trouvé contraint de renoncer à cette attaque nocturne. A huit heures du matin, on vit

l'ennemi se mettre en mouvement et marcher vers les Anglais en ordre de bataille; sur les neuf heures, le feu s'engagea des deux côtés avec vivacité. A la tête des Cipayes, reconnaissables au bon ordre qu'ils conservaient et à la régularité de leurs manœuvres; Sumroo chargea plusieurs fois les Anglais; les troupes du visir et de l'empereur, avec moins d'ordre, ne montrèrent pas moins de résolution; l'attaque n'en vint pas moins échouer, comme toujours, contre le sang-froid et la fermeté anglaise. Après plusieurs tentatives toujours infructueuses, l'ennemi se retira lentement et sans désordre. Profitant de ce moment, le major Munro ploie sa ligne en colonne, et poursuit le visir et Meer-Caussim naguère assaillants : dans leur retraite, ceux-ci font sauter plusieurs magasins ou dépôts de poudre. Le major continue à les suivre de fort près; mais ils le devancent pourtant de quelques minutes à un pont de bateaux sur une rivière profonde et rapide, à deux milles du champ de bataille. Sumroo détruisit le pont après l'avoir passé, ce qui permit aux troupes de Suja-Dowlah d'échapper aux Anglais. La bataille avait duré depuis neuf heures jusqu'à midi, avec des chances incertaines. Suja-Dowlah laissa 6,000 hommes sur le champ de bataille, et sa défaite fut un coup dont il ne se releva jamais. C'était le seul chef mogol dont les forces fussent encore considérables, et dont la puissance fût demeurée jusque là solidement établie. L'empereur passa de la tutelle du visir

sous celle des Anglais, devenus dès ce moment la puissance prépondérante de cette partie de l'Inde. Le jour suivant, l'empereur abandonna en effet le camp de Suja-Dowlah, dont il prétendait n'avoir été jusque là que le prisonnier; avec son gendre, sa famille et un petit corps de troupes, il vint camper dans le voisinage des Anglais.

Suja-Dowlah s'était réfugié à Bénarès. A peine y fut-il arrivé, qu'il envoya aux Anglais des propositions de paix : il offrait 25 lacs de roupies pour les frais de la guerre, 25 pour gratification à l'armée, 8 pour le major Munro lui-même. Mais les Anglais exigeaient toujours que, comme préliminaires de toutes négociations, Sumroo et le nabob leur fussent d'abord livrés. Le visir avait déjà cruellement violé les lois de l'hospitalité à l'égard de ce dernier : lui ayant cherché querelle à propos d'un retard dans le paiement d'un subside mensuel, il avait fait saisir ses trésors et le tenait emprisonné; toutefois, il n'osait braver la honte de livrer ce prisonnier aux Anglais. En revanche il proposait de lui laisser les moyens de s'échapper. Quant à Sumroo, il offrait de le faire assassiner; or le major Munro repoussait de toutes ces forces cette façon de se défaire d'un ennemi. La négociation cessa; mais peu après, Meer-Caussim trouva le moyen de s'échapper, et se réfugia, accompagné de Sumroo, chez les Rohillas, où il avait déjà fait passer quelque argent et quelques pierreries. Les négociations avec l'empereur ne rencontrèrent aucun obstacle : par un firman

impérial, il cédait aux Anglais la province de Gauzeepore et le reste du territoire de Bulwant-Sing dont ils possédaient déjà une partie; et de leur côté ceux-ci s'engageaient à le remettre en possession d'Allahabad et du reste des Etats de Suja-Dowlah. Tous les frais de l'expédition devaient être remboursés plus tard par l'empereur.

Meer-Jaffier dévoré de la soif de régner, avait accepté sans réflexion toutes les conditions qu'il avait plu au conseil de lui imposer comme prix de son rétablissement sur le trône. Il s'était engagé à confirmer la donation des provinces de Burdwan, Midnapore et Chittagong, pour l'entretien des troupes anglaises; à affranchir de tous droits le commerce particulier des employés de la Compagnie, excepté de ce droit de 2 et 1/2 p. 100 sur le sel que les employés s'étaient offert d'eux-mêmes à payer; à réformer les mesures prises par Meer-Caussim quant à l'affranchissement général des droits sur toutes les marchandises: à rétablir, au contraire, les anciens droits sur toutes, excepté pour celles appartenant aux Anglais; à maintenir 12,000 hommes de cavalerie et 12,000 d'infanterie; à payer à la Compagnie 30 lacs de roupies pour ses pertes et les dépenses de la guerre; à indemniser les particuliers de leurs pertes personnelles; enfin à ne permettre à aucune autre nation européenne d'élever des fortifications dans les provinces de sa domination. Ces conditions par elles-mêmes étaient déjà bien difficiles à remplir pour Meer-Jaf-

fier; toutefois, comme après la campagne les finances de la Compagnie se trouvaient totalement épuisées, ce fut à lui que le conseil s'adressa pour se procurer de nouvelles ressources. Celui-ci consentit à payer, en outre des engagements déjà contractés, 5 lacs de roupies par mois pour les dépenses courantes de la guerre. Les compensations pour les pertes n'ayant pas reçu d'évaluation définitive, furent poussées à des sommes énormes. A la conclusion du traité, elles avaient été fixées, sur la demande du nabob d'avoir une évaluation positive de la dette qu'il contractait, à 10 lacs; peu après, cette évaluation fut portée à 20 lacs, puis à 30, puis à 40, enfin à 53 lacs de roupies. Cependant le revenu des trois districts cédés à la Compagnie, et le paiement mensuel pour les frais de la guerre, constituaient déjà au profit de la Compagnie la moitié, si ce n'est plus, des anciens revenus du nabob; c'est Clive qui le dit lui-même : « Mais ce n'est pas tout, continue Clive : il semblait avoir la faculté de toucher pour son compte l'autre moitié; cependant, au fond, il n'était autre chose pour cette autre moitié qu'un banquier sur lequel tout employé de la Compagnie pouvait tirer (par le moyen d'indemnités pour pertes ou de présents) tout autant et tout aussi souvent que cela lui plaisait (1). » A toutes ces causes de ruine venait s'ajouter la

(1) Discours de Clive devant la Chambre des Communes, 30 mars 1772. Mill. t. III.

conduite de tous les agents subalternes et des employés anglais, qui empêchait la collection des impôts et détruisait l'industrie du pays. Néanmoins les demandes d'argent ne cessaient pas; Meer-Jaffier épuisait vainement tous les moyens d'y satisfaire. Les chagrins, résultat nécessaire d'une telle situation, se joignant aux infirmités de l'âge, eurent bientôt achevé de ruiner une constitution déjà épuisée par les plaisirs; il mourut à Moorshedabad en janvier 1765, peu de mois après sa restauration.

La dignité du subahdar ou nabob n'était pas légalement héréditaire. Dans les premiers temps de la dynastie des grands Mogols, non seulement un nabob ne transmettait pas son office à ses enfants, mais rarement il le conservait plusieurs années. Sur le déclin de cette dynastie, les nabobs devinrent trop puissants pour être éloignés à la volonté de l'empereur. L'un d'entre eux venait-il à mourir, un de ses parents, s'emparant immédiatement du pouvoir, devenait du même coup indépendant de fait de l'empereur. Celui-ci, qui souvent n'aurait pu l'éloigner sans inconvénient, et qui plus d'une fois se serait trouvé dans l'impuissance de le faire, se contentait de la soumission nominale du prétendant; il lui conférait le titre, ne pouvant lui ôter le pouvoir, conservant ainsi pour son propre compte les apparences d'une puissance dont la réalité lui échappait. Il en était ainsi plus que jamais, en raison de la situation de dépendance et de faiblesse de l'em-

pereur actuel. Les deux concurrents à la succession de Jaffier étaient un de ses petits-fils, fils du prince Meerum, âgé de six ans, et un frère cadet de Meerum, Najeeb-ad-Dowlah, jeune homme d'environ une vingtaine d'années; d'après les coutumes du pays, leurs droits étaient à peu près égaux. La Compagnie, en choisissant l'enfant, aurait eu l'avantage de s'emparer dès ce moment de tout le gouvernement du pays. D'autres motifs, parmi lesquels il faut compter l'espoir de grands présents de la part de l'autre concurrent, dont l'âge lui permettait de disposer de sa fortune, firent cependant préférer ce dernier. Un nouveau traité par lequel la Compagnie s'empara de toute l'autorité militaire fut alors conclu. Le nouveau nabob se trouva dispensé d'entretenir aucune troupe pour la défense de la province; et quant au gouvernement civil, son autorité dut se borner à nommer un député ou ministre, qui, sous le nom de Naïb-Subah, dut avoir tout le maniement des affaires; encore ne lui était-il permis de nommer le député qu'avec le consentement du président et du conseil. Le choix tomba sur Mahomet Reza-Khan, nabob de Dacca. Le nabob, d'après les nouvelles conventions, ne put accorder de sunnuds que par les mains du président et du conseil; il ne pouvait engager aucun Européen à son service, et dut renvoyer tous ceux qui s'y trouvaient. Il fut encore décidé que, en conséquence de ce que Meer-Jaffier n'avait été nommé nabob que par les forces de la Compagnie, n'avait

été rétabli et maintenu que par l'influence de celle-ci, le conseil ne pouvait admettre qu'il y eût dans sa famille aucun droit légitime de succession, indépendamment du consentement de la Compagnie, puisque c'était la même force qui avait élevé le père qui soutenait le fils. « Si cela, disait le conseil, ne nous donne pas un droit de nomination, droit déjà exercé trois fois, nous ne savons pas ce qui pourrait constituer ce droit. » Le nouveau nabob, outre les revenus de Burdwan, Midnapore et Chittagong, dut continuer à payer 5 lacs de roupies par mois pendant la continuation de la guerre. Le gouvernement du pays était déjà presque tout entier, de fait, dans les mains de la Compagnie; voilà maintenant qu'il se formait de nouvelles théories pour sanctionner cet état de choses. Le fait tendait à se convertir en droit.

D'après le traité conclu avec l'empereur, le major Munro fit ses dispositions pour le mettre en possession d'Allahabad. Le visir, qui ne croyait plus à la sûreté de sa domination, envoya ses femmes et ses trésors à Barcily, poste fortifié appartenant à un chef de Rohillas. Il s'efforçait de gagner le plus de temps possible par des négociations avec les Anglais; tout en cherchant encore à se procurer l'assistanee de Ghazee-ad-Dien-Khan et celle des Rohillas, enfin il voulait encore engager à son service un corps de Mahrattes. Ceux-ci étaient en ce moment dans le voisinage de Gwalior, sous la conduite d'un de leurs chefs les plus fameux, Mulhar-

Row. Les Mahrattes se joignirent effectivement à lui; il en fut de même de Ghazee-ad-Dien-Khân; mais, de tout son pouvoir passé, celui-ci ne conservait qu'une poignée de soldats. Quant aux Rohillas, leurs promesses avaient été trompeuses. Sumroo, cet aventurier suisse, étant parvenu à organiser un corps de 300 Européens déserteurs de toutes les nations, l'avait aussi abandonné; il négociait pour entrer au service des Jaats. Telle était la situation du visir, lorsque les Anglais prirent possession de Lucknow, capitale de la vice-royauté d'Oude; ils firent une tentative sur Chunar, mais la garnison fit une résistance couronnée de succès. Munro avait quitté le commandement des troupes, et sir Robert Flechter l'avait remplacé: ce dernier poursuivit l'entreprise sur Allahabad. Un des chefs indigènes, partisan de l'empereur, connaissait parfaitement cette place: il en désigna le côté faible, la brèche fut promptement ouverte; la garnison ne voulut pas attendre l'assaut; elle se rendit. Peu de jours après le général Carnac, nouvellement nommé à ce poste, vint prendre le commandement de l'armée. Sir Robert Flechter se mit à la tête d'un corps séparé, mais devant agir concurremment avec celui de Carnac. Le corps de Flechter se trouvant sur la route de Corah, le visir tenta de l'attaquer; Carnac, à qui ce mouvement n'échappa pas, se dirigea à marches forcées dans la direction du corps de Flechter. La jonction des deux corps s'opéra sans difficulté, et les Anglais marchèrent

aussitôt vers l'ennemi. Le 3 mai, une affaire eut lieu dans le voisinage de Corah, mais nullement sanglante. Les Rohillas avaient manqué de parole, et Ghazeé-ad-Dien n'avait que des forces très peu considérables : l'artillerie anglaise dispersa promptement les Mahrattes qui, après avoir tenté une seconde attaque, furent définitivement repoussés. Voulant se délivrer de nouvelles entreprises de leur part, le général anglais prit le parti de passer le Jumma : il traversa cette rivière le 22, les délogea de leur position et les contraignit de se retirer dans les montagnes. Le visir, ayant l'espérance de recevoir un traitement modéré de la part des Anglais, ne sachant comment remédier au mauvais état de ses affaires, prit le parti de s'en remettre à leur générosité en se livrant à eux. Dans une lettre datée du 19, et tout entière de sa main, il annonçait au général Carnac sa prochaine arrivée ; il fut reçu par le général avec toutes les marques possibles de distinction. Toutefois l'arrangement définitif ne fut conclu que plus tard, après le retour de Clive au Bengale.

Dans le Carnatique, la puissance française était anéantie ; de ce côté, les Anglais avaient atteint un but jusques auquel ils n'auraient pas osé élever leurs espérances au commencement de la guerre. Le nabob était leur ouvrage, leur créature ; la difficulté ne consistait plus qu'à partager le pouvoir entre le souverain nominal ou le nabob, et la Compagnie ou le souverain réel. Chacune des parties

contractantes dans cette espèce de convention espérait bien en tirer le meilleur parti possible. Les Anglais avaient supporté tout le fardeau de la guerre ; ils avaient conquis le pays sur lequel régnait Mahomet-Ali : mais, de son côté, Mahomet-Ali se considérait comme ayant été investi du pouvoir tout aussi bien que de la dignité de nabob ; tout en confessant ses obligations aux Anglais, il ne s'en croyait pas moins souverain par son propre droit. Pendant toute la durée de la guerre, les Anglais n'avaient-ils pas été les premiers à proclamer ce droit, à le soutenir, à le défendre ? Les Anglais, sous l'empire de leurs idées habituelles par rapport aux fabuleux trésors dont ils supposaient l'Inde remplie, étaient disposés à considérer le Carnatique comme une inépuisable mine de richesses. Le peu de ressources trouvé par eux, et avec grand'peine, dans les districts qu'eux-mêmes avaient administrés ne les avait pas guéris de ces chimères. Ils s'attendaient toujours à remplir leurs coffres aux dépens du Carnatique ; ils accusaient le nabob quand leurs espérances étaient frustrées. De là une source continuelle d'interminables discussions. Le nabob avait depuis longtemps présenté un projet d'arrangement pour régler les rapports qui devaient exister à l'avenir entre son gouvernement et les Anglais : sa dette vis-à-vis la Compagnie ayant été fixée, il proposait de payer 28 lacs de roupies à la Compagnie jusqu'à ce que cette dette fût éteinte, plus 3 autres lacs pour solde

de la garnison de Tritchinopoly. Il demandait, en revanche, que la désobéissance de ses gouverneurs et de ses officiers ne fût en aucun cas encouragée par la Compagnie; que les commandants anglais des forts et des garnisons ne s'ingérassent en rien dans les affaires du pays ou dans les querelles des habitants entre eux; que son pavillon fût arboré sur les forts; enfin que les collecteurs des revenus fussent, au besoin, aidés par la Compagnie dans l'accomplissement de leurs fonctions, propositions faites avant la reddition de Pondichéry. Dans le cas où la ville serait prise et où les Anglais voudraient lui prêter un secours suffisant pour faire rentrer les contributions, le nabob promettait encore d'acquitter sa dette dans le terme d'une année. En revanche, dans le cas où quelques uns des districts entre Nellore et Tinivelly viendrait à être occupé par l'ennemi, il demandait qu'une déduction équivalente fût faite dans son tribut annuel des 28 lacs de roupies.

Le président, dans une lettre du 23 juin 1760, avait exprimé au nabob son assentiment à ces propositions; peu après, le conseil ne lui en présenta pas moins une demande de 50 lacs de roupies. Le nabob, qui ne possédait pas cette somme, essaya d'abord tous les moyens possibles de se soustraire à cette exigence; n'y pouvant parvenir, incapable de résister à des alliés aussi puissants, il fut obligé d'avoir recours à son crédit; il emprunta la somme exigée aux conditions les plus onéreuses. Encouragé

par ce succès, le conseil lui demanda de se charger des dépenses du siége de Pondichéry; il y consentit, à la condition d'être mis en possession de ce que contenaient les magasins de la place. La place une fois prise, les Anglais s'emparèrent pourtant de ces magasins pour leur propre compte; ils apaisèrent les réclamations du nabob en lui promettant de diminuer d'une valeur égale sa dette à la Compagnie. Mais celle-ci entendait aussi bien ses propres intérêts que ses employés les leurs : ayant entendu parler de cette somme allouée au nabob, c'est-à-dire portée à sa décharge dans ses livres, elle ordonna que le compte fût rétabli tel qu'il était précédemment. Les employés de la Compagnie n'en conservèrent pas moins les magasins. Les divisions administratives du pays, l'indépendance que s'arrogeait tout commandant d'une place quelque peu forte dès que l'autorité centrale faiblissait, rendaient la collection des revenus fort difficile. Chacun de ces commandants de forteresses ou de districts éludait autant que possible de payer l'impôt. Depuis une longue série d'années, aucun gouvernement régulier n'avait existé; le fonctionnaire qui pour le moment possédait telle ou telle province, tel ou tel district, cherchait à en tirer le plus prompt et le meilleur parti possible. Or, c'était de ce pays pauvre, dévasté, en désordre, que Mahomet-Ali devait tirer plus d'argent qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait pu faire au temps de sa prospérité. Il avait comme eux les dépenses de son gouverne-

ment, il avait de plus à satisfaire aux exigences toujours croissantes des Anglais.

Dans une situation semblable, les trésors supposés de Mortiz-Ali, gouverneur de Velore, les richesses de Tanjore et des deux Marawars ne pouvaient manquer d'attirer l'attention du nabob. Le fort et le district de Velore appartenaient au Cartique, ils en faisaient partie; mais Tanjore et les deux Marawars constituaient deux principautés indépendantes. Elles n'avaient jamais fait partie intégrante de l'empire mogol, ou du moins elles n'avaient jamais cessé de regarder leur dépendance à son égard, quand elle avait eu lieu, comme injuste et temporaire. Le nabob sollicitait de la présidence des secours qui le missent à même de subjuguer ces chefs puissants. Dans le printemps de 1761, ces sollicitations long-temps négligées furent enfin prises en considération : un corps anglais joignit l'armée de Mahomet-Ali; le siége fut mis devant Velore; il dura trois mois, et l'argent trouvé dans la ville put à peine couvrir les dépenses de la campagne. La conquête des deux Marawars n'eut pas de résultats plus considérables. On espérait davantage de celle de Tanjore; le pays, quoique peu étendu, était d'une grande fertilité; mais ne suffit-il pas d'un gouvernement violent et despotique pour tarir les sources les plus abondantes de la prospérité publique? D'ailleurs, il était de l'intérêt de Mahomet-Ali de profiter de la circonstance pour soumettre un chef qui plus tard pouvait devenir

dangereux. Les Anglais ne se montrèrent pourtant pas disposés à le seconder dans cette conquête. Le gouverneur l'engagea à s'en tenir à des négociations dont il offrait de se charger; sur le refus obstiné du nabob, il n'en envoya pas moins un agent à Tanjore avec les pouvoirs nécessaires pour conclure un arrangement. Il se sentait le pouvoir de contraindre au besoin le nabob à l'accepter. Cet arrangement fut conclu aux conditions suivantes : le rajah de Tanjore s'engageait à payer au nabob 22 lacs de roupies en cinq paiements, comme arrérages du tribut; 4 lacs comptant, puis à l'avenir 4 lacs par année pour tribut; en revanche, deux districts, ceux de Ceilladdy et d'Ellangad, devaient être cédés par le nabob, et celui d'Arni restitué à ses premiers gouverneurs. Le nabob montra la plus grande répugnance à accepter ces conditions : les sommes stipulées à son profit étaient fort inférieures à celles qu'il comptait lui-même exiger; malgré les sollicitations du gouverneur, il hésita long-temps. Plusieurs conférences sur ce sujet étaient déjà demeurées sans résultat; à la fin, ce dernier (M. Pigot) se saisit du sceau du nabob et l'appliqua de sa propre main sur le traité. Le nabob se plaignit amèrement de cette conduite; mais il fallait bien qu'il en acceptât les conséquences. La cour des directeurs elle-même s'étonna de la médiocrité de la somme exigée : la présidence eut à se défendre de sa modération; elle le fit en représentant que le nabob, réduit à ses

propres forces, ne pouvait tirer une seule roupie de Tanjore. D'ailleurs, une campagne contre Tanjore eût été pour la Compagnie une entreprise difficile; en ce moment aucune troupe n'était disponible; l'état des finances ne permettait pas de subvenir aux frais d'une semblable expédition; enfin cette rupture avec le rajah ne pouvait manquer de mettre d'autres ennemis sur les bras des Anglais. Au reste, il y avait encore une meilleure raison que toutes celles-là à l'appui de la conduite de la présidence : l'impossibilité absolue pour le pays de supporter une plus forte exaction. Les 22 lacs furent payés à la Compagnie, qui débita d'autant le compte du nabob.

Les Anglais exerçaient de fait le pouvoir souverain; la souveraineté du nabob du Carnatique, du subahdar du Deccan, celle de l'empereur lui-même était purement nominale à leur égard. Ils ne s'en montraient pas moins incessamment préoccupés de l'accroissement de leurs avantages déjà obtenus. La présidence de Madras sollicita bientôt avec instance du nabob ce qu'on appelait un jaghire, c'est-à-dire une portion du territoire dont elle-même, par ses propres collecteurs et non par ceux du nabob, toucherait le revenu. Le nabob refusa long-temps; il alléguait la pénurie de ses propres ressources, la difficulté de se procurer de l'argent, la grande portion de ses revenus déjà abandonnée à la Compagnie, sa renonciation à tout tribut pour les environs de Madras. Mais la situation de la

Compagnie n'était pas non plus sans difficulté : elle seule demeurait chargée de la défense du pays, ce qui l'obligeait à une dépense plus considérable que par le passé ; or, l'augmentation de l'armée sans accroissement de revenu devenait un fardeau au-dessus de ses forces. D'un autre côté, elle avait fini par se croire en définitive un véritable droit à disposer des revenus d'un pays qu'elle était chargée de défendre et d'administrer. Toutefois, comme elle n'avait cessé de proclamer les droits du prince qu'il s'agissait de dépouiller, il était convenable que la donation réclamée parût volontaire, faite de plein gré par ce dernier. En conséquence, le président essaya d'abord les moyens de persuasion auprès du nabob : il demanda la cession de quatre districts, comme le dernier terme de l'ambition de la Compagnie ; il affirmait qu'à ces conditions celle-ci s'engageait à le soutenir, lui et ses enfants, avec des troupes européennes. Le revenu de ces quatre districts devait être employé à l'entretien d'un corps de soldats européens qui serait à sa disposition ; le surplus, s'il y en avait, serait porté à son compte, en réduction de sa dette à la Compagnie (1). Le nabob ne se laissa pas tout d'abord persuader ; alors les prières du président devinrent peu à peu fort impératives, et le nabob ne se voyant aucun moyen de résister, se borna à

(1) Rouss' appendix, p. 161. C'était d'ailleurs, à ce qu'a dit depuis la présidence, un mauvais marché pour la Compagnie.

demander la garantie d'un acte écrit. Il transmit au président un projet d'arrangement où se trouvaient les conditions proposées par celui-ci ; mais le président, dont l'humeur était violente et qui s'était contenu long-temps, jeta le voile, à la vérité fort transparent, dont il s'était enveloppé jusqu'alors. Il renvoya au nabob le papier non signé et lui écrivit : « Qu'il convenait mal à sa situation de vouloir faire des conditions à la Compagnie, puisque c'était la Compagnie qui donnait et lui qui recevait. »

Le gouvernement du rajah rencontrait encore ailleurs de nouvelles difficultés ; d'un côté, avec Mahomet-Issoof, de l'autre, avec le rajah de Tanjore. Mahomet-Issoof, après la réduction de Madura et de Tinivelly, avait affermé ces deux districts. La somme pour laquelle il s'engageait peu considérable ; mais c'était beaucoup pour une province dont on n'espérait rien tirer. Peut-être Mahomet-Issoof ne devait-il pas tarder à chercher à alléger ce fardeau ? peut-être visait-il à l'indépendance dès le commencement ; peut-être aussi ne put-il rien tirer d'un pays épuisé par la guerre ; peut-être encore devint-il un objet d'envie et de jalousie pour le nabob et ses principaux officiers. D'ailleurs Mahomet-Issoof, soldat qui avait vaillamment combattu, ne voyait qu'avec une espèce de mépris un souverain qui s'était laissé dépouiller de tout pouvoir : aussi ne payait-il pas souvent le revenu stipulé, auquel il s'était engagé, les troupes anglaises, réunies aux

troupes du nabob, marchèrent contre lui. Mahomet-Issoof essaya de parer le coup au moyen des amis qu'il avait parmi les Anglais; il ne put y réussir, et se prépara à une longue et sanglante résistance. Pendant une partie de l'été de 1763, il déjoua tous les efforts de ses ennemis; il coûta beaucoup de temps, de sang et d'argent au nabob et à la Compagnie; il noua des intelligences avec ses anciens ennemis les Français. La lutte se serait probablement prolongée long-temps encore sans qu'il soit possible de prévoir quel en aurait été le résultat; mais il fut trahi et livré à ses ennemis par un aventurier français, du nom de Marchand, récemment entré à son service. Mahomet-Ali le fit mettre immédiatement à mort. C'était le plus brave et le plus capable des guerriers indigènes qui dans les guerres de l'Inde aient jamais combattu dans les rangs anglais.

La discussion du nabob avec le rajah de Tanjore était plus compliquée. A 6 milles au nord-ouest de Tritchinopoly, la Cavery se divise en deux branches. L'une, qui prend le nom de Coleroon, court au nord et se jette dans la mer à Devi-Cotah; l'autre, après avoir arrosé une partie du territoire du nabob, se dirige au midi, traverse le territoire de Tanjore, qu'elle féconde en se subdivisant en de nombreux ruisseaux. Ces deux branches coulent d'abord assez long-temps loin l'une de l'autre. Elles se rapprochent ensuite et bientôt ne sont plus séparées que par un espace de terre assez étroit qu'on appelle l'île de Seringham et qui exige de continuelles ré-

parations; s'il était négligé, la branche méridionale de la Cavery ne manquerait pas de le traverser pour se réunir au Coleroon jusqu'à la mer. Le rajah de Tanjore a un grand intérêt à entretenir libre et en bon état l'embouchure de la Cavery; mais elle se trouve sous la suzeraineté du nabob du Carnatique. La réparation de l'embouchure de cette rivière était une des conditions qu'il avait le plus à cœur de stipuler dans le traité avec le nabob dont nous venons de parler. Dans cette circonstance encore, le président se porta, de son propre mouvement, médiateur entre les deux parties. Le droit de souveraineté du nabob sur l'embouchure était incontestable, mais le rajah avait été jusque là dans celui de la réparer, chose naturelle, puisque c'était lui qui en profitait; après force soumissions et protestations de sa part, il avait obtenu récemment l'autorisation de faire quelques réparations. Mais bientôt cette faculté lui fut refusée de nouveau. Il se plaignit alors à la présidence de Madras, écrivit les lettres les plus pressantes. Le nabob résista; il montra la ferme résolution de ne pas permettre de réparations. Selon lui, ses sujets auraient eu un grand avantage à l'inondation de ce terrain, à la réunion des différentes branches de la Cavery aux eaux du Coleroon. Les Anglais prirent, en cette occasion, parti pour le rajah de Tanjore : une décision de la présidence enjoignit au nabob qu'il eût à permettre les réparations nécessaires à l'embouchure de la Cavery. Il n'y céda qu'avec une extrême répu-

géance, et trouva moyen de faire durer l'affaire pendant quelques mois, jusqu'à janvier de l'année suivante (1765). Il avait eu à souffrir des griefs du même genre pour des sujets plus importants de la part de la Compagnie; mais cette circonstance le blessa et l'irrita plus que toute autre. Sa dose de résignation était-elle épuisée? Le vase était-il assez rempli pour qu'une seule goutte de plus le fît déborder? Attachait-il à ceci une idée de droit blessé, de dignité méconnue, plus qu'il ne l'avait fait dans le reste de ses transactions avec les Anglais?

A cette époque de notre histoire, le gouvernement de Bombay n'avait pas été le théâtre d'événements d'une importance égale à ceux du Carnatique et du Bengale. Depuis quelques années, il s'était occupé des affaires commerciales de la Compagnie à Gombroon et dans le golfe Persique; puis encore d'ouvrir des relations par Bassora avec la Perse, et aussi avec la côte de Malabar. En 1760, ayant entendu parler d'un traité des Mahrattes avec les Français, il envoya une députation à Poonah; Nannah, alors à la tête des Mahrattes, désavoua cette intention. Nannah mourut peu après; sa femme se retira aussitôt dans les montagnes avec sa famille et ses effets les plus précieux. Son fils Mhaderao fut complimenté par les Anglais. Mhaderao voulant profiter des bonnes dispositions qu'on lui montrait, ne perdit pas de temps pour demander à la présidence aide et protection contre le Nizam; mais le conseil, refusant toute intervention effective, se borna

à négocier un raccommodement entre lui et Nizam. Au Bengale, on croyait que la mort de Nannah présentait une occasion favorable d'attaquer à Bombay la puissance mahratte ; la présence de leurs troupes sur les frontières du Bengale amenait en effet beaucoup de dépenses et d'autres inconvénients. Il sembla au conseil de Madras que les corps de Mahrattes qui menaçaient le Bengale agissaient indépendamment de leur gouvernement à Poonah. La nécessité de renverser ce pouvoir, sous peine d'être soi-même renversé, était déjà manifeste pour la présidence de Madras ; mais le moment ne lui semblait pas venu de commencer cette entreprise avec quelque apparence de succès. A la mort de Nannah, Ragobah avait pris la principale direction des affaires ; elle résolut d'éviter autant que possible, au moins jusqu'à nouvel ordre, d'intervenir dans leurs affaires intérieures.

Nous avons dit comment le Bengale était devenu la possession des Anglais. La bataille de Buxar avait annulé le pouvoir du visir, qui seul depuis longtemps avait de la réalité ; l'empereur s'était mis sous la protection des Anglais ; les Mahrattes, contre lesquels les Anglais devaient plus tard soutenir une lutte obstinée, ne faisaient encore de ce côté que des invasions passagères. Mais alors même s'élevait dans le midi de la presqu'île un homme destiné à devenir un jour un des plus redoutables adversaires de la puissance anglaise ; à remplacer, lui et son fils, Dupleix, Bussy, La Bourdonnais, les

grands ennemis des Anglais; nous voulons parler du fameux Hyder-Ali, qui fondait un empire mysoréen pendant que les Anglais conquéraient le Bengale. La principauté de Mysore, contrée d'une étendue considérable, avait jadis formé une des dépendances du grand royaume indou de Bijanuggur, renversé par la formation d'un royaume mahométan dans le Deccan. L'empire de Bijanuggur ne tarda pas à s'affaiblir, à décliner. Le royaume de Mysore s'en rendit indépendant, et, grâce à sa situation, put conserver son indépendance à l'égard de tous les autres États mahométans. Il était demeuré depuis ce temps un gouvernement purement indou. Il était arrivé de bonne heure à un état de choses auquel semble tendre tout naturellement, arriver presque nécessairement tout gouvernement de cette sorte: le rajah, c'est-à-dire le roi, le souverain, dépouillé de tout pouvoir, était devenu un véritable prisonnier d'État, tandis qu'un premier ministre gouvernait absolument, despotiquement, en son nom. A l'époque où les Anglais commencèrent leurs premières guerres dans le Carnatique, le pouvoir était aux mains de deux frères nommés Deoray et Nunjerays, et ce fut comme officier subalterne dans les troupes de ce dernier que Hyder-Ali commença sa carrière.

Mahomet-Beloli, bisaïeul, grand-père de Hyder, né dans le Punjaub, était un fakir qui vint s'établir dans le Deccan, où il fixa sa résidence dans le district de Calburga, à environ 110 milles au nord-

ouest de Hyderabad : il ne tarda pas à s'enrichir. Il eut deux fils : Mahomet-Wellee et Mahomet-Ali, qui abandonnèrent le toit paternel et se firent peons, nom qu'on donne dans l'Inde aux soldats employés à la collection des revenus. Mahomet-Ali étant mort à Colar, Mahomet-Wellee s'empara de la succession de son frère, dont il mit à la porte de la maison la veuve et le fils : le nom de ce dernier était Futte-Mahomet ; réduit à la misère, il n'obtint qu'avec difficulté, par la protection d'un officier de grade inférieur, d'être admis comme soldat dans un corps d'infanterie que celui-ci commandait. Dans cette humble situation, Futtee-Mahomet trouva le moyen de se faire remarquer : il devint commandant militaire d'un petit district appartenant an nabob de Sera, qui fut détrôné dans une sédition. Futtee-Mahomet se fit tuer en le défendant, et laissa deux fils : l'aîné, nommé Shabas, le second Hyder-Ali. La veuve de Futtee-Mahomet avait un frère, commandant un petit corps de peons au service du Killedar de Bengalore : ce dernier prit soin des enfants de sa sœur et de sa sœur elle-même. Shabas, devenu homme, entra au service du roi de Mysore, où il obtint le commandement de 200 chevaux et de 1,000 hommes d'infanterie. Quant à Hyder, les années de sa première jeunesse se consumèrent dans les plaisirs de la chasse et les voluptés du sérail ; cependant, au siége de Deonhully, château appartenant à un polygard en révolte, il rejoignit comme volontaire les troupes de Mysore.

L'ardeur et le courage de Hyder le firent dès les premiers moments remarquer du général en chef; à la fin du siége, il fut nommé au commandement de 200 peons, et chargé de la garde de l'une des portes de la place. Lorsqu'en 1755 les Anglais firent de nombreuses tentatives pour établir leur autorité dans Madura et Tinivilly, Hyder fut choisi pour commander Dindigul, forteresse à égale distance de Madura et de Tinivelly, tombée entre les mains des Mysoréens depuis environ une dizaine d'années, à l'époque des troubles qui agitèrent le Carnatique. Dès ce moment, la fortune de Hyder marcha rapidement. Il savait pratiquer sur une grande et systématique échelle ces déprédations, ce pillage, qui sont la partie principale des guerres de l'Inde.

Hyder arriva à Dindigul à la tête de 1,500 chevaux, 3,000 hommes d'infanterie régulière, 2,000 peons, et 4 pièces d'artillerie; bientôt il voit augmenter encore et de beaucoup le nombre de ces troupes, quoique déjà considérable pour sa situation. Sachant également se servir de la force et de la ruse, constamment heureux dans ses guerres avec les polygards et les chefs voisins, il augmentait incessamment ses trésors et ses soldats. Dans l'Inde il existe certaines castes dont le vol est pour ainsi dire la profession : il avait enrôlé à son service un grand nombre d'hommes de ces castes; il les protégeait, partageant en échange leurs bénéfices, sans trop s'inquiéter s'ils avaient été faits

sur des amis ou sur des ennemis. En 1757, l'absence de la plus grande partie des troupes à Madura lui donna l'idée de s'en emparer; Mahomet-Issoof, qui commandait la place, marchant audacieusement à sa rencontre, à la tête des Cipayes anglais, lui fit subir une rude défaite. Mais l'état de faiblesse et de désorganisation où se trouvait le royaume de Mysore ne pouvait manquer de fournir à un homme du caractère de Hyder les moyens de réparer cet échec, et de nouvelles occasions de fortune et de grandeur. Le rajah, fatigué de la dépendance et de la nullité auxquelles il était réduit, passait son temps à essayer d'en sortir; il ourdissait mille et mille intrigues contre les ministres dont il était le prisonnier. Ceux-ci étaient eux-mêmes peu unis, jusqu'au moment où l'aîné, se retirant, abandonna définitivement le pouvoir à Nunjeray. A ce moment, le trésor était épuisé par la nécessité de faire face aux exigences répétées des Mahrattes : les troupes se révoltèrent plusieurs fois en demandant leur solde. Hyder-Ali saisit avec habileté cette occasion d'accroître son importance politique : abandonnant Dindigul à la tête de tout ce qu'il avait de troupes disponibles, il arriva en toute hâte à Seringapatam, où, s'interposant partout comme médiateur, il réconcilia le ministre avec le rajah, les soldats avec le ministre. Dans ces transactions il avait déboursé beaucoup d'argent, mais il prit soin de se faire assigner en compensation les revenus d'une éten-

due considérable de pays; il se fit donner ensuite en propre, comme jaghire, le fort et le territoire de Bengalore. Un des chefs les plus puissants au service de Mysore était Herry-Sing, ennemi déclaré de Hyder; croyant le moment favorable d'oser avec impunité, il le surprit dans son camp et le massacra avec une partie de ses troupes. En 1759, le royaume de Mysore étant menacé par une terrible invasion de Mahrattes, Hyder, désigné par la voix de tous comme le seul chef capable de lutter contre un ennemi aussi puissant, fut nommé généralissime de l'armée; il attaqua les Mahrattes avec audace et succès, et les contraignit à conclure une paix avantageuse au royaume de Mysore. Dans cette nouvelle situation, un seul homme, Nunjeray, se trouvait entre lui et le pouvoir suprême : ses nombreux émissaires travaillèrent alors les troupes, auxquelles plusieurs mois d'arrérages étaient dus par ce dernier; ils semèrent dans leurs rangs l'espoir d'être immédiatement payées dans le cas où Hyder succéderait à l'office du ministre. Le rajah, impatient de se délivrer de l'autorité de celui-ci, était lui-même à la tête de la conspiration. Hyder laissa d'abord percer quelque répugnance; il voulait se faire contraindre à accepter la charge qu'il brûlait de posséder. Nunjeray, dont le courage n'était pas la partie brillante, n'osa pas engager la lutte et offrit de se retirer. Le rajah parut recouvrer quelque apparence de liberté; mais, sous prétexte d'assurer la solde des troupes,

Hyder prit soin de se faire donner les revenus d'un grand nombre de districts, et dès ce moment il se trouva en possession de plus de la moitié du royaume de Mysore. C'est alors qu'il reçut les ouvertures de Lally. Peut-être se flatta-t-il de l'acquisition du Carnatique pour son propre compte, en se mêlant aux querelles des étrangers qui se le disputaient. Dans ce but, il commença par s'emparer des provinces qui séparent l'Etat de Mysore des frontières du Carnatique, c'est-à-dire du territoire d'Anicul et de Baramahal, possession qui lui ouvrait une communication facile jusqu'au centre de la province d'Arcot. Cette prise de possession achevée, une partie des troupes de Hyder s'avancèrent vers Pondichéry : l'officier qui les commandait s'entendit promptement avec les émissaires de Lally sur les conditions de l'arrangement que nous avons déjà racontées. Les affaires du Carnatique allaient peut-être prendre une face toute nouvelle, lorsque Hyder fut obligé de rappeler immédiatement ses troupes.

La reine, mère du rajah, souffrait impatiemment l'espèce de nullité qu'elle voyait Hyder au moment d'imposer à son fils; elle s'assura de l'appui d'un chef mahratte, alors dans le voisinage à la tête d'une nombreuse armée, et résolut de l'attaquer ouvertement. L'occasion était favorable : la plus grande partie des troupes de Hyder étaient dans le Carnatique; lui-même, presque sans garde, occupait un palais exposé d'un côté au feu de l'artillerie du palais du rajah, de l'autre baigné par la

rivière alors gonflée par les pluies, et d'un passage difficile et dangereux. La canonnade commença sans qu'aucun incident eût éveillé les soupçons de Hyder; il crut un moment sa situation désespérée. Mais la reine-mère ayant jugé convenable de faire différer l'escalade de son palais jusqu'à l'arrivée des Mahrattes, attendus d'un moment à l'autre, ce délai le sauva; il trouva le moyen de se procurer un petit nombre de bateaux; la nuit venue, il traversa la rivière avec quelques partisans, et fut chercher un asile à Bangalore. Son arrivée n'y devança que de peu de minutes celle d'un messager du rajah, chargé de lui faire fermer les portes. Il rassemble alors toutes ses forces disponibles, et se hâte de rappeler ses troupes du Carnatique; mais celles-ci, dans leur marche sur Bangalore, furent arrêtées par les Mahrattes. La fortune de Hyder chancelait alors sur les bords de l'abîme; toutefois il eut l'adresse d'entamer des négociations avec les Mahrattes, et ceux-ci se contentèrent de faire payer leur retraite de la cession de Barahmal et du paiement de 3 lacs de roupies. Hyder se mit alors en campagne contre le rajah, mais ne tarda pas à sentir son infériorité; le rajah, d'abord excité par Hyder à se défaire de Nunjeray, excité maintenant par sa mère contre Hyder, avait recouvré quelque énergie sous ce double aiguillon.

Hyder prit alors une résolution extraordinaire. Nunjeray, depuis qu'il avait quitté la cour, vivait dans une retraite profonde, loin du monde et des

affaires. Un jour, sans s'être fait annoncer, Hyder se présente devant lui, seul, désarmé, suppliant, les habits et la barbe en désordre. Eclatant en larmes et en sanglots, il se prosterne aux pieds de son ancien bienfaiteur, il se reproche son ingratitude, ses fautes, ses crimes à son égard ; il ajoute que son intention irrévocable est de les expier dorénavant par la pénitence et les mortifications. Mais avant de quitter le monde, il a voulu, dit-il, remplir un dernier devoir en venant offrir ses services à Nunjeray : il donnerait sa vie pour le voir occuper de nouveau le poste élevé dont il n'a cessé de se repentir d'avoir aidé à le précipiter. Nunjeray est persuadé ; il emploie en faveur de Hyder son nom, son argent, son crédit. Cependant, pendant ce séjour auprès de Nunjeray, l'armée du rajah avait peu à peu entouré l'habitation de ce dernier. Hyder mettant cette circonstance à profit, adresse aux principaux officiers de cette armée des lettres dont le contenu parle d'une conspiration en faveur de Nunjeray où ces derniers semblent tremper ; d'après ces lettres, il semblait que la conspiration fût au moment même d'éclater. Il arrive ce que voulait Hyder : ses lettres sont interceptées ; le chef de l'armée du rajah se trouble et fait un mouvement rétrograde. Profitant de ce moment d'inquiétude et d'alarme, Hyder, à la tête de ses partisans et de ceux de Nunjeray, attaque hardiment l'armée ennemie, et remporte facilement un avantage décisif. Bientôt il s'empare du pays plat, traverse les Ghauts, et, dans le mois de mars

1761, arrive devant Mysore. Alors il fait tenir au rajah une note ainsi conçue : « Une grosse somme d'argent est due à Hyder-Ali par le pays de Mysore, et doit être payée. Après cela, s'il plaît au rajah de conserver Hyder à son service, ce sera pour le mieux ; sinon celui-ci saura bien aller chercher fortune ailleurs. » Ce message parlait assez clairement : un certain nombre de districts, du revenu de 4 lacs de roupies, furent affectés aux dépenses du rajah et de Nunjeray : 3 lacs pour le premier, 1 lac pour le second ; le reste du royaume fut livré à Hyder, qui put le gouverner et l'administrer à sa guise, à charge à lui de pourvoir à toutes les dépenses de l'armée et de l'administration. Sous le nom du rajah, Hyder devint ainsi le souverain réel du royaume de Mysore.

La province de Sera, gouvernée par un député du subahdar du Deccan, se trouvait alors occupée par les Mahrattes. Le subahdar, voulant en recouvrer la possession, mais se trouvant trop faible pour tenter cette conquête à lui seul, appela Hyder à son secours ; il lui offrait pour prix de ce secours la cession de tous ses droits sur ce pays moyennant une redevance de 3 lacs de roupies. Hyder, ayant accepté la proposition, ne tarda pas à s'emparer de la province. Peu après il étendit ses conquêtes sur les deux Balipoors, sur Gooty, et reçut la soumission des polygards de Raydroog, Harponelly et Chittledroog. Profitant en outre de quelques troubles intérieurs dans le royaume de Bednore, il

réussit aussi à s'en emparer. Ce pays avait peu souffert des calamités des guerres précédentes; d'immenses richesses s'étaient accumulées depuis des siècles dans la capitale; elles devinrent le principal instrument de la grandeur futur de Hyder. Un vigoureux système d'administration qu'il établit dans le pays fut pour lui un point d'appui quilui servit pour de nouvelles conquêtes. Il s'empara de Soodra, district au nord de la frontière de Bednore; il réduisit le nabob de Savanoor, territoire qui unissait ensemble ses récentes acquisitions de Sera et de Soodra; enfin il étendit ses conquêtes jusqu'aux rivières de Werda, Malpurba et Gutpurba, c'est-à-dire à peu près jusqu'aux rives de la Kistna; derniers progrès qui le mirent enfin en présence des Mahrattes. Madoo-Row, le troisième des peschwahs ou premiers ministres parmi les Mahrattes, passa la Kistna dans le mois de mai 1764, avec une armée bien plus nombreuse que celle qui pouvait être mise sur pied par Hyder; entre eux s'engagea une lutte sanglante, qui décima et découragea l'armée mysoréenne. Mais Hyder suppléa à son infériorité par l'adresse et les négociations; les Mahrattes consentirent à se retirer, à la condition de la restitution des districts conquis sur Morari-Row, de l'abandon de toutes prétentions de ce dernier sur le territoire de Savanoor, enfin du paiement par lui de 32 lacs de roupies. Hyder, délivré de cet ennemi formidable, s'en alla mettre de l'ordre dans ses conquêtes de l'est qui n'avaient que peu souffert de

ses derniers désastres. Après avoir employé quelque temps à cet objet, il songea à de nouvelles acquisitions, et passa dans le Carnatique; là il ne tarda pas à se trouver en face des Anglais.

La guerre entre la France et l'Angleterre, dont l'Inde avait aussi été le théâtre, avait été terminée par un traité en Europe le 10 février 1763. Le onzième article de ce traité était relatif à l'Inde; il contenait les dispositions suivantes : « La Grande-Bretagne restituait à la France, dans l'état où ils étaient alors, les comptoirs sur la côte de Coromandel et d'Orissa, aussi bien qu'au Bengale et sur la côte de Malabar, que celle-ci possédait au commencement de l'année 1749; la France renonçait à toute autre acquisition faite par elle sur la côte de Coromandel et d'Orissa. De son côté, Sa Majesté très chrétienne s'engageait à renoncer à tout ce qu'elle avait conquis sur la Grande-Bretagne dans les Indes orientales pendant la durée de la dernière guerre, spécialement Natal et Tapanouly dans l'île de Sumatra; Sa Majesté très chrétienne s'engageait encore à ne pas ériger des fortifications, à ne pas entretenir de troupes dans l'étendue de la domination du subahdar du Bengale. Enfin, dans le but de conserver à l'avenir la paix et la tranquillité sur la côte de Coromandel et d'Orissa, les Anglais et les Français tombaient d'accord de reconnaître Mahomet-Ali-Khan comme légitime nabob du Carnatique, et Salabut-Jung comme légitime subahdar du Deccan. Les deux parties

contractantes promettaient encore de renoncer mutuellement à toutes réclamations ultérieures pour les déprédations et le pillage dont elles auraient pu souffrir de la part l'une de l'autre pendant la durée de la guerre. »

LIVRE VIII.

SOMMAIRE.

L'état des affaires du Bengale attire l'attention des directeurs. — La cour des directeurs veut supprimer le commerce intérieur. — Elle prohibe la réception des présents. — Popularité de Clive en Angleterre. — Opinion de William Pitt sur sa conduite au Bengale. — Clive est fait pair d'Irlande sous le nom de baron de Plassey. — Inimitié de Clive et de Sullivan, président de la cour des directeurs. — Clive fait tous ses efforts pour empêcher la réélection de celui-ci à la présidence. — Il échoue. — Sullivan aussitôt nommé l'attaque au sujet de son jaghire. — De mauvaises nouvelles du Bengale arrivent en Angleterre. — La cour des propriétaires fait offrir à Clive le gouvernement; il refuse, et motive son refus sur la présidence de Sullivan. — Celui-ci n'est pas réélu, et Clive accepte le gouvernement. — On lui adjoint un comité de quatre personnes. — Arrivée de Clive à Calcutta. — État d'anarchie où était tombé le gouvernement. — Lettre de Clive et de la cour des directeurs. — Le commerce intérieur est défendu, la réception des présents prohibée, etc. — Organisation d'un monopole pour le sel. — Complot militaire déjoué par Clive. — Nouvel arrangement financier avec le nabob. — Le monopole du sel est aboli par la cour des directeurs. — Avantages du monopole dans la situation du gouvernement. — Clive croit avantageux de conserver l'ombre de pouvoir demeuré au nabob. — Retour de Clive en Angleterre. — État des affaires au Carnatique. — Le nabob cède à la Compagnie cinq circars du nord. — Discussion entre Hyder et Mahomet-Ali. — M. Verelts succède à Clive, M. Cartier à M. Verelts. — Billets tirés de l'Inde sur la Compagnie. — Hyder sous les murs de Madras. — Il entre en négociation avec les Français. — Traité de paix avec Hyder. — L'empereur se joint aux Mahrattes. — Il entre en campagne avec eux contre les Rohillas. — Traité de paix. — Guerre entre Hyder et les Mahrattes. — Hyder sollicite les secours de la présidence. — Sir John Lindsay envoyé du roi d'Angleterre à Madras. — Discussion entre lui et la présidence. — Famine terrible dans l'Indostan.

(1765—1771.)

LIVRE VIII.

Les directeurs et les propriétaires s'étaient bornés jusque là au simple rôle de spectateurs pour tous les grands événements qui s'étaient passés dans l'Inde ; le détrônement de Meer-Jaffier, l'élévation de Meer-Caussim, les avaient peu préoccupés. Ils furent pourtant émus de la guerre avec le dernier nabob, du massacre de Patna, de l'esprit de mutinerie qui se développait de plus en plus parmi les troupes. Ils condamnèrent aussi dans les termes les plus sévères l'esprit de cupidité, de rapine qui se manifestait parmi leurs serviteurs, et qui, à vrai dire, menaçait d'une ruine complète leurs établissements. Le 8 février 1764, dans une lettre au gouverneur et au conseil du Bengale, les directeurs écrivaient : « Une des grandes causes des querelles,

des mal-entendus, des discussions qui s'élèvent sans cesse avec les gouvernements du pays, prend évidemment sa source dans le commerce fait pour leur propre compte par les agents de la Compagnie, dans la conduite cupide et sans frein de leurs gostomahs, agents, sous-agents, etc. Cette conduite fait tort tout à la fois à l'autorité et aux revenus du nabob; dans cette partie du pays, elle enlève à ses sujets le commerce intérieur auquel nous n'avons aucun droit, nous ni aucune autre personne employée sous nos ordres. Dans le but d'arrêter ces abus, nous ordonnons positivement qu'à compter de la réception de cette lettre tout commerce intérieur soit immédiatement abandonné quant au sel, au bétel, au tabac, en un mot à tout autre article produit ou consommé dans le pays.» Dans une assemblée générale des propriétaires, tenue en mai de la même année (18 mai 1764), il fut cependant soutenu par un grand nombre de membres que les employés de la Compagnie ne devaient point être privés d'avantages aussi précieux. Cette opinion fut partagée par la majorité qui adopta la résolution : « qu'il serait recommandé à la cour des directeurs de prendre de nouveau en considération les ordres récemment envoyés au Bengale relativement au commerce particulier des agents de la Compagnie quant au sel, au betel, au tabac; que ladite cour serait priée de faire régler ces points importants, soit par des restrictions et des règlements faits en Angleterre, soit en les re-

mettant à l'autorité du gouverneur et du conseil du fort Williams. » En conséquence, la cour des directeurs se borna, dans une lettre du 1er juin (1764), à inviter le gouverneur et le conseil à s'entendre avec le nabob pour régler d'une manière équitable le commerce intérieur.

La cour des directeurs porta aussitôt toute son attention d'un autre côté; elle s'occupa des présents reçus par les employés du nabob ou des autres chefs indigènes. Les présents ont joué de tout temps un fort grand rôle dans les transactions politiques de l'Orient. Ils sont même d'usage dans les relations privées: un inférieur n'aborde jamais un supérieur, une personne à laquelle il croit devoir quelque considération, autrement qu'un présent à la main. Les Anglais, ayant alors réuni dans leurs mains à peu près tout le pouvoir politique de l'Inde, les présents devaient s'adresser à eux; quelques listes en ont été publiées, qui ne sont pas un des moins curieux documents de l'histoire de cette époque. Mais on comprend combien cette habitude pouvait avoir d'influence, et d'une manière fatale, sur le gouvernement. Les nabobs, les gouverneurs, les autres grands personnages de la contrée devenaient sujets à des exactions infinies; ils ne pouvaient rien posséder en sûreté; soumis eux-mêmes à des exactions continuelles, ils ne pouvaient y satisfaire qu'en agissant de même à l'égard de ceux qui dépendaient d'eux. Cette coutume des présents contribuait ainsi à l'oppression des sujets indigènes.

Elle empêchait en outre la Compagnie d'être bien servie : ce n'était plus le soin de ses intérêts qui préoccupait les employés, c'étaient les occasions de gratifications. Les révolutions les plus considérables pouvaient n'avoir pas d'autre but. Ne pouvant pas abolir cet usage, la Compagnie fit mieux : elle résolut de s'en appliquer le bénéfice. Les nouveaux règlements datés de mai (1764) que nous avons déjà rapportés, et qui s'appliquent aux employés civils et militaires, leur ordonnent de verser dans la caisse de la Compagnie tous présents, gratifications, indemnités, reçus des indigènes sous une forme ou sous un prétexte quelconque, au-delà de 4,000 roupies ; ils leur ordonnent de plus de ne pas accepter de présents de 1,000 à 4,000 roupies sans en avoir obtenu l'autorisation préalable du président et du conseil. On le voit : la Compagnie réservait tout entière pour elle-même, à son profit, la faculté qu'elle enlevait à ses employés. Mais il était à croire que ces employés ne déploieraient pas pour le compte de la Compagnie autant de rapacité qu'ils l'avaient fait pour eux-mêmes ; les résultats de ces nouveaux règlements ne pouvaient donc manquer en définitive d'être avantageux au bien du service et au bien-être des indigènes.

Clive, en arrivant en Angleterre, trouva dans toutes les bouches la prise de Calcutta et de Chandernagor, la bataille de Plassey, le détrônement de Suraja-Dowlah, l'élévation de Meer-Jaffier ; le récit en était orné de détails merveilleux, auxquels se

prêtaient naturellement le lieu et l'éloignement de la scène. La circonstance politique où la nouvelle de ces grands événements avait atteint l'Angleterre était de nature à les faire accueillir avec plus d'enthousiasme et d'avidité. L'esprit public, abattu sous le coup de plusieurs campagnes malheureuses, se prenait avec avidité aux événements de l'Inde, comme à ceux qui pouvaient rendre au nom anglais son éclat. Le roi ne parlait du héros de l'Inde, comme on appelait Clive, que dans les termes les plus flatteurs. Lord Ligonier lui demandant un jour au roi pour le jeune lord Demmoor la permission d'aller servir, comme volontaire, dans l'armée du roi de Prusse, le roi refusa; lord Ligonier renouvela sa demande pour l'armée du duc de Brunswick: « Pshaw! dit le roi, que diable ira-t-il faire là? S'il veut apprendre la guerre, qu'il aille rejoindre Clive. » Un suffrage plus honorable encore et plus flatteur pour Clive était sans doute celui de William Pitt. Ce grand homme d'Etat, dans un discours sur le bill pour la sédition (muting bill), après avoir raconté les dernières disgrâces des armes anglaises, disait: « Partout, excepté dans l'Inde, nous avons perdu gloire, honneur, réputation; là s'est trouvé un homme qui n'avait jamais appris l'art de la guerre, dont le nom ne s'était jamais trouvé parmi ceux de nos illustres généraux engraissés dès long-temps de l'argent du peuple, et cet homme était vraiment un général; on l'a vu avec une poignée d'hommes attaquer et

défaire une nombreuse armée (1). » Après ce préambule, William Pitt racontait en détail les événements du Bengale, au milieu des applaudissements de ses auditeurs. A son premier voyage en Angleterre, en 1753, Clive était entré au parlement; tout entier aux affaires de l'Inde, il s'occupa fort peu de questions politiques du moment; il acquit cependant dès lors quelque influence. A ce second voyage, il se flattait d'entrer à la chambre des pairs; mais il n'obtint qu'une pairie irlandaise, avec le titre de baron de Plassey. Au reste, en dépit des grands services qui semblaient lui valoir cette distinction, Clive ne s'en prend point à ce mécompte, à l'ingratitude des hommes, au malheur du génie méconnu, mais seulement à sa mauvaise santé. Il écrit à un de ses amis : « Si la santé ne m'avait pas déserté dès mon arrivée ici, je serais suivant toute probabilité pair d'Angleterre, au lieu de l'être seulement d'Irlande, etc. » Ce seul trait ne suffit-il pas à peindre tout un caractère (2), toute une destinée?

A l'arrivée de Clive en Angleterre, M. Sullivan se trouvait à la tête de la cour des directeurs. Ce dernier avait pour lui la majorité des directeurs, mais contre lui une nombreuse opposition parmi les propriétaires. A cette opposition se ralliaient un grand nombre d'employés du Bengale et du

(1) Sir John Malcolm, Vie de Clive, t. II, p. 157.
(2) *Idem.*

Carnatique, qui lui reprochaient sa partialité en faveur de ceux de Bombay où il avait servi. M. Sullivan avait plus d'une fois manifesté son mécontentement de l'esprit d'ambition et d'entreprise inspiré par Clive au gouvernement du Bengale. Leur manière de voir les affaires de la Compagnie était différente en toutes choses. M. Sullivan voulait resserrer le pouvoir du gouverneur dans l'Inde, et Clive l'étendre. Ce dernier voulait que les affaires ne fussent transportées qu'en petit nombre à la cour des directeurs, qu'elles fussent abandonnées pour la plupart à la décision du gouverneur : M. Sullivan voulait réduire incessamment le pouvoir du gouverneur et les appeler toutes à Londres. Leur opposition ne se bornait point aux choses, elle passait aux hommes ; il en résultait que les employés de la Compagnie protégés par l'un ne trouvaient dans l'autre que des dispositions malveillantes. Sous l'empire de ce sentiment d'inimitié, Clive, aux élections de 1763, employa toute son activité, tout son savoir-faire à renverser M. Sullivan. A cette époque, il suffisait de posséder 300 livres sterling dans les fonds de la Compagnie pour avoir le droit de vote : il dépensa 100,000 livres sterling, et improvisa 200 électeurs qui votèrent contre le président ; néanmoins ce dernier l'emporta ; alors, sans perdre de temps, à peine remis du choc qu'il venait de repousser, il prit à son tour l'offensive ; il attaqua Clive au sujet de son jaghire.

Par le neuvième article du traité passé en 1757

entre la Compagnie et Meer-Jaffier, certains territoires au midi de Calcutta avaient été cédés à la Compagnie par le nabob ; il ne s'en était réservé que la suzeraineté, plus une rente de 30,000 livres sterling, qui fut payée au nabob jusqu'en 1759. A cette époque, en considération des grands services qu'il venait de recevoir de Clive, le nabob lui transféra cette rente comme un gage de sa reconnaissance. La donation fut alors revêtue de toutes les formalités en usage dans le pays ; Clive en avait paisiblement joui pendant quatre ans. Mais à peine les élections furent-elles terminées, qu'une défense fut faite au gouvernement du Bengale de payer cette rente à l'avenir. La cour des directeurs, sous l'inspiration de Sullivan, prit en outre la résolution de poursuivre de Clive le remboursement des sommes déjà touchées par lui à ce titre. La cour des directeurs justifiait cette décision en disant : que la Compagnie pouvait d'un moment à l'autre être appelée à compter avec le grand Mogol pour l'argent de ce jaghire ; qu'en conséquence Clive, son employé, son serviteur, en était aussi responsable vis-à-vis d'elle-même ; que si le nabob Meer-Jaffier avait un droit à concéder ce jaghire, ce ne pouvait être que sur ses propres revenus ; mais que Meer-Jaffier ayant été plus tard déposé par la Compagnie, sa chute entraînait l'annulation du don qu'il avait fait sur les revenus de la Compagnie. Cette dernière raison ne manquait pas de force : généralement,

quand on tue un homme, ce n'est pas pour payer ce qu'on lui devait. Les gens de loi consultés par la cour des directeurs donnèrent en général raison à Clive. Il était bien évident qu'au point de vue purement légal la Compagnie ne pouvait s'affranchir d'une charge inhérente à la propriété qu'elle avait acquise. Fort de ce qu'il croyait son droit, Clive n'hésita pas; il intenta aux directeurs un procès en chancellerie; mais de nouveaux événements donnèrent bientôt un autre cours à toute cette affaire.

Dans le mois de janvier 1764, d'importantes nouvelles de l'Inde se répandirent tout-à-coup en Angleterre: la rupture avec Meer-Caussim, la mort de M. Amyat, l'échec éprouvé par M. Ellis dans sa tentative sur Patna. Publiées dans un journal par ordre de la cour des directeurs, ces nouvelles jetèrent une grande agitation parmi les actionnaires de la Compagnie. Trois assemblées générales ou cours de propriétaires furent tenues à peu d'intervalle l'une de l'autre. Dans la dernière cette résolution fut prise: « C'est le désir de la Cour générale que lord Clive soit prié d'accepter la présidence du Bengale et le commandement des forces militaires de la Compagnie. » Clive, présent à la réunion, répondit: « Que si la cour des directeurs était aussi bien disposée pour lui qu'il l'était à son égard, il n'avait aucune objection pour décliner cette commission; mais que, jusqu'à ce qu'il sût à quoi s'en tenir à cet égard, il priait l'honorable assemblée de vouloir bien le dispenser

de faire connaître sa résolution définitive. » Peu de jours après, la cour des directeurs lui envoyait une copie de la délibération de l'assemblée générale ; elle ajoutait que, partageant le vœu exprimé par celle-ci, elle se trouvait toute disposée à prendre les mesures nécessaires pour le réaliser. Clive, dans sa réponse à la cour des directeurs, exprimait toute sa reconnaissance des bonnes dispositions qu'elle montrait ; toutefois il évitait de donner une réponse positive, n'acceptait ni ne refusait précisément l'offre qui lui était faite. Cette lettre fut communiquée peu de jours après à la cour générale des propriétaires : ceux-ci sollicitèrent de nouveau lord Clive d'accepter immédiatement ; sa seule réponse fut qu'il ferait connaître sa résolution définitive aussitôt après l'élection des directeurs ; l'époque où se faisait cette élection était alors rapprochée. Diverses motions se succèdent alors, qui toutes ont pour but de prier les directeurs d'aviser aux meilleurs moyens à prendre, dans l'état critique où se trouvent les affaires, pour obvier aux inconvénients du refus de lord Clive. Ses amis répandent alors dans la foule que cette résolution n'est peut-être pas inébranlable ; on le presse de nouveau, on le prie du moins d'expliquer la cause de son hésitation ; alors il répond : « Qu'il ne saurait accepter la commission qu'on lui offre tant que le président actuel conservera ses fonctions. » Ce dernier, M. Sullivan, se hâte de déclarer que nul ne peut être plus disposé que

lui-même à fournir à lord Clive une coopération franche, entière, amicale. Clive demande alors un délai de quelques jours, pour réfléchir mûrement à ce qu'il doit faire. Huit jours après, il adresse enfin sa réponse définitive aux directeurs. Dans cette réponse, il rappelait les dissidences d'opinions qui n'avaient jamais cessé d'exister sur les affaires de l'Inde entre M. Sullivan et lui, les tentatives de réconciliation déjà plusieurs fois tentées. Il aurait vivement désiré, continuait-il, cette réconciliation dans l'intérêt de la Compagnie; dans ce but, il avait examiné les choses de sang-froid, sous toutes leurs faces, dans l'absence de toute passion, s'efforçant de ne consulter que sa propre expérience des hommes et des affaires. Il n'en concluait pas moins que, dans le cas où les propriétaires jugeraient convenable de conserver M. Sullivan à la tête de la direction, il ne saurait accepter les fonctions qui lui étaient proposées. Dans le cas contraire, il était tout prêt, disait-il, à se mettre à la disposition des propriétaires; alors, sa résolution ne changerait pas, quelles que fussent les premières nouvelles; il ne s'effraierait pas de voir les affaires du Bengale dans une situation aussi désespérée qu'au temps de Suraja-Dowla.

Le bruit s'était répandu que Clive ne voulait que d'une cour des directeurs et d'un président qu'il aurait nommés lui-même. Il se hâta de faire répondre par ses amis qu'il n'en était rien; que, loin de mêler

aucun intérêt personnel à cette affaire, toutes ses objections s'adressaient au seul M. Sullivan; les opinions de celui-ci sur les affaires des Indes étaient, disait-il, diamétralement opposées aux siennes et ne lui paraissaient pas moins contraires aux vrais intérêts de la Compagnie. Les élections annuelles eurent lieu dans cette disposition des esprits: M. Sullivan ne fut point nommé; et la cour des directeurs, en donnant à Clive cette nouvelle, lui demandait de vouloir bien faire connaître sa détermination définitive. Clive se rendit auprès de la cour dès le lendemain; il déclara sa résolution d'accepter, se hâtant d'ajouter que son seul objet, sa fortune personnelle étant maintenant faite, était le bien de la Compagnie. En conséquence, le 30 avril 1764, il fut reconnu gouverneur du fort Williams et commandant en chef des forces de la Compagnie au Bengale. La cour lui adjoignit un comité de quatre personnes, dont il était président. D'ailleurs, quoique la cour lui recommandât de consulter ce comité, elle ne lui en faisait point une obligation, et le laissait libre d'agir seul et de son chef en toutes occasions. Ce comité n'avait qu'une existence provisoire, et devait cesser du moment que cesseraient les circonstances extraordinaires où l'on se trouvait; il était composé de MM. Summer, Harry Verelts, Francois Sikes, et du brigadier-général Carnac, tous amis de Clive et partageant ses idées. Lord Clive savait que les grandes entreprises veulent de grands pouvoirs, des pouvoirs

qui ne soient pas sans cesse remis en question ; il commença par s'assurer ces pouvoirs avant de se décider à reparaître sur le théâtre de ses premiers exploits.

Les choses ainsi réglées, lord Clive partit d'Angleterre le 4 juin 1764, et arriva à Madras le 10 avril de l'année suivante. Il reçut là des nouvelles favorables du Bengale : l'expulsion de Meer-Caussim, la réduction de ses partisans, la résolution de l'empereur de se placer sous la protection des Anglais, enfin la mort de Meer-Jaffier. Clive comprit tout aussitôt l'importance de la situation ; on le voit par ce passage d'une lettre écrite en ce moment à un de ses amis : « Nous voici enfin au moment critique que je prévoyais depuis fort long-temps : je veux dire ce moment où il s'agit de décider si nous devons prendre, oui ou non, le tout sur notre compte. Jaffier est mort, et son fils naturel est mineur; je ne sais s'il a été déclaré son successeur. Sujah-Dowla est chassé des provinces de sa domination, nous les possédons, et c'est à peine une exagération de dire que l'empire du grand Mogol sera demain en notre pouvoir. Nous le savons par expérience, les habitants de ces contrées n'ont d'attachement pour aucun gouvernement ; leurs troupes ne sont ni payées à l'égal des nôtres, ni commandées, ni disciplinées ; on ne saurait douter qu'il suffit d'une armée européenne convenablement nombreuse pour nous maintenir les maîtres

du pays ; non seulement elle nous mettrait à l'abri des entreprises de tout prince indigène, mais nous rendrait tellement formidables que ni Français, ni Hollandais, ni ennemi quelconque n'oserait songer à nous tourmenter. Vous comprendrez avec moi, je l'espère, qu'après la carrière que nous avons déjà parcourue, les princes de l'Indostan doivent croire nos prétentions absolument illimitées ; nous leur avons donné tant et tant de preuves de nos projets ambitieux, qu'ils ne sauraient nous supposer capables de modération. Le nabob dont nous prendrons le parti ne peut manquer de devenir jaloux de notre pouvoir ou envieux de nos possessions ; l'ambition, la cruauté, l'avarice ne cesseront de conspirer notre ruine ; chaque victoire ne nous donnera qu'une trêve momentanée ; le détrônement d'un nabob sera suivi de l'intronisation d'un autre, lequel, aussitôt que l'état de ses finances lui permettra d'entretenir une armée, ne manquera pas de suivre la même route que son prédécesseur, c'est-à-dire de se brouiller avec nous, etc. Il faut donc que nous-mêmes soyons nabob, au moins de fait, sinon de nom....... peut-être même de nom aussi bien que de fait, sans le moindre déguisement. Mais sur ce dernier point je ne saurais prononcer avant mon arrivée au Bengale. » Il était difficile de mieux juger la situation politique de la Compagnie. Le même jour, il écrivait à un de ses agents d'affaires : « Tout ce que j'ai d'argent dans les fonds publics et ailleurs, et tout ce qui pourra

être emprunté en mon nom, mettez-le, sans perdre une minute, dans les fonds de la Compagnie des Indes. Parlez à mon homme d'affaires, faites-lui savoir que je désire vivement que mon argent soit ainsi placé; surtout poussez-le à conclure l'affaire aussitôt que possible. » Clive attachait ainsi de plus en plus sa fortune à celle de la Compagnie. Les dernières nouvelles devaient, suivant toute apparence, faire monter les fonds. Clive sentait, de plus, que les affaires venaient de traverser une crise dont il espérait une heureuse issue, grâce à son bonheur et à son habileté.

Lord Clive arriva à Calcutta le 3 mai 1765, accompagné de deux membres du comité de gouvernement, MM. Sunmer et Sykes; les deux autres membres étaient absents, le général Carnac se trouvait à l'armée et M. Verelts à Chittagong. Les circonstances en raison desquelles la Compagnie avait constitué le nouveau mode de gouvernement n'existaient plus : le comité eut d'abord à délibérer s'il assumerait le pouvoir qui lui avait été donné dans d'autres prévisions, ou bien s'il attendrait de nouvelles instructions d'Angleterre. Les membres présents prirent le premier parti. Quatre jours après son arrivée, quoique les deux membres absents n'eussent pas été consultés, le comité se déclara constitué; il assuma tous les pouvoirs civils et militaires. Les membres s'engagèrent par serment, ainsi que leur secrétaire, à garder le plus profond secret sur les délibérations du conseil; la

grande corruption qui régnait alors dans le gouvernement avait poussé Clive et ses deux collègues à la résolution qu'ils venaient de prendre. Lord Clive en parlait en ces termes : « Peu de jours se sont écoulés depuis notre arrivée, mais tout ce que nous avons déjà appris nous engage à ne pas hésiter un instant sur la nécessité de nous prévaloir du pouvoir qui nous a été confié ; tout ce que nous voyons, tout ce que nous entendons n'est qu'anarchie, confusion, et, qui pis est, corruption. » Quatre jours paraîtront peut-être un bien court délai pour avoir mis Clive à même de prononcer d'aussi nettes accusations sur des preuves suffisantes. Le désir d'assumer promptement un grand pouvoir, suivant quelques personnes, avait conduit Clive à mettre quelque empressement à accueillir ces preuves ou du moins ces indices. Dans la supposition où le gouvernement eût continué d'être constitué comme par le passé, le titre de gouverneur n'eût en effet donné qu'une ombre d'autorité ; or Clive n'était pas homme à s'en contenter. Malgré tout, l'expression de la vérité ne s'en trouve pas moins dans les paroles citées.

Dans une lettre écrite aux directeurs peu de mois après, Clive, revenant sur l'état des choses à son arrivée, disait encore : « A mon arrivée, je suis fâché de le dire, j'ai trouvé vos affaires dans un état bien voisin d'être désespéré ; il n'est pas un de vos employés qui n'en eût été alarmé depuis long-temps, si tout sentiment d'honneur, de délica-

tesse, tout souvenir de leurs devoirs envers la Compagnie n'eussent pas été étouffés en eux ; si leurs seules préoccupations n'étaient pas leurs intérêts personnels. Les rapides et presque toujours condamnables fortunes qui se sont élevées ici ont introduit le luxe partout, sous toutes ses formes, dans ses plus pernicieuses conséquences. Toutes les énormités se donnent la main dans l'étendue de la présidence ; il n'est, pour ainsi dire, pas un seul de vos serviteurs qui en soit à l'abri. Chaque employé inférieur ne tend qu'à acquérir de l'argent, afin de pouvoir se livrer à des profusions qui sont actuellement la seule distinction existante entre son supérieur et lui-même ; ainsi a cessé toute gradation de rang : d'une certaine façon, on peut dire que tous les fonctionnaires de la Compagnie sont égaux. Mais ce n'est là qu'une partie du mal : cette avidité, ce besoin, cette sorte d'émulation de richesses détruit nécessairement pour chacun toute proportion, entre le goût et le besoin qu'il a du luxe et les moyens honnêtes qui sont à sa disposition pour y satisfaire. Dans cette contrée l'argent est abondant, la crainte est le seul principe de gouvernement, nos armes n'ont jamais cessé d'être victorieuses : ce sont là autant de moyens de se satisfaire dont il n'est pas à s'étonner que l'avidité des employés se soit promptement saisie. Il n'est pas étonnant non plus que ceux-ci se prévalent de leur autorité pour satisfaire leur rapacité, tantôt se bornant à recevoir, tantôt allant jusqu'à extorquer : des exemples de ce genre

donnés en grand nombre par les supérieurs ne pouvaient manquer d'être suivis par les inférieurs, autant qu'il leur était possible de le faire. Le mal a été contagieux, a parcouru rapidement tous les degrés de la hiérarchie civile et militaire, et descendu jusqu'à l'écrivain, jusqu'à l'enseigne, jusqu'au simple marchand. »

Dans une autre lettre au général Carnac, Clive disait encore : « Hélas! combien le nom anglais n'est-il pas tombé! Je ne saurais m'empêcher de donner quelques larmes à la renommée perdue (irrévocablement je le crains) de la nation britannique. Cependant, je le jure par ce grand Dieu qui voit les cœurs et à qui nous rendrons nos comptes un jour, je suis arrivé ici avec un esprit supérieur à toute corruption et à toute vénalité, déterminé à attaquer, à détruire ces deux grands fléaux qui règnent ici, ou à périr dans l'entreprise. » De leur côté, les directeurs, loin de se dissimuler la gravité du mal, écrivaient à Clive : « Nous avons la plus intime conviction de l'état déplorable où nos affaires sont sur le point d'être réduites par la corruption et l'avidité de nos employés. Cette corruption universelle dans tous nos établissements, jointe au relâchement général de toute discipline, de toute obéissance dans le civil ou le militaire, nous mène rapidement à une dissolution complète de tout gouvernement. Notre lettre au comité contient notre manière de penser par rapport à ce qui a été obtenu par voie de do-

nation; à cela nous devons ajouter que notre conviction est que les vastes fortunes acquises dans le commerce intérieur l'ont été par des procédés tellement oppressifs et tellement tyranniques, qu'on n'en saurait trouver d'exemple dans aucun autre siècle, dans aucun autre pays. »

Les instructions de la cour des directeurs, qui défendaient formellement le commerce intérieur, étaient déjà parvenues depuis quelques mois à Calcutta; il n'en était pas moins fait avec autant de liberté que précédemment. Un des premiers actes du gouvernement de Clive en fut la suppression totale, immédiate, absolue. Nous expliquerons dans un moment le parti qui fut pris à cet égard. Le conseil dut ensuite s'occuper de la question des présents : leur réception se trouvait également défendue par les mêmes instructions, mais que les employés n'en avaient pas moins continué à les recevoir comme précédemment. Le conseil, composé de huit membres en comptant le président, eut à prononcer sur cette question : « La réception des présents est-elle licite, oui ou non? » Quatre membres du conseil, MM. Burdett, Leycester, Sykes et Johnston se prononcèrent pour l'affirmative; quatre autres, MM. Verelts, Pleydel, Sunmer et Clive, pour la négative. M. Leycester, qui naguère avait accepté un présent, chargé de dresser le procès-verbal de cette séance, justifia son vote et sa conduite dans une note conçue dans les termes suivants : « Les

intérêts de la Compagnie étant assurés et les ordres du conseil complétement exécutés, il est très vrai que j'ai accepté un présent du nabob : je n'en ai jamais fait un mystère ; les habitudes du pays justifient cette acceptation, et là où les présents n'ont pas été le prix d'un service blâmable, je n'ai jamais entendu de qui que ce soit une seule réflexion désobligeante au sujet de ceux qui les avaient reçus. J'ai toujours pensé que, dans tout pays qui ne sera pas soumis au joug de la tyrannie la plus absolue, chacun pouvait disposer librement de ses propriétés, chacun accepter librement ce qui lui était offert, à condition que la crainte ou la contrainte fussent demeurées étrangères à ces transactions, à condition que les présents ne fussent pas la récompense de services blâmables. L'adoption de l'opinion contraire est en pleine opposition avec les pratiques connues de ceux qui nous ont précédés ; et bien que les ordres contraires, auxquels serait jointe une pénalité, pussent rendre pour l'avenir l'acceptation des présents blâmable et punissable, l'acte n'en demeurait pas moins parfaitement légitime en lui-même. Là-dessus, je ne craindrai pas d'en appeler au sentiment de tout le monde : il n'est personne, j'en suis convaincu, qui ne condamne un homme assez absurde pour ne pas profiter de l'occasion qui se présenterait d'acquérir une confortable fortune, lorsqu'il ne l'achèterait d'ailleurs par aucun sentiment déshonorant. »

Les formules du nouveau serment furent signées

par les employés de la Compagnie en résidence à Calcutta ; on les envoya à ceux qui s'en trouvaient absents, ainsi qu'aux divers détachements de troupes. Les officiers de l'armée signèrent tous, à une singulière exception près, celle du général Carnac. A la vérité, quelques semaines après le général se rendit à Calcutta et signa sans difficulté : il s'était donné le temps de recevoir de l'empereur, en sûreté de conscience, 2 lacs de roupies. Le nabob était au fond du cœur ennemi de Mahomet-Reza-Khan, qui lui avait été imposé par les Anglais ; il crut voir dans les nouvelles instructions de la Compagnie au sujet des présents une occasion favorable de s'en débarrasser. Il l'accusa d'avoir dépensé, à la mort de Jaffier, 20 lacs de roupies pour se maintenir dans son poste ; il ajoutait que des membres du conseil avaient participé à ces largesses, ce qu'il peignait comme une dilapidation de ses propres trésors. L'accusation du nabob fut traitée avec grande importance ; Clive ordonna une enquête. Comme on prétendait que des menaces avaient été faites pour extorquer ces présents, les preuves en furent soigneusement recherchées. Les membres du conseil nièrent solennellement d'avoir eu recours à aucun moyen d'intimidation. Ils furent contredits non moins formellement par un certain nombre d'indigènes appelés en témoignage. Le mensonge est une habitude familière à ces derniers ; les Anglais avaient un intérêt majeur à repousser l'accusation ; aussi l'enquête laissa-t-elle la chose plus douteuse

que jamais. Au reste, les présents faits à l'occasion de cette dernière révolution ne pouvaient guère différer de ceux demandés ou reçus dans les révolutions précédentes.

Cette réflexion venait souvent se mêler aux doléances des membres du conseil à l'occasion de la sévérité déployée maintenant par Clive. Ils manquaient rarement l'occasion de lui objecter que lui-même avait reçu dans son jaghire un présent plus considérable que ceux qu'il prétendait proscrire. Dans une séance, où ce jaghire revint souvent dans la discussion, lord Clive s'efforça d'établir la différence qu'il y avait entre ce présent et un autre; il se plut à faire ressortir, comme éminemment exceptionnelles, les circonstances où il l'avait reçu. Fatigué cependant des allusions perpétuelles qui revenaient sans cesse, il écrivit sur le registre des délibérations du conseil : « Quant aux récriminations concernant mon jaghire, je vais m'expliquer une fois pour toutes. Ce n'est pas là un précédent de nature à être suivi par tout le monde, on ne saurait ignorer que ce jaghire m'a été donné en raison de mes seules fonctions militaires, comme récompense de services rendus au nabob dans une crise dangereuse; que cette récompense n'était ni attendue, ni requise, ni stipulée par moi. On devrait encore se rappeler que je le reçus sur le champ de bataille de Plassey. J'ajouterai que c'est le seul présent qui m'ait jamais été fait, quoique après cela je sois demeuré pendant trois années entières président

du conseil et chef d'une armée victorieuse. Or, que le monde impartial juge si ceux qui m'ont remplacé, dans des situations inférieures, avec de moindres succès, se sont conduits avec la même modération, etc., etc. » La cour des directeurs appuyait fortement Clive ; en réponse aux procès-verbaux des différentes séances, elle émettait une désapprobation formelle de la conduite du plus grand nombre de ses agents au Bengale ; elle s'étonnait que beaucoup d'entre eux se fussent permis d'éluder des serments solennels ; elle craignait que M. Leycester n'eût pas seulement exprimé ses sentiments personnels, mais ceux d'un grand nombre de ses collègues, menaçant, dans ce cas, de faire usage de toute son autorité. A propos des derniers présents reçus, la cour disait : « Nous ne pouvons admettre que les larges sommes obtenues en cette occasion aient été des dons volontaires : la dépendance du nabob à notre égard est à elle seule la réfutation de cette allégation. La lettre du nabob à lord Clive et au comité, les témoignages réunis des Seats et de Mahomet Reza-Khan, ceux de plusieurs témoins examinés dans cette affaire, démontrent jusqu'à l'évidence que ces sommes ont été obtenues des personnages en question comme la condition, le prix de la protection qui leur était accordée. Deux mots ne suffisent-ils pas d'ailleurs à réfuter tout ce que ces messieurs allèguent de plus fort pour leur défense? La Compagnie était engagée dans une guerre qui, autant que nous en pouvons juger, ne

coûtait pas moins de 10 à 12 lacs par mois; le nabob s'était engagé à en donner 5, pour le paiement desquels il était presque constamment en arrière; à cette époque, le nabob éprouvait, d'un autre côté, les plus grands embarras pour achever de solder ce qu'il continuait de devoir encore des 30 lacs stipulés pour les restitutions : on ne saurait donc raisonnablement affirmer que, dans des circonstances semblables à celles où se trouvaient le nabob et la Compagnie, aucun des intérêts de cette dernière n'ait été sacrifié pour obtenir les sommes en question. Nous croyons que ces messieurs ont sacrifié tout à la fois, avec leur propre honneur, l'honneur et les intérêts de la Compagnie, l'honneur et les intérêts de la nation (1). »

Le visir, ayant pris le parti de venir se mettre sous la protection des Anglais, avait été reçu avec la plus haute distinction par le général Carnac. Clive, aussitôt qu'il eut mis quelque ordre dans les affaires de l'intérieur, quitta Calcutta; il voulait avoir une conférence avec le visir. Les territoires récemment conquis sur celui-ci par les Anglais leur coûtaient beaucoup plus à défendre qu'ils ne rapportaient. Il semblait mieux en état de les protéger que ne l'eût été l'empereur ou tout autre chef à qui ils eussent été cédés; enfin, ils formaient entre ses mains une sorte d'État intermé-

(1) Correspondance des Directeurs avec le Bengale, 17 mai 1766.

diaire et comme une barrière entre les possessions anglaises et les mahrattes. Par ces considérations le conseil de Calcutta prit la résolution de rendre au visir la totalité de ses anciennes possessions, à l'exception d'Allahabad et de Corah, ces deux districts devant être réservés pour l'empereur. L'extrême facilité des dernières conquêtes, l'extension subite du territoire qui en était résultée, commençaient à étonner, à effrayer pour ainsi dire ceux-là mêmes qui en avaient profité; déjà la question du moment, pour les Anglais, était de s'affermir, non de s'étendre. On commençait d'ailleurs à redouter les conséquences de l'esprit de conquêtes, développé par les derniers événements; le commerce devait, en effet, demeurer le but principal de la Compagnie. C'était surtout l'opinion de Clive; selon lui la domination anglaise devait tendre à se renfermer dans les trois provinces de Bengale, de Bahar et d'Orissa. Les conférences ouvertes avec de telles dispositions, ne pouvaient manquer d'aboutir à un résultat avantageux pour le visir : le territoire qu'il avait possédé précédemment lui fut donc rendu, à charge à lui de payer 50 lacs de roupies pour les frais de la guerre. Mais il ne voulut pas consentir à accorder aux Anglais l'affranchissement des droits de douanes dans l'intérieur de ses États, ni la permission d'ériger des factoreries. Les désordres survenus par ces concessions dans les provinces de Bengale, Bahar et Orissa avaient fait une profonde impression sur son esprit; toutes les in-

stances et tous les raisonnements de Clive vinrent échouer contre ce souvenir.

Le rajah de Bulwant-Sing, qui pour les zemindaries de Benarès et de Gauzeepoor dépendait du visir, s'était montré zélé partisan des Anglais; il était naturel que ceux-ci le prissent sous leur protection. Sur la recommandation de Clive, le visir s'engagea à ne pas l'inquiéter dans la possession de ses anciennes propriétés; de son côté, le rajah dut acquitter le même tribut que précédemment. Les conférences finirent par la conclusion d'une alliance définitive entre le visir et la Compagnie. Clive s'occupa immédiatement après de régler pour l'avenir les nouveaux rapports entre l'empereur et les Anglais. L'empereur dut renoncer à 30 lacs de roupies qui, en vertu des traités stipulés par ceux-ci au nom de Meer-Jaffier, de Meer-Caussim et de Nujeead-Dowlah, lui étaient dus pour sa part des revenus des trois provinces de Bengale, Bahar et Orissa; il dut encore renoncer, et ce ne fut pas sans objections de sa part, à des jaghires montant à 5 lacs et 1/2, qui lui avaient jadis été assignés sur les possessions de la Compagnie. En revanche, 26 lacs de roupies lui étaient garantis à compter de ce moment pour ses dépenses et celles de sa maison; de plus, il fut mis en possession immédiate de Corah et d'Allahabad. L'empereur confirmait à la Compagnie la propriété de tous les territoires possédés par elle dans toute l'étendue de l'empire du grand Mogol, y compris le jaghire de Clive; mais,

ce qui était plus important, il accordait encore à la Compagnie la dewany, ou ferme générale des revenus territoriaux et impôts de toutes sortes, des trois provinces de Bengale, Bahar et Orissa. C'était la plus importante de toutes les concessions qui eussent encore été faites à des Européens par la cour du grand Mogol.

Nous venons de dire en quoi consistait la dewany; on appelait dewan l'officier qui était revêtu de ces fonctions. Le dewan soldait toutes les dépenses de l'armée, de l'administration, et tenait compte à l'empereur de sa part des revenus de la province. Dans toutes les provinces il y avait un dewan, aussi bien qu'un nabob; seulement, dans ces dernières années, les nabobs du Bengale, profitant de l'anarchie et de la confusion qui régnaient dans l'empire, avaient réuni à leurs propres fonctions celles du dewan. Mais ce qui rendait surtout fort importantes les fonctions de dewan, c'était la constitution même de la propriété dans l'empire mogol à cette époque. L'empereur était le propriétaire légal de toutes les terres de l'empire; le dewan, le représentant sous ce rapport, distribuait ces terres aux zemindars, qui les subdivisaient ensuite entre des cultivateurs de leur choix; le dewan touchait des zemindars le prix du fermage des terres, dont il tenait ensuite compte à l'empereur, après avoir soldé toutes les dépenses de l'armée et de l'administration. Le dewan avait de même la ferme générale de tous les impôts, droits de douane, etc.; c'est à lui qu'appartenaient

tous les monopoles du sel, du tabac, de l'opium, etc. Dans l'état de faiblesse et de désordre où était tombé l'empire, le dewan, bien qu'il ne fût que le représentant de l'empereur, s'en était rendu indépendant; il était de fait plutôt le propriétaire que le fermier des terres de l'étendue de sa juridiction. A la vérité, les zemindars se faisaient parfois aussi indépendants du dewan que celui-ci l'était devenu de l'empereur. La Compagnie au moyen de cette acquisition de la dewany, de cet emploi de l'office de dewan de Bengale, Bahar et Orissa, acquérait donc aussi non seulement la souveraineté, mais encore la propriété territoriale de ces trois provinces. Cette Compagnie de marchands anglais venait d'obtenir sur trois provinces dont la population surpassait celle de l'Angleterre, un pouvoir supérieur à celui des monarques les plus absolus de l'Europe, qui n'appartient qu'au despotisme oriental. Mais ce n'est pas tout; ce despotisme, illimité en principe, se trouvait du moins à chaque instant et partout limité de fait par sa propre faiblesse; or il allait cesser de l'être. Pour le mettre en pratique, la Compagnie disposait de toute la puissance de la civilisation européenne.

Clive et le comité spécial, en rendant compte de cette acquisition à la cour des directeurs, lui disaient : «Des difficultés perpétuelles n'ont jamais cessé de s'élever entre les agents du nabob et les nôtres. Nous avons recueilli des preuves innom-

brables d'une corruption notoirement avouée; tout cela nous a rendus unanimes, après mûres délibérations, à penser qu'il n'y avait d'autres remèdes à tous ces maux que l'acquisition de la dewany de Bengale, Bahar et Orissa, au profit de la Compagnie. Par cette acquisition, vos possessions et votre influence deviennent permanentes et sûres; aucun nabob ne pourra jamais posséder assez d'argent pour tenter votre ruine, soit à force ouverte, soit par la trahison. L'expérience des années précédentes nous a convaincus qu'aucune division de pouvoir ne saurait exister sans engendrer la discorde et remettre tout en question. Tout doit être à la Compagnie, ou tout au nabob. Nous vous laissons à juger lequel est le plus convenable dans les circonstances actuelles. » Lord Clive et le comité, dans la même lettre, disaient encore : « Vous êtes non seulement les collecteurs, mais les propriétaires des revenus du nabob dans toute l'étendue de sa domination; la chose était déjà ainsi de fait, mais il nous était avantageux qu'elle fût consacrée par le droit, qu'elle existât aussi de droit. D'abord, les formes d'un gouvernement dont l'existence date de loin ont toujours de l'empire sur les esprits; ensuite, dans le cas où les Anglais se seraient mis à percevoir en leur propre nom les impôts, les droits, les revenus des terres, les nations étrangères n'auraient pas manqué d'en prendre de l'ombrage. Des plaintes sans cesse adressées par elles au gouvernement anglais auraient nécessairement amené à la longue de

fâcheuses conséquences pour la Compagnie. Les Français et les Hollandais auraient eu grande répugnance à reconnaître la Compagnie nabob du Bengale ; ils ne se seraient pas soumis sans difficulté à payer les droits de douanes sur leurs marchandises, ou les rentes qu'ils devaient sur les terres à eux concédées par des firmans de l'empereur ou du nabob. Il fallait donc, pour le moment, se contenter de la réalité ; au reste, le nom ne saurait manquer long-temps à la chose (1). ».

Lord Clive ayant achevé les nouveaux arrangements avec l'empereur et le visir, vint reprendre son siége dans le comité le 7 septembre ; les questions relatives au commerce intérieur furent examinées de nouveau. La cour des directeurs, par une lettre du 8 février 1764 déjà mentionnée, avait formellement interdit tout commerce intérieur. Le 17 septembre de la même année, le conseil du Bengale prit cette lettre en considération : tout en se conformant quant aux autres articles du commerce aux injonctions de la cour des directeurs, de se conserver pourtant le commerce du sel, du betel et du tabac ; de ces trois objets le sel était de beaucoup la source de bénéfices la plus considérable. Au reste, cette mesure des directeurs n'avait point reçu l'approbation de l'assemblée des propriétaires ; en conséquence ils écrivirent de nouveau pour engager le comité spécial à s'entendre

(1) Boldst, *Considérations sur les affaires du Bengale*, t. I, p 55-56.

avec le nabob à l'effet d'adopter un plan pour la régularisation du commerce intérieur. Les directeurs exhortaient le comité à avoir surtout égard, dans la confection de ce projet, aux intérêts du nabob. Ces dernières instructions des directeurs étaient parvenus à Calcutta dans le mois de janvier 1765; le conseil avait pris la résolution d'attendre l'arrivée de Clive avant de prendre une détermination à ce sujet. Comme les difficultés de tous genres se multipliaient à l'infini entre les agents du nabob et ceux des Anglais, il devenait de plus en plus nécessaire de prendre un parti. La cessation du commerce intérieur, jointe à l'interdiction de recevoir des présents, était un objet de grande importance pour les employés de la Compagnie. Les salaires payés par la Compagnie étaient fort peu considérables : un conseiller touchait 350 livres sterling, et les autres employés étaient rétribués à proportion; la Compagnie se montrait peu disposée à augmenter ces salaires, l'esprit et les habitudes du commerce s'y opposaient. Le conseiller, qui touchait 350 livres, était tenu d'en dépenser 3,000 pour vivre conformément à son rang ; il en était de même pour les autres employés. La cessation absolue du commerce intérieur, l'interdiction de recevoir des présents, ne laissaient aucun moyen de combler cette différence. Cependant, force était de trouver quelque moyen d'en venir à bout, sous peine de désorganiser absolument le service de la Compagnie ; force était de régulariser, non suppri-

mer entièrement ce commerce dans les mains des employés de la Compagnie, sous peine de s'exposer à des conséquences pires que celles auxquelles on voulait échapper ; il le fallait même dans l'intérêt des indigènes. « Si l'on n'offrait aucune chance de fortune indépendante, il devenait ridicule d'espérer qu'une vertu ordinaire suffirait à mettre les employés de la Compagnie en garde contre des tentations journalières, et que des hommes tout-puissants s'abstiendraient des dépouilles d'un peuple prosterné à leurs pieds (1). » Mû par toutes ces considérations, Clive adopta la même résolution que le conseil, il conserva ces trois branches du commerce intérieur, le sel, le tabac et le betel. Comme ces deux derniers articles n'étaient que secondaires, le commerce en fut un peu plus tard abandonné ; celui du sel, le seul conservé, fut organisé comme il suit.

Le monopole du sel fut concédé à une société composée de tous les hauts fonctionnaires du gouvernement, tant civils que militaires. Tous les employés civils, à compter du président jusqu'au facteur ; tous les officiers, depuis le général en chef jusqu'au major inclusivement, les chapelains et les chirurgiens militaires, faisaient partie de cette société. Ils étaient tenus de fournir un capital social divisé par actions, et de nommer un comité chargé de l'administrer. Les fonctions de ce comité con-

(1) Verelts, *Vues sur le gouvernement du Bengale*, p. 415.

sistaient à faire vendre sur les différents marchés le sel que les acheteurs devenaient alors libres de revendre où bon leur semblait. La Compagnie, qui en cela remplaçait le nabob, percevait un droit de 35 p. 100 sur le total des ventes. Le bénéfice se divisait ensuite par portions égales, et les actionnaires avaient droit, suivant leur grade, à un certain nombre de ces portions : ainsi le gouverneur en avait 5, le second dans le conseil 3, le général 3, les 10 conseillers et les connels 2; 3 lieutenants-colonels, le chapelain et les 14 plus anciens marchands, chacun les 3/4 d'une part; 13 facteurs, 4 lieutenants-colonels, 4 premiers chirurgiens à la présidence, 2 premiers chirurgiens à l'armée, 1 secrétaire du conseil, 1 sous-comptable, 1 secrétaire interprète pour le persan, chacun 1 1/3 de part. Le fonds social, divisé en autant d'actions qu'il y avait de parts de bénéfices, devait être fourni par les actionnaires, chacun fournissant une portion du capital proportionnée à la part du bénéfice à laquelle il avait droit. Les bénéfices de la première année furent fort considérables : lord Clive toucha pour sa part 21,179 livres sterling; M. Summer, qui venait après lui dans le conseil, 12,607; les conseillers 8,000, etc. A la vue de ce résultat, le comité, jugeant convenable d'élever les droits de la Compagnie, les porta de 35 à 50 p. 100. D'un autre côté, Clive, dans ses voyages dans l'intérieur du pays, avait remarqué l'inconvénient de l'emploi des Anglais dans les

fonctions subalternes de ce commerce, et il fit confier ces fonctions à des indigènes.

Dans le gouvernement intérieur et dans l'armée un grand nombre d'abus réclamaient toute l'attention de Clive. Les membres du conseil ne s'assujettissaient plus à la résidence. Plusieurs se faisaient donner des emplois de chefs de factoreries d'où découlait un double abus ; d'abord le titre de conseiller leur était un bouclier derrière lequel se cachaient ou pouvaient se cacher beaucoup d'abus d'autorité ; d'un autre côté, ce titre de conseiller leur valait un salaire plus considérable qu'on ne l'eût accordé à de jeunes marchands. Le nombre des conseillers, de douze qu'il était précédemment, avait été porté à seize, afin de pouvoir fournir des remplaçants à ceux qui s'absentaient. D'autres inconvénients plus graves encore avaient leur source dans les grandes fortunes réalisées au Bengale dans ces dernières années. Leurs propriétaires s'étaient empressés d'en aller jouir en Angleterre; il en résultait pour la présidence la nécessité de confier un grand nombre d'emplois les plus importants à des jeunes gens sans expérience, accessibles à la corruption, vice général de l'époque. Le comité ne trouvait pas, à cette époque, sur la longue liste des marchands junior, trois ou quatre noms qu'il jugeât convenable de recommander à l'attention des directeurs pour un poste plus élevé. Clive, d'accord avec le comité, prit à cet égard deux mesures hardies : la première fut de forcer les

conseillers à résidence, la seconde de faire venir à Calcutta des employés de Madras, qu'il superposa à ceux du Bengale. Ce dernier expédient excita dans tous les rangs des employés une fermentation générale. Ils montrèrent leur mécontentement par tous les moyens, sous toutes les formes. Ils prirent entre autres l'engagement réciproque de n'accepter du gouverneur aucune invitation à dîner. « Tout puéril qu'est le fait, écrit-il à la cour des directeurs, il n'en montre pas moins jusqu'à quel point l'insubordination est parvenue.» Quand Clive écrivait ces lignes, il eût été plaisant qu'une anecdote de sa première jeunesse vînt se présenter à son esprit. Peu de temps après son arrivée à Madras, Clive donna quelques sujets de plainte à son chef immédiat, qui s'en plaignit au gouverneur ; le gouverneur ordonna des excuses, dont le jeune homme s'acquitta d'assez mauvaise grâce. Peu de temps après, le chef de Clive, croyant toute irritation passée et voulant cimenter la paix, l'invita à dîner : « Non, monsieur, répondit-il, le gouverneur ne m'a par ordonné de dîner avec vous. »

A ces institutions Clive en avait joint une autre qui pouvait être féconde en résultats utiles. Jaffier, qui mourut pendant le séjour de Clive en Angleterre, n'oublia pas à ses derniers moments l'homme qui avait fait sa grandeur et sa fortune : il lui laissa un legs de 70,000 livres sterling, qu'il chargea sa femme d'acquitter. La veuve du nabob envoya en conséquence à Clive un billet signé d'elle de

la valeur de cette somme. Ce dernier pouvait le recevoir, l'acceptation d'un legs n'était pas comprise dans les formules du nouveau serment, où les employés s'engageaient à ne pas recevoir de présents; il préféra donner à cette somme une plus noble destination. Il déclara au conseil sa résolution de déposer le montant de ce legs dans les caisses de la trésorerie, afin d'en constituer un fonds dont les intérêts seraient applicables, sous forme de pensions, aux officiers et sous-officiers de la Compagnie obligés de quitter le service par suite de blessures ou de maladies, ou bien à leurs veuves, lorsque celles-ci se trouveraient dans de désastreuses circonstances. Le conseil, reconnaissant unanimement que l'acceptation d'un legs n'était pas prohibée par les nouveaux serments, loua beaucoup une donation aussi généreuse que bien placée. Cette transaction n'échappa pourtant pas à toute critique : le legs de Meer-Jaffier avait eu lieu pendant la traversée de Clive aux Indes, en février 1765; on prétendit qu'il ne provenait pas de Jaffier, mais de son fils, qu'en conséquence il avait tout le caractère d'un présent. A Londres, des doutes s'élevèrent dans l'esprit de plusieurs sur la légalité de son acceptation. La cour des directeurs consulta plusieurs avocats, mais ces derniers trouvèrent incontestable le droit de Clive. En conséquence, la cour des directeurs fut unanime dans sa résolution : « Que sa seigneurie avait plein pouvoir pour accepter ledit legs ou donation;

qu'elle ne pouvait qu'approuver hautement la générosité de sa seigneurie qui donnait un emploi si charitable à ces cinq lacs de roupies; qu'en conséquence elle acceptait le dépôt de ces fonds, et donnerait les ordres nécessaires pour que la chose fût faite dans la forme légale et régulière. « Les ennemis de Clive continuaient à prétendre que cet argent n'était qu'un don du nabob, déguisé sous forme de legs; mais quand cela serait, le noble emploi qu'il en fit n'en légitimerait pas moins l'acceptation.

La réforme des dépenses de l'armée, qui avaient monté à un taux exagéré dont Clive dut s'occuper, devint la source de grandes difficultés. La Compagnie avait jugé convenable d'accorder aux officiers un supplément de solde pendant la durée des premières campagnes : on appelait cette indemnité *batta*, mot emprunté à la langue du pays. Après la bataille de Plassey, Meer-Jaffier, jaloux de se procurer la faveur des Anglais, augmenta du double cette indemnité, il leur donna double *batta*. Le nabob avait assigné à cette dépense le revenu de quelques districts. Mais la cour des directeurs, ne voulant pas continuer dans l'avenir une mesure aussi dispendieuse, envoya les ordres les plus positifs pour la suppression du double *batta*. Plusieurs fois ces instructions furent répétées; il arriva chaque fois que les circonstances au milieu desquelles elles furent reçues, empêchèrent le conseil et le gouverneur de les mettre à exécution. La paix, alors éta-

blie, parut à Clive un moment favorable pour mettre cette mesure en exécution : en conséquence le double *batta* fut déclaré aboli, à compter du premier janvier 1766, par ordre du comité de gouvernement. Les troupes cantonnées à Allahabad, en raison de leur éloignement de Calcutta, furent considérées comme sur le pied de guerre, et seules exceptées. L'armée était alors divisée en trois brigades : la première commandée par le lieutenant-colonel sir R. Fletcher, à Monghir ; la seconde sous le colonel Smith, à Allahabad ; la troisième sous le colonel sir Robert Barker, à Bankipore. Au jour indiqué, en dépit des remontrances et des murmures d'un grand nombre d'officiers, la réduction ordonnée eut lieu. Mais de fréquents conciliabules s'ensuivirent : les officiers convinrent entre eux de donner leur démission en masse, à un certain jour désigné ; ils s'engagèrent par serment, sous peine d'un dédit de 500 livres, à ne pas accepter de commission à moins que le double *batta* ne leur fût rendu ; à sauver, ou du moins à tenter de sauver, au péril de leur vie, tout officier condamné pour le fait de ces résolutions par une cour martiale. Des souscriptions furent ouvertes en plusieurs endroits, pour indemniser ceux qui pourraient éprouver de plus grands dommages dans l'exécution de l'entreprise. Les employés du service civil participèrent en grand nombre à ces souscriptions. L'apparition sur les frontières d'un corps d'armée de 50 à 60,000 Mahrattes inspirait pleine confiance

aux officiers pour la réussite de leurs projets; ils pensaient que la Compagnie aurait à ce moment un trop pressant besoin de leurs services pour ne pas accepter les conditions qu'il leur plairait d'imposer.

En mars 1766, rien n'avait encore transpiré de ces projets, bien que le plus grand nombre des officiers de l'armée y participât. Clive et le général Carnac partirent à cette époque de Calcutta, pour régulariser la perception des revenus de Moorshadabad et de Patna pour l'année suivante. A Moorshadabad, Clive reçut, par l'intermédiaire du comité de Calcutta, des doléances, des réclamations des officiers de la troisième brigade au sujet de la réduction du double batta; elles étaient signées par 9 capitaines, 12 lieutenants et 20 enseignes. Clive refusa de recevoir les réclamations, parce qu'elles n'avaient pas passé entre les mains du colonel, sir Robert Barker. Le 1er juin était le jour fixé pour le renvoi des démissions; mais un enseigne, Davis (troisième brigade), ayant refusé de livrer sa commission, une querelle s'ensuivit entre cet officier et le capitaine Duff, qui voulait le contraindre à la donner. Cet incident provoqua quelques recherches des officiers supérieurs sur le motif d'une querelle qu'ils ne pouvaient s'expliquer; le complot fut découvert; ce que voyant les officiers, ils se décidèrent à avancer d'un mois le jour fixé pour l'exécution de leurs projets. Le 1er mai fut substitué au 1er juin pour le renvoi des commissions. Le 15 avril, une lettre portant pour signature *Batta*

complet fut adressée au capitaine Carnac, alors employé auprès de Clive : on lui communiquait le plan adopté, en le sommant d'envoyer sa commission. Cette lettre fut communiquée à Clive, qui demeura convaincu que la conspiration était générale. Il comprit qu'un tel esprit devait être étouffé dès sa naissance, à moins de se résigner à voir le gouvernement de la province passer dans les mains des soldats. Par ses ordres, les officiers et les cadets des troupes de la résidence de Madras qui n'étaient pas rigoureusement nécessaires pour le service furent embarqués pour Calcutta. Clive écrit en même temps aux commandants des trois brigades : il leur annonce sa ferme résolution de ne pas céder aux réclamations des officiers, et leur prescrit d'en instruire ces derniers. Barker, commandant la troisième brigade, fit arrêter le capitaine Duff, le capitaine Barker et quelques autres qu'il supposait avoir pris le plus de part au complot, et les envoya sous bonne escorte à Calcutta. Clive enjoint à Barker de redoubler de sévérité; il lui donne l'ordre de faire arrêter tous les officiers susceptibles de passer en conseil de guerre pour mutinerie : « Les meneurs, dit Clive, doivent subir le plus fort châtiment que la loi martiale permette d'infliger, autrement c'en est fait de l'armée et de la Compagnie des Indes. » Il écrit dans le même sens au colonel sir Robert Fletcher et au colonel Smith. Le 4 mai, de nouvelles représentations sont adressées à Fletcher par 42 officiers qui

se plaignent de la réduction du double batta et renvoient leurs commissions, lui faisant part en même temps de l'intention où ils sont de continuer leur service jusqu'au 15 du mois. Les officiers de la troisième brigade avaient informé Barker de leur résolution de résigner leurs commissions le 1er mai; Barker fait de vains efforts pour les en dissuader: ils répondent que, engagés d'honneur avec les officiers des autres brigades, ils ne peuvent reculer. Le 1er mai, les démissions arrivent en effet à sir Robert; il les leur renvoie, et ne voulant pas employer toute la sévérité de la loi, se contente d'arrêter quatre d'entre eux, qu'il envoie à Calcutta.

Des souscriptions sont ouvertes à Calcutta en faveur des officiers. Elles montent rapidement, à cette époque, à 16,000 livres sterling (400,000 francs). La nouvelle de l'apparition des Mahrattes, au nombre de 60,000 hommes, sous les ordres de Balajee-Row, se fortifiait tous les jours; on apprend de plus que les officiers en rébellion ont envoyé des émissaires à Madras pour engager les officiers de cette résidence, au nom de leur fraternité d'armes, à refuser de venir les remplacer. Clive, abandonnant en toute hâte Moorshedabad, revient à Calcutta; il envoie çà et là, dans toutes les directions, avec mission de faire des efforts pour calmer les esprits, les officiers en petit nombre qui lui sont demeurés fidèles; il intercepte les lettres adressées à Madras. Les officiers persistent dans leur résolution; Clive est inébranlable dans la sienne de mourir plutôt que de cé-

der. Le 8 mai (1766), il écrivait à sir Robert Barker : « Où s'arrêteront des hommes assez abandonnés de tout sentiment d'honneur pour persévérer de la sorte dans des actes de désordre et de mutinerie? L'histoire fournit peu d'exemples de ce qui se passe autour de nous. Quant à moi, il faudra que je sente sur ma poitrine les baïonnettes du soldat avant que je leur cède; et, si je cède alors, ce sera moins pour mon propre salut que pour le salut temporaire des intérêts de la Compagnie : je dis *salut temporaire*, car nous devons regarder le Bengale comme menacé du plus extrême danger si nous en sommes réduits à la nécessité de subordonner le pouvoir civil à des hommes dont la conduite portera en Angleterre l'étonnement et l'effroi (1). » Le conseil, sous l'inspiration de Clive, accepta toutes les démissions données, puis s'adressa aux marchands, leur offrant des grades dans l'armée; mais, parmi ces derniers, deux seulement acceptèrent; les autres appuyaient en secret les officiers rebelles.

Le colonel Smith transmit de nouveau à la présidence la nouvelle de l'arrivée des Mahrattes. Dans sa réponse, Clive l'engage à faire ses efforts pour nouer des négociations soit avec les Mahrattes, soit avec les princes voisins, mais à n'entrer sous aucun prétexte, pour aucun motif, en arrangement avec les mécontents. Ce brave officier, s'attendant à être

(1) Malcolm, t. III, p. 15.

attaqué d'un moment à l'autre, se trouvait dans une situation de plus en plus difficile. Les officiers de sa brigade, bien qu'ils n'eussent pas les mêmes sujets de plaintes, faisaient cause commune avec les autres par esprit de corps. Le 6, ils lui avaient formellement signifié leur résolution de quitter le service, le plus grand nombre sur-le-champ, d'autres à compter du 1er juin. Le colonel ordonne aux premiers de se rendre sur-le-champ à Calcutta, aux seconds il dit qu'il ne tient qu'à eux de suivre ceux-ci sur-le-champ; à tous il fait observer que c'est aux troupes indigènes qu'il appartiendra de sauver l'armée et le Bengale, mais que la honte en rejaillira sur ceux-là seuls qui l'auront méritée. Les officiers s'écrient qu'il attaque leur honneur : Smith répond que l'honneur d'un militaire consiste à demeurer à son poste, à obéir à ses chefs; il élève la voix, répète l'ordre à ceux qui ont résigné sur-le-champ leur commission de sortir aussitôt du camp, de se mettre en route pour Calcutta. Les officiers en garnison à Allahabad imitent l'exemple de ceux du camp, et déclarent leur intention de partir pour Calcutta le 20 mai; ils se conduisent, en attendant, d'une manière tellement désordonnée, que le colonel Smith prend le parti de s'assurer de leurs personnes. Craignant de n'être pas obéi des soldats européens, il envoie chercher au camp un bataillon de vieux Cipayes sur lesquels il croyait pouvoir compter. Six des officiers les plus mutins sont envoyés à Calcutta, les autres font des

excuses sur leur conduite. Pendant ce temps, le départ de la moitié des officiers mécontents avait aussi permis de rétablir quelque tranquillité dans le camp. Clive se mit en route pour Monghir. Quelques officiers dévoués l'avaient précédé, s'efforçant de faire sentir aux mutins l'énormité de leur conduite, leur reprochant leur ingratitude à l'égard d'un homme qui avait fait à l'armée un don de 60,000 livres sterling. Les officiers répondent que sir Robert Fletcher ne leur a jamais fait connaître ce bienfait de Clive. Ils se prétendent dans l'impossibilité de se rétracter. Ils ajoutent que sir Robert Fletcher est lui-même, jusqu'à un certain point, l'auteur et l'instigateur de leur plan de résistance; qu'en tous cas il l'a connu dans l'origine. Le 13 mai, les soldats européens, jusque là paisibles spectateurs de toutes ces scènes, prennent les armes à Monghir et se montrent disposés à soutenir leurs officiers; à la tête des Cipayes, le major Smith parvient à rétablir l'ordre, mais non sans difficulté. Cependant les soldats s'étonnent de voir sir Robert Fletcher leur enjoindre d'obéir : selon eux, le bruit a couru dans leurs rangs que lui-même devait les diriger dans leur révolte pour le double batta. Clive, arrivé à Monghir, s'étonne et s'indigne de la conduite de Flechter; toutefois il dissimule l'impression qu'il en reçoit. Ayant fait réunir les soldats, il les harangue, leur peint sous des couleurs odieuses, déshonorantes, la conduite de leurs officiers; il les exhorte à l'obéissance,

leur rappelle sa donation à l'armée, les prend tour à tour par la crainte, la reconnaissance, le sentiment du devoir ; il termine en promettant double paie pour les mois de mai et juin. Les mêmes scènes se renouvellent à Bankipore, toutefois avec moins de désordre et de violence : là, les officiers avaient provisoirement continué leurs fonctions en plus grand nombre, et il n'y eut pas d'apparence de sédition ouverte. Clive arriva le 20 ; il rétablit ces officiers dans leurs fonctions, bien qu'ils les eussent déjà résignées.

Les principaux meneurs du complot ayant été arrêtés pendant qu'ils s'acheminaient sur Calcutta, on prépara tout pour leur mise en jugement. Le repentir de ce qu'ils avaient fait, l'humiliation d'avoir échoué, commençaient à se faire sentir à quelques uns ; d'ailleurs cette union, qui faisait leur force, était brisée ; chacun d'eux comprenait sa propre faiblesse. Plusieurs redemandaient leurs commissions, et Clive les leur remit, se bornant à faire contracter à ceux-ci un engagement de trois ans. D'autres durent se rendre en Angleterre : deux d'entre eux refusèrent d'obéir, se barricadèrent dans leurs maisons, y soutinrent un siége, et furent embarqués de force. Le capitaine Stainforth et le lieutenant Vertu, convaincus d'un complot d'assassinat contre Clive, furent condamnés à la dégradation ; le sous-secrétaire du conseil, accusé de connivence avec les révoltés, fut renvoyé du service de la Compagnie, ainsi qu'un autre employé

se trouvant dans le même cas. La situation desir Robert Fletcher était singulière : après avoir montré beaucoup d'activité à soumettre les séditieux, il fut prouvé qu'il avait trempé dans le complot. Devant la cour martiale, il se défendit par deux raisons non moins étranges que toute sa conduite : il dit qu'il avait été bien aise de profiter de cette occasion pour faire renvoyer, sous prétexte de complot, des officiers dont la conduite était fort mauvaise; il dit encore que s'il avait paru entrer dans le complot, c'était pour obtenir une connaissance plus complète des projets des officiers, et les déjouer plus sûrement. La cour martiale n'admit pas ces excuses : Fletcher fut déclaré coupable de complot, destitué, et renvoyé du service (1). La sédition apaisée, Clive se montra tout aussi débonnaire à l'égard des coupables qu'il s'était montré sévère et inflexible pour les réprimer. Il acheva ainsi d'éteindre jusqu'au souvenir d'un événement qui avait fait courir les plus grands dangers aux établissements du Bengale. Forts de leur grand nombre et de leur union, les officiers n'avaient pas douté un moment de faire la loi à la Compagnie; confiance en leurs propres forces qui, suivant toute probabilité, les fit échouer et sauva le gouvernement : s'ils avaient pressenti la résistance qui se présenta, ils se seraient sans doute

(1) En 1775, nous retrouvons sir Robert Flechter commandant en chef des troupes anglaises à Madras.

assurés de la coopération, pour eux facile à obtenir, des soldats européens et des Cipayes; en ce cas, c'était toute une révolution qui eût menacé l'Inde. Mais Clive s'était trouvé là dans une des circonstances qui allaient au mieux à son génie : il avait de la hardiesse, de la souplesse d'esprit, un sang-froid imperturbable, un caractère auquel toute crainte était inconnue. De plus, il avait compris que tout était à jamais perdu si la présidence cédait une seule fois aux prétentions d'hommes armés.

En ce moment, libre des soins qui l'avaient préoccupé jusque là, Clive songea à la conclusion d'un nouvel arrangement financier avec le nabob. Najeeb-al-Dowlah étant mort le 8 mai, fut remplacé par son jeune frère Sieff-al-Dowlah, c'est-à-dire que le nom de nabob, depuis long-temps séparé de la réalité du pouvoir, passa à ce dernier. L'administration des trois provinces fut confiée à Mahomet-Reza-Khan, Doolub-Ram et Jugget-Seit, sous des conditions stipulées par la Compagnie, agréées par eux et le nabob. L'action du prince se trouva ainsi resserrée dans des limites fort étroites; la présidence visait, avant tout, à soustraire l'administration à l'influence de la cour corrompue qui l'entourait. Dès ce moment, il était facile de voir que la Compagnie et le nabob ne pouvaient plus vivre dans l'indépendance l'un de l'autre; le moment commençait à se montrer, dans un avenir rapproché, où la Compagnie devait anéantir le peu

de pouvoir qui restait attaché au nom de ce dernier. Clive ne pouvait pas se le dissimuler; toutefois il jugeait convenable de maintenir encore les anciennes formes du gouvernement. Au lieu de se laisser aller à la puérile ambition de renverser le nabob, il voulait continuer à couvrir de son nom, du souvenir de son ancienne puissance, la réalité du pouvoir actuel de la Compagnie. Le nabob aurait ainsi formé comme une sorte de corps intermédiaire entre la Compagnie et les indigènes, qui amortissait leur contact réciproque. A cette époque, Clive résumait ainsi son idée : «Il n'est qu'une seule manière de conserver la sécurité de notre commerce, et même la possession de notre territoire; elle consiste à nous trouver toujours en mesure de dominer, d'effrayer le nabob; et en même temps de le défendre cependant contre ses ennemis.» Dans ce but, qu'il ne tarda pas à atteindre d'une manière complète, il représenta au jeune nabob la grande dépense rendue nécessaire par l'armée qu'il devait tenir sur pied; il lui énuméra, en les exagérant, les sommes considérables dues par le nabob à la Compagnie, comme indemnité des pertes éprouvées par celle-ci pendant la guerre; il parla du tribut annuel dû à l'empereur, etc., etc. Le nabob, effrayé de la difficulté de se procurer tant d'argent, se trouva fort soulagé quand Clive lui en donna le moyen : ce moyen consistait à livrer ses revenus à la Compagnie, à charge à elle de faire face à toutes ces dépenses et de lui fournir

50 lacs de roupies pour ses dépenses personnelles. Cette proposition parut admirable à ce dernier; il s'émerveilla de la générosité de Clive, qui d'une main lui rendait quelques miettes de ce qu'il lui prenait de l'autre. Mahomet-Rheza-Khan, doué d'une grande disposition à la défiance, témoigna le désir de rester chargé du paiement de la cavalerie et des Cipayes; on le lui accorda, mais ce ne fut que pour peu de temps. Clive voulait encore qu'en dehors des 50 lacs réservés pour le nabob, des dotations fussent accordées pour le Begum, le Chuta-nabob, enfin pour le frère et les neveux du nabob. Cette mesure lui paraissait équitable; elle était en même temps d'une bonne politique, en ce qu'elle ne pouvait manquer d'imposer silence aux plaintes qui, sans cela, n'auraient pas manqué de s'élever de toutes parts sur l'avidité des Anglais. Au reste, quoique la somme allouée au nabob fût considérable, elle n'en était pas moins inférieure à ses dépenses; elle ne pouvait donc lui profiter dans le cas où il eût voulu essayer de se rendre indépendant de la Compagnie. Mais il est juste de dire, à l'honneur de Clive, que, dans la lettre au conseil où il rendait compte de cette transaction, il disait : « Je crois que nous sommes engagés sur l'honneur à soutenir l'éclat de la situation du nabob, autant que cela peut être compatible avec les intérêts de la Compagnie. » Quant au jeune nabob, après la conclusion de l'arrangement et avant sa signature, on l'entendit s'écrier plusieurs fois en

sautant de joie : « Dieu soit loué ! je vais donc avoir autant de jolies danseuses que j'en voudrai ! »

La seconde année de la société pour le monopole du sel commença en septembre 1766 ; mais à l'époque même de ses premières opérations, arrivèrent des instructions des directeurs défendant plus formellement que jamais le commerce intérieur : « Nous sommes pleinement convaincus, disait la cour, que ces innovations et le trafic illégal fait dans l'intérieur ont été la cause de tout le sang répandu, des massacres et des désordres qui ont signalé ces dernières années. Nous ne pouvons nous faire à l'idée de voir le renouvellement et la continuation de choses semblables, sous une autre forme ou sous un prétexte quelconque. Aucun moyen n'existe, selon nous, de prévenir ces résultats que nous avons déjà vus. » A ces raisons données par les directeurs au comité spécial pour l'abolition du monopole, il faut en ajouter une autre qui n'était pas de nature à être énoncée. Ils craignaient que les bénéfices considérables faits par les principaux fonctionnaires n'engageassent les propriétaires à réclamer une augmentation de dividende, augmentation qu'ils ne jugeaient pas convenable d'accorder dans l'état présent des affaires. Clive, dangereusement malade et au lit depuis long-temps, se trouva tout-à-coup jeté dans de grands embarras par cette décision de la cour des directeurs. C'était au moyen de cette exploitation du commerce du sel qu'il s'était flatté de concilier les intérêts de la Compa-

gnie, les siens, et les instructions de la cour des directeurs. Il était en effet parvenu à rétablir l'ordre, la régularité, la subordination dans le service; à supprimer tout gain, tout profit illégal venant des présents; mais il n'avait pu réussir à cela qu'en offrant, comme compensation, à ceux qui se trouvaient victimes de ces réformes, des bénéfices sur le sel : et maintenant il fallait supprimer ce bénéfice. D'un autre côté, les affaires de la société étaient déjà fort avancées. Clive et le comité du gouvernement prirent le parti d'en prolonger l'existence jusqu'au 1er septembre 1767. D'ailleurs la vente du sel subit, cette seconde année, une modification favorable aux indigènes. L'année précédente, des agents anglais avaient été chargés de l'aller vendre dans l'intérieur; cette année, il fut vendu aux indigènes sur le marché de Calcutta, et transporté par ceux-ci sur les autres marchés. L'année suivante, le monopole du sel fut définitivement aboli. Mais à peine ce commerce fut-il déclaré libre, qu'il arriva absolument le contraire de ce qu'on avait prévu. La société avait un intérêt direct à empêcher qu'aucun acte de violence et d'oppression ne fût exercé dans ses marchés sur les indigènes; elle était composée d'hommes puissants dans le gouvernement, qui avaient le moyen de leur accorder cette protection. D'un autre côté, cette société excluait du commerce du sel un grand nombre de riches Européens. Après son abolition, ceux-ci s'en emparèrent sur-le-champ, tant en leur

nom qu'en celui des indigènes; ils exclurent le plus grand nombre de ces derniers, et maintinrent le prix du sel à des taux exorbitants. Dans ce cas, la liberté amena de fait pour les habitants du Bengale un monopole oppressif et ruineux; le monopole créé par Clive, au contraire, à peu près tous les avantages ordinairement cherchés par la concurrence et la liberté. Nouvel exemple de l'impossibilité de juger indépendamment de l'expérience les résultats d'une mesure politique ou commerciale quelconque.

La création de ce monopole fut une des mesures qui fut le plus reprochée à Clive. Il est vrai qu'il y avait fait d'immenses bénéfices : avant sa création, il avait acheté une grande quantité de sel qu'il revendit à la société instituée pour faire ce commerce; puis, comme membre de cette société, il participa à ses bénéfices. Certes, ce n'est pas à cette époque de l'histoire de cette partie du monde qu'il est à propos de chercher des exemples de désintéressement; toutefois, comme dans la situation de Clive les moyens de gagner autant d'argent qu'il en voudrait étaient absolument à son choix, s'il créa ce monopole, nous devons supposer que ce fut principalement en vue des avantages politiques qu'il en attendait. C'était chose impossible, en effet, d'abolir le commerce intérieur et la réception des présents sans offrir en place, aux employés de la Compagnie, quelque dédommagement, quelque compensation Or il atteignit ce but par la création

du monopole. Le mot ne doit pas toujours suffire pour faire condamner la chose. Clive, qui créait le monopole du sel, et la cour qui l'abolissait, poursuivaient en définitive le même objet, par des moyens différents ; c'est-à-dire l'abolition du commerce intérieur, la grande, la véritable plaie de cette époque. Dans un but analogue, celui d'empêcher l'intérêt particulier de prévaloir sur l'intérêt public, Clive se proposa de défendre à l'avenir aux gouverneurs tout commerce quelconque, même extérieur ; il disait au comité, le 19 septembre : « Là où se trouvent des revenus immenses, où le pouvoir et l'autorité se sont tellement agrandis, où les yeux de la justice et de l'équité ne doivent jamais se fermer, un gouverneur ne peut être préoccupé d'affaires particulières ; il faut qu'il soit affranchi de toute préoccupation d'intérêt personnel ; il faut que son jugement ne soit jamais influencé par son intérêt. » Clive proposait, en conséquence, que le gouverneur reçût à l'avenir 1 1/8 p. 100 sur le revenu public ; qu'en revanche, il se liât, par un serment solonnel, à ne jamais profiter, ni directement, ni indirectement, d'un avantage quelconque comme gouverneur du Bengale ; et qu'une amende 150,000 livres sterling fût prononcée contre lui dans le cas où il violerait cette promesse. Le comité goûta cette proposition, et la formule du serment qui dut être imposé à l'avenir au gouverneur fut aussitôt rédigée.

Tout le pouvoir judiciaire, civil et militaire était

dès lors passé dans les mains de la Compagnie. Le nabob, ainsi réduit, ne paraissait à beaucoup d'esprits qu'une superfétation inutile, une sorte de contre-sens. Beaucoup d'esprits impatients étaient dès lors d'avis d'effacer ce contre-sens, de supprimer ce double gouvernement dont les rouages menaçaient de s'enchevêtrer les uns dans les autres; ils voulaient que la Compagnie se déclarât hardiment subahdar de Bengale, Bahar et Orissa, ce qu'elle était déjà en réalité. Clive, souvent ardent et emporté, mais chez qui le calme d'esprit dominait dans les circonstances importantes, ne se laissait point aller à ces impatiences; il disait au comité : « Le premier point sur lequel j'appellerai votre attention, c'est la forme du gouvernement. Il est bien visible que, depuis l'acquisition de la dewanie, le pouvoir qui précédemment appartenait au nabob est passé tout entier dans les mains de la Compagnie; rien ne reste au nabob que le nom et l'ombre de l'autorité : mais ce nom et cette ombre, il est indispensable que nous paraissions les respecter. Sous la sanction, sous le nom du subahdar, il nous est facile de repousser toute entreprise dirigée contre nous par une puissance étrangère, sans que nous ayons, pour ainsi dire, l'air de nous en mêler; de même, tous les sujets de plainte que nous pourrons avoir contre des étrangers ne pourront manquer d'être écoutés et accueillis. Il est donc à propos qu'on sache toujours qu'il y a un subahdar; il est à propos que l'on croie que, quoique

les revenus du pays appartiennent à la Compagnie, l'administration territoriale n'en est pas moins demeurée dans les mains de l'ancienne autorité. Appointer les employés de la Compagnie à l'office de collecteurs, là où les choses peuvent être aussi bien faites à notre profit par le nabob, sous notre influence, serait jeter le masque et proclamer hautement la Compagnie souveraine. Les nations étrangères en prendraient immédiatement ombrage, des plaintes portées par elles à la cour d'Angleterre pourraient avoir des conséquences très embarrassantes, etc. » Clive croyait donc nécessaire de raffermir le pouvoir des Anglais avant de l'étendre; le gouvernement des trois provinces dans les mains de la Compagnie, mais sous le nom du nabob, était ce qu'il croyait le plus convenable à l'époque. Cet esprit si entreprenant se montrait alors plein de calme et de modération.

La tâche de Clive avait été rude. Il écrivait, le 6 mai 1766, à M. Palk, gouverneur de Madras : « Pensez-vous que l'histoire fournisse un autre exemple d'un homme ayant 40,000 livres sterling de rente, une femme, une famille, un père, une mère, des frères et des sœurs, et abandonnant sa patrie et toutes les jouissances de la vie pour prendre la charge d'un gouvernement aussi corrompu, aussi insensé, aussi dénué que l'est celui-ci de tout principe de raison et d'honneur? » Malgré ce moment de découragement, l'activité d'esprit de Clive, la noble ambition d'achever ce qu'il avait com-

mencé, d'assurer sa conquête sur des fondements durables, l'avaient porté à persévérer; toutefois sa santé délabrée ne lui permit pas de lutter plus longtemps contre les influences du climat. Atteint d'une fièvre bilieuse, pour laquelle l'air du Bengale était mortel, il se décida à retourner en Angleterre. Il présida le comité pour la dernière fois, le 16 janvier 1767, en remplit les vacances et lui laissa quelques instructions écrites. Dans ces instructions, il lui recommandait de ne pas pressurer les tenanciers des terres pour augmenter les revenus, puisque ces revenus étaient suffisants pour les dépenses de l'état de paix. Il lui enjoignait encore de rappeler rigoureusement à la résidence les employés de la Compagnie et les libres marchands qui, malgré des défenses répétées, se trouvaient pourtant engagés dans le commerce intérieur. « Jusqu'à ce que cela soit fait, disait-il, les indigènes ne peuvent vraiment pas se considérer comme les maîtres soit de leurs terres, soit de leurs autres propriétés. »

Clive terminait de la sorte : « Il est d'usage de faire des ordonnances et règlements, et de considérer dès-lors la besogne comme faite; mais y a-t-il quelque chose de déjà fait si ces ordonnances ne sont point appliquées? Aucun ordre ne sera jamais suivi, aucune ordonnance ne portera ses fruits, si vous ne faites de sévères exemples de ceux qui désobéissent. Sur ce point, je vois avec quelque satisfaction ce qui se passe au Bengale : les employés de

la Compagnie sont maintenant rappelés au sentiment de leurs devoirs. Continuez à tenir aussi serrées les rênes du gouvernement ; dans le cas contraire les affaires ne tarderaient pas à reprendre leur ancienne direction, l'anarchie et la confusion prévaudraient de nouveau, et, prenant des forces dans cette nouvelle victoire, rendraient impossible dans l'avenir toute amélioration de gouvernement. Réfléchissez donc aux mesures vraiment hardies que nous avons prises de concert, et aux heureuses conséquences qu'elles ont produites. La désobéissance aux autorités locales est le premier pas vers la sédition ; si elle se manifeste, n'ayez recours à aucune mesure palliative, toujours insuffisantes, mais à des mesures efficaces et sévères. Songez que, dans ce cas, toute condescendance, toute complaisance de votre part ne servirait qu'à amener des attaques plus directes, qui deviendraient de jour en jour plus violentes, et que vous ne pourrez bientôt plus repousser. Une grande partie de notre temps a été employée à corriger des abus ; cette tâche importante a été remplie avec zèle, fermeté, désintéressement ; nous avons eu le bonheur de voir nos efforts couronnés de succès. Je laisse ce pays en paix, l'armée disciplinée, l'administration civile régularisée ; il ne dépend que de vous seuls que tout cela continue dans l'avenir : vous êtes habiles, vous êtes intègres, qu'il ne soit pas dit que ce soit par la résolution que vous péchez. Je le répète, vous ne devez jamais cesser d'exiger la plus complète obéis-

sance à tous vos ordres; suspendez de ses fonctions, renvoyez du service quiconque oserait tenter de disputer votre autorité. Que si vous déviez des principes suivant lesquels vous avez agi jusqu'à présent et suivant lesquels vous devez vous conduire à l'avenir; que si, pour tout dire en un mot, vous ne faites pas l'usage convenable du pouvoir dont je vous laisse investis, la faute en retombera sur vous, non sur moi, car dès à présent je proteste. » Nous aimons à citer Clive : les hommes célèbres ne sont jamais mieux peints que dans leurs propres paroles, et il en est de même des grandes choses qu'ils ont exécutées. A la fin du mois, Clive s'embarqua pour l'Angleterre. Sa seconde administration, moins brillante que la première, n'avait pas été moins féconde en résultats utiles et glorieux. Il avait retenu le faisceau gouvernemental prêt à se briser de toutes parts. Il avait établi l'ordre au milieu de la plus épouvantable anarchie; il avait raffermi le pouvoir anglais alors chancelant et prêt à s'écrouler.

Peu après la sédition militaire dont nous avons parlé, Clive s'était rendu à Chuprah, où se trouvaient l'empereur, le visir et des députés des chefs mahrattes. Le visir exprima de nouveau toute sa satisfaction du traité conclu avec la Compagnie; il s'était hâté de se libérer de ce qu'il devait encore. L'empereur n'avait cessé de solliciter Clive de marcher sur Delhi, pour l'aider à remonter sur le trône de ses ancêtres; il eut recours aux prières, aux sol-

licitations pour en obtenir du secours; il avait, de plus, formé un engagement avec les Mahrattes, qui s'étaient assemblés à Corah, comptant sur la coopération des Anglais dont il les avait bercés. Mais ceux-ci, loin d'avoir quelque intention de seconder les vues de l'empereur, avaient, au contraire, de grandes appréhensions au sujet de son alliance avec les Mahrattes. Clive fit donc tous ses efforts pour persuader à l'empereur de renoncer à ses projets d'ambition; toutefois, peu de temps après le départ de ce dernier, l'attention du comité fut de nouveau appelée de ce côté. Dans le mois de mars, le bruit se répandit tout-à-coup que Shah-Abdallah se trouvait en plaine marche sur Delhi; le conseil résolut, sans hésitation de soutenir l'empereur et le visir. Mêlés comme ils l'étaient alors aux intérêts politiques des États indigènes, les Anglais ne pouvaient demeurer spectateurs indifférents d'un événement de ce genre. Leur intervention était alors d'autant plus nécessaire, que toute leur influence fut à peine suffisante pour détourner l'empereur d'une soumission intempestive. Mais après quelques contestations avec les Seïcks, dont il ravagea quelques provinces, Shah-Abdallah retourna dans ses propres Etats. Une expédition fut alors entreprise, pour tirer parti des préparatifs commencés, pour la restauration du rajah de Népaul dépossédé par son voisin le rajah de Churka. Le Népaul faisait un commerce considérable avec la province de Berar; son voisinage de la province de

Bettee promettait une grande augmentation de commerce pour l'avenir, et tous ces avantages étaient détruits par l'invasion actuelle; d'ailleurs le succès de l'expédition paraissait immanquable, dernier point sur lequel les prévisions du comité furent trompées. L'entrée du Népaul entouré de montagnes élevées n'était possible que par un petit nombre de défilés étroits et dangereux. Les Anglais éprouvèrent de nombreuses difficultés dès le commencement de leur marche : le commandant de l'expédition se trouva trop faible pour hasarder l'entreprise; il rétrograda, et demanda des renforts. La présidence fut violemment irritée de ce mauvais succès; mais, obligée d'envoyer en ce moment au secours de Madras tout ce qui lui restait de troupes disponibles, elle prit le parti de rappeler immédiatement le détachement destiné à agir contre le Népaul. En ce moment, Madras se trouvait effectivement engagé dans une guerre dangereuse avec Hyder-Ali, adversaire déjà redoutable qui devait le devenir davantage encore.

Après le départ de Bussy, Nizam-Ali n'avait pas tardé à se ressaisir d'un pouvoir dont il lui était facile de se servir pour détrôner son frère. Habitué depuis long-temps à mettre sa force et sa confiance dans les Français, ce dernier s'était cru perdu du moment qu'il les avait vus s'éloigner. Il descendit effectivement du trône peu de jours après leur départ, pour entrer dans la prison qui lui était ouverte par la clémence de son frère, mais où le suivit la

fatalité de son étoile. Dans ce traité de 1763, qui termina la guerre entre la France et l'Angleterre, Salabut-Jung, quoique détrôné depuis un assez long espace de temps, n'en était pas moins appelé (probablement par inadvertance du rédacteur) subahdar du Deccan. Ce titre donné à son frère parut à Nizam-Ali une protestation contre la légitimité de son pouvoir; et comme ce traité le délivrait, par l'abandon du Carnatique de la part de la France, de la crainte qu'il avait eue jusqu'alors de la restauration du pouvoir des Français dans le Deccan, il fit aussitôt mettre à mort Salabut-Jung. Etrange destinée que celle d'un souverain de l'Inde assassiné par une faute de rédaction d'un copiste de Paris! Nizam-Ali, ainsi resté sans rival subahdar du Deccan, entra dans le Carnatique en 1765, à la tête d'une nombreuse armée: il pilla, ravagea, incendia tout ce qui se trouvait sur son passage, trouvant en quelque sorte le moyen de surpasser les excès et les cruautés ordinaires des guerres de l'Inde. Les Anglais, et leur nabob Mahomet-Ali, entrèrent aussitôt en campagne. Les deux armées se trouvèrent en présence dans les environs de la pagode de Cripetty. Mais Nizam-Ali ne voulait pas combattre, ou pour mieux dire, il n'était pas en état de le faire, le manque de vivres et surtout d'eau potable décimait son armée: il prit le parti de décamper au plus vite, et fit 40 milles en un jour pour évacuer le Carnatique par la voie de Colastria et de Nelore.

Clive, en se rendant au Bengale, au moment où il toucha à Madras, avait sollicité de l'empereur un firman qui le mît en possession des quatre provinces maritimes connues sous le nom de circars du nord. L'ascendant toujours croissant des Anglais dans l'Inde ne permettait pas que cette demande fût refusée. Ce firman, émané d'une autorité tombée en ruines, n'en conférait pas moins une sorte de droit légal à ceux qui l'avaient obtenu. Ces circars comme toutes les autres provinces indoues, étaient adminstrés par des rentiers, à la charge à eux de payer annuellement une certaine somme au subahdar; de ceux-ci les uns étaient nouvellement nommés, les autres d'anciens polygards du pays. Un député du subahdar gouvernait la province au nom de ce dernier. Mais l'autorité de ce dernier avait été annulée par le départ des Français, soutiens du subahdar. Les Anglais étaient devenus réellement les maîtres des forts et forteresses qu'ils occupaient; de leur côté, les anciens polygards et les rajahs nouvellement nommés avaient profité de la circonstance pour acquérir une sorte d'indépendance. Au temps de sa querelle avec Bussy, Salabut-Jung avait offert ces quatre provinces à Mahomet-Ali; en ce moment, Nizam-Ali les offrait encore aux Anglais, à la seule condition qu'un secours lui serait fourni par ces derniers contre Hyder et les Mahrattes. Ces circars, qui touchaient à la fois à leur territoire du Bengale et à celui du Carnatique, étaient une possession fort avantageuse

pour la Compagnie. Aussi, dès que le firman fut obtenu, le général Caillaud se mit en route pour en aller prendre possession, à la tête des troupes du Carnatique. Les rajahs et les polygards firent peu de résistance et Nizam-Ali était en ce moment occupé à repousser une invasion des Mahrattes. Comme nous venons de le dire, il ne tenait guère à ces provinces; il n'en fut pas moins irrité de l'invasion des Anglais, et fit tout aussitôt ses dispositions pour aller attaquer ceux-ci, non dans les circars, mais au centre même de leurs possessions, dans le Carnatique. La présidence, alors sans troupes, sans argent, s'effraya de cette invasion inattendue; elle donna l'ordre au général Caillaud d'entrer immédiatement en négociation pour la paix, le laissant parfaitement maître d'en fixer les conditions. Caillaud, en conséquence de ces instructions, conclut un traité le 12 novembre 1766 : le nabob cédait à la Compagnie les cinq circars de Rajamundry, Ellore, Mustaphanagur, Siccacole et Murtezanagur. En revanche, la Compagnie s'engageait à payer 5 lacs pour les trois premiers, 4 pour les deux derniers, aussitôt qu'il lui auraient été livrés, à tenir à la disposition du subahdar un corps de troupes auxiliaires. Elle lui fit en outre, à la conclusion du traité, un présent de 5 lacs de roupies, qu'elle eut soin à la vérité de faire payer par Mahomet-Ali. Dépouillé de ses possessions, le subahdar le fut aussi, peu après, du Carnatique; un firman de l'em-

pereur le détacha de la vice-royauté du Deccan, et ne releva plus que du trône impérial; Mahomet-Ali devint ainsi l'égal du subahdar, de vassal qu'il était naguère. Clive, avec plus d'ambition encore pour lui, avait projeté de le faire nommer subahdar du Deccan. Mais Mahomet, fatigué de la longue et pénible lutte qui avait rempli sa vie, s'effraya de la difficulté d'une semblable entreprise : «Le Deccan est trop grand pour moi,» répétait-il souvent à Clive qui se montrait étonné, surpris de cette modération.

Aussitôt le traité conclu, le nizam marcha contre Hyder avec le corps de troupes auxiliaires que ce traité lui avait assuré. Le général Caillaud, pendant les négociations, avait été informé de ce projet du subahdar, mais il ne fut point un obstacle à leur conclusion; loin de là, les Anglais commençaient à sentir la nécessité de se mettre en garde contre les ambitieux projets de Hyder et d'en combattre l'exécution. A Madras, on n'avait rien su de lui depuis le mois de juillet, où le bruit s'était répandu qu'il sollicitait de Nizam-Ali un sunnud pour la prise de possession du Carnatique. Après avoir quitté la côte de Malabar, il passa par Seringapatam et prit position avec son armée à Coimbatoor et dans les environs de Caroor; mais il envoyait en même temps à Madras un de ses officiers, chargé d'exprimer à la présidence son désir de vivre en bonne intelligence avec elle. Le conseil voulant profiter de ces bonnes dispositions, envoya un

émissaire auprès de Hyder; toutefois aucune conférence n'eut lieu, et la présidence continua à nourrir de sérieuses appréhensions de ce côté. Par toutes ces raisons, les Anglais se prêtèrent sans difficulté au projet de Nizam d'attaquer Hyder; ils résolurent même de l'assister avec une force suffisante pour mettre hors de doute le succès de l'entreprise. La présidence de Bombay, avertie de ces résolutions, dut, de son côté, se mettre en mesure; il y avait lieu d'attendre encore une diversion favorable de la part de quelques petits princes de la côte de Malabar, qui devaient se hâter de profiter de cette occasion pour rentrer en possession de leurs territoires récemment conquis par Hyder. Le colonel Smith, qui commandait le corps de troupes anglaises laissé au service du subahdar, lui proposa de se mettre aussitôt en marche pour les bords de la Kistna; il lui donnait l'assurance d'être promptement rejoint par les troupes anglaises. Nizam-Ali se mit effectivement en campagne. Mais non seulement la mésintelligence ne tarda pas à éclater entre lui et le commandant des troupes anglaises; mais, de plus, il se mit à négocier en même temps, d'un côté avec Hyder, de l'autre avec les Mahrattes. La négociation avec Hyder ne marcha d'abord qu'avec lenteur : le subahdar demandait une somme d'argent considérable, comme prix de sa renonciation à l'alliance des Anglais; et Hyder faisait quelques difficultés sur la quotité de cette somme. Tous deux

tombèrent enfin d'accord, et alors le subahdar, peu de semaines après la conclusion de son traité avec les Anglais, entra tout-à-coup en ennemi dans le Carnatique. Il marcha d'abord sur Bangalore, de là sur Oopatavady, et le 20 juillet opéra sa jonction avec les Mysoréens. La présidence, étonnée de cette brusque révolution, plaça à la tête de toutes ses troupes le colonel Smith, demanda du secours au Bengale et à Bombay, et se disposa aux plus grands efforts. Elle comprit combien ce nouvel ennemi devait être dangereux. Le conseil, en rendant compte de ses mesures à la cour des directeurs, disait : « Ce ne sont pas seulement les dispositions ambitieuses et turbulentes de Hyder que nous avons maintenant à redouter; mais il se pourrait que dans une autre guerre, à l'aide de circonstances favorables, il donnât son appui aux Français pour les aider à rétablir leurs affaires, ce qui serait on ne peut plus fâcheux pour vos possessions sur la côte. Hyder a de l'argent pour payer des troupes que les Français peuvent assembler aux îles; on dit qu'il a déjà fait des propositions à ce sujet au roi de France et à la Compagnie des Indes françaises. » D'un autre côté, la promptitude avec laquelle les Anglais s'étaient unis au subahdar pour sa ruine avait exaspéré Hyder. Il avait de plus à leur reprocher une récente invasion de son territoire; sous prétexte que Barahmal avait appartenu à Mahomet-Ali, dans la réalité parce que cette ville dominait une des passes du Carnatique,

ces derniers avaient récemment essayé de s'en emparer.

Le colonel Smith, dès qu'il eut des soupçons de la défection du subahdar, s'en était séparé. Mahomet-Ali instruit de la trahison du nizam, avait vivement engagé la présidence à l'attaquer avant avant qu'il se fût réuni aux Mysoréens : cet avis fut négligé. Le colonel Smith, dans sa marche sur Changamal, fut attaqué par les forces réunies des nouveaux alliés. Cette attaque fut vigoureusement conduite par Hyder : on le vit plusieurs fois charger les lignes anglaises à la tête de sa cavalerie; elle dura plus d'une heure, mais échoua devant le bon ordre que Smith sut maintenir dans sa petite troupe. Toutefois, en raison de l'infériorité de ses forces, Smith se vit dans l'obligation de battre en retraite; il marcha trente-six heures sans s'arrêter et sans prendre de nourriture, pour gagner Trinomaly; il s'enferma dans ce fort, d'où il put voir l'armée mysoréenne ravager à loisir, par le fer et le feu, les campagnes d'alentour. A la vue de ce spectacle, et quoique son infériorité numérique lui imposât la loi d'une grande prudence, Smith sortit de Trinomaly, prit d'abord position sous les murailles mêmes du fort, puis s'avança vers le nord, à 15 milles environ. Hyder, maître de la campagne, détacha 5,000 chevaux, qui, sous les ordres de son fils Tippoo-Sahëb, atteignirent jusqu'aux murailles de Madras. La place était presque sans défense : les continuels renforts envoyés par la présidence à

l'armée avaient tellement réduit la garnison, qu'il avait fallu abandonner les postes avancés et se contenter d'occuper le fort et la Ville-Noire; encore s'était-on trouvé dans l'obligation d'armer les employés civils de la Compagnie, sans exception. Au moment où les troupes de Hyder se présentèrent dans les faubourgs, le président et les membres du conseil étaient à leurs maisons de campagne. La ville, surprise, n'était pas en état de faire la moindre résistance. Si les Mysoréens avaient profité de la circonstance, les principaux chefs anglais seraient tombés tous à la fois dans leurs mains. Loin de là, elles s'amusèrent au pillage et laissèrent à la garnison le temps de faire quelques préparatifs de défense. Pendant ce temps, Hyder avait tenté une nouvelle attaque sur les Anglais à Trinomaly; il fut repoussé de nouveau, et Tippoo-Sahēb abandonna Madras, désormais en mesure de se défendre, pour marcher au secours de son père. La saison des pluies étant survenue, les armées belligérantes rentrèrent dans leurs cantonnements; elles s'occupèrent des préparatifs de la campagne suivante. Le subahdar employa ce temps à ouvrir des négociations avec les Anglais; elles n'avaient encore amené aucun résultat lorsque, la saison des pluies ayant cessé, Smith et Hyder-Ali reprirent la campagne.

Hyder s'empara de Vanumbaddy et mit le siége devant Amboor, poste qu'il était fort important pour les Anglais de conserver. Smith se hâta de

marcher au secours de cette forteresse. À son approche, Hyder abandonna cette tentative, et se retira en toute hâte sur Caverypatnam, où il se trouvait à l'abri de toute attaque; mais ayant appris qu'un convoi considérable était en marche pour le camp anglais, il sortit de ses lignes pour l'intercepter. Instruit de ce mouvement, Smith tombe à l'improviste sur les Mysoréens, à la tête de deux compagnies de grenadiers cipayes et de quelques cavaliers; le reste de ses troupes ne tarde pas à le rejoindre. Surpris à son tour et défait, Hyder se retire d'abord à Tingra-Cottah, puis à Bangalore, laissant des garnisons dans tous les forts; bientôt il perd coup sur coup deux postes importants, Daraporam et Covrapatam : la route de Hyderabad demeure alors ouverte aux Anglais. Ces défaites successives ébranlent la fidélité de Nizam envers son nouvel allié, et il fait connaître aux Anglais son désir de traiter. Cette fois, les négociations aboutissent à un traité entre le subahdar, les Anglais et le nabob : c'était en février 1768. Le subahdar confirmait la donation du grand Mogol au nabob, et cédait les circars à la Compagnie. Celle-ci s'engageait à payer une rente annuelle de 5 lacs de roupies, sur lesquels les frais de la guerre devaient être retenus sur le pied de 3 lacs par an. La rente de 5 lacs de roupies fut stipulée comme un témoignage de la bonne amitié qui s'établissait entre la Compagnie et le subahdar, nullement comme un tribut légalement dû à ce dernier pour la posses-

sion des circars. Dans ce traité, Hyder recevait de Nizam les qualifications de rebelle et d'usurpateur. Il accordait encore aux Anglais le gouvernement ou l'administration fiscale du Carnatique Balagant, province alors possédée par Hyder, sous la condition d'une rente de 7 lacs au subahdar, et du chout des Mahrattes. De leur côté, les Anglais s'engagaient à mettre à la disposition de Nizam deux bataillons de Cipayes et 6 pièces d'artillerie. Dès le commencement de la négociation, Nizam-Ali avait peu à peu éloigné ses troupes de celles de Hyder, et il acheva de s'en séparer aussitôt qu'elle fut terminée.

La présidence de Bombay, aussitôt qu'elle apprit les événements du Carnatique, voulut y faire diversion. Elle mit sur pied un corps expéditionnaire de 500 Européens et 800 Cipayes, dont le commandement fut confié au major Godwin; elle se proposait d'attaquer Hyder dans ses nouvelles conquêtes de la côte de Malabar. La présidence de Madras continua de son côté les hostilités; dès le mois de février (1768), le fort de Testnaherry fut investi par le colonel Smith; il ne capitula que le 2 mai : le colonel Wood s'empara d'un poste fortifié donnant accès dans le Coimbatore. Quatre autres forts situés entre Velore et Bangalore ne tardèrent pas à ouvrir leurs portes; ces revers momentanés ne découragèrent nullement Hyder : un traité récemment conclu entre lui et la France ajoutait à sa confiance; en vertu de ce traité, 30 compagnies

d'infanterie, de 100 hommes chacune, étaient alors organisées aux îles de France et Bourbon, et devaient le rejoindre incessamment. Toutefois Hyder n'était point éloigné d'entrer en négociations ; la paix lui était nécessaire pour affermir son pouvoir dans des conquêtes récemment faites ; la présidence de Madras, dominée d'un côté par l'idée d'arrêter le plus promptement possible les progrès des Mysoréens, encouragée de l'autre côté par les succès du colonel Smith, se déterminait au contraire à poursuivre la guerre avec vigueur. Elle voulait essayer de prendre pied dans le Mysore avant la saison des pluies. Le manque d'argent apportait néanmoins de nombreux obstacles à l'exécution des projets ambitieux de la présidence; ainsi l'armée anglaise se trouvait privée de corps de cavalerie auxiliaires, absolument indispensable pour le genre de guerre qu'elle était au moment d'entreprendre. D'un autre côté, les secours qu'il était possible d'attendre du Bengale, devaient être fort limités, soit en hommes, soit en argent; enhardis par leurs succès précédents, les Anglais firent néanmoins une vigoureuse tentative sur Bangalore. Cette place, d'une grande importance par elle-même, l'était davantage encore en ce moment; le bruit se répandait que Nizam-Ali, chancelant dans sa fidélité aux Anglais, était en communication avec les Mahrattes. De son côté, Hyder n'avait pas cessé d'être en communication avec le Nizam. L'expédition fut pourtant abandonnée, par suite de nouvelles reçues de Bombay : l'en-

treprise exécutée par cette présidence n'avait point eu tout le succès qu'elle en attendait : le corps expéditionnaire s'empara bien, dès le mois de mai, des villes d'Onore et de Mangalore; mais les rajahs, qu'on croyait devoir se soulecer facilement, demeurèrent fidèles à Hyder; il en fut de même des Mahrattes. Le colonel Smith et le colonel Wood, à la tête de leurs corps réunis, essayèrent alors de contraindre Hyder au combat; il leur échappa par une retraite rapide, se porta sur Malavagal qu'il surprit et dont il s'empara. Le colonel Wood essaya de le reprendre, mais Hyder-Ali y jeta un corps de troupes fraîches et prit position dans les environs de la ville. Ces diverses manœuvres ayant mis en présence les deux armées, une action s'engagea à onze heures du matin, et se prolongea jusqu'au coucher du soleil; d'ailleurs la victoire demeura indécise.

Ces avantages récents n'ôtaient pas à Hyder le désir de la paix; il aurait voulu pouvoir s'occuper avant tout de l'administration intérieure de ses États. Les Anglais, à bout d'argent, éprouvaient les plus grandes difficultés à tenir la campagne. Des négociations furent ouvertes; comme on ne put s'entendre, elles furent brusquement rompues. Hyder, se remettant en campagne, recouvra, par la rapidité de ses manœuvres, les districts récemment conquis par les Anglais. Sa nombreuse cavalerie lui donnait un avantage immense sur des adversaires qui s'en trouvaient presque totalement dépourvus; il

put ravager à loisir la province de Tritchinopoly et celles du midi, les parcourir en tous sens, les couvrir de troupes; pendant ce temps, les Anglais devaient se borner à en occuper çà et là quelques points isolés. Dans cet embarras, la présidence négocia avec le rajah de Tanjore le service d'un corps de cavalerie; Hyder, se portant inopinément sur la frontière du Carnatique avec une partie de ses troupes, arrêta la marche de ce corps auxiliaire. Il menaça le rajah de Tanjore de sa vengeance, et l'obligea, pour en détourner les effets, à lui fournir des vivres, à payer une forte somme d'argent. Mahomet-Ali promettait bien et depuis long-temps un corps de cavalerie de 4,000 chevaux que le mauvais état de ses affaires l'empêchait toujours de mettre sur pied. Madras elle-même, à cette époque, Madras sans cesse menacée par la cavalerie de Hyder, pouvait être surprise d'un moment à l'autre; heureusement qu'un secours d'argent arriva en ce moment du Bengale; la présidence se hâta de faire élever quelques fortifications qui mirent la ville à l'abri d'un coup de main, sinon d'une attaque régulière. Au reste c'était la nature du génie de Hyder de faire marcher de front, avec la même activité, les menées diplomatiques et les entreprises guerrières. Il n'avait jamais cessé, au plus fort de la guerre, d'être en négociations avec les Anglais : et, depuis le 12 février, une correspondance fort active existait entre lui et le major Fitz Gerald, chargé par la présidence de suivre cette

affaire. Plus tard le capitaine Brooke lui fut envoyé pour conférer sur ce même sujet. Hyder le persuada facilement de son sincère désir de la paix; sur le témoignage de celui-ci, le conseil de Madras partagea la même conviction, et, en conséquence, proposa une trève de quarante jours. Hyder n'en voulut accorder que douze.

D'un autre côté, en correspondance avec les Français alors occupés de relever les fortifications de Pondichéry, il écrivait à M. Law : « Il y a bien long-temps que vous ne m'avez donné des nouvelles de votre santé et de ce qui se passe chez vous en Europe. En raison de l'amitié qui existe entre la Compagnie française, les officiers du roi et moi-même, je serai toujours heureux d'entendre parler de vous et de l'accroissement de votre pouvoir. Le bruit des victoires remportées, avec la volonté de Dieu, par les troupes mysoréennes, a sans doute été jusqu'à vous; vous avez sans doute entendu parler des défaites des Anglais et de mes excursions triomphantes dans les provinces de Tritchinopoly, d'Arcot, et bien d'autres encore. En ce moment, mes armées victorieuses sont en pleine marche sur Madras. Envoyez-moi une personne de distinction qui soit à même de me donner des informations sur ce qui se passe soit dans votre pays, soit ailleurs; en attendant, continuez à me donner vous-même des renseignements sur les affaires de l'Europe, la situation commerciale des ports de mer de l'Angleterre, la disposition de leurs chefs. Par Shah-Mahomet,

un de mes serviteurs que je vous envoie, vous serez de nouveau assuré de mon amitié. Que puis-je faire de plus? » Ne se bornant pas à ces communications écrites, Hyder s'approcha deux fois de Pondichéry pour avoir des conférences avec les Français.

De là, au moyen d'une série de mouvements habilement calculés, Hyder attira l'armée anglaise à une distance assez considérable de Madras; alors il abandonna tout-à-coup son armée, se mit à la tête de 6,000 cavaliers d'élite, fit 120 milles en trois jours, et se montra inopinément sous les murs de cette ville. Le fort aurait pu tenir jusqu'à l'arrivée du colonel Smith, mais les maisons de campagne, les faubourgs, la ville Noire elle-même se trouvèrent à la discrétion de l'ennemi. Cette apparition à laquelle la présidence était bien loin de songer, la frappa de consternation. Du haut des remparts du fort, les membres du conseil virent la cavalerie mysoréenne répandue dans la plaine et venant caracoler jusqu'à l'entrée des faubourgs; Hyder était de sa personne aux environs du mont Saint-Thomas. La journée se passa, pour les habitants de Madras, dans une grande anxiété. Sur les dix heures du soir, un messager se présenta de la part de Hyder : il apportait une lettre où ce dernier, s'en référant aux négociations déjà commencées, expliquait tous ses mouvements militaires comme le résultat de ces négociations, exécutés pour se mettre en mesure de les suivre plus facilement; à l'enten-

dre il n'était en quelque sorte venu sous les murs de Madras que dans le but d'éviter un déplacement aux diplomates anglais. Il écrivait : « Après l'arrivée de M. Andrews et le commencement de la négociation pour la paix, aussi bien en parole que par écrit, un moyen se présenta d'établir la bonne amitié entre nous. En conséquence, je vous adressai, par un chamelier, une lettre le 13 mars : c'était une réponse à une lettre que vous-même m'aviez précédemment écrite. Je campai à Balepore; mais le colonel Smith marchant sur moi avec l'intention de m'attaquer, je me trouvai dans la nécessité de me mettre en mouvement. C'est précisément alors que je reçus, par le même messager, votre réponse à ma lettre : vous me donniez avis de l'intention où vous étiez de m'envoyer de nouveau M. Andrews le lendemain. En attendant son arrivée, je campai à huit ou dix milles de Cuddalore. Il ne m'était pas difficile de piller et de ravager cet endroit; toutefois je m'en abstins, en raison de la bonne amitié qui commençait à exister entre nous, et parce que cela aurait nui à la sécurité qui doit exister dans les ports de mer. Cependant M. Andrews différait son arrivée; le colonel Smith se montrait à trois ou quatre milles de mon armée, manifestant, comme précédemment, l'intention de m'attaquer : il me fallut décamper immédiatement. Enfin, me voilà venu jusqu'au mont Saint-Thomas, dans le seul but d'établir pour l'avenir une paix durable. La considération que j'ai pour notre ami-

tié, l'échange de lettres qui a eu lieu entre nous, m'ont fait éviter d'en venir aux mains avec le colonel. La même raison m'a empêché de brûler les villages et de m'emparer des bestiaux des contrées par où j'ai passé, choses sur lesquelles j'ai donné les ordres les plus sévères à mon armée. Maintenant, je vous écris ceci dans le but de vous prier de m'envoyer M. Dupré, qui est un sage sirdar et un de vos conseillers, avec qui d'ailleurs je suis en correspondance depuis long-temps : à lui j'expliquerai toute ma pensée au sujet d'une longue paix et d'une bonne amitié à établir entre nous. Après m'avoir bien compris, il retournera vers vous, répéter ce que j'aurai dit, et dès lors seront jetés les fondements de cette paix durable que nous devons également désirer les uns et les autres. S'il se passe du temps avant qu'elle soit établie, la faute n'en sera pas à moi. J'espère donc que vous m'enverrez ce député aussitôt que possible. N'ayez aucune appréhension à son égard, envoyez-le avec un cœur sans défiance. Pour de plus amples détails par rapport à mon amitié, je vous renvoie audit messager. Puisse votre prospérité toujours durer et grandir ! » Le lendemain M. Dupré se rendit effectivement auprès de Hyder, auprès duquel il demeura toute la journée. La conférence aboutit à un traité portant sur ces deux bases principales : Restitution des conquêtes réciproques, ce qui comprenait la cession à Hyder d'un petit district récemment détaché du royaume de Mysore ; alliance

défensive entre Hyder et les Anglais. Ce traité fut agréé et signé par les deux parties le 3 avril 1769.

La conduite de la guerre avec Hyder avait excité de grands mécontentements parmi les propriétaires de la Compagnie ; la conclusion du traité devait en produire de plus vifs encore. La cour des directeurs accusa les membres du conseil de Madras de faiblesse, d'irrésolution, d'incapacité ; elle lui reprocha, à ce sujet, d'avoir donné aux indigènes l'opinion qu'il leur sera dorénavant permis d'insulter et de braver impunément la Compagnie ; et en cela la cour du directeur se montrait par trop sévère. La présence de Hyder sous les murs ou aux environs de Madras avait mis la présidence dans une situation vraiment critique : le fort aurait pu tenir sans doute jusqu'à l'arrivée du colonel Smith, mais rien ne pouvait empêcher la cavalerie légère de Hyder de piller, en attendant, les faubourgs et la ville même de Madras. La restitution des conquêtes mutuelles n'était point une condition désavantageuse aux Anglais ; la promesse d'un secours mutuel dans les guerres défensives des deux parties tendait, à la vérité, à mettre plus tard de nouvelles affaires sur les bras à la Compagnie. D'ailleurs, cet article s'accordait à merveille avec le système politique qui lui avait si bien réussi jusqu'à ce moment, celui de s'immiscer le plus possible dans les affaires des états indigènes. S'il y a lieu de s'étonner, c'est au contraire que Hyder, maître presque absolu des conditions de la paix,

ne les ait pas faites plus rudes. Mais Hyder était à la tête d'un royaume récemment formé de conquêtes successives ; ce n'était pas trop de tous ses soins, de toute son attention, de toutes ses forces, pour tenir uni cet assemblage de pièces diverses. Or Hyder n'avait pas seulement les qualités du soldat ; demeuré inculte, ne sachant ni lire ni écrire, il n'en avait pas moins celles de l'administrateur et de l'homme d'État. Son ambition était immense, mais il savait l'enchaîner à propos.

Si la Compagnie et Hyder se fussent trouvés seuls en présence, les choses eussent marché plus vite encore. Hyder désirait sincèrement la paix avec les Anglais ; il comprenait combien il eût été avantageux pour lui de s'appuyer sur une puissance européenne, ce qui eût achevé de rendre sa prépondérance incontestable parmi les nations indigènes ; mais, d'un autre côté, Hyder en voulait aux possessions du nabob : or, la Compagnie ne pouvait conserver de neutralité entre ces deux rivaux ; le nabob, malgré sa faiblesse et son incapacité, n'en était pas moins le souverain légal, légitime, reconnu du Carnatique. Après la conclusion du traité sous les murs de Madras, se prévalant de cette situation il voulut continuer la guerre contre Hyder pour son propre compte ; le désir d'étendre ses possessions, une pleine confiance dans l'arrivée d'un secours journellement annoncé du Bengale l'encourageait à ce parti ; une haine invétérée contre Hyder achevait de l'y pousser, de l'entraîner,

Quand il parlait de celui-ci, c'était en l'appelant Hyder-Naigue, en signe de mépris ; il lui refusait le titre de nabob. Usant de réciprocité, Hyder ne l'appelait jamais que Mahomet-Ali tout court, ou bien joignait à son nom quelque épithète outrageante. D'ailleurs, tout en s'abstenant de signer au traité, le nabob ne s'opposait nullement à ce que les troupes de la Compagnie fussent licenciées : c'était avec ses propres ressources qu'il prétendait défendre le Carnatique, résolution qui donnait de grandes appréhensions à la Compagnie. Depuis une vingtaine d'années, le Carnatique, théâtre d'une guerre continuelle, n'avait cessé d'être en proie au pillage et à la dévastation. Les revenus étaient tout-à-fait au-dessous des dépenses présumées de la guerre ; enfin l'armée du nabob était elle-même fort inférieure en nombre et en discipline à celle de Hyder-Ali. Il y avait donc tout lieu de croire que la continuation de la guerre tournerait presqu'inévitablement à l'avantage de ce dernier.

La présidence fit donc tous ses efforts pour inspirer au nabob des dispositions plus pacifiques ; elle lui parla de la longue amitié qui les unissait, de la promesse de celle-ci de le soutenir, du tort incalculable qu'elle éprouverait si le Carnatique venait à tomber en d'autres mains, événement dont elle lui montrait la possibilité. Elle lui fit comprendre que cette nouvelle guerre pouvait se prolonger au-delà de toutes prévisions. Le nabob, ébranlé, fut obligé de se rendre, mais non sans

une répugnance manifeste. A la vérité, d'autres motifs que ceux déjà annoncés, qu'il ne disait pas et ne pouvait pas dire, le poussaient encore à la guerre. Le désir de se délivrer de la tutelle des Anglais en agissant indépendamment d'eux, la crainte de voir ceux-ci établir dans le Carnatique un système de gouvernement analogue à celui du Bengale; c'étaient là au fond les véritables causes de ses velléités belliqueuses. Le jour était sans doute bien éloigné, et devait n'arriver jamais, où, libéré de sa dette à l'égard de la Compagnie, il serait en droit de lui redemander le gage territorial dont elle était nantie; mais il aimait à devancer ce jour par la pensée. Délivré de cet embarras, au moins momentanément, le conseil se hâta d'en rendre compte aux directeurs : il demandait, en cas que les mêmes circonstances dussent se reproduire dans l'avenir, s'il était convenable de laisser le nabob agir à sa guise, ou de l'en empêcher. C'était demander, au fond, lequel, de la Compagnie ou du nabob, il était à propos de considérer comme le véritable souverain du Carnatique; et, en effet, la question commençait à devenir dès lors assez indécise. Les possessions du nabob étaient évaluées à un revenu de 70 à 80 lacs de roupies, celles de la Compagnie ne s'élevaient qu'à une valeur de 35 à 40; mais le nabob était débiteur de la Compagnie pour une forte somme; d'un autre côté, si les troupes de la Compagnie étaient moins nombreuses que celles du nabob, elles l'emportaient de beaucoup par la

valeur et la discipline. Le moment n'était donc pas éloigné où cette question de la souveraineté de fait ne pouvait manquer d'être nettement posée.

Dès le mois de mars, le corps expéditionnaire de Bombay s'était emparé, comme nous l'avons dit, de Mangalore et d'Onore; le 9 mai, la nouvelle se répandit, dans la première de ces villes, que Hyder, à la tête d'une partie de son armée, avait été vu dans les environs. Bientôt, des remparts de Mangalore, on vit effectivement les troupes mysoréennes se déployer sur le sommet des hauteurs voisines de la ville : ce corps d'armée consistait en 8,000 fantassins, 4,000 chevaux, quelques pièces d'artillerie, et un assez grand nombre d'éléphants. Un comité composé du major Gowiner, de Watson, commandant des forces maritimes, et de M. Sibbald, depuis long-temps résident de la Compagnie à Onore, était chargé de la conduite de l'expédition. Ce comité ne crut pas tenable la place de Mangalore; il n'osa pas attaquer l'ennemi, dont la position était très forte; en conséquence il fit ses préparatifs pour battre en retraite, et ce mouvement s'exécuta avec tant de désordre et de précipitation, que les malades et les blessés furent abandonnés. Il fallait s'embarquer. Hyder, qui surveillait les mouvements des Anglais, les attaqua dans ce moment et les mit en déroute, après leur avoir tué 3 officiers, 84 Européens, et tué ou blessé 172 Cipayes. Le conseil de Bombay, mécontent et irrité de cette défaite, convoqua immédiatement

une cour martiale, devant laquelle furent traduits les officiers qui avaient commandé dans cette occasion. Les principaux chefs d'accusation étaient l'abandon de Mangalore, et surtout celui des malades et des blessés. Plusieurs d'entre eux furent dégradés et renvoyés du service. Cependant, comme le traité conclu entre Hyder et Madras ne concernait pas Bombay, Hyder fit des ouvertures au conseil de cette présidence. Deux membres du conseil ayant été désignés pour suivre ces négociations, au bout de peu de jours un traité fut conclu : par ce traité la Compagnie acquit le droit de bâtir un fort à Onore; d'acheter seule le poivre dans toute l'étendue de la domination de Hyder, auquel elle s'engageait à le payer en canons, mousquets, salpêtre, plomb et poudre à canon, et à tirer de Mangalore tout le riz dont elle avait besoin. Enfin, Hyder et la Compagnie s'engageaient réciproquement à ne jamais donner aide ou secours d'aucune sorte à leurs ennemis mutuels.

Les employés de la Compagnie avaient un intérêt d'amour-propre à faire à la cour des directeurs les rapports les plus flatteurs sur l'état de leurs affaires dans l'Inde. D'un autre côté, l'importance des événements dont ce pays avait été le théâtre, son éloignement, les grandes fortunes qu'en avaient rapportées un petit nombre d'individus, enfin le goût naturel du merveilleux, enflammaient les imaginations des propriétaires des fonds de la Compagnie. Sous l'influence de ces impressions, ils élevèrent

en 1766 leur dividende de 6 à 10 p. 100. La masse de la nation partageant les mêmes idées, les fonds de la Compagnie montèrent rapidement : ils s'élevèrent jusqu'à 263, ce qui fit que les propriétaires sollicitèrent avec plus d'instance que précédemment un nouvel accroissement de dividende. Les directeurs se défendirent aussi long-temps qu'ils purent contre cette nouvelle prétention : en ce moment même, ils étaient obligés d'emprunter de l'argent à de forts intérêts. Malgré leur résistance, l'assemblée des propriétaires n'en vota pas moins, pour l'année 1767, un dividende de 12 1/2 p. 100, mesure qui éveilla enfin l'attention du public, du ministère et du parlement. Le ministère la condamna, et le parlement nomma une commission pour s'enquérir des affaires de l'Inde. La première question dont cette Compagnie dût s'occuper fut de déterminer les rapports qui devaient exister entre le gouvernement général du pays, c'est-à-dire entre l'État, et les contrées conquises dans l'Inde; en d'autres termes, à qui en appartiendrait la souveraineté, de l'État, ou de la Compagnie. Les uns (adversaires de la Compagnie) disaient : C'est une maxime sage, ancienne, irrécusable, que la souveraineté d'aucun pays ne saurait appartenir à des sujets, à des particuliers, mais seulement à une nation; les plus fortes considérations d'intérêt, d'ordre, même de morale publique, viennent à l'appui du principe. Les autres (partisans de la Compagnie) en appelaient à la sainteté du droit

de propriété considéré dans toute son étendue, dans toute sa généralité, disant que ce droit sacré ne devait jamais être menacé dans aucune circonstance, quelque impérieuse qu'elle fût, sous aucun prétexte, quelque spécieux qu'il pût paraître. Cependant ceux-ci reculaient devant les dernières conséquences de ce raisonnement : ils prétendaient alors que la souveraineté ou la propriété des territoires n'était pas à la Compagnie, mais bien au grand Mogol, de qui celle-ci ne faisait que les affermer. Pour le moment, ces questions ardues furent laissées à l'écart ; seulement un acte du parlement intervint, qui décida qu'à compter du 24 juin 1767, les dividendes seraient votés au scrutin par la cour générale des propriétaires convoquée à cet effet ; que ce dividende ne pourrait être élevé au-dessus de 10 p. 100 avant l'ouverture de la prochaine session du parlement. Le même acte du parlement imposait une taxe de 400,000 livres sterling à la Compagnie en raison de ses propriétés dans l'Inde. La résolution des propriétaires par rapport au dividende de 12 p. 100 se trouva ainsi annulée. Le parlement établit nettement son droit de contrôle et d'administration des affaires de la Compagnie ; et enfin il trancha, sinon explicitement, du moins de fait, la question de souveraineté : imposer, en effet, les provinces de l'Inde possédées par la Compagnie, c'était les assimiler aux autres provinces de l'Angleterre.

Des hommes modérés, probes, sans ambition,

d'abord M. Verelts, puis M. Cartier, avaient succédé à Clive. D'un autre côté, la faiblesse du gouvernement de Suja-Dowhlah, des querelles intérieures qui occupaient les Mahrattes, assurèrent pendant quelques années la plus profonde tranquillité au Bengale. Il était naturel de penser que la situation financière de la Compagnie allait s'améliorer. Au contraire, des difficultés sans nombre ne tardèrent pas à se manifester : le manque de lois protectrices pour les individus, l'absence d'une autorité assez puissante pour se faire obéir et respecter, tout cela créait la confusion, l'anarchie parmi les Anglais. L'enfance de l'industrie ne permettait aucun développement de la richesse publique. Les impôts mis sur le peuple par des hommes séparés par mille barrières de langage, de mœurs et de religion de ceux qu'il s'agissait d'imposer, affranchis eux-mêmes de tout contrôle en raison de l'éloignement de leurs mandataires; les impôts, disons-nous, achevaient de combler la misère du pays, sans être d'un fort grand bénéfice à la Compagnie. Sous les apparences de richesses dont elle brillait, l'Inde avait toujours été fort pauvre; l'argent ne se trouvait que dans un petit nombre de mains, mais c'était précisément ce petit nombre qui se trouvait en contact avec les Anglais; ceux-ci en concluaient à tort à la masse totale de la population. Dans cette persuasion, ils achevaient de la ruiner, en voulant en tirer plus qu'elle ne pouvait donner.

Par toutes ces raisons la plus extrême détresse

commença dès 1768 à se faire sentir, non seulement parmi les indigènes, mais aussi parmi les employés de la Compagnie. Les appointements de ces derniers, à cette époque fort médiocres, n'avaient point été augmentés depuis la suppression des présents et du commerce intérieur. L'or et l'argent devenaient d'une rareté extrême sur le marché. Pour venir au secours de ses employés, la Compagnie, au milieu de tous ces embarras, eut recours au moyen suivant. Une taxe de 2 1/2 p. 100 fut mise sur le revenu net des douanes, et le produit en fut divisé en cent parts égales, qui furent partagées comme il suit : trente-et-une au gouverneur, quatre et demie au gouverneur en second, trois et demie à chacun des membres du comité n'ayant pas d'autre emploi, une et demie à chacun des membres du conseil aussi sans autre emploi, sept et demie au commandant-général des troupes, six et demie aux colonels, les trois quarts d'une part aux majors. Enfin une augmentation de paie fut accordée aux officiers inférieurs, savoir : trois schellings par jour aux capitaines, deux aux lieutenants, un aux simples enseignes. La commission de 1/8 p. 100, sur le revenu accordé au gouverneur par le comité du Bengale, sur la proposition de Clive, se trouva abolie par ces nouvelles dispositions.

Cette mesure, qui venait au secours des employés, ne changeait pas la situation générale des affaires ; la disette d'argent, le trait caractéristique de l'histoire de l'Inde à cette époque, se

faisait sentir de plus en plus. Le 21 novembre 1768, le comité du Bengale écrivait à la cour des directeurs : « Vous comprendrez par l'état de vos finances la totale impossibilité où nous nous trouvons de rembourser certaines sommes qui ont été placées dans vos caisses à titre de dépôt ; nous ne pouvons en outre faire aucune des avances requises par les services publics. Vous ne croirez pas qu'il y ait de notre faute s'il se manifeste dans nos prochains chargements diminution dans la quantité et infériorité dans la qualité. » Ces circonstances firent concevoir à la cour des directeurs la nécessité d'avoir dans chaque présidence un fonds de réserve, auquel il ne serait touché que dans les cas extraordinaires. Dans ce but, ils limitèrent à 45 lacs la somme à employer aux chargements de cette année ; ce que les chargements auraient coûté au-delà de cette somme, à leur taux ordinaire, dut être employé à commencer ce fonds. Le 28 octobre (1768), un déficit de 663,055 roupies existait au Bengale ; le président et le conseil déclaraient à la cour des directeurs : « que si le public avait pu se nourrir d'illusions et conserver des espérances sur le revenu, eux ne le pouvaient pas ; que le seul expédient qui leur restât était d'ouvrir à deux battants les portes du trésor aux remises. » Ces remises provenaient de dépôts d'argent faits dans l'Inde dans les caisses de la Compagnie, par des personnes qui voulaient le toucher en Angleterre ; elles prenaient en échange de leurs capitaux des billets sur la Com-

pagnie en Angleterre. Cet argent, une fois dans les coffres des diverses présidences, était employé suivant les besoins du service; moyen de transport de l'argent de l'Inde en Angleterre également commode pour la Compagnie, et pour ceux qui en profitaient. Cependant, comme les directeurs acquittaient ces billets avec le produit de la vente des marchandises des Indes et de la Chine, et que ce produit pouvait rester au-dessous de la somme à payer, il en résultait de temps à autre quelques embarras.

Quant à ces billets, l'intérêt des présidences et celui de la cour des directeurs était, sous quelques rapports, en opposition. Les présidences désiraient naturellement avoir dans l'Inde le plus d'argent possible; elles faisaient en sorte d'échanger contre de l'argent comptant autant de billets qu'elles le pouvaient; d'un autre côté, elles ne voulaient pas que les chargements fussent fort considérables, parce que leurs ventes donnaient le moyen de solder immédiatement les billets. Les directeurs, pour la facilité de leurs opérations, devaient au contraire désirer avoir peu de billets à acquitter et beaucoup de marchandises à vendre. Aussi, la cour des directeurs ne tarda-t-elle pas à imposer des limites à cette pratique. Le 11 novembre 1768, après avoir confessé le déficit toujours croissant des revenus de l'Inde, elle disait : « Néanmoins, nous ne pouvons tolérer que vous tiriez sur nous d'une manière illimitée; l'état des affaires de la

Compagnie ne nous permet pas d'accepter des billets considérables tirés sur nous de nos établissements de l'Inde. En conséquence, nous vous donnerons l'autorisation d'emprunter, à tant ou tant d'intérêt par an, les sommes dont vous pourriez avoir besoin; elles seront remboursées à la fin de l'année, ou du moins aussitôt que l'état de nos affaires nous le permettra. » La somme jusqu'à laquelle les directeurs autorisaient à tirer des billets était de 70,000 livres sterling pour l'année 1769. Le résultat produit par cette mesure fut que les personnes qui voulaient faire passer leur argent en Europe l'échangèrent contre des billets des Compagnies hollandaise et française; et ces établissements, alors fort inférieurs en importance à ceux des Anglais, se trouvèrent tout-à-coup gorgés d'argent, tandis que ces derniers ne pouvaient s'en procurer à aucun prix. Les Français et les Hollandais, par la constitution de leurs Compagnies, se trouvaient en mesure de profiter de ces circonstances. Ces Compagnies étrangères étaient alors purement commerciales; tout l'argent qu'elles recevaient dans l'Inde était employé à l'achat de marchandises; ces marchandises, promptement expédiées en Europe, se trouvaient vendues avant l'échéance des billets, dont le montant était payé par le prix de cette vente. La Compagnie anglaise était au contraire un corps politique aussi bien qu'une association commerciale; l'argent qui lui était confié dans l'Inde était immédiatement employé à des dépenses de

guerre et de gouvernement : ce n'était que dans le cas où il se trouvait un surplus, chose fort rare, que ce surplus était employé à l'achat de marchandises. De là, l'embarras des directeurs pour acquitter les billets tirés sur la Compagnie.

La presse, le public, le ministère, le parlement, s'occupaient alors avec beaucoup d'attention des affaires de la Compagnie. Le parlement, comme nous l'avons dit, avait formellement défendu tout accroissement de dividende pour l'année 1767 ; ce terme expiré, les directeurs réclamèrent avec force contre une mesure qui leur semblait un empiètement du parlement sur les droits de la Compagnie : ils présentèrent à ce sujet une pétition au parlement. Une nombreuse minorité les soutint ; un nouvel acte du parlement n'en défendit pas moins tout nouvel accroissement de dividende au-delà de 10 p. 100 jusqu'au 1er février 1769. Avant l'expiration de ce terme, la cour des directeurs, jalouse d'éviter avant tout que la question de souveraineté fût posée de nouveau, négocia avec le ministère un arrangement provisoire. L'acte du 29 avril 1769 fut le résultat de ces négociations. Cet acte confirmait à la Compagnie la jouissance des revenus territoriaux de l'Inde ; à charge à elle de payer à l'Etat 400,000 livres sterling par an ; le cas échéant de l'augmentation progressive des revenus, il permettait l'augmentation du dividende, à raison de 1 p. 100 par année, jusqu'à concurrence de 12 et 1/2 p. 100 ; il admettait, d'un

autre côté, que, dans le cas contraire, celui de diminution, les paiements des 400,000 livres à l'échiquier subiraient une réduction proportionnelle; qu'ils cesseraient même entièrement dans le cas où le dividende de la Compagnie baisserait jusqu'à 6 p. 100; enfin, il imposait à la Compagnie l'obligation d'exporter des marchandises anglaises jusqu'à la concurrence d'une valeur de 400,000 livres sterling. Tout cet arrangement avait été fait en vue de l'accroissement probable des revenus de la Compagnie, accroissement auquel s'attendaient également le public, le parlement et le ministère. Loin de là, ils apprirent tout au contraire la guerre avec Hyder, les embarras financiers de Madras et de Calcutta, la diminution des revenus des trois présidences. Les espérances trompées se changèrent en colère et en irritation; ce ne fut qu'un cri, qu'un reproche contre les gouvernements de l'Inde. Une commission, composée de trois personnes versées dans les affaires de la Compagnie, fut formée, et reçut la mission de se rendre dans l'Inde pour se livrer à une enquête détaillée de l'état des choses: les membres de cette commission furent M. Vansittart, dernier gouverneur du Bengale, M. Scrafton et le colonel Fordes; sous le nom d'inspecteurs ou commissaires-généraux (supervisors), ils furent revêtus d'un pouvoir illimité; ils réunissaient dans leurs mains tous les pouvoirs de la Compagnie elle-même. Cette mesure eut et devait avoir pour adversaires les membres du gouvernement alors existant,

et leurs partisans ; pour partisans, le plus grand nombre des propriétaires, mécontents d'avoir vu s'évanouir leurs rêves dorés : aussi fut-elle adoptée à une grande majorité. Comme il arrive toujours de toute nouvelle mesure, les inspecteurs ou commissaires parurent à tous le remède universel aux maux d el'Inde.

La cour des directeurs sollicitait alors du ministère le secours d'une force navale considérable. Le ministère ne montrait pas d'éloignement à l'accorder; seulement il exigeait que l'amiral fût revêtu de pleins pouvoirs pour traiter avec Hyder-Ali, les Mahrattes, etc. La cour des directeurs ne voulut point subir cette condition. Le ministère se borna alors à demander voix délibérative pour le commandant des forces navales sur toutes les questions ayant trait à la guerre ou à la paix ; proposition portée devant la cour générale des propriétaires, qui la rejeta. Sir John Lindsay fut nommé commandant en chef de toutes les forces navales de Sa Majesté dans les mers de l'Inde; une autre commission, émanant de la cour des directeurs, lui donnait le commandement de tous les vaisseaux de la Compagnie dans les mêmes parages ; elle lui accordait én outre la faculté d'intervenir dans les affaires du golfe de Perse, et dans ce golfe seulement. Jusque là, l'emploi simultané des officiers du roi et des employés de la Compagnie n'avait pas été fécond en résultats heureux : les rivalités de rang, de grade, de prérogatives, n'avaient cessé

d'enfanter des querelles qui menaçaient à chaque instant de tout perdre. En France, les mêmes causes avaient produit nos désastres dans l'Inde et la ruine définitive de nos établissements. Mais, en ce moment, l'opinion n'était pas favorable aux employés de la Compagnie, qui ne produisaient que déficit là où l'on s'attendait à trouver des trésors, aussi la mesure qui appelait sir John Lindsay à ce poste important fut en général favorablement accueillie ; on mit beaucoup d'espérance dans l'autorité accordée à un officier du roi revêtu d'un grade élevé. Les vaisseaux alors dans le golfe de Perse, et deux frégates envoyées d'Angleterre, furent destinés au service de l'Inde. Les commissaires-généraux (supervisors) s'embarquèrent sur l'une de ces frégates, *l'Aurore;* mais ils n'atteignirent jamais le but : le vaisseau et l'équipage disparurent, sans que depuis lors on en ait jamais entendu parler.

M. Cartier avait pris le gouvernement du Bengale en 1770. Allahabad était devenue la résidence de Shah-Alaum ; il avait la jouissance des districts d'Allahabab et de Corah, qui lui avait été allouée par le traité récemment conclu entre lui, les Anglais et le visir. Ses ressources financières consistaient en une portion des revenus du Bengale, que les Anglais s'étaient engagés à lui payer. Un chef de Rohillas, Nujeeb-ad-Dowlah, après le départ d'Abdallah, avait obtenu le gouvernement de Delhi, où il exerçait l'autorité suprême dans une

complète indépendance de l'empereur. Tout était d'ailleurs tranquille de ce côté, mais les Mahrattes donnèrent alors de sérieuses appréhensions à la présidence du Bengale. Une partie de leurs forces avaient long-temps séjourné sur les frontières des rajpoot. La présidence se flattait que, rassasiés de butin, ils se retireraient à l'arrivée des grandes chaleurs. Ils poursuivirent, au contraire, leurs conquêtes au midi de la Jumma; tout le pays des Jauts, compris entre cette rivière et le Gange, se soumit à leurs armes, à l'exception des deux forts de Deeg et d'Agra. Ils imposèrent aux chefs des Jauts un tribut de 65 lacs de roupies, leur laissant la faculté d'échanger ce tribut contre une cession de terres d'une valeur équivalente; ils envoyèrent deux détachements dans la province de Corah et s'emparèrent de la ville de Bettoor, et se montrèrent disposés à attaquer les États du nabob de Oude. Jusque là, ils n'avaient manifesté aucun dessein hostile à la Compagnie. A la nouvelle de ces agressions, le conseil de Calcutta ne laissa pas de s'émouvoir : il prit la résolution de venir en aide au visir, auquel il avait formellement garanti l'intégrité de ses États. De courageuses résolutions de la part de la Compagnie pouvaient seules rendre quelque énergie à l'empereur, dont le caractère était plein de faiblesse et d'irrésolution; en ce moment il chassait à l'autre extrémité de son royaume, ne s'occupant d'aucun préparatif de défense. Les troupes en garnison à Dinajpore furent immédia-

tement dirigées vers les bords de la Caramanassa; la garnison d'Allahabad reçut un renfort considérable.

Dans le mois de février, les Mahrattes se dirigèrent sur Delhi; ils en prirent possession sans difficulté, ainsi que de quelques membres de la famille impériale. Cette entreprise avait été non seulement connue de l'empereur, mais conseillée par lui. Les Mahrattes avaient formé le projet de lui donner un successeur, il avait voulu par ce conseil prévenir l'exécution de ce projet, et gagner les bonnes grâces de ces terribles ennemis. D'ailleurs, l'empereur nourrissait depuis long-temps le projet de se joindre à eux de sa personne, se flattant de réaliser par leur secours le but constant de son ambition, c'est-à-dire de reprendre possession de Delhi, et de s'asseoir sur le trône de ses ancêtres. Il se serait senti moins blessé dans son orgueil en voyant Delhi dans leurs mains que dans celles de l'un de ses sujets. Le nabob, visir d'Oude, entrait en partie dans les idées de l'empereur; il proposa aux Anglais de réunir leurs forces, les siennes, celles de l'empereur, et de s'allier aux Rohillas et aux Afghans pour marcher sur Delhi. La mort de Nujee-Dowla, récemment arrivée, paraissait une occasion favorable à l'exécution de ce projet. La présidence, quoiqu'elle ne le goûtât pas, feignit pourtant de l'approuver; elle voulait avant tout empêcher que l'empereur ne se jetât dans les bras des Mahrattes. Mais l'empereur, qui tenait à ce dernier

parti, refusa, de son côté, de tenter l'entreprise; il refusa de même de la laisser tenter par un de ses fils, auquel il aurait confié l'étendard impérial. Sourd aux avis et aux prières du général anglais sir Robert Barker, il partit le 15 avril d'Allahabad, à la tête de 16,000 hommes que les efforts du visir et de quelques uns des grands officiers de l'empire étaient parvenus à rassembler; il se rendit à Nabbee-Gunge, ville à environ 30 milles de Furookabad, sur la route de Delhi. Là, le commencement des pluies le contraignit de s'arrêter, et un envoyé des Mahrattes vint lui présenter les conditions auxquelles ils promettaient leurs secours : c'était l'acquittement de tous les arrérages du tribut qui leur était dû depuis Mahomet-Shah, la confirmation de tous les jaghires appartenant à des chefs mahrattes, le partage égal du butin avec les troupes mogoles; enfin le paiement immédiat de 5 lacs de roupies pour les premiers frais de la guerre. L'empereur ne montra aucune répugnance pour ces conditions. La saison des pluies passée, ayant été rejoint par beaucoup de nobles et de grands personnages, il se mit en campagne, et, le 25 avril 1771, fit son entrée à Delhi, avec toute la pompe et toute la magnificence que les circonstances pouvaient permettre.

Après avoir joui de son triomphe pendant quelques jours, l'empereur, sollicité par les Mahrattes et par sa propre ambition, se remit de nouveau en campagne. Le pays des Rohillas le tentait aussi bien que ses nouveaux alliés; pour le premier,

ce devait être un accroissement de territoire, pour ceux-ci une occasion de pillage. Saharunpore, jaghire appartenant à Nujeeb-ad-Dowlah, n'était qu'à 70 milles de Delhi : il était défendu par deux forteresses, l'une au nord, l'autre à l'est. Zabita-Khan, fils de Nujeeb-ad-Dowlah, en avait hérité ainsi que du gouvernement de Delhi que l'empereur venait de reprendre. Ce chef puissant avait dû conserver un profond ressentiment de cette injure, qui le rendait redoutable à Shah-Alaum, ou du moins celui-ci en avait la conviction, ce qui le détermina à commencer les opérations de la guerre par la réduction de Saharunpore. Les troupes mogoles étaient commandées par Mirza-Nujeef-Khan, allié à la famille régnant en Perse. Après la perte de la bataille de Buxar et la fuite de Suja-Dowlah, celui-ci avait offert jadis ses services aux Anglais, et en avait obtenu le gouvernement d'Allahabad; mais, par suite de nouveaux arrangements, ce district fut plus tard assigné à l'empereur, et ses prétentions mises de côté. Les Anglais lui accordèrent, comme dédommagement, une pension annuelle de 2 lacs de roupies, et le recommandèrent à l'empereur. Depuis lors, les talents et l'adresse de Nujeef-Khan achevèrent sa fortune et le portèrent au commandement de l'armée. Les forces réunies de l'empereur et des Mahrattes étaient infiniment supérieures à celles de Zabita-Khan; après la perte d'une bataille, il traversa le Gange en toute hâte, pour aller défendre le territoire qu'il possé-

dait de l'autre côté du fleuve. Nujeef-Khan et les Mahrattes le poursuivirent vivement ; à peine Zabita-Khan les devança-t-il de quelques heures à Pattigur, où se trouvaient ses trésors et ses femmes, qui tombèrent dans les mains de l'ennemi. Lui-même se vit peu après contraint de venir chercher un refuge, à la tête d'un petit nombre de soldats fidèles, dans le camp de Suja-Dowlah. Les provinces de sa domination, qui florissaient depuis long-temps, protégées par une sage et vigoureuse administration, tombèrent entre les mains de l'ennemi, riche proie, surtout pour les Mahrattes, qui se firent la part du lion.

Les Rohillas se trouvèrent alors dans une alarmante situation. La plus grande et la meilleure partie de ces soldats de fortune, dont abondaient alors les armées du grand Mogol, appartenaient, comme on sait, aux diverses tribus des Afghans. La portion de ce peuple qui prit le nom de Rohillas avait continué à fournir fréquemment des corps de troupes auxiliaires aux armées impériales. Plusieurs de leurs chefs, qui s'étaient distingués dans ce service, en avaient été récompensés par des jaghires situés entre le Gange et les montagnes d'au-delà le territoire du subahdar d'Oude. Dans le désordre et la confusion produits par la décadence de l'empire, ces chefs s'étaient rendus indépendants dans leurs possessions respectives, mais s'étaient liés entre eux par une espèce de pacte fédéral. Ils avaient conservé fidèlement les mœurs, les coutumes, les manières de

leurs ancêtres. Leurs forces réunies montaient à 80,000 hommes, tant d'infanterie que de cavalerie. Des rivalités, des divisions intérieures, qui sont le propre des États fédératifs, empêchaient que ces forces ne fussent dangereuses pour leurs voisins; elles n'en étaient pas moins redoutables dans une guerre défensive. C'était, à tout prendre, la province la plus florissante et le peuple le mieux gouverné de l'Inde. Jadis, ils avaient eu des chefs remarquables par la bravoure et le talent; par malheur celui qui se trouvait maintenant à leur tête, Hafez-Rhomer, ne l'était nullement. Le plus dangereux des ennemis des Rohillas était le nabob d'Oude, parce qu'il était leur plus proche voisin. Un des prédécesseurs du nabob actuel avait même invité les Mahrattes à l'aider dans la conquête qu'il se proposait de faire de leur territoire, et c'est là ce qui avait fait naître chez ce peuple la première idée de s'établir dans cette partie de l'Indostan.

Les Rohillas avaient dans le visir actuel d'Oude un adversaire non moins dangereux; ils étaient, de plus, sans cesse menacés par le pouvoir toujours croissant des Mahrattes. L'alliance de ces derniers avec l'empereur, et leur entreprise contre Zabita-Khan, ayant vivement excité leurs alarmes, ils entrèrent en négociations avec Sujah-Dowlah : pour son compte, celui-ci avait lui-même beaucoup à redouter l'établissement des Mahrattes dans son voisinage. Le visir eut à ce sujet avec le général anglais une conférence où il exposa ses craintes que les Ro-

hillas ne cédassent une partie de leur territoire aux Mahrattes, ou que ceux-ci n'en fissent la conquête, deux circonstances pour lui également redoutables. Pour les prévenir, il se proposait, de se porter à la tête de son armée sur les frontières des Rohillas, et d'obtenir d'eux : 1° une cession de territoire pour l'empereur; 2° une somme d'argent pour les Mahrattes, à condition que ceux-ci s'éloigneraient sur-le-champ; c'était satisfaire aux dépens des Rohillas et l'empereur et les Mahrattes. Le visir sollicitait pour l'exécution de ce plan l'intervention des Anglais. Sir Robert Barker en référa à la présidence, qui approuva grandement ce projet, et autorisa sa coopération avec le visir. La proposition d'une cession de territoire parut tellement odieuse aux Rohillas, qu'ils la rejetèrent aussitôt sans même la discuter. Du temps fut perdu en négociations, tandis que 30,000 Mahrattes ravageaient le pays au-delà du Gange. Le général anglais plaida vivement la cause des Rohillas : il représentait au visir que leur faiblesse, dans le cas où aurait lieu le démembrement de leur territoire, ferait la force des Mahrattes; car ceux-ci, au bout d'une courte absence qu'ils se feraient chèrement payer, ne pouvaient manquer de revenir s'emparer des provinces les plus à leur convenance. Tout en traitant avec les Rohillas, le visir n'en négociait pas moins activement avec les Mahrattes; mais ceux-ci lui témoignant fort peu de déférence, variaient à chaque conférence dans leurs propositions. Cependant leur séjour ne

devait pas se prolonger long-temps encore sur la frontière du Rohilcund : des événements se passaient dans leur patrie qui ne devaient pas tarder à les rappeler. Le comité de Calcutta, qui en était instruit, écrivait au général Barker pour l'engager à n'acheter leur départ par aucune concession. Le visir, instruit à son tour de ces circonstances qui faisaient une nécessité aux Mahrattes de retourner dans leur patrie, se détermina à ouvrir de nouvelles négociations avec les Rohillas. Il se montrait très désireux d'effectuer cet arrangement; en effet, le départ des Mahrattes devenant volontaire, il n'avait plus la chance de se le faire payer par quelques concessions. Les Rohillas, au contraire, montraient une grande répugnance pour cet arrangement, et semblaient ne céder qu'aux instances des Anglais. Un officier anglais avait été envoyé à leur camp par sir Robert Barker, pour négocier les conditions de cet arrangement; sa négociation traîna en longueur : bien qu'il fût arrivé le 20 mai, l'arrangement ne put être conclu que le 17 du mois suivant. Les Rohillas et le visir contractaient une alliance offensive et défensive; les premiers s'engageaient à payer au visir une somme de 40 lacs de roupies, à la charge par ce dernier d'expulser les Mahrattes du Rohilcund et de les empêcher d'y pénétrer de nouveau. Dix lacs devaient être payés immédiatement après ce service rendu, le reste dans l'espace de trois années. Le visir retourna peu de jours après à sa capitale.

Les Mahrattes, après avoir ravagé à loisir le pays qu'ils avaient envahi, traversèrent le Gange au commencement de la saison des pluies, et se retirèrent volontairement. Les Rohillas sollicitèrent vivement le visir de conclure avec les Mahrattes un arrangement qui pût prévenir leur retour ; le visir n'en fit rien, et, les pluies passées, ceux-ci rançonnèrent de plus belle le Rohilcund. Après l'expédition contre Zabita-Khan, l'empereur était retourné à Delhi, nourrissant des craintes perpétuelles contre ses alliés les Mahrattes ; de leur côté, ces derniers, n'ayant plus rien à tirer de l'empereur, n'avaient pas perdu de temps pour entrer en rapport avec Zabita-Khan. Ils prirent avec ce dernier non seulement l'engagement de lui faire restituer son territoire, mais encore de lui faire obtenir de l'empereur la dignité d'Ameer-al-Omrah que son père avait possédée. L'empereur, blessé dans sa fierté, ne voulut point accorder ce titre ; les Mahrattes marchèrent aussitôt sur Delhi, contre ce souverain qu'eux-mêmes y avaient amené. Shah-Alaum retrouvant quelque énergie, vigoureusement et fidèlement secondé par Nujeef-Khan, fit des préparatifs de résistance ; mais les Mahrattes lui étaient de beaucoup supérieurs en nombre, et, obligé de céder à sa mauvaise fortune, il ouvrit les portes de sa capitale. Une année, jour pour jour, s'était écoulée depuis que ces mêmes Mahrattes, alors ses alliés, ses soutiens, y étaient entrés pour le replacer sur le trône impérial. Dès ce

moment, le malheureux Shah-Alaum ne fut plus qu'un prisonnier couronné. Les Mahrattes commencèrent par en extorquer une donation des provinces de Corah et d'Allahabad, donation qui alarma singulièrement le visir et les Rohillas qu'il s'était engagé à protéger, car ceux-ci se trouvaient dès lors à la merci de ces terribles ennemis. Zabita-Khan s'était déjà remis entre leurs mains; il était à craindre que d'autres chefs ne suivissent cet exemple. Les Mahrattes, promettant de ne se permettre aucun dégât, aucune dévastation, de ne point opprimer les cultivateurs, demandèrent qu'il leur fût permis de traverser le Rohilcund pour se rendre dans les Etats du visir. Le visir fit tous ses efforts pour prévenir entre les Mahrattes et les Rohillas cet arrangement : à la tête de son armée, il alla prendre position sur la frontière, dans le voisinage du Rohilcund. Il essaya de tous les moyens pour persuader aux Rohillas de s'opposer au passage des Mahrattes; il leur fit les promesses les plus réitérées qu'il saurait empêcher leur sécurité d'être troublée, soit dans le présent, soit dans l'avenir; il alla jusqu'à leur promettre la remise des 40 lacs de roupies qui lui étaient dus. Les Rohillas n'avaient pas grande confiance dans la parole du nabob; mais craignant au-dessus de tout les Mahrattes, ils évitèrent soigneusement tout arrangement avec ces derniers, et joignirent leurs troupes à celles des Anglais et du nabob-visir.

Lors de la nomination de sir John Lindsay au

commandement en chef des forces navales dans l'Inde, la cour des directeurs s'était montrée fort opposée à ce qu'il reçût un pouvoir quelconque sur les affaires de la Compagnie. Toutefois sir John fut pourvu d'une commission revêtue du grand sceau de Sa Majesté, et nommé ministre plénipotentiairee du roi; il reçut en outre le pouvoir de traiter et conclure tous les arrangements qui lui paraîtraient convenables avec les princes et souverains de l'Inde : pouvoir qui prenait sa source dans l'art. 11 du traité de paix de 1763, dont il était chargé de surveiller l'exécution. Or, comme ce traité reconnaissait Mahomet-Ali comme nabob du Carnatique, Salabut-Jung comme subahdar du Deccan, il en résultait que sir John se trouvait dans la situation d'un ambassadeur envoyé par le roi d'Angleterre à la cour d'un autre souverain. Le roi d'Angleterre et le nabob étaient dès lors, l'un vis-à-vis de l'autre, sur le pied de deux monarques qui règlent entre eux, par l'intermédiaire d'un ambassadeur, les affaires de leurs sujets respectifs. La Compagnie, qui jusque là avait agi en souveraine vis-à-vis du nabob comme vis-à-vis des autres princes du pays, descendait de ce rôle; elle n'était plus qu'une réunion de simples marchands, sous le patronage de l'un des représentants du roi d'Angleterre. En vertu du même traité, c'était encore à sir John qu'appartenait la décision des difficultés qui pourraient survenir entre les Anglais et les Français. D'ailleurs,

à son départ d'Angleterre, la cour des directeurs ignorait encore complétement l'existence de la commission dont il était porteur. Il s'en prévalut dès son arrivée à Madras. Étonnés, effrayés de ce qu'ils apprenaient, les employés de la Compagnie se hâtèrent d'en écrire en Angleterre pour avoir une règle de conduite à l'avenir.

Le premier acte d'autorité de sir John fut pénible pour les employés de la Compagnie; il exigea qu'ils fissent partie de sa suite quand il irait présenter ses lettres de créance au nabob. Jusque là, toute communication du gouvernement anglais avec les princes de l'Inde avait eu lieu par l'intermédiaire des employés de la Compagnie; sous ce rapport ceux-ci se trouvaient les représentants directs du roi, prérogative qui leur était enlevée par l'exigence de sir John Lindsay : de là, un commencement d'aigreur et d'animosité entre l'ambassadeur et la présidence. Les membres du conseil en firent des représentations par écrit à sir John ; ils s'efforçaient de lui faire comprendre le danger que ferait courir aux établissements anglais tout soupçon de la diminution du pouvoir de la Compagnie, surtout dans les circonstances où l'on se trouvait, c'est-à-dire au moment d'une guerre avec la puissance la plus redoutable de l'Inde; c'était le moment, ajoutait-il, où les plus grands efforts devenaient nécessaires de la part de la Compagnie, bien qu'il y eût à craindre que ses ressources ne fussent insuffisantes en hommes

et en argent. En homme d'esprit, sir John tira parti de l'avis : « Il était fâché, disait-il, de se trouver au moment d'une guerre qui paraissait inévitable; la paix était la chose la plus avantageuse à une compagnie de commerçants. Or, comme il était envoyé précisément pour le maintien de la paix, c'est-à-dire pour l'exécution de l'article 11 du traité de Paris, il les priait de vouloir bien lui fournir tous les documents de nature à l'éclairer sur la véritable situation de la Compagnie. » Sir John ajoutait qu'il avait ordre du roi de leur faire rendre compte de toutes leurs transactions avec les nabobs d'Arcot depuis la conclusion de ce traité, surtout de s'enquérir des causes qui avaient amené ces dernières guerres avec le subahdar du Deccan et avec Hyder, guerres dont les conséquences, ainsi qu'eux-mêmes le confessaient, avaient été déplorables. Le président du conseil, ne se tenant pas pour battu, éleva des difficultés constitutionnelles sur la communication de ces pièces : « Les renseignements transmis à la cour des directeurs étaient à la disposition du parlement; c'est du parlement que la Compagnie tenait ses droits : or, ce serait méconnaître son autorité que de transmettre ces papiers à un autre pouvoir, c'est-à-dire au ministère ou à un agent du ministère. » D'ailleurs, sir John était d'autant mieux avec le nabob qu'il était plus mal avec la présidence; ce prince le regardait comme le représentant d'un souverain bien disposé en sa faveur, comme son protecteur

naturel contre ses ennemis. Parmi ces derniers, le président et les membres du conseil étaient ceux qu'il accusait le plus fréquemment : il se plaignait à sir John d'être tout à la fois dépouillé de son pouvoir et de son argent par des marchands étrangers. Ce dernier n'ayant jamais été dans l'Inde, jugeant tout ce qu'il voyait ou entendait d'après les idées de l'Europe, prêtait aux discours du nabob une oreille crédule; à ses yeux c'était vraiment une monstruosité que des marchands étrangers venant s'ingérer dans la politique et le gouvernement d'un souverain qui voulait bien les admettre dans ses États. Sir John, envoyé et représentant du roi d'Angleterre, ne pouvait, d'un autre côté, voir qu'avec une sorte de dédain de simples employés d'une compagnie de marchands. Par tous ces motifs, auxquels ne tarda pas à se joindre son mécontentement personnel contre le conseil de Madras, il se trouva bientôt tout disposé à entrer dans les idées politiques du nabob. Il ne se croyait peut-être pas bon juge de ce que pourraient être en elles-mêmes les mesures que celui-ci jugerait convenable de prendre, mais le droit qu'il avait de les adopter lui semblait incontestable.

Des embarras au-dehors vinrent bientôt se joindre pour le gouvernement de Madras à ces embarras intérieurs. Dans leur dernier traité, la présidence et Hyder-Ali s'étaient engagés à se soutenir mutuellement, si l'un ou l'autre était attaqué; c'était même dans ce seul but que Hyder avait con-

senti à ce traité. En 1770, les Mahrattes ayant pénétré dans les États de Hyder, celui-ci, en vertu de ce traité, sollicita des secours de la présidence; mais la présidence éluda ou différa de jour en jour de satisfaire à ces demandes. Les Mahrattes, moins disciplinés que leurs adversaires, avaient la supériorité du nombre, et les troupes mysoréennes se trouvaient vis-à-vis de ces nouveaux ennemis dans la même situation que les troupes anglaises à leur égard. Aussi Hyder put pratiquer à son bénéfice la manœuvre habituelle des Anglais. Dans sa marche il formait son armée en un immense carré, et cheminait ainsi à travers la nombreuse cavalerie des Mahrattes qui caracolait autour sans pouvoir l'entamer. Néanmoins, ce ne fut qu'avec de grandes difficultés qu'il parvint à gagner Bednore, où il s'enferma. Les Mahrattes prirent position dans le voisinage; mais le moment ne pouvait tarder où l'insuffisance des vivres allait les contraindre à quitter un pays épuisé par leurs propres ravages; l'art des siéges leur était inconnu, et Hyder n'était pas disposé à sortir de Bednore. Dans cette situation, ils s'adressèrent au nabob, pour obtenir par son intermédiaire l'aide des Anglais, dont l'habileté à prendre les places leur paraissait tenir du prodige; joignant la menace aux prières, ils parlaient d'envahir le Carnatique en cas de refus. Les Anglais se trouvèrent par là dans une situation difficile; force était pour eux de se prononcer entre Hyder et les Mahrattes.

Or, l'un ou l'autre de ces deux partis avait ses inconvénients : assurer le triomphe des Mahrattes, c'était en faire aussitôt de dangereux voisins pour le Carnatique ; secourir Hyder, c'était entrer en guerre avec eux ; il n'était pas certain que leurs troupes réunies à celles de Hyder pussent facilement en venir à bout, et, s'ils obtenaient ce résultat, la puissance de celui-ci devenait aussi redoutable que l'eût été celle de ses rivaux. D'un autre côté, conserver la neutralité, c'était les offenser à la fois tous les deux, c'était se faire deux ennemis d'un seul coup ; et dans ce cas, il ne restait aucun moyen d'échapper à la vengeance du vainqueur. Réduit à cette extrémité, le gouvernement de Madras, sans refuser positivement ni l'un ni l'autre, prit le parti d'éluder également leurs demandes ; il s'occupa en même temps de se mettre en mesure pour tout événement. Mais, de son côté, le nabob était tout-à-fait résolu à profiter de l'occasion pour contracter une alliance avec les Mahrattes. Ces derniers, pour prix de son concours, lui avaient promis de grands accroissements de territoire ; une autre considération plus puissante attirait encore le nabob de ce côté. Il se flattait de secouer, avec leur aide, la dépendance où jusque là il avait vécu à l'égard des Anglais, même de se faire craindre d'eux, en cette nouvelle qualité d'allié d'une puissance alors si redoutée dans toute l'Inde. Pour comble d'embarras et de complications, les Anglais n'avaient pas d'argent, de sorte qu'à peine engagés dans la guerre, ils tombaient aussitôt dans

la dépendance du nabob. Cependant sir John Lindsay n'en entrait pas moins dans les vues de ce dernier; il n'était sorte de représentations, de sollicitations qui, par lui, ne fussent mises en œuvre auprès du conseil pour le décider à une alliance avec les Mahrattes. Au plus fort de ces discussions, le ministère, qui s'en alarma, céda aux instances de la cour des directeurs, signa l'ordre du rappel de sir John, qu'il remplaçait par sir Robert Harland; de nouvelles forces navales furent, en outre, expédiées pour l'Inde. Mais ce n'est pas tout de changer les personnes lorsque les situations demeurent les mêmes; les mêmes causes ne pouvaient manquer d'agir sur l'esprit de sir Robert Harland de la même façon que sur celui de sir John Lindsay: nous le verrons continuer exactement celui-ci.

Un peu avant cette époque, un des plus terribles fléaux dont l'histoire ait gardé le souvenir désola le Bengale. En 1769, une sécherese extraordinaire épuisa l'humidité des campagnes, tarit les ruisseaux, transforma les marais eux-mêmes en plaines de sable. Les récoltes manquèrent cette année et la suivante; à peine sur le sommet de quelques montagnes un peu de riz fut-il recueilli, mais en quantité bien insuffisante pour la consommation des habitants des campagnes dont on sait qu'il est la seule nourriture: les importations, ordonnées trop tard, ne purent y suppléer. Une famine affreuse éclata dans toute l'étendue du Bengale et des provinces voisines. Les villages furent désertés de leurs

malheureux habitants qui allaient chercher ailleurs des secours qu'ils ne devaient pas trouver. On les voyait marcher au hasard sur toutes les routes, par familles et par bandes; les uns dévoraient les herbes des champs, l'écorce des arbres, les jeunes arbres eux-mêmes; d'autres essayaient d'endormir les tourments de la faim, en avalant de la terre que le plus souvent leur estomac rejetait. Parmi ces malheureux, il en tombait à chaque instant pour ne plus se relever; d'autres traînaient avec peine les restes d'une existence douloureuse, tous errant çà et là dans un morne silence, dans un état effrayant de stupidité. Tous les sentiments de la nature paraissaient éteints, tout lien social rompu : une poignée d'herbes, un morceau d'écorce d'arbre excitait un combat où s'entre-tuaient des frères, des pères et des fils. Chacun, dévoré de ses propres douleurs, était devenu indifférent à celles des autres. Dans les environs de Calcutta, où ils s'étaient rassemblés en plus grand nombre, c'était un entassement confus, un mélange affreux de vivants, de morts et de mourants; les survivants étaient devenus trop peu nombreux pour enterrer ceux qui succombaient chaque jour; on les jetait par tas dans le Gange. Les eaux du fleuve se corrompirent; elles exhalèrent des vapeurs pestilentielles, la ville en fut entourée comme d'un sombre voile. Des fièvres épidémiques vinrent ajouter alors à l'effroi général et firent craindre la peste; crainte qui pourtant ne se réalisa pas : une prodigieuse quantité d'oiseaux

de proie, d'insectes et d'animaux carnassiers couvraient ces rivages ; ils dévorèrent, en partie du moins, cette multitude de cadavres, et ce dernier fléau fut écarté. Au milieu de ces scènes terribles, où tous les liens de la famille et de la société avaient été rompus, les idées religieuses subsistèrent encore dans toute leur force. L'Indou, qui ne trouvait plus, ni herbe, ni écorce d'arbre, dont l'estomac venait de rejeter la terre qu'il s'était efforcé d'avaler, n'en persista pas moins à refuser toute nourriture animale. Le bœuf, la vache sacrée, les autres animaux, également affamés, cherchaient eux-mêmes leur nourriture au milieu de cette multitude affamée : il fut sans exemple qu'un seul d'entre eux fût sacrifié. Les prières et les exemples des Anglais, l'approche d'une mort inévitable, trouvèrent les Indous également inflexibles : c'étaient des martyrs tombant chaque jour par milliers devant l'autel de leurs divinités. Trois à quatre millions, c'est-à-dire plus du tiers des habitants du Bengale, furent engloutis dans cette catastrophe. Et chose plus horrible encore que tout cela, c'est qu'un grand nombre de fortunes datèrent de cette époque. D'avides marchands, à Calcutta ou dans les villages voisins, avaient accaparé le peu de riz récolté. Ils s'enrichirent en spéculant sur la faim, et laissèrent en proie à une horrible misère le petit nombre de ceux qui survivraient à ce terrible désastre.

FIN DU TOME DEUXIÈME.

OUVRAGES

De M. le Baron Barchou de Penhoën.

HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE ALLEMANDE, depuis Leibnitz jusqu'à Hegel. 2 vol. in-8. 15 fr.

DE LA DESTINATION DE L'HOMME, par Fichte, traduit de l'Allemand. 2e édition, in-8, 7 fr. 50 c.

GUILLAUME D'ORANGE ET LOUIS-PHILIPPE, in-8. 7 fr. 50 c.

UNE AUTOMNE AUX BORDS DE LA MER, in-8. 7 fr. 50 c.

MÉMOIRES D'UN OFFICIER D'ÉTAT-MAJOR (expédition d'Afrique), in-8. 7 fr. 50 c.

Sous presse :

L'INDE SOUS L'ADMINISTRATION ANGLAISE. 3 vol. in-8.

Paris. — Imprimerie de BOURGOGNE et MARTINET, rue Jacob. 30.